



Le Moniteur

Paraissant
du Lundi au Vendredi

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE D'HAÏTI

Directeur Général
Ronald Saint Jean

175^e Année – Spécial N° 30-A

PORT-AU-PRINCE

Lundi 5 Octobre 2020

SOMMAIRE

DOCUMENTS ANNEXES AU BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2020 – 2021

NUMÉRO SPÉCIAL

EXPOSÉ DES MOTIFS DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2020 – 2021

I- CADRE GÉNÉRAL D'ÉLABORATION DU BUDGET 2020-2021

Le budget général de la République d'Haïti pour l'exercice 2020-2021 est établi conformément aux dispositions de la Loi du 4 mai 2016 relative au processus d'élaboration et d'exécution des Lois de Finances (LEELF). Ce budget survient dans un climat socio-politique qui demeure tendu et une situation économique encore empreinte des effets des crises répétitives enregistrées au cours des exercices précédents qui sont exacerbés par la pandémie COVID-19.

Pour faire face aux déficiences structurelles qui ont été mises en exergue par la crise sanitaire COVID-19 et des situations de troubles intérieurs, le Gouvernement a préparé un Plan de Relance Economique Post-COVID-19 (PREPOC 2020-2023) pour les trois prochaines années. Ce plan, qui vise la stabilisation et la relance économique, constitue le

cadre de référence qui a guidé la préparation du budget 2020-2021. À travers le PREPOC 2020-2023, le Gouvernement a fait le choix de la réorientation de la gestion publique actuelle pour s'inscrire définitivement dans la Gestion Axée sur les Résultats du Développement Économique et Social. Dans cette optique, les choix budgétaires pour l'exercice fiscal 2020-2021 priorisent les Actions à Résultats Rapides et Tangibles, mais aussi celles qui posent les bases d'une amélioration de la productivité et des performances économiques.

Dans un contexte de la persistante de fortes contraintes au niveau des ressources publiques, le processus de sélection des dépenses budgétisées a été renforcé pour en accroître la qualité et les impacts, et permettre ainsi au Gouvernement de faire plus avec peu de moyens. Afin d'assurer la mise en œuvre effective du PREPOC, l'affectation des ressources et des charges de l'État pour l'exercice fiscal 2020-2021 a été faite en fonction des engagements de l'État, et des grands objectifs de développement conformément aux domaines de concentration identifiés dans le PREPOC.

Ainsi, alignés sur les objectifs du PREPOC, le budget 2020-2021 consacre comme axes prioritaires :

- le renforcement de la sécurité et de l'État de droit pour redonner confiance à la population et faciliter aux opérateurs privés l'exercice de leurs activités ;
- le renforcement des politiques d'inclusion sociale pour répondre aux urgences engendrées par les crises socio-politiques répétitives dont les effets ont été exacerbés par la pandémie de COVID-19 ;
- le renforcement des services d'infrastructures existants ainsi que l'accès à l'énergie pour réduire les coûts de production et contribuer à l'amélioration de la compétitivité de l'économie ;
- l'élargissement de la base productive à travers le soutien au développement de certains secteurs clés porteurs de croissance pour une relance rapide de l'économie; notamment l'agro-industrie, le secteur textile, le tourisme, l'immobilier et l'économie numérique ;
- le soutien au développement des PME pour une contribution à la création d'emplois décents et à la réduction du chômage qui frappe une frange importante de la population, notamment les jeunes ;
- l'amélioration de la gouvernance, notamment l'efficacité de la gestion publique, ainsi que l'intensification des efforts en vue de l'amélioration du cadre des affaires.

II- LES PERSPECTIVES MACROÉCONOMIQUES ET LES HYPOTHÈSES RETENUES

L'économie haïtienne a été très affectée par les nombreux chocs sociaux, politiques et environnementaux auxquels elle a dû faire face. La pandémie de COVID-19 a davantage plombé les perspectives macroéconomiques déjà difficiles. Toutefois, pour l'exercice 2020-2021, la croissance du PIB ressortira à 2.4% et l'inflation de fin d'exercice se situera à 18.2% en glissement annuel. Ces évolutions résulteront notamment des politiques qui seront engagées pour soutenir la diversification et la transformation structurelle de l'économie haïtienne; ainsi que des actions qui seront entreprises pour contenir l'évolution des prix intérieurs, favoriser l'investissement privé et accroître l'efficacité des dépenses publiques. Outre, l'accroissement de la production, toutes ces actions contribueront aussi à créer des emplois, réduire la facture des importations et contribuer à diversifier les produits d'exportation.

Au niveau des finances publiques, les recettes fiscales sont projetées à 128 milliards de gourdes, en hausse de 50.3% contre une moyenne de 11% sur les cinq (5) dernières années. Outre les effets de la croissance économique, cette hausse résultera notamment de la mise en œuvre du plan de rationalisation des dépenses fiscales et du renforcement de la performance des administrations fiscales et douanières. Comme résultat, la pression fiscale atteindra 8.4%, sur la base des comptes nationaux révisés de l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI). Les dépenses publiques connaîtront une forte croissance en raison des besoins financiers importants qu'engendrera la mise en œuvre du PREPOC d'une part, et de la nécessité de répondre aux besoins sociaux qui ont fortement augmenté avec la crise sanitaire. Aussi, des ressources additionnelles seront mobilisées à travers des émissions nettes de trésorerie à 25 milliards de gourdes

compte tenu des contraintes de liquidité du système bancaire. Malgré les contraintes financières, le Gouvernement contiendra le niveau de financement monétaire à 37.1 milliards de gourdes, compatible aux objectifs de stabilisation du cadre macroéconomique et à la maîtrise de l'inflation.

III- LES GRANDS ÉQUILIBRES DU BUDGET 2020-2021

1. Le budget pour l'exercice 2020-2021 est en hausse de 28,2%

Le budget de l'exercice fiscal 2020-2021 atteint la barre des **254 704 000 000 gourdes** en ressources et en emplois contre **198 700 000 000 gourdes** pour l'exercice 2019-2020, soit une hausse de **28,2%**. Cette hausse repose, d'une part, sur les efforts considérables qui seront déployés par les organismes de perception dans la mobilisation des ressources; et d'autre part sur l'augmentation des appuis financiers des partenaires au développement et l'utilisation de nouveaux outils de financement interne. La hausse sera également soutenue par la poursuite des réformes au niveau administrations fiscales et douanières portant sur le renforcement du contrôle fiscal, la rationalisation progressive des exonérations et l'amélioration de la productivité des services de recouvrement, qui permettront de limiter la baisse des ressources internes due au contexte macroéconomique difficile. Ces augmentations attendues au niveau des ressources permettront de prendre en charge l'ajustement de salaire des agents de la fonction publique en vue de s'aligner sur le salaire minimum; le financement des activités électorales prévues au cours de l'exercice; la relance de l'investissement public notamment à la mise en oeuvre du plan de relance économique Post COVID-19 et l'apurement d'une part importante des arriérés accumulés sur les exercices fiscaux antérieurs.

2. Les ressources du projet de Budget 2020-2021

Les ressources du budget de l'État, au titre de l'exercice fiscal 2020-2021, s'élèvent à **254 704 000 000 gourdes** contre **198 700 000 000 gourdes** pour le budget de l'exercice 2019-2020 soit une augmentation de **56 004 000 000 gourdes**. Elles comprennent **132 612 978 595 gourdes** de ressources internes.

Les concours des partenaires extérieurs attendus à hauteur de **29 946 175 000** sont constitués de **9 969 675 000 gourdes** d'appuis budgétaires et de **19 976 500 000 gourdes** au titre de dons et emprunts projets. Ces ressources comprennent également **92 144 846 405 gourdes** provenant notamment des émissions de titres publics (**25 000 000 000 gourdes**) et des emprunts auprès des banques commerciales (**16 387 200 000 gourdes**) et de la Banque de la République d'Haïti (**37 116 346 305 gourdes**).

3. Les dépenses du budget 2020-2021

Les dépenses projetées également à **254 704 000 000 gourdes**, traduisent la volonté du Gouvernement de relancer l'activité économique, de limiter l'impact de la crise sanitaire sur le secteur productif et de continuer les efforts pour augmenter notre capacité de production énergétique et faciliter l'accès à l'électricité.

Le service de la dette publique pour l'exercice fiscal est prévu à hauteur de **49 194 478 911 gourdes** réparties de la manière suivante : **38 386 154 188 gourdes** au titre de la dette interne et **10 808 324 723 gourdes** de la dette externe.

Les charges de personnel, affichant une hausse de 40,1%, sont prévues à **66 558 516 554 gourdes**, soit une augmentation de **19 042 234 644 gourdes** par rapport au niveau inscrit dans le budget 2019-2020. Cette hausse permettra non seulement de prendre en charge l'ajustement de salaire des agents de la fonction publique, de deux nouvelles promotions de policiers mais aussi d'annualiser la régularisation de la situation de certains agents publics réalisée au cours de l'exercice 2019-2020.

Les dépenses liées au fonctionnement courant de l'administration, estimées à **33 571 764 826 gourdes**, sont en hausse de 8,6% par rapport à l'exercice antérieur. Par ailleurs, les dépenses de subventions estimées à **26 273 310 920 gourdes** afficheront une baisse importante de 30,7%, en raison principalement de l'élimination de la subvention des produits pétroliers et le retour à l'application de la Loi de 1995 sur les accises variables.

Les dépenses d'investissements publics dans le budget de l'exercice fiscal 2020-2021 s'élèvent à **74 194 000 000 gourdes** et sont financées à 62,11% à partir des ressources nationales, soit **46 080 000 000 gourdes**, et 37,89% sur les dons et emprunts projets correspondant à **28114 000 000 gourdes**.

IV- Mesures et réformes pour l'atteinte des objectifs

L'atteinte des objectifs et cibles inscrits dans le budget 2020-2021 est conditionnée par un ensemble de mesures et réformes qui devront être initiées durant l'exercice. Ces dernières devront permettre une meilleure mobilisation des ressources mais particulièrement un assainissement dans la gestion des finances publiques afin de dégager des ressources additionnelles pour la mise en œuvre des programmes et projets porteurs de croissance et de création d'emplois. Ces mesures et réformes portent notamment sur :

- i. **la mise en œuvre du Plan de Rationalisation des Dépenses Fiscales (PRDF)**, validé en juin 2020 par le MEF, qui vise l'amélioration de la performance des organismes de perception en réduisant les largesses fiscales.

L'implémentation du PRDF sera réalisée de manière progressive sur les cinq (5) prochaines années et permettrait à l'État de mobiliser beaucoup plus de ressources pour consacrer à la sécurité et à l'amélioration du climat des affaires. Aussi, parmi les mesures qui sont adoptées dans le budget 2020-2021, nous retenons l'assujettissement des ONG aux paiements des frais de vérification sur l'importation de tous biens, matériels et équipements et l'élimination des exonérations sur les taxes communales pour les nouveaux projets bénéficiant d'avantages incitatifs, ce qui devrait permettre aux communes de disposer de plus de ressources pour financer leur budget ;

- ii. **des efforts sont amorcés pour une meilleure transparence budgétaire.** Faisant suite à l'initiative prise lors de l'élaboration du document budgétaire 2019-2020, celui de 2020-2021 intègre toutes les dépenses extrabudgétaires ainsi que toutes autres sources de financement. Ce cadre budgétaire incorpore toutes les dépenses de l'État, y compris les subventions et les transferts au secteur de l'énergie et leur financement, auparavant enregistrés hors-budget ;
- iii. **L'adoption du calendrier de mise en œuvre de la Loi sur l'Elaboration et l'Exécution de la Loi de Finances.** Il s'agit d'un processus impliquant l'ensemble de l'administration publique dont l'objectif fondamental est d'arriver à l'implémentation du budget-programme;
- iv. le Renforcement des structures d'exécution de dépenses publiques et l'amélioration des procédures d'exécution budgétaire ;
- v. l'ajustement de salaire dans la fonction publique pour prendre en compte les dernières dispositions légales relatives au salaire minimum ;
- vi. la construction de logements sociaux et la promotion d'initiatives privées dans des projets de construction de logements à prix abordables pour la classe moyenne ;
- vii. un programme de stages et d'insertion professionnel pour des jeunes diplômés ;
- viii. des projets de développement des filières pour encourager l'élargissement de la base productive, notamment à travers la politique de substitution aux importations et l'augmentation de la gamme des produits exportés.

**CADRE MACRO ÉCONOMIQUE
DU BUDGET GÉNÉRAL
DE L'EXERCICE FISCAL 2020-2021**

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

La présente note de cadrage macroéconomique à moyen terme sert de base à la révision du cadrage associé au budget 2019-2020 et à l'élaboration de celui de 2020-2021. Elle évalue les performances économiques et financières d'Haïti sur le passé récent, fournit des indications sur les prévisions de l'exercice fiscal 2020-2021 et présente les perspectives sur la période 2021-2023. Cette évaluation tient compte des événements économiques majeurs programmés ou attendus et des effets probables de l'évolution de l'environnement international et régional sur l'économie nationale, ainsi que les politiques nationales.

La pandémie de COVID-19 a mis à genou les différentes économies de la planète durant l'année 2020, affectant davantage les pays développés. Ainsi, les prévisions de juin 2020 du Fonds Monétaire International (FMI) tablent sur une contraction de l'économie mondiale de 4,9%, dont une récession de 8% est attendue au niveau des pays avancés. En dépit de la situation qui prévaut dans l'économie mondiale, notamment aux USA où le taux de chômage s'est accentué (10.9% en juillet 2020) et des contractions dans les économies à forte migration haïtienne tels le Brésil (croissance de -9.1%) et le Chili (-4.5% de recul du PIB), les transferts privés sans contrepartie vers Haïti n'ont pas baissé comme anticipé lors de l'élaboration du budget 2019-2020.

En 2019-2020, Haïti a continué à subir les contrecoups des effets des crises socio-politiques répétitives de 2018-2019, combinés aux effets de la propagation de la pandémie de COVID-19. En plus des effets dus à la succession des événements dits « Peyi Lòk » et les mouvements de protestations de certaines catégories socio-professionnelles, les effets globaux de la pandémie de COVID-19 au niveau mondial ont aussi affecté l'économie haïtienne, notamment le secteur réel et les finances publiques. D'une manière générale :

- les importations ont chuté de même que les exportations ;
- une contre performance a été constatée dans la mobilisation des recettes par rapport aux objectifs visés en dépit d'une augmentation par rapport à l'exercice fiscal 2018-2019 ;
- le taux de change, ayant connu une certaine stabilité sur les quatre (4) premiers mois de l'exercice, a connu une certaine accélération à partir du mois de février 2020. Cependant à partir de la mi-août, sous l'effet des interventions et mesures correctrices de la BRH combinées aux décisions budgétaires du MEF et également aux mesures de régulation commerciale prises par le Ministère du Commerce et de l'Industrie, la gourde a connu une appréciation spectaculaire d'environ 72% par rapport au dollar (*121.25 gourdes au 12 août 2020 contre 70.50 gourdes au 25 septembre 2020*). .

Les efforts consentis par le gouvernement pour stabiliser l'économie et le ralentissement du rythme de propagation de la Pandémie de COVID-19 ont amené les prévisionnistes du MEF à réviser la croissance de -3.6% à -2.9% pour l'exercice 2019-2020. Cependant, compte tenu de la décision des autorités de profiter de cette opportunité pour adopter et mettre en œuvre un Plan de Relance Economique Post Covid-19 (PREPOC 2020-2023), la croissance économique est projetée à 2.4% sur l'exercice fiscal 2020-2021 et le taux d'inflation de fin d'exercice à 18.2%, sous l'hypothèse d'une pression fiscale de 8.4% contre 6.5% aujourd'hui.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES
NOTE DE CADRAGE MACROÉCONOMIQUE BUDGET GÉNÉRAL –
EXERCICE FISCAL 2020-2021

À moyen terme, sous l'hypothèse de mise en œuvre des projets et actions phares du PREPOC 2020-2023, le taux de croissance est projeté à 3% en moyenne annuelle sur les trois prochaines années et le taux d'inflation à 10% d'ici la fin de 2023 (Voir tableau suivant).

Synthèse des résultats de la prévision de croissance

| Cadre macro 2020-2023 | Réalisation | Estimation | Prévisions | | |
|-------------------------------------------------------------------------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| | 2018-2019 | 2019-2020 | 2020-2021 | 2021-2022 | 2022-2023 |
| Indicateurs macroéconomiques | | | | | |
| PIB | | | | | |
| à prix constant (en millions de gourdes) | 641,762.74 | 623,086.56 | 638,161.43 | 657,358.87 | 680,535.52 |
| variation annuelle | -1.7% | -2.9% | 2.4% | 3.0% | 3.5% |
| PIB | | | | | |
| à prix courant (en millions de gourdes) | 1,192,476 | 1,318,926 | 1,528,628 | 1,764,202 | 2,026,035 |
| variation annuelle | 13.4% | 10.6% | 15.9% | 15.4% | 14.8% |
| Déflateur du PIB | | | | | |
| Variation annuelle | 1.86 | 2.12 | 2.40 | 2.68 | 2.98 |
| | 15.4% | 13.9% | 13.2% | 12.0% | 10.9% |
| Inflation (%) | | | | | |
| en glissement annuel | 20.1 | 26.9 | 18.2 | 13.7 | 10.0 |
| en moyenne annuelle | 17.3 | 22.9 | 22.7 | 16.3 | 11.3 |
| Recettes totales en millions de gourdes (1) | 76,590.5 | 85,177.7 | 128,040.0 | 153,597.5 | 184,878.0 |
| variation | -3.8% | 11.2% | 50.3% | 20.0% | 20.4% |
| Dépenses courantes en millions de gourdes (2) | 85,403.2 | 105,360.0 | 136,121.9 | 147,002.2 | 162,228.7 |
| Dépenses d'investissement (Trésor public (PIP)) en millions de gourdes (3) | 2,645.3 | 12,500.0 | 24,189.0 | 30,611.9 | 32,841.9 |
| Dépenses totales en millions de gourdes | 116,574.0 | 149,849.5 | 254,704.0 | 278,928.5 | 303,367.5 |
| Bons du Trésor et autres sources du secteur financier en millions de gourdes | 13,242.4 | 53,600.0 | 62,116.3 | 62,355.9 | 55,638.1 |
| - Emissions nettes de bons du trésor | 3,615.0 | 9,700.0 | 25,000.0 | 28,852.7 | 33,134.9 |
| - Financement BRH | 9,627.4 | 43,900.0 | 37,116.3 | 33,503.2 | 22,503.2 |
| Pression fiscale | 6.4% | 6.5% | 8.4% | 8.7% | 9.1% |

Source :MEF/DEEP version du 30 sept 2020

INTRODUCTION

Les crises persistent et se suivent dans l'économie haïtienne. Qu'ils soient d'ordre naturel (sécheresse, tremblement de terre, ouragans et cyclones), socio-politique (Peyi Lòk), économique (émeutes de la faim, la vie chère) ou sanitaire (COVID-19), les dix dernières années ont été témoin d'une succession de chocs sans précédent pour l'économie.

L'exercice fiscal 2019-2020 a été dans un premier temps marqué par un arrêt quasi complet des activités au premier trimestre sous-jacent à la crise « Peyi Lòk », résultant des manifestations et troubles violents dès la fin de l'exercice précédent. Ensuite, vers la fin du second trimestre, la pandémie infectieuse du Coronavirus COVID-19 a, une fois de plus, conduit à un ralentissement significatif des activités économiques. Après une timide relance au troisième trimestre, le quatrième trimestre a vu le phénomène d'insécurité générale reprendre ses droits dans l'Aire Métropolitaine et dans les grandes villes de province, perturbant la mobilité des personnes et des marchandises. Ces différentes périodes de trouble ont eu un impact significatif sur les efforts déployés par le Gouvernement dans la mobilisation des recettes et ont aussi occasionné une hausse des dépenses publiques.

La crise sanitaire COVID-19 a exacerbé les fragilités de l'économie haïtienne quoique les mesures d'urgence prises par les autorités aient largement contribué à réduire les impacts négatifs. Néanmoins, les autorités haïtiennes reconnaissent que la gestion de l'après-COVID est tout aussi importante et doit intégrer l'agenda économique sur le moyen terme.

C'est dans ce contexte de raréfaction des ressources sous fond de perturbations prolongées que se déroule la préparation du Budget 2020-2021. La présente note de cadrage macroéconomique y relatif s'articule autour des points suivants :

- environnement international ;
- évolution récente de l'économie haïtienne ;
- situation macroéconomique en 2019-2020 ;
- cadrage macroéconomique 2020-2021 ;
- cadrage macroéconomique à moyen terme.

I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL ET RÉGIONAL RÉCENT

Au niveau mondial, l'année 2020 est principalement marquée par la pandémie infectieuse au Coronavirus, COVID-19. Cette dernière a fait plus de 900 000 morts à travers le monde et 28 millions de personnes infectées (OMS, août 2020). Le rythme de propagation étant significativement élevé, les mesures d'endiguement ont consisté surtout, au cours des premiers mois, à l'isolement, le confinement, la distanciation sociale et la fermeture généralisée de plusieurs activités jugées non essentielles dans les différentes parties du monde. Ces mesures ont eu pour effet un net ralentissement de la production ainsi que de la consommation dans de nombreuses économies.

A. Environnement économique international

Selon les projections du Fonds Monétaire International (FMI) revues en juin 2020, l'économie mondiale devrait se contracter de 4.9% ; soit -1.9 point de pourcentage par rapport aux prévisions d'avril. Ce recul, plus important que celui de la crise financière de 2008, est dû à la mise en place des mesures visant à ralentir le rythme de propagation de la pandémie de COVID-19. Pour la première fois, toutes les régions devraient voir leur économie se contracter en 2020. Toutefois, des différences notables sont observées parmi les pays, en fonction de l'évolution de la pandémie et de l'efficacité des mesures d'endiguement; de la structure économique; de la dépendance à l'égard de flux financiers d'origine étrangère, y compris des envois de fonds; et de la tendance de la croissance avant la crise.

L'impact de la pandémie est beaucoup plus important dans les pays avancés. Une récession de l'ordre de 8% est attendue au niveau du groupe des pays avancés contre seulement 3% pour les pays émergents et en développement.

Ce sera entre autres : -10.2% pour la Zone Euro, -10.2% pour le Royaume-Uni, -8.4% pour le Canada, -8% pour les États-Unis d'Amérique et -5.8% pour le Japon. L'ensemble des autres pays avancés hors G7 et Zone Euro aura une contraction de 4.8% en 2020.

Au niveau des pays émergents, à l'exception de la Chine qui aura connu une faible croissance de son PIB de +1%, toutes les autres économies seront en récession notamment :

- ceux de l'Amérique latine et des Caraïbes (-9.4%) dont le Mexique (-10.5%), l'Argentine (-9.9%) et le Brésil (-9.1%) ;
- ceux de l'Europe (-5.8%) dont la Russie (-6.6%), la Pologne (-4.6%) ;
- ceux de l'Asie Centrale (-4.7%) ;
- ceux de l'Afrique Sub-Saharienne (-3.2%) ; et
- ceux de l'Asie (-0.8%) dont la Chine (+1.0%), l'Inde (-4.5%) et l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est [ASEAN-5 : Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande et Viêt-nam (-2.0%)].

La production de services et la consommation ont diminué. En raison des mesures de distanciation sociale qui ont donné lieu à la fermeture de plusieurs secteurs d'activités, la production mondiale a connu un contre-coup avec des pertes de revenus considérables et des ruptures de contrat. Par ailleurs les entreprises, faisant face à une baisse de leurs demandes, ont réduit significativement leurs investissements. Ceci a donc conduit à une baisse sensible de la consommation.

L'accélération de la propagation de la COVID-19, au cours des premiers mois de 2020, a engendré une forte baisse des prix de presque tous les produits de base. L'inflation a fléchi, avec une baisse de 1.3 point de pourcentage dans les pays avancés et 1.2 point de pourcentage dans les pays émergents pour s'établir respectivement à 0.4% et à 4.2% en juin 2020. Cependant, dans certaines économies, l'appréciation du dollar sur le marché international de change, induisant un renchérissement des importations, aurait un effet contraire sur les prix intérieurs.

La baisse des prix dans la plupart des économies est due particulièrement à la diminution de la demande globale et celle des cours des produits de base.

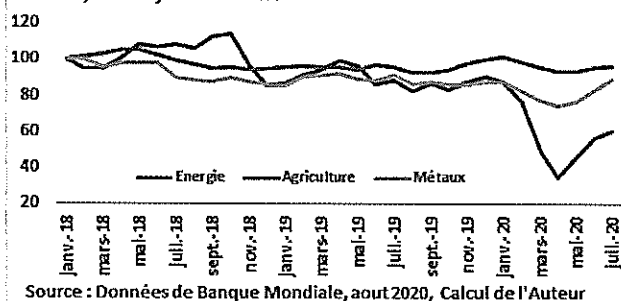
Les prix des produits agricoles sont demeurés stables sur l'année. En raison de leur faible sensibilité par rapport à la crise mondiale actuelle, les prix des produits agricoles ont diminué de 4.3% en juin 2020 par rapport à mars 2020, avec néanmoins une légère hausse en août 2020. Les prix des produits agricoles ont enregistré des fluctuations assez hétérogènes : certains produits ont vu leurs prix fortement augmenté, pendant que d'autres ont chuté. L'affaiblissement du dollar américain a soutenu les cours internationaux de la plupart des produits agricoles.

L'indice de l'énergie a reculé de 35.9%¹ en juin 2020 par rapport à mars 2020, qui lui-même a baissé de 18.4% par rapport à décembre 2019. Cette chute s'explique par la réduction des voyages et des transports (comptant pour environ deux tiers de la demande de pétrole) en raison des mesures d'atténuation prises en vue de contenir la propagation de la pandémie. Dès lors les prix du baril de Brent et de WTI s'établissent à 42.8 et 40.8 dollars en juillet 2020 contre 64 et 57.5 dollars le baril en juillet 2019 respectivement (Banque Mondiale, juillet 2020). Les services de la Banque Mondiale prévoient que les prix du pétrole ne devraient, en 2020, se rétablir que très progressivement par rapport à leurs récents bas niveaux, avant de remonter au cours de l'année 2021. Ils tablent sur des prévisions de \$35 et \$42² par baril de pétrole respectivement pour 2020 et 2021.

Les prix hors énergie, dans une moindre mesure, ont également baissé. L'indice des prix des métaux et des minéraux a diminué de 5.6% ; toutefois, certaines composantes ont enregistré des variations importantes.

Indices des prix des Produits, mensuels

Indice, 100 = janvier 2018



¹ Commodity markets (donnée excel), Banque Mondiale, août 2020, calcul de l'auteur

² Banque Mondiale, Commodity Markets Outlook, avril 2020

(<http://pubdocs.worldbank.org/en/900511587395260657/CMO-April-2020-Executive-Summary.pdf>)

Nominal price indexes and forecast revisions

| | Price indexes (2010=100) ¹ | | | | | Change (%) q/q | | Change (%) y/y | | Forecast revision ² | |
|---------------------------------------|---------------------------------------|-------|-------|-------------------|-------------------|----------------|--------|-------------------|-------------------|--------------------------------|-------------------|
| | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 ³ | 2021 ⁴ | 2019Q4 | 2020Q1 | 2020 ⁵ | 2021 ⁶ | 2020 ⁷ | 2021 ⁸ |
| Energy | 68 | 87 | 76 | 45 | 54 | 1.7 | -18.4 | -40.3 | 18.9 | -35.1 | 17.1 |
| Non-Energy⁴ | 84 | 85 | 82 | 78 | 79 | 1.9 | -0.7 | -5.1 | 2.5 | -4.6 | 0.9 |
| <i>Agriculture</i> | 87 | 87 | 83 | 82 | 84 | 4.1 | 1.2 | -1.1 | 1.8 | -0.9 | -0.1 |
| <i>Beverages</i> | 83 | 79 | 76 | 72 | 74 | 5.1 | -0.9 | -5.3 | 2.3 | -4.4 | 0.2 |
| <i>Food</i> | 90 | 90 | 87 | 87 | 88 | 4.9 | 1.5 | -0.5 | 1.9 | -1.2 | 2.1 |
| <i>Oils and meals</i> | 87 | 85 | 77 | 78 | 80 | 7.2 | 3.1 | 0.1 | 2.7 | -1.8 | 5.2 |
| <i>Grains</i> | 81 | 89 | 89 | 88 | 89 | 0.8 | 4.4 | -1.5 | 1.8 | -1.6 | 0.4 |
| <i>Other food</i> | 102 | 99 | 98 | 97 | 98 | 6.0 | -2.5 | -0.4 | 0.9 | 0.0 | 0.2 |
| <i>Raw Materials</i> | 81 | 81 | 78 | 77 | 79 | 1.2 | 1.6 | -0.8 | 1.6 | -5.3 | 0.3 |
| <i>Fertilizers</i> | 74 | 82 | 81 | 73 | 76 | -7.0 | -4.5 | -9.9 | 3.1 | -12.9 | 1.0 |
| <i>Metals and Minerals</i> | 78 | 83 | 78 | 68 | 71 | -1.8 | -4.7 | -13.2 | 4.0 | -11.6 | 2.9 |
| <i>Precious Metals</i> | 98 | 97 | 105 | 119 | 119 | 0.7 | 5.4 | 13.2 | -0.3 | 7.7 | 0.7 |
| Memorandum items | | | | | | | | | | | |
| <i>Crude oil (\$/bbl)⁵</i> | 53 | 68 | 61 | 35 | 42 | 1.0 | -18.7 | -43.0 | 20.0 | -37.5 | 18.1 |
| <i>Gold (\$/toz)</i> | 1,258 | 1,269 | 1,392 | 1,600 | 1,590 | 0.5 | 6.9 | 14.9 | -0.6 | 9.3 | 0.6 |

Source: World Bank.

Note: (1) Numbers may differ from tables A.1-4 due to rounding. (2) * denotes forecasts. (3) Denotes percentage points revision to the growth forecasts from the October 2019 report. (4) The non-energy price index excludes precious metals. (5) Average of Brent, Dubai and WTI. See Appendix C for definitions of prices and indexes.

La baisse de l'activité économique a lourdement impacté le marché du travail, occasionnant une baisse de la production des services (dont le tourisme), une chute de la demande de consommation et l'effondrement des cours des produits de base. Au niveau des pays émergents et en voie de développement, les échanges internationaux ont diminué de 11.9%. Les prévisions d'inflation font état d'une baisse du rythme de progression des prix ; néanmoins en raison de la dépréciation globale de la gourde par rapport au dollar, le renchérissement des importations pourrait contrebalancer cette tendance dans certaines économies. Les perspectives d'inflation restent tout de même timides, car la demande globale devrait demeurer faible.

Perspectives

Toutefois une relance de l'activité économique de 4.8% est attendue en 2021 pour les pays avancés si les mesures mises en place pour endiguer la maladie et assurer la survie financière des agents économiques au niveau de ces pays se révèlent efficaces. En 2021, le taux de croissance du groupe des pays émergents et des pays en développement devrait monter à 5,9 %, en raison surtout du rebond prévu en Chine (8,2 %). Le PIB du groupe, hors Chine, devrait se contracter de 5,0 % en 2020, puis croître de 4,7 % en 2021, pour ainsi se retrouver légèrement au-dessous de son niveau de 2019.

B. Environnement économique régional

Amérique Latine et Caraïbes (LAC)

La contraction prévue pour l'Amérique latine et les Caraïbes est de 9.4%, soit une contraction plus prononcée (-4.2 points de pourcentage) par rapport aux prévisions d'avril 2020. Les pays de cette région font face régulièrement à des chocs défavorables graves allant des chutes précipitées des prix des matières premières aux catastrophes naturelles majeures en passant par des resserrements dramatiques des conditions financières. De plus, l'épidémie de Covid-19 constitue un défi pour la région, car les mesures nécessaires pour contenir l'épidémie provoquent également un choc d'approvisionnement majeur.

États-Unis d'Amérique

L'économie américaine a connu, en rythme annuel, une chute de 31.7% de son PIB au mois de juin 2020 contre une contraction de 5.0% le trimestre précédent ayant interrompu une dynamique de croissance entamée depuis une dizaine d'années. En effet, les conséquences en perte de vies humaines dues à la propagation rapide de la COVID-19 ont contraint les autorités américaines à prendre des mesures de confinement et d'arrêt quasi-total de certaines activités non essentielles; ce qui a engendré un dérapage du taux de chômage pour se fixer à 14.7% en avril 2020. Cependant, la reprise de certaines activités a provoqué une baisse du taux de chômage pour s'établir à 10.2% au mois de juillet 2020.

République Dominicaine

Croissance nulle pour la République Dominicaine en 2020. La diminution des flux provenant des envois de fonds des travailleurs, du tourisme et des exportations engendrée par la pandémie de COVID-19, pourrait déclencher un ralentissement de la croissance économique dominicaine qui était assez soutenue pendant une période relativement longue, en moyenne 6% sur les dix dernières années. Son modèle de croissance qui s'appuie sur le tourisme est mis à rude épreuve. En effet, ce dernier, qui représente 17% du PIB et 16% des emplois, est lourdement impacté par la restriction de la mobilité humaine et de la baisse de la demande du secteur touristique. En dépit des mesures d'envergure de l'ordre de 2.5% du PIB, la Banque Centrale de la République Dominicaine prévoit, conformément aux prévisions du FMI, de la Banque Mondiale et de la CEPAL, une croissance nulle pour 2020.

Brésil

Les services du FMI tablent sur une contraction de 9.1% de l'économie brésilienne (-3.8 points de pourcentage par rapport à avril 2020) en raison des perturbations économiques liées à la pandémie de COVID-19, la faiblesse de la demande extérieure et le prix du pétrole. Il résulterait de ces chocs une baisse de la consommation privée et de l'investissement. La pandémie a pris de l'ampleur et les mesures prises par les autorités locales ont été renforcées.

Chili

Selon les services du FMI, le Produit Intérieur Brut (PIB) chilien devrait se contracter de 4.5% en raison de la propagation de l'épidémie liée au nouveau corona virus, le bas prix du cuivre et les incertitudes autour des changements constitutionnels. Le taux de chômage chilien, affecté par l'impact économique négatif de la pandémie, est estimé à 9.7%. Le taux d'inflation devrait s'établir à 3.4% en 2020 en raison de la décision des autorités d'augmenter l'investissement public pour compenser le ralentissement du PIB.

II. ÉVOLUTION RÉCENTE DE L'ÉCONOMIE HAÏTIENNE

Au cours de la dernière décennie, l'économie nationale a été marquée par une succession de chocs. Les différentes crises socio-politiques, économiques ou sanitaire ont affecté particulièrement l'activité économique dans son ensemble tandis que les chocs d'ordres naturels ont largement impacté le secteur agricole et les infrastructures. Cette situation a provoqué de profondes mutations dans l'économie haïtienne, entraînant une contraction du secteur primaire

au profit du secteur tertiaire. Ainsi, la part du secteur primaire dans le PIB est passée de 25% en 2011 à 19% en 2019 alors que celle du secteur tertiaire n'a cessé de croître, passant de 51% à 56% sur la période.

La gestion des finances publiques s'est révélée délicate. En dépit des multiples efforts déployés par les autorités dans la mobilisation de ressources, les différents troubles socio-politiques ont limité la capacité de collecte des organismes de perception. La pression fiscale est tombée à 6.4%³ en 2019 contre 7.4% en 2012. Par ailleurs, les dépenses courantes se sont évoluées de façon disproportionnée par rapport aux dépenses d'investissement, donnant ainsi lieu à un déficit budgétaire soutenu conjugué à une subvention croissante au secteur de l'énergie, notamment à la compagnie d'Electricité d'Haïti (EDH) et aux produits pétroliers. Ainsi, le déficit public avoisine les 3.6% du PIB en 2019.

³ Révisée pour tenir compte de base des comptes nationaux de l'IHSI.

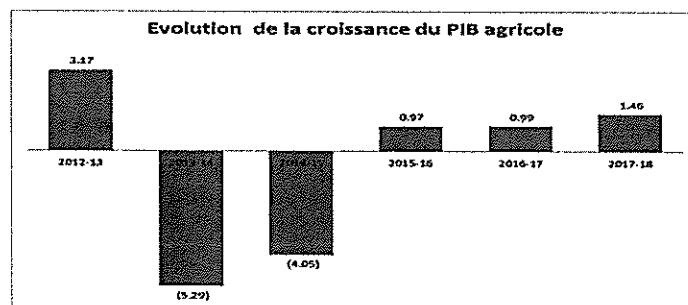
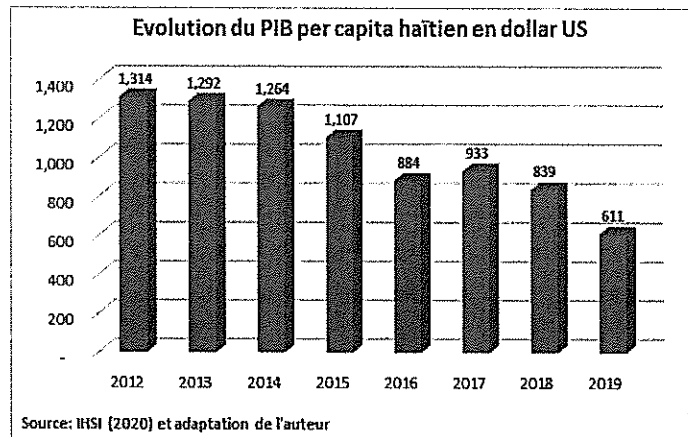
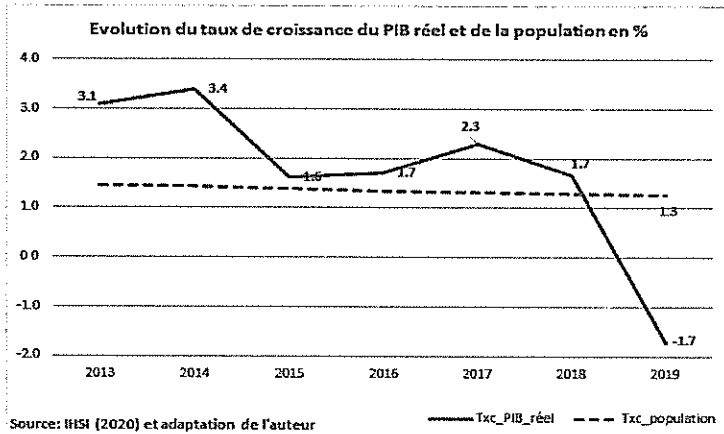
A. Vue d'ensemble sur la période 2014-2018

Après avoir connu quatre années consécutives de croissance post-séisme, l'exercice 2014-2015 marque un tournant avec de faibles taux de croissance. Sur la période 2014-2018,

l'économie haïtienne fait face à des crises politiques liées à l'organisation des élections, à une longue période de sécheresse caractérisée par le phénomène climatique *El Niño* mais également à l'ouragan Matthew qui a provoqué des pertes et dommages équivalents à 17% du PIB⁴ affectant principalement le secteur agricole de la région Sud du pays. Ainsi, sur la période

susmentionnée, le PIB est retombé autour de 1.4% en moyenne, légèrement au-dessus de la croissance démographique. Il en résulte une décroissance au niveau du PIB per capita de -24.2% passant de 1107 dollars en 2015 à 839 dollars en 2018. Il est à noter que depuis l'année 2015, le PIB par habitant est tombé en dessous de 1000 dollars américains alors que celui de la République dominicaine s'approche de 8,000 \$USD.

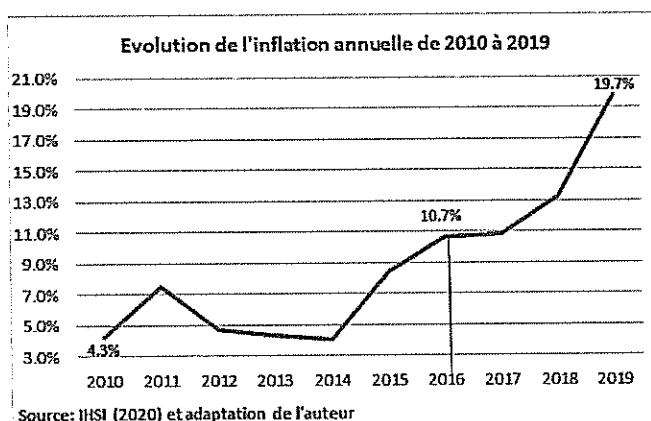
Le secteur agricole a lourdement pâti des chocs naturels sur la période. En dépit des lourds investissements qui ont été effectués dans le secteur agricole, la dynamique du secteur agricole a été assez faible sur la période. Tributaire du phénomène *El Niño* qui a provoqué une décroissance du secteur, l'ouragan Matthew a complètement détruit le grand Sud. Cette région qui représente 19% de la production agricole a été largement endommagée avec des pertes estimées à plus de 36.5 milliards de gourdes.



⁴ PIB de 2015 selon la nouvelle base 2012

Le secteur agricole, lourdement affecté, a ainsi mis du temps pour se remettre. En plus des aléas climatiques, l'accès limité au financement devient la principale entrave aux investissements dans le secteur. Ce qui implique alors une réduction des activités productives et une réallocation de la main-d'œuvre agricole vers les autres secteurs. Dès lors on assiste à une mutation au niveau de l'économie haïtienne avec une décroissance du secteur primaire au profit du secteur tertiaire tandis que sur la période, la part du secteur secondaire dans le PIB reste stable.

Une envolée des prix dans l'économie. La faiblesse de l'appareil productif a conduit à un recours croissant à l'importation des biens et services nécessaires pour satisfaire la demande locale et de ce fait impacté significativement les prix dans l'économie. Alors que les années post-séisme (2011-2015) ont été témoins de faibles taux d'inflation (en dessous de 10%), l'économie haïtienne a entamé un processus inflationniste à deux chiffres à partir de l'exercice 2015-2016 résultant des effets conjugués des troubles politiques, de la dépréciation de la gourde, de l'excès de liquidité lié au financement du déficit public et aux comportements optimisateurs des entreprises commerciales et industrielles.

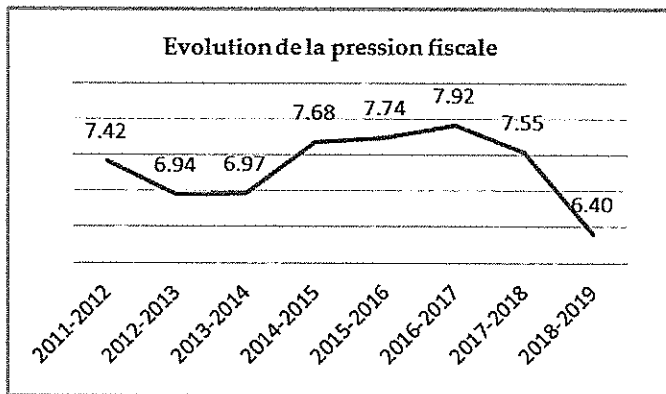


Parallèlement la gourde a poursuivi sa course à la dépréciation face au dollar américain. Entre 2014 et 2018, la gourde a déprécié de 53.51% passant de 45.56 gourdes pour 1 dollar américain au début du mois d'octobre 2014 à 69.94 gourdes pour 1 dollar américain en septembre 2018. Cette accélération de la dépréciation de la gourde par rapport au dollar se réalise sous fond d'une hausse de la dollarisation dans l'économie qui s'est traduite par une augmentation de 22% des dépôts en dollar atteignant 2.3 milliards de dollars sur la période.

Les finances publiques haïtiennes ont souffert des troubles socio-politiques. Les différents chocs, auxquels a fait face l'économie haïtienne, ont limité la capacité de collecte des administrations fiscales et douanières qui ont malgré tout consenti de grands efforts en matière de mobilisation des recettes. Les différentes réformes, qui ont été implémentées sur la période 2014-2018, ont permis une performance relative des organismes de perception.

La pression fiscale a oscillé autour de 7.7% en 2014-2018 contre 7.1% entre 2011 et 2014, avant de connaître une baisse à partir de 2018. Néanmoins les performances restent très en deçà de la moyenne des pays de l'Amérique Latine et des Caraïbes (LAC) qui est autour de 21%.

Une faiblesse au niveau de l'efficacité des dépenses publiques. En plus des crises socio-



politiques qui limitent leurs capacités d'action, les ministères sectoriels font face à un manque énorme d'absorption dans l'exécution des dépenses d'investissements structurels. En 2011-2012 les dépenses d'investissement sur fonds PetroCaribe ont atteint 16 milliards de gourdes, contre 3.2 milliards et 1.6 milliard de gourdes respectivement en

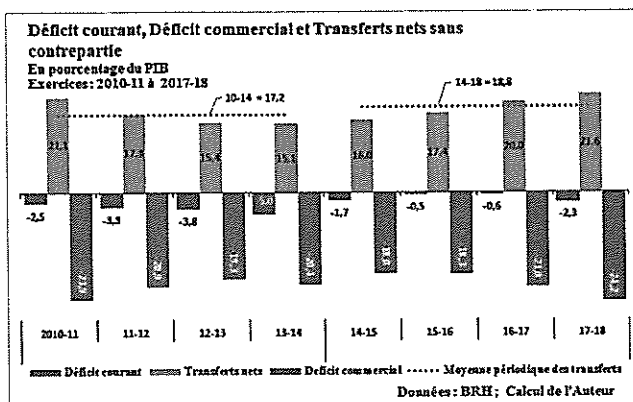
2015-2016 et 2016-2017. La baisse des cours du pétrole sur le marché international conjugué à la situation socio-politique délicate au Venezuela ont eu pour effet une nette baisse dans l'approvisionnement du pétrole sur le marché haïtien. Cette situation a occasionné un arrêt total de financement des investissements par le fonds PetroCaribe à partir de l'exercice 2017-2018.

Les réformes en matière de gouvernance administrative et d'assainissement des finances publiques ont permis de limiter le déficit budgétaire (2015-2017) en dépit du poids significatif des subventions au secteur énergétique. Le déficit public a avoisiné en moyenne 3.6% du PIB tandis que la subvention à la Compagnie Publique d'Electricité d'Haïti, qui représente en moyenne 1% du PIB, constitue la composante la plus importante de ce déficit. Ceci entraîne une situation d'endettement de l'Etat et un recours accru au financement monétaire en dépit de l'application du Pacte de Gouvernance Economique et Financière entre le MEF et la BRH.

Un déséquilibre plus prononcé au niveau des échanges extérieurs. L'environnement tant national qu'international ont impacté la balance des paiements haïtienne. La faiblesse de l'appareil productif haïtien, induisant une pression accrue sur la demande, s'est traduite par une augmentation systématique des importations de biens et services. Cette situation implique un déséquilibre structurel de la balance courante.

Sur la période 2014-2018, le déficit courant est estimé à 1.3% du PIB en moyenne avec une hausse de 5.2% des importations contre seulement 1.9% pour les exportations. Les transferts nets sans contrepartie, qui représentent 18.8% du PIB, ont crû de 11.2 % en moyenne sur la période amortissant ainsi l'effet du creusement du déficit commercial sur le déficit du compte des transactions courantes. Toutefois, il y a lieu de

noter qu'en période d'injection d'importants flux de devises dans l'économie, le solde global de la balance des paiements tend à être positif. C'est le cas notamment durant les trois premières années post séisme où les flux d'aide externe ont concouru à l'accumulation des avoirs de réserves, ce qui a abouti à une balance globale positive. Par contre, à partir de l'exercice 2014-2015, le solde global va redevenir négatif⁵.



L'action de la politique monétaire s'est inscrite dans le souci de défendre la valeur de la monnaie nationale tant au niveau interne qu'au niveau externe. Sur la période 2014-2018, l'envolée des prix intérieurs ainsi que l'accélération de la dépréciation de la gourde ont amené les autorités monétaires à conduire une politique de durcissement des conditions monétaires. La hausse des transferts privés sans contrepartie sur la période n'a pas permis à la Banque Centrale de renforcer ses réserves de changes qui sont passées de 903.7 en octobre 2014 à 663 millions de dollars en septembre 2018, ceci en raison des interventions répétées sur le marché des changes.

Par ailleurs, le crédit au secteur privé a connu une croissance de 46.7 % pour se situer à 124.54 milliards de gourdes au 30 septembre 2018. Cette hausse est expliquée essentiellement par l'évolution de 32% des crédits en gourdes et 14.7% des crédits en dollars.

Les PME n'ont pas pu profiter de cette hausse des crédits bancaires. Selon le Ministère du Commerce et de l'Industrie (MCI), l'économie haïtienne est caractérisée par une forte concentration de micro-entreprises (96%) dont les propriétaires, souvent mal informés, possèdent de très faibles notions en gestion d'entreprise. Il s'agit aussi d'entreprises très faiblement capitalisées, pratiquement exclues du circuit du crédit formel et ne pouvant recourir, à l'occasion, qu'au crédit aux coûts exorbitants dépassant 36% l'an. Ces contraintes concernent également les entreprises de production, ce qui limite la capacité productive de l'économie.

⁵ Néanmoins pendant deux (2) années le solde est compensé par l'accumulation des arriérés de paiement techniques (paiements effectués mais non effectifs à cause des sanctions des USA envers le Venezuela) liés aux mécanismes de PetroCaribe.

En effet les entreprises évoluant dans le secteur d'activité « Commerce de gros et de détail » ont été les principaux bénéficiaires du crédit bancaire (24.84%) soit environ un quart des crédits alloués. Toutefois sur la même période le secteur « Services et Autres » est le second bénéficiaire avec environ 15% du crédit bancaire.

La mise en œuvre de politique d'accompagnement des entreprises et de promotion de création d'entreprise en particulier du Programme d'Appui aux PME initié par le Ministère de l'Économie et des Finances, a permis de capitaliser des *entreprises de production* évoluant dans l'agriculture, l'agro-industrie, le tourisme et la construction.

B. Situation macroéconomique en 2018-2019

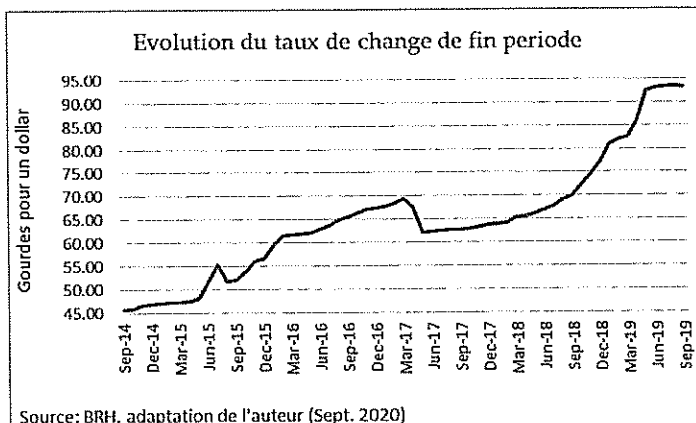
L'exercice fiscal 2018-2019 a été une fois de plus le témoin des troubles socio-politiques persistants sous fond de pénurie de carburant lié à la fin tacite du programme PetroCaribe. Découlant des protestations populaires, ces périodes de tensions généralisées baptisées « *Peyi Lòk* » ont lourdement affecté la stabilité macroéconomique.

L'activité économique a connu un recul par rapport à l'année précédente, avec une contraction du PIB de 1.7% résultant de la contreperformance des secteurs d'activités économiques : primaire (-1.4%) et secondaire (-8.9%). Cette contraction découle de la baisse des recettes courantes, d'une chute des investissements publics mais également des pressions inflationnistes couplées à une nette accélération de la dépréciation de la monnaie nationale. Cette situation d'instabilité et d'envolée des prix a eu aussi pour conséquence une contraction de la demande interne (-1.1%) dont une chute du secteur de la construction (-33.4%).

Dans le même temps, les perturbations dans la production et l'approvisionnement des marchés en biens et services ont contribué à alimenter des niveaux de prix intérieurs élevés et en augmentation continue, l'aggravation de la situation d'insécurité alimentaire du pays, la montée des tensions sociales et la dégradation des conditions sécuritaires du pays. À la fin de l'exercice, l'inflation a atteint 20.1% en septembre 2019. Parallèlement selon une évaluation d'urgence de la sécurité alimentaire réalisée par la Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire (CNSA) en juin 2019, environ trois (3) millions de personnes sont en insécurité alimentaire dont 371 mille nécessitent une aide alimentaire urgente.

La persistance de l'inflation est due également à la dépréciation de la gourde par rapport au dollar.

En effet la gourde s'est dépréciée en rythme annuel de 33.4% en s'établissant à 93.32 gourdes au 30 septembre. Cette accélération de la dépréciation du taux de change serait due principalement aux anticipations négatives des agents économiques et aux spéculations sur le marché des changes, ceci en raison des troubles et tensions socio-politiques récurrents.



Les finances publiques sont principalement marquées par une contreperformance des recettes. Largement frappées par les turbulences sociales, les finances publiques haïtiennes ont enregistré une baisse de 4% dans la mobilisation des recettes qui ont totalisé 76.4 milliards de gourdes, soit un taux de réalisation de 79% par rapport aux objectifs. Les pertes de recettes pétrolières sur l'exercice 2018-2019, évaluées à 33.07 milliards de gourdes, représentent plus que le double de celles enregistrées au cours de l'exercice précédent.

La maîtrise des dépenses publiques s'est réalisée au prix d'une chute des investissements publics et de l'accumulation d'arriérés. L'application du Pacte de Gouvernance Économique et Financière signé entre les autorités financières et monétaires ont permis de contenir les dépenses publiques à 76.4 milliards de gourdes, en baisse de 13%, avec une prépondérance accrue des dépenses courantes (95%) au détriment des dépenses d'investissement. Ces dernières ont enregistré une chute de 70%, totalisant 3.5 milliards de gourdes, soit un taux d'exécution de 23%. Si la hausse des dépenses courantes a surtout concerné la masse salariale, dont la régularisation du personnel dans les secteurs de la santé, de la justice et de l'éducation; la réduction des dépenses d'investissement a affecté les programmes et projets d'investissements publics. Par ailleurs, le non décaissement d'importants appuis budgétaires des bailleurs de fonds a également contrecarré la mise en œuvre d'importants programmes socio-économiques nécessaires à la promotion et la protection sociale, via les filets de protection sociale pour les couches les plus vulnérables.

En raison de la contreperformance des organismes de perception, le Trésor Public a émis des bons nets de 3,6 milliards de gourdes. Par ailleurs, des dispositions ont été prises pour limiter le financement de la Banque de la République d'Haïti (BRH) à 9,6 milliards de gourdes, accusant ainsi une nette réduction de 14,7 milliards de gourdes par rapport à son niveau à fin septembre 2018 (24,3 milliards de gourdes).

La Banque Centrale a été amenée à poursuivre une politique monétaire restrictive. En dépit du ralentissement des activités économiques, la Banque de la République d'Haïti a dû mener une politique de durcissement des conditions monétaires en vue de contenir la surchauffe sur le marché ainsi que les pressions inflationnistes.

Ainsi, les autorités monétaires ont pour la première fois, depuis juillet 2015, augmenté les taux d'intérêt sur les bons BRH à 10%, 14% et 22% sur les maturités de 7, 28 et 91 jours respectivement contre 6%, 8% et 12% auparavant.

Les interventions de la Banque Centrale sur le marché des changes et les assèchements de liquidité, à travers les bons du Trésor ou les obligations BRH, ont contribué à ralentir le rythme de la dépréciation. Dans le but de calmer les pressions sur le marché des changes, la Banque centrale est intervenue sur le marché des changes pour un montant de ventes nettes totalisant 163.76 millions dollars EU au cours de l'exercice fiscal 2018-2019 contre 90.14 millions de dollars un an auparavant. En raison des interventions de la BRH sur le marché des changes, les réserves nettes de changes (TMU) ont baissé de 30.6 millions de dollars pour s'établir à 746.4 millions de dollars en septembre 2019.

Creusement du déficit de la balance des paiements. Le solde global de la balance des paiements a accusé un déficit de 190.2 millions de dollars américains en raison de la dégradation de la balance des comptes courants (122.9 millions de dollars) et du compte des opérations financières (127.6 millions de dollars).

En dépit du ralentissement des activités économiques liées aux tensions socio-politiques, répétitives et prolongées, les exportations de textile ont enregistré une assez bonne posture avec une croissance de 14%. Cependant les exportations haïtiennes de biens et services, s'établissant à 1.6 milliard de dollars sur l'exercice 2018-2019 ont enregistré une baisse de 10.9%. Les exportations haïtiennes sont fortement exposées, sur le plan interne, aux effets des chocs politiques et des catastrophes naturelles qui influent négativement sur l'industrie et l'agro-industrie. Les importations haïtiennes qui représentent 76%⁶ des échanges commerciaux (biens et services) d'Haïti avec le reste du monde sur l'exercice 2018-2019, ont diminué de 8.3% pour s'établir à 5.2 milliards de dollars. Bien que les importations aient baissé, le déficit structurel des échanges de biens et services demeure avec un solde déficitaire de 3.6 milliards en 2018-2019.

Les transferts privés sans contrepartie des haïtiens de l'étranger, qui ont atteint 3.3 milliards de dollars, en hausse de 6.9%, ont contribué à compenser la détérioration de la balance des paiements.

Des politiques de redynamisation de l'économie à travers l'appui aux PME. Dans la mise en œuvre du Programme d'Appui aux PME par l'apport d'un appui technique et financier à travers des fonds de garanties et de capitalisation, le MEF a pu promouvoir 68 entreprises évoluant dans des secteurs d'activités agricoles, agro-industrielles touristiques et construction. D'autre part, le lancement du Programme d'Incubation des startups technologiques (Alpha) a permis à 6 équipes de bénéficier d'opportunités qui leur permettra de créer leurs sociétés technologiques, de consolider leurs modèles d'affaires, de finaliser leurs solutions technologiques et surtout de trouver les partenaires et investisseurs aptes à les aider à servir les clientèles ciblées.

⁶ Les importations représentent en moyenne 74.2% des échanges commerciaux sur les cinq (5) derniers exercices 2014-2015 à 2018-2019.

III. SITUATION MACROECONOMIQUE EN 2019-2020

L'exercice fiscal 2019-2020 a été une nouvelle fois le théâtre de troubles sociopolitiques hérités des crises de juillet 2018. Dénommés « PEYI LOK », ces derniers se sont renforcés au cours du premier trimestre, paralysant les activités économiques sur des périodes pouvant être de moyenne durée. Ainsi un quasi-arrêt complet a été observé pendant tout le mois d'octobre. Durant le second trimestre, le climat d'insécurité a entravé de plein fouet la reprise timide des activités. Par ailleurs, dès le mois de mars 2020, les premiers cas d'infection au Coronavirus, COVID-19, ont surgi en Haïti, obligeant les autorités sanitaires à mettre en place des mesures strictes de distanciation sociale et de confinement dans diverses entreprises. Ces décisions ont eu pour impact un ralentissement significatif du niveau des activités dans divers secteurs. Vers la moitié du quatrième trimestre, l'insécurité a repris ses droits, paralysant le fonctionnement des administrations.

A. Bref rappel des résultats socio-économiques sur les mois écoulés

Sur les onze (11) mois écoulés de l'exercice fiscal 2019-2020, le pays a continué à subir les contrecoups des effets des crises socio-politiques répétitives de 2018-2019 ; ce qui entrave la gestion des finances publiques et la poursuite des objectifs économiques de croissance et de stabilité des prix. En plus des effets dus à la succession des événements dits « Peyi Lòk » et les mouvements de protestations de certaines catégories socio-professionnelles, les effets globaux de la pandémie de COVID-19 au niveau mondial ont aussi affecté l'économie haïtienne, notamment le secteur réel et les finances publiques. D'une manière générale :

- les importations ont chuté de même que les exportations ;
- une contreperformance a été constatée dans la mobilisation des recettes par rapport à l'objectif visé alors que les dépenses budgétaires sont en augmentation ;
- le taux de change, ayant connu une certaine stabilité sur les quatre (4) premiers mois de l'exercice, connaît une certaine accélération à partir du mois de février 2020. Toutefois durant le quatrième trimestre, sous l'effet des politiques monétaire, budgétaire et de régulation commerciale, la gourde a connu une forte appréciation par rapport au dollar.

Secteur réel et prix

Les dernières informations disponibles sur l'Indice Conjoncturel d'Activité Économique (ICAE), font état d'une détérioration de la croissance économique projetée pour l'exercice 2019-2020. En effet, estimée à -3,6% dans le dernier cadrage macroéconomique, la croissance économique serait révisée à -2,9% en raison de la régression de -4,1% de l'ICAE au premier semestre. Cette baisse résulte essentiellement des chutes enregistrées dans tous les secteurs de l'économie haïtienne en raison des décroissances de l'ordre de -7% (secteur secondaire), -4,2% (secteur primaire) et -3% (secteur tertiaire).

Le secteur textile a affiché une contre-performance sous l'effet conjugué des turbulences politiques et de la distanciation sociale. En effet, sur le premier semestre de l'exercice 2019-2020, la production du secteur textile a connu une faible baisse de 0.6% en glissement annuel. Toutefois en rythme semestriel, la croissance a été de l'ordre de 5.6%. Les exportations tant en valeur qu'en volume ont enregistré une baisse par rapport au premier semestre de l'exercice 2018-2019 ; avec un repli de 6.3% (452.2 millions de dollars) en valeur et 1.1% (197.2 millions de mètres carrés) sur le volume des exportations. Frappé par les mesures sanitaires d'endigement de la pandémie, les emplois générés par le secteur textile ont diminué de 3.2% sur le premier semestre 2019-2020.

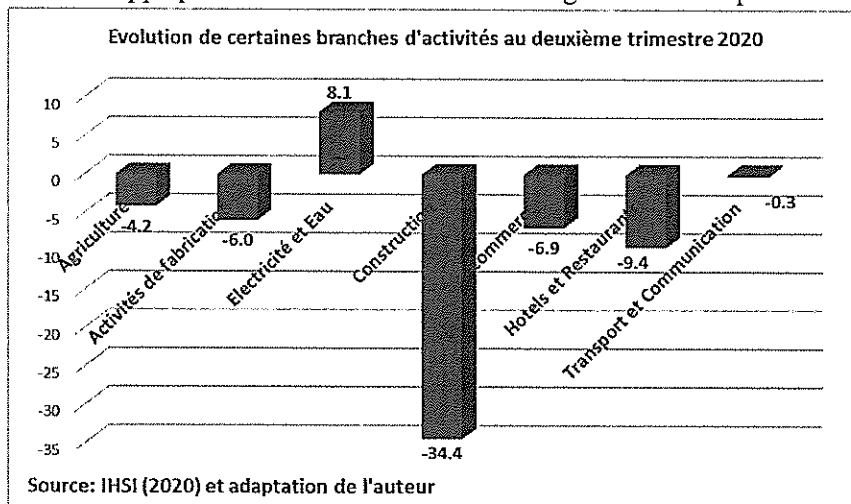
Le secteur agricole a une fois de plus enregistré une contre-performance. Les statistiques disponibles sur l'Indicateur conjoncturel d'activité économique (ICAE)

pour le premier semestre, ont indiqué une contraction de la production agricole de 4.2% en termes cumulatifs découlant de plusieurs facteurs : les troubles politiques provoquant la rupture des circuits d'approvisionnements, le faible niveau de pluviométrie occasionnant des pertes de récoltes durant la campagne de printemps et la baisse des investissements publics dans le secteur.

Par ailleurs, le passage de la tempête tropicale Laura en août 2020 aura amplifié les pertes de récoltes déjà enregistrées dans certaines zones notamment dans le Sud-Est. Selon les prévisions du (CARICOF, 2020), la saison cyclonique qui s'étend normalement jusqu'au 30 novembre risque d'être très active avec 85% de chances d'être au-dessus de la normale ; ce qui pourrait affecter les perspectives de la campagne d'hiver 2020.

La pandémie de COVID-19 a eu un impact direct sur le secteur tertiaire notamment les branches Restaurant et Hôtel et Commerce qui ont décliné respectivement de -9.4% et -6.9%. En effet les mesures de distanciation sociale sont venues ajouter au spectre des troubles sociaux du premier trimestre.

Du côté de la demande globale, les données disponibles laissent entrevoir des tendances mitigées. En dépit du ralentissement de la demande, le crédit à l'économie a connu une expansion. En effet, au 31 août 2020, le crédit net au secteur public a enregistré une hausse assez prononcée (56%) par rapport à la même période de l'an dernier et celui au secteur privé a cru de 13.3% (données juin 2020).

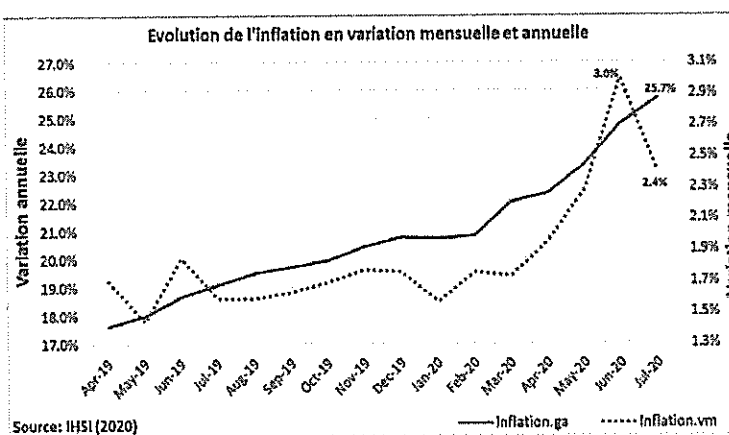


Malheureusement, le « Commerce de gros et détail » a été le principal bénéficiaire (23.01%) du crédit bancaire au détriment des activités productives. Cette tendance haussière du crédit à l'économie pourrait se maintenir jusqu'à la fin de l'exercice 2019-2020.

Au niveau des transferts sans contrepartie reçus de la diaspora haïtienne, ils ont totalisé 2.39 milliards de dollars sur les dix mois écoulés de l'exercice 2019-2020 en hausse de 13.9% par rapport à la même période de l'exercice précédent. En dépit de la situation qui prévaut dans l'économie mondiale, notamment aux USA où le taux de chômage s'est accentué (10.9% en juillet 2020) et des contractions dans les économies à forte migration haïtienne tels le Brésil (-9.1%) et le Chili (-4.5%), les transferts n'ont pas baissé comme c'était anticipé lors de l'élaboration du budget.

Par ailleurs, sur les dix (10) mois écoulés de l'exercice 2019-2020, les exportations et importations de biens et services ont respectivement chuté de 33 % et 25.78 % en glissement annuel tributaire du ralentissement de l'activité économique en Haïti, de la baisse des prix des produits de base mais également du tassement de l'appareil productif international.

La baisse des prix des produits de base sur le marché mondial ne s'est pas transmise dans l'économie haïtienne. En raison de l'asymétrie dans la transmission des prix externes sur le marché haïtien, l'inflation continue son rythme accéléré conjugué à une accélération du taux de change et des contraintes au niveau de



l'approvisionnement des produits pétroliers. Sur les dix (10) premiers mois de l'exercice fiscal 2019-2020 l'inflation a crû en moyenne de 21.8% annuellement ; soit une moyenne mensuelle de 2%. Cette accélération des prix est due aux troubles socio-politiques, aux conséquences du coronavirus provoquant une baisse drastique des flux commerciaux, à la plus forte progression des prix des produits importés tributaire de la dépréciation de la monnaie nationale, ceci malgré la baisse des cours des produits de base sur le marché international. Il faut souligner qu'en juin 2020, l'inflation a enregistré un niveau record (3% en variation mensuelle et 24.9% en glissement annuel) jamais atteint sur les 10 dernières années.

Après une période d'accélération de la dépréciation de la gourde, un regain d'appréciation est constaté en fin d'exercice. Au cours du premier trimestre de l'exercice fiscal, le taux de change a connu une certaine stabilité avec une variation en moyenne mensuelle de -0.5%. Cependant, de février à juillet 2020, le taux de change a repris sa tendance haussière, entamée depuis octobre 2017, avec une accélération en moyenne mensuelle de 4.3%.

Mais dès la mi-août 2020, une accélération de l'appréciation de la gourde d'environ 45% est constatée sur le marché (121.25 gourdes au 12 août 2020 contre 65.91 gourdes au 30 septembre 2020). Cette appréciation résulte de l'effet combiné des politiques budgétaire et monétaire, et de la régulation commerciale, ce qui a ralenti en fin d'exercice le niveau de l'inflation anticipée.

L'insécurité alimentaire s'est amplifiée au cours de l'exercice 2019-2020. Le rapport post COVID-19 de la Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire (CNSA) publié en août 2020 a fait état d'une amplification de la crise alimentaire. Selon les informations publiées, 4 millions d'haïtiens, soit près de 42% de la population, qui se trouvent particulièrement dans le Nord-Ouest, le Sud-Est et dans La Gonâve, sont en situation de crise et ont besoin d'une assistance alimentaire urgente. Cette situation risque de s'aggraver en cas de persistance de la pandémie de COVID-19 et de l'inflation.

Finances Publiques

La forte contraction des activités économiques et conséquemment la réduction de la base taxable, découlant des arrêts répétitifs des activités, ont conduit à une faible mobilisation des recettes en inadéquation à la progression des dépenses publiques. Cette situation est due à la politique expansionniste menée par les autorités fiscales pour lutter contre la COVID-19.

La mobilisation des recettes est en deçà des prévisions de la période, tributaire en grande partie des effets négatifs des crises politiques et sanitaires. Sur les onze mois écoulés, les recettes fiscales et douanières perçues (75.9 milliards de gourdes) ont affiché une contre performance par rapport à l'objectif de la période 89.34 milliards de gourdes. En dépit d'une amélioration en glissement annuel (+5%), elles ont cru beaucoup moins vite que l'inflation. Il faudra souligner que l'accélération des prix n'a pas eu une retombée positive sur la mobilisation des recettes notamment sur le champ « Taxe sur le Chiffre d'Affaires (TCA) » en raison d'une part de la baisse des activités économiques et d'autre part du moratoire de trois mois qui a été accordé aux contribuables pour le paiement des redevances notamment le reversement de la TCA collectée par les entreprises.

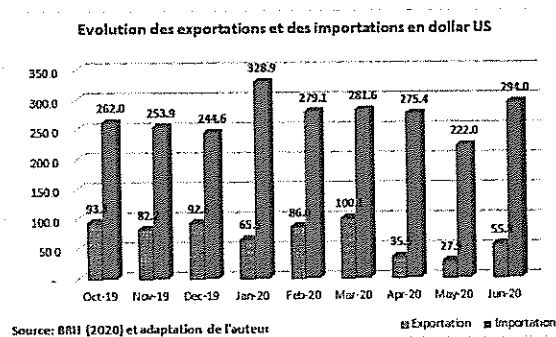
Les dépenses publiques sont en nette progression en raison des efforts du Gouvernement pour mitiger les effets pervers de la pandémie en Haïti. Les dépenses budgétaires qui s'élèvent à 110.37 milliards de gourdes en août 2020, accusent une hausse de 60.97% en termes nominal, imputable essentiellement aux dépenses du Gouvernement pour lutter contre la pandémie de Covid-19. Les dépenses courantes (100.5 milliards de gourdes) occupent 91% des dépenses totales, et excèdent les recettes collectées. Donc, l'Etat a dû recourir à d'autres sources de financement pour honorer ses dépenses incompressibles notamment les traitements additionnels pour les policiers, la régularisation de dix mille (10 000) enseignants et assurer le fonctionnement de l'Administration publique. Notons que les dépenses de subvention ont plus qu'accélééré (397%) sur la période. Par ailleurs, les dépenses d'investissement ont totalisé 9.8 milliards de gourdes dont 7.1 milliards de gourdes pour les dépenses liées à la lutte contre la pandémie du COVID-19.

Le financement de la BRH atteint déjà la barre de 36.4 milliards de gourdes, accusant ainsi une nette augmentation par rapport à son niveau à fin août 2019 (4.8 milliards de gourdes). Ce mode de financement a permis d'éviter une accumulation d'arriérés intérieurs qui aurait fragilisé davantage les fournisseurs de biens et services qui souffrent déjà des effets de la crise sanitaire. Ce panorama sombre découle du déséquilibre financier de l'Etat provoqué par le ralentissement des activités économiques lors des séries « Peyi Lòk » et de la pandémie de Covid-19.

Secteur externe

Au terme des dix premiers mois de l'exercice 2019-2020, le déficit commercial relatif aux biens s'établit à 2.08 milliards de dollars contre 2.7 milliards de dollars pour cette même période de l'exercice 2018-2019, en baisse de 23%. Cette amélioration du déficit des échanges de biens est la conséquence du ralentissement des activités économiques mondiales occasionné par la propagation du virus de COVID-19.

Une baisse des exportations de biens sur fond de pandémie. Les exportations haïtiennes de biens ont enregistré une chute de 33% sur les dix mois écoulés de l'exercice 2019-2020 en s'établissant à 675.3 millions de dollars contre 1 milliard de dollar un an auparavant. Les exportations nettes, au 31 mai 2020, sont réparties entre un nombre très limité de produits fortement dominés par les articles manufacturés avec une part de 89.4% ; suivent les huiles essentielles (7.5%), les fruits de mer (4.1%), les produits de la petite industrie (1.8%) et les mangues (1.4%).



Bien qu'également en baisse, les importations de biens demeurent élevées. Sur la période susmentionnée, les importations de biens ont diminué de 25% en glissement annuel. Elles se chiffrent à 2.76 milliards de dollars contre 3.72 milliards de dollars entre octobre et juillet de l'exercice 2018-2019. Les importations sont dominées en grande partie par les combustibles minéraux (21.7%), les articles manufacturés (20.7%), les produits alimentaires (19.9%), les produits chimiques (11.4%), les articles manufacturés divers (10.5%) et les machines et matériels de transport (10.2%).

Hausse des transferts nets sans contrepartie. Les transferts de fonds formels nets des travailleurs haïtiens ont crû de 16.1% sur les dix premiers mois de l'exercice 2019-2020 par rapport à la période similaire sur l'exercice 2018-2019. Ils se sont cumulés en juillet 2020 à 2.19 milliards de dollars contre 1.9 milliard de dollars en juin 2019. La propagation du virus de COVID-19 dans le monde semble ne pas trop influencer sur l'attachement des Haïtiens vivant à l'étranger aux membres de leurs familles en Haïti.

Car en dépit du ralentissement de la demande globale dans les pays à fort taux de migration haïtienne, les transferts reçus de l'étranger ont crû de 13.93% pour s'établir à 2.39 milliards de dollars.

Dettes

Hausse de l'encours de la dette externe. Le stock de dette externe au 31 août 2020 a augmenté de 4.9% par rapport à la même période de l'exercice précédent. En effet, le stock de dette a augmenté de plus de 102 millions de dollars en raison d'une forte augmentation de l'encours de dette envers le FMI (+111.6 millions de dollars). La dette externe d'Haïti est répartie en 86% de dettes bilatérales dont 96.7% (soit 84.03% du total) envers le Venezuela, 12.9% de dettes multilatérales et 0.2% de dette réaménagée.

Le service de la dette publique interne sur la période a connu une accélération. Le service de la dette publique (incluant les bons du Trésor) a connu une hausse de 93%, passant de 25.2 milliards de gourdes en 2018-2019 à 48.76 milliards cette année, soit 64% des recettes collectées. Toutefois, il faut noter que les autorités financières ont eu recours à une émission nette de bons du trésor de 9.7 milliards de gourdes, largement en dessous des 25 milliards inscrits dans le budget.

Orientations de la politique monétaire

L'exercice fiscal 2019-2020 a été marqué respectivement par le ralentissement de l'activité économique, la dépréciation continue de la gourde sur les trois premiers trimestres, l'instabilité des prix, l'incertitude liée à l'évolution de la pandémie du COVID-19 et finalement l'accélération de l'appréciation de la gourde vers la fin de l'exercice. Successivement les mesures de politique monétaire se sont ajustées en fonction des conjonctures. Au regard du ralentissement de l'activité économique lié à la crise sociopolitique récurrente « Peyi Lòk » et la pandémie du COVID, la Banque Centrale a recouru à une politique monétaire expansionniste avec une baisse des taux d'intérêt et des réserves obligatoires. Les bons BRH de différentes maturités ont été révisés à la baisse à deux reprises. Ils sont passés de 10%, 14% et 22% à 5%, 7% et 15% respectivement sur les bons de 7, 28 et 91 jours au premier trimestre de l'exercice fiscal ; et à 4%, 6% et 10%, respectivement, pour les maturités de 7, 28 et 91 jours au second trimestre.

Au deuxième trimestre de l'exercice 2019-2020, dans un contexte d'incertitudes mondiales lié à la COVID-19, l'ensemble des instruments de politique monétaire ont été ajustés par les autorités monétaires en vue d'anticiper les effets néfastes que pourraient avoir la pandémie sur l'activité économique. Dans cette optique, la BRH a réitéré son engagement dans la poursuite de la politique d'assouplissement des conditions monétaires en révisant à la baisse les coefficients de réserves obligatoires en vue de libérer davantage de ressources financières aux banques commerciales pour faciliter l'octroi de crédits à l'économie.

Ainsi, le taux de réserves obligatoires sur les passifs en gourdes pour les banques commerciales et les filiales non bancaires est passé de 45% à 40% alors que celui des banques d'épargne et de logement (BEL) a été réduit de 5 points de pourcentage pour se fixer à 28.5%. Par ailleurs, les coefficients sur les passifs en dollars ont été maintenus à 51.0% et 39.5%, respectivement, pour les banques commerciales et les BEL. Néanmoins, la couverture en gourdes des réserves obligatoires sur les passifs en dollars a été revue à la hausse, passant de 10% à 12.5% à partir du 29 janvier 2020.

Le marché des changes a connu une forte volatilité. En vue de lisser les fluctuations de taux de change, la BRH a intervenu sur le marché des changes à hauteur de 38.92 millions de dollars américains au deuxième trimestre et de 52.79 millions de dollars de vente nette sur le troisième trimestre. Parallèlement, les Réserves nettes de change ont enregistré une baisse de 16.8% pour s'établir à 620.92 millions de dollars E.U. En dépit des différentes mesures prises par les autorités monétaires, la gourde a connu une dépréciation de 29.9% jusqu'à la mi-août 2020 en passant de 93.32 gourdes/\$ au 30 septembre 2019 à 121.25 gourdes/\$ au 12 août 2020.

Cependant à partir de la mi-août, le marché des changes a enregistré une tendance à la baisse. En effet une accélération de l'appréciation de la gourde d'environ 45% est constatée sur le marché, avec un taux de change qui est

passé de 121.25 gourdes/\$ à 65.91 gourdes/\$ au 30 septembre 2020. Cette appréciation fait suite aux interventions et mesures correctrices de la BRH, aux décisions budgétaires du MEF et également aux mesures de régulation commerciale prises par le Ministère du Commerce et de l'Industrie.

Transmission de la politique monétaire

Sur les trois (3) premiers trimestres de l'exercice fiscal 2019-2020, les conditions monétaires ont été marquées par la baisse des taux d'intérêts bancaire et la dépréciation de la gourde. Le crédit au secteur public s'est accru de 54% sur les dix premiers mois de l'exercice fiscal 2019-2020. De son côté, le crédit au secteur privé a connu une hausse de 7.1% au 30 juin 2020, en relation principalement avec l'accélération du taux de change qui a entraîné une hausse du crédit en dollar converti en gourde, contre une progression de 19.37% sur la même période un an auparavant. Si au cours de l'exercice 2018-2019, les Industries manufacturières ont pu bénéficier de 13.28% du crédit bancaire (derrière le Commerce de gros et détail), en 2019-2020 ce sont surtout le Commerce de gros et détail (23.01%) et les Services et autres (17.81%) qui ont pu profiter des prêts bancaires, situation qui n'est pas à même de contribuer au renforcement du tissu productif national.

B. Les perspectives pour la fin de l'exercice fiscal 2019-2020

Pour la fin de l'exercice 2019-2020, la contraction du PIB serait moins prononcée que le niveau anticipé à la veille du premier cas de CORONAVIRUS. En effet, tenant compte du ralentissement de la pandémie, le taux de croissance initialement prévu à -3,6% est révisé à -2,9% pour l'année 2020. Cependant l'inflation de fin de période devrait atteindre 26.9% et 22.9% en moyenne annuelle, soit 3 points au-dessus des prévisions initiales.

Avec la reprise des activités au dernier trimestre de l'exercice, les recettes fiscales pourraient atteindre 85.1 milliards de gourdes au 30 septembre, soit environ 95% des projections inscrites dans le budget 2019-2020. Ce niveau de réalisation, qui portera la pression fiscale autour de 6.5%, restera insuffisant pour couvrir les dépenses courantes qui devraient se limiter à 105.4 milliards de gourdes moyennant des dispositions de rationalisation des dépenses à travers notamment la clôture anticipée des engagements financiers de l'Etat.

Au niveau des investissements, vu le ralentissement du rythme de propagation de la pandémie COVID-19, les dépenses liées à la lutte contre ses effets sanitaires devraient afficher une décélération. Au terme de l'exercice fiscal, les dépenses d'investissements financés

par le Trésor public devraient se chiffrer à 12.5 milliards de gourdes contre 23.8 milliards initialement prévus. Afin d'honorer les dépenses publiques, nécessaires à la bonne marche de l'économie, des émissions nettes de Bons du Trésor de 9.7 milliards de gourdes seront réalisées.

| Variation annuelle | 2018 | 2019 est | 2020 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------|------------|-------------|-------------|
| PIB réel | 1,7 | -1,7 | -2,9 |
| PIB non agricole | 1,7 | -1,8 | -2,8 |
| Valeur ajoutée brute | 1,6 | -2,5 | -2,9 |
| Impôts et subventions sur les produits | 3,6 | 10,9 | -1,9 |
| Secteur primaire | 1,5 | -1,4 | -3,4 |
| Agriculture, sylviculture, élevage, chasse, pêche | 1,5 | -1,5 | -3,2 |
| Industries extractives | 2,0 | 0,7 | -7,2 |
| Secteur secondaire | 1,1 | -9,8 | -4,9 |
| Industries manufacturières (activités de fabrication) | 1,3 | -0,4 | -3,1 |
| Production et distribution de l'électricité + Distribution d'eau | -0,4 | -7,9 | -13,7 |
| Construction | 0,8 | -33,4 | -8,5 |
| Secteur des Services | 1,8 | 0,8 | -1,9 |
| Commerce de gros + Activités d'hébergement et de restauration | 6,8 | 0,8 | -3,1 |
| Transports et entreposage + Informations et communications | -5,3 | -8,4 | -2,1 |
| Activités immobilières + Autres activités de services + Education + Santé et action sociale | 2,5 | 1,1 | -4,0 |
| Administration publique et défense; sécurité sociale et obligatoire | 9,4 | 2,8 | 2,4 |
| Service Intermédiaire Financier Indirectement Mesuré (SIFIM) | -30,4 | 11,1 | 13,6 |

Source: DEE

IV. CADRAGE MACROÉCONOMIQUE 2020-2021

En dépit de la fragilité de l'économie haïtienne, les autorités sanitaires et économiques se sont évertuées à amoindrir les impacts négatifs de la crise du Coronavirus et des conséquences des troubles socio-politiques sur l'économie en 2019-2020. Aussi, pour l'exercice 2020-2021, le pays se prépare à rebondir pour sortir de cette situation de croissance négative du PIB pendant deux (2) années consécutives. Aussi, la gestion de l'après COVID-19 est tout aussi importante et devrait constituer un point d'inflexion dans notre trajectoire économique.

Les risques liés au redémarrage de l'économie nécessitent des mesures de ciblage et d'affectation rationnelle des ressources limitées dont on dispose.

A. Priorités pour l'exercice 2020-2021

La gestion de l'après COVID-19 est un tournant à saisir en termes d'opportunités. Les perturbations liées à la pandémie pourraient se révéler néfastes à long terme sur l'emploi, sur la capacité de la population à faire face à ses besoins de base dans certaines régions, et ainsi creuser davantage les inégalités sociales. Dès lors, *la réponse aux chocs offre l'occasion aux agents économiques d'oeuvrer pour la diversification de l'économie, la stabilisation de l'activité dans son ensemble et remettre l'économie sur le sentier de la croissance et du développement.*

Dans cette optique, les autorités haïtiennes ont jugé nécessaire d'élaborer un Plan de Relance Economique Post COVID-19 (PREPOC 2020-2023) pour les trois (3) prochains exercices fiscaux. *Ce dernier se veut être une réponse articulée et méthodique qui s'attaque aux problèmes et déficiences mis en évidence par la COVID-19 en adoptant des politiques pour corriger les contraintes structurelles et amorcer une dynamique d'amélioration des conditions de vie, de renforcement de la résilience face aux chocs multiformes.* Le PREPOC s'inscrit dans une démarche de transition en attendant la Révision du Plan Stratégique de Développement d'Haïti (PSDH).

Le PREPOC s'articule autour de six piliers. Il s'agit de la/du :

- diversification de l'économie et accélération de la croissance ;
- développement des services d'infrastructures de base et énergétiques ;
- soutien aux Petites et Moyennes Entreprises et à la création d'emplois ;
- développement du capital humain et de l'inclusion sociale ;
- renforcement de la résilience aux chocs naturels ;
- renforcement de la Sécurité intérieure et de l'État de Droit.

Ainsi que deux (2) domaines transversaux :

- a) Gouvernance administrative, économique et financière ;
- b) Climat des affaires.

B. Orientations du budget 2020-2021

Le budget 2020-2021 est centré sur la mise en œuvre du PREPOC doit privilégier les axes prioritaires suivants :

- le renforcement de la sécurité et de l'Etat de droit pour redonner confiance à la population et faciliter aux opérateurs privés l'exercice de leurs activités ;
- le renforcement des services d'infrastructures existants pour réduire les coûts de production et contribuer à l'amélioration de la compétitivité de l'économie ainsi que l'accès à l'énergie ;
- le renforcement des politiques d'inclusion sociale pour répondre aux urgences engendrées par les crises socio-politiques répétitives dont les effets ont été exacerbés par la pandémie de COVID-19 ;

- le développement de certains secteurs clés porteurs de croissance pour une relance rapide de l'économie ; et
- l'amélioration de la gouvernance, notamment l'efficacité de la gestion publique ;
- l'ajustement des salaires dans la fonction publique en privilégiant les employés à faibles salaire.

Inscrit dans une logique pérenne, le budget 2020-2021 doit initier les bases pour une croissance soutenue et inclusive et la création de plusieurs milliers d'emplois d'ici 2023. Ces derniers devront permettre l'accélération du développement du capital humain et l'amélioration du bien-être social. Il favorisera également le relèvement et la création de petites et moyennes entreprises dans les secteurs en particulier : *i*) l'agro-industrie ; *ii*) la sous-traitance ; *iii*) le développement du tourisme local et de croisière ; *iv*) l'immobilier en encourageant les initiatives privées et *v*) le numérique.

C. Mesures de réformes pour l'atteinte des objectifs

L'atteinte des objectifs et cibles inscrits dans le budget 2020-2021 repose sur un ensemble de mesures et réformes qui sont, soit en cours de mise en œuvre ou à initier durant l'exercice.

Le Ministère de l'Économie et des Finances a validé en juin 2020 le Plan de Rationalisation des Dépenses Fiscales (PRDF). Ce Plan vise l'amélioration de la performance des institutions de perception et ainsi permettre à l'État Central d'augmenter ses ressources. La mise en œuvre du PRDF sera réalisée de manière progressive sur les cinq prochaines années et permettra à l'État de mobiliser beaucoup plus de ressources pour consacrer à la sécurité et à l'amélioration du climat des affaires.

Des efforts sont amorcés pour une meilleure transparence budgétaire. Faisant suite à l'initiative prise lors du document budgétaire 2019-2020, celui de 2020-2021 intègre toutes les dépenses jusque-là réalisées hors budget avec leur source de financement. Ce cadre budgétaire incorpore toutes les dépenses de l'État, y compris les subventions et les transferts au secteur de l'énergie et leur financement.

L'adoption du calendrier de mise en œuvre de la Loi sur l'Elaboration et l'Exécution de la loi de Finances. Il s'agit d'un processus impliquant l'ensemble de l'administration publique dont l'objectif fondamental est d'arriver à l'implémentation du budget programme.

Le Renforcement des structures d'exécution de dépenses publiques et l'amélioration des procédures d'exécution budgétaire.

La Poursuite de la réforme dans le secteur énergétique.

D. Hypothèses retenues pour le budget 2020-2021

Les projections macroéconomiques présentées dans le Projet de Loi de Finances 2020-2021 se basent sur un certain nombre d'hypothèses. Les principales hypothèses retenues qui sous-tendent les activités économiques sont les suivantes :

- tenue des élections générales ;
- début de mise en œuvre du Plan de Rationalisation des Dépenses Fiscales à partir de 2021, dont les résultats seront visibles à moyen terme ;
- mise en œuvre d'un ensemble de projets phares identifiés dans le PREPOC susceptibles d'impacter la croissance et l'emploi en attendant la mobilisation de fonds pour le financement complet du Plan de Relance ;
- mise en œuvre des politiques de diversification et de transformation structurelle de l'économie haïtienne pour soutenir la base productive et créer des emplois sans toutefois négliger l'aspect de mitigation de chocs pour les groupes vulnérables.

- coordination des actions sectorielles pour la promotion des exportations accompagnée d'une politique de substitution à l'importation.
- réduction de la facture d'importation et diversification des produits à l'export.

E. Projections macroéconomiques pour 2020-2021

Compte tenu des grandes orientations du Gouvernement, des mesures et réformes qui seront mises en œuvre et des hypothèses retenues, le Projet de Loi de Finances de l'exercice 2020-2021 table sur les projections suivantes :

- une croissance du PIB de l'ordre de 2.4% ;
- une inflation de fin d'exercice estimée à 18.2% en glissement annuel ;
- des recettes courantes projetées à 132 milliards de gourdes ;
- une pression fiscale de 8.4%⁷ contre 6.5% l'année précédente ;
- des émissions nettes de trésorerie à 25 milliards de gourdes;
- un financement monétaire limité à 37.1 milliards de gourdes.

⁷ La pression fiscale a été révisée suite à l'élargissement de la base des comptes nationaux de l'IHSI ;

Synthèse des résultats de la prévision de croissance

| Cadre macro 2020-2023 | Réalisation | Estimation | Prévisions |
|------------------------------------------------------------------------------|------------------|------------------|------------------|
| Indicateurs macroéconomiques | 2018-2019 | 2019-2020 | 2020-2021 |
| PIB | | | |
| à prix constant (en millions de gourdes) | 641,762.74 | 623,086.56 | 638,161.43 |
| variation annuelle | -1.7% | -2.9% | 2.4% |
| PIB | | | |
| à prix courant (en millions de gourdes) | 1,192,476 | 1,318,926 | 1,528,628 |
| variation annuelle | 13.4% | 10.6% | 15.9% |
| Déflateur du PIB | 1.86 | 2.12 | 2.40 |
| Variation annuelle | 15.4% | 13.9% | 13.2% |
| Inflation (%) | | | |
| en glissement annuel | 20.1 | 26.9 | 18.2 |
| en moyenne annuelle | 17.3 | 22.9 | 22.7 |
| Recettes totales en millions de gourdes (1) | 76,590.5 | 85,177.7 | 128,040.0 |
| variation | -3.8% | 11.2% | 50.3% |
| Dépenses courantes en millions de gourdes (2) | 85,403.2 | 105,360.0 | 136,121.9 |
| Dépenses d'investissement (Trésor public (PIP)) en millions de gourdes (3) | 2,645.3 | 12,500.0 | 24,189.0 |
| Dépenses totales en millions de gourdes | 116,574.0 | 149,849.5 | 254,704.0 |
| Bons du Trésor et autres sources du secteur financier en millions de gourdes | 13,242.4 | 53,600.0 | 62,116.3 |
| - Emissions nettes de bons du trésor | 3,615.0 | 9,700.0 | 25,000.0 |
| - Financement BRH | 9,627.4 | 43,900.0 | 37,116.3 |
| Pression fiscale | 6.4% | 6.5% | 8.4% |

Source :MEF/DEEP version du 30 sept 2020

F. Risques inhérents aux projections 2020-2021

L'activité économique pourrait être soumise à des risques qui, selon leur nature, mettraient en difficulté, à des degrés différents, les projections ci-dessus. Ces derniers peuvent découler de :

- la persistance de la subvention des produits pétroliers ;
- les perturbations des élections générales dues aux troubles socio-politiques.
- la faiblesse des politiques sectorielles susceptible d'entraîner une sous-utilisation des ressources et fragiliser l'atteinte des objectifs ;
- l'occurrence des catastrophes naturelles qui en moyenne entraînent des pertes estimées à 2% du PIB alors que la croissance doit être suffisamment élevée pour éviter une constante détérioration des conditions de vie.

V. CADRE MACROECONOMIQUE A MOYEN TERME 2020-2023

Sur les trois (3) prochaines années, les actions des autorités seront concentrées autour de la mise en œuvre du programme d'investissements dans les secteurs prioritaires du PREPOC. La croissance repose sur le dynamisme attendu des infrastructures et de l'immobilier, ainsi que sur la diversification et l'accroissement de la production du secteur primaire, notamment la production agricole destinée à se substituer aux produits importés et ceux tournés vers les exportations.

Le secteur manufacturier, en particulier l'industrie d'habillement et textile est appelé à jouer un grand rôle dans la contribution à la croissance pour les trois prochaines années. Par ailleurs la mobilisation intensive des recettes internes notamment l'élargissement de l'assiette fiscale, le ciblage du secteur informel et la lutte contre la contrebande constitue un socle à l'investissement public.

A. Projections macroéconomiques à moyen terme

La mise en œuvre des actions retenues dans le cadre du PREPOC et du Plan de Rationalisation des Dépenses Fiscales couplée à une plus forte mobilisation des recettes devrait faciliter une reprise graduelle des activités économiques. Chacun des piliers sera mis en œuvre par plusieurs ministères sectoriels clés et/ou d'autres organismes qui se rattachent à ces ministères. Cela devrait contribuer à ramener l'économie sur une trajectoire soutenable. Par conséquent on s'attend à :

- une croissance du PIB de 3% en moyenne annuelle soutenue par une hausse de l'investissement public et des transferts sans contrepartie;
- une inflation de 10% d'ici la troisième année ;
- une pression fiscale de 8.7% en moyenne annuelle sur les trois prochaines années;
- une substitution progressive du financement monétaire aux émissions de trésorerie.

L'atteinte de ces résultats est conditionnée à la mise en œuvre de politiques de renforcement de l'accès au crédit, de mesures d'accompagnement des principales filières productives et une intensification des projets de partenariats publics-privés.

Des efforts seront consentis pour contenir le fardeau de la dette dans une fourchette acceptable. Néanmoins, les risques pour la soutenabilité de la dette à long terme restent élevés à cause de la vulnérabilité d'Haïti aux catastrophes naturelles.

Synthèse des résultats de la prévision de croissance

| Cadre macro 2020-2023 | Réalisation | Estimation | Prévisions | | |
|-------------------------------------------------------------------------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| | 2018-2019 | 2019-2020 | 2020-2021 | 2021-2022 | 2022-2023 |
| Indicateurs macroéconomiques | | | | | |
| PIB | | | | | |
| à prix constant (en millions de gourdes) | 641,762.74 | 623,086.56 | 638,161.43 | 657,358.87 | 680,535.52 |
| variation annuelle | -1.7% | -2.9% | 2.4% | 3.0% | 3.5% |
| PIB | | | | | |
| à prix courant (en millions de gourdes) | 1,192,476 | 1,318,926 | 1,528,628 | 1,764,202 | 2,026,035 |
| variation annuelle | 13.4% | 10.6% | 15.9% | 15.4% | 14.8% |
| Déflateur du PIB | 1.86 | 2.12 | 2.40 | 2.68 | 2.98 |
| Variation annuelle | 15.4% | 13.9% | 13.2% | 12.0% | 10.9% |
| Inflation (%) | | | | | |
| en glissement annuel | 20.1 | 26.9 | 18.2 | 13.7 | 10.0 |
| en moyenne annuelle | 17.3 | 22.9 | 22.7 | 16.3 | 11.3 |
| Recettes totales en millions de gourdes (1) | 76,590.5 | 85,177.7 | 128,040.0 | 153,597.5 | 184,878.0 |
| variation | -3.8% | 11.2% | 50.3% | 20.0% | 20.4% |
| Dépenses courantes en millions de gourdes (2) | 85,403.2 | 105,360.0 | 136,121.9 | 147,002.2 | 162,228.7 |
| Dépenses d'investissement (Trésor public (PIP)) en millions de gourdes (3) | 2,645.3 | 12,500.0 | 24,189.0 | 30,611.9 | 32,841.9 |
| Dépenses totales en millions de gourdes | 116,574.0 | 149,849.5 | 254,704.0 | 278,928.5 | 303,367.5 |
| Bons du Trésor et autres sources du secteur financier en millions de gourdes | 13,242.4 | 53,600.0 | 62,116.3 | 62,355.9 | 55,638.1 |
| - Emissions nettes de bons du trésor | 3,615.0 | 9,700.0 | 25,000.0 | 28,852.7 | 33,134.9 |
| - Financement BRH | 9,627.4 | 43,900.0 | 37,116.3 | 33,503.2 | 22,503.2 |
| Pression fiscale | 6.4% | 6.5% | 8.4% | 8.7% | 9.1% |

Source :MEF/DEEP version du 30 sept 2020

B. Facteurs de risque aux projections 2021-2023

Haïti, comme beaucoup d'autres pays en développement, est soumis à une conjugaison de risques extensifs et intensifs, d'insuffisance de ressources, et de faibles capacités institutionnelles pour se préparer aux chocs et y faire face, et sont donc particulièrement vulnérables. Le tremblement de terre de magnitude 7.3 sur l'échelle de Richter qui a secoué Haïti en 2010 a fait plus de 200,000 morts, tandis qu'un séisme plus grave au Chili (8.8 sur l'échelle de Richter) a été dévastateur certes, mais il a engendré beaucoup moins de morts, seulement 525. Les Haïtiens sont soumis à des chocs comme beaucoup d'autres pays, mais leur niveau de vulnérabilité explique que les conséquences sont encore plus regrettables et catastrophiques.

Les résultats attendus dépendent grandement des hypothèses retenues dans le cadre macroéconomique, notamment celles relatives à la stabilité macroéconomique, la stabilité politique, la non occurrence des aléas climatiques et la capacité institutionnelle de mise en œuvre des réformes.

Le profil de l'économie haïtienne sur les trois (3) prochaines années est le reflet d'hypothèses formulées autour des ajustements sur les dépenses dans le souci du rééquilibrage budgétaire, de la mise en œuvre rigoureuse de réformes au niveau des institutions de perception, ce qui se traduirait par une nette amélioration du taux de pression fiscale. Toutefois, ces prévisions sont entachées d'un ensemble de risques, notamment : (i) La procrastination dans la mise en œuvre du PREPOC; (ii) La non appropriation du PREPOC dans l'éventualité d'un renouvellement du personnel politique; (iii) La Conjoncture internationale défavorable; (iv) l'occurrence de chocs adverses naturels violents au cours de la période de mise en œuvre.

Aussi, la survenance de chocs découlant de ces risques pourrait éloigner Haïti de la croissance moyenne de 3% projetée sur les trois prochaines années, de la maîtrise de l'inflation, et d'une amélioration des indicateurs sociaux.

Dans le cadre du PREPOC, la procrastination signifie reporter chaque année la mise en œuvre des programmes d'actions prioritaires identifiés, et donc s'accrocher au statu quo. La mobilisation des ressources extérieures est un élément important dans la réussite du PREPOC et de l'atteinte des objectifs visés. Mais la non prévisibilité de ces ressources pourrait affecter l'exécution des programmes et projets retenus dans le PREPOC. Malgré les efforts consentis dans le PREPOC pour faire passer la pression fiscale de 6.5% à 8.9%, sans le support des Partenaires Techniques et Financiers (PTF), il serait difficile d'avoir les résultats escomptés.

Le scénario de procrastination pourrait plonger l'économie haïtienne dans la continuité des tendances observées des dernières années, ce qui écarterait l'économie de la trajectoire du retour à une croissance soutenable à même de compenser la croissance démographique. Comme conséquences, le creusement de l'inégalité et de la pauvreté s'accompagnerait de la persistance des mouvements sociaux-politiques, et ouvrirait des brèches pour des émeutes de la faim. Dans ce contexte, les recettes fiscales ne pourront pas être mobilisées dans leur optimalité, ce qui limiterait la marge d'intervention en matière de dépenses d'investissement ou susceptibles d'attirer les Investissements Directs Etrangers. Dans ces conditions, les principales variables sociaux-économiques seraient caractérisées par les évolutions suivantes :

- **La croissance économique.** Une progression plus faible de l'activité économique, notamment dans le secteur agricole. La croissance annuelle moyenne serait de 1% sur les trois prochaines années (nettement en deçà de la croissance démographique), et pourrait être même négative en 2020-2021 en dehors d'un engagement de relèvement post-crise.
- **La pression fiscale.** Tenant compte des arguments développés plus hauts en ce qui concerne la mise en œuvre de réformes, les recettes globales croîtraient moins vite que dans le scénario de la mise en œuvre du PREPOC, au taux moyen annuel de 11% sur la période, ce qui devrait faire reculer la pression fiscale à 6% en moyenne contre 8.7% prévue dans le PREPOC.
- **Le taux de pauvreté.** Le pilier « Développement humain et inclusion sociale du PREPOC », condition sine qua non pour un meilleur équilibre social, couplé au pilier « création d'emplois » devraient contribuer grandement à améliorer l'indicateur de pauvreté. Cependant, en absence de leur mise en œuvre effective, le taux de pauvreté serait de 65% d'ici 2023 contre 59% aujourd'hui.

Pour éviter de reporter la mise en œuvre du PREPOC, les autorités haïtiennes doivent s'atteler à la tâche pour non seulement faire la plaidoirie du Plan de Relance auprès des PTF, mais aussi de s'engager à consacrer des ressources budgétaires pour sa mise en œuvre.

Pour tenir compte des contraintes de ressources, le Gouvernement s'engage sur les principales actions phares du PREPOC par pilier tout en adoptant la stratégie de mobilisation progressive de fonds nécessaire pour la mise en œuvre effective du Plan de relance. Sans cet engagement, le PREPOC ne sera qu'un document de plus.

Une Conjoncture internationale défavorable caractérisée par une hausse du prix de pétrole et d'autres produits de base pourrait non seulement accélérer les prix sur le marché local mais aussi augmenter le financement direct des produits pétroliers résultant de la non opportunité pour l'État haïtien de varier les prix à la pompe à cause des risques politiques et sociaux. Ajoutée à cela, la survenance de catastrophes naturelles et aussi les incertitudes entourant l'année électorale sont autant de risques qui peuvent influencer la mise en œuvre du PREPOC. Un tel scénario aurait les incidences suivantes :

- une croissance économique négative de l'ordre de -2% ;
- une inflation persistante de 20% en moyenne ;

- une pression fiscale qui pourrait tomber à 5.5% contre 6.5% actuellement ;

Pour éviter de se retrouver dans cette hypothèse de scénario alarmiste, les actions suivantes doivent être adoptées :

- continuer à conduire les politiques de stabilisation du taux de change ;
- renforcer les capacités nationales de gestion des risques de désastres et d'aménagement du territoire ;
- trouver un accord politique avec les acteurs concernés pour la tenue des élections générales.

**LES INVESTISSEMENTS PUBLICS
DU BUDGET GÉNÉRAL
DE L'EXERCICE FISCAL 2020-2021**

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2020-2021
SYNTHÈSE DU PROGRAMME D'INVESTISSEMENT PUBLIC

| | | RESSOURCES NATIONALES (RN) | | | RESSOURCES EXTERNES (RE) | | | TOTAL PIP |
|------|--------------------------------------------------------------------------------|----------------------------|-----------------------|-----------------------|--------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| | | TRESOR PUBLIC | AFC | TOTAL RN | BILATERALE | MULTILATERALE | TOTAL RE | |
| | | 1 | 2 | 3=1+2 | 4 | 5 | 4=2+3 | |
| | TOTAL | 24,189,000,000 | 21,891,000,000 | 46,080,000,000 | 9,622,000,001 | 18,492,000,000 | 28,114,000,000 | 74,194,000,000 |
| | POUVOIR EXECUTIF | 23,635,120,600 | 21,135,267,365 | 44,770,387,965 | 9,622,000,001 | 18,492,000,000 | 28,114,000,000 | 72,884,387,965 |
| | SECTEUR ECONOMIQUE | 13,035,663,001 | 18,757,242,254 | 31,792,905,254 | 9,395,500,000 | 15,130,776,179 | 24,526,276,179 | 56,319,181,433 |
| 1111 | MINISTÈRE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE | 3,341,445,269 | - | 3,341,445,269 | - | - | - | 3,341,445,269 |
| 1112 | MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES | 1,080,000,000 | 1,045,098,045 | 2,125,098,045 | - | 156,210,000 | 156,210,000 | 2,281,308,044 |
| 1113 | MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE DES RESSOURCES NATURELLES ET DU DEVELOPPEMENT RURAL | 2,931,160,000 | - | 2,931,160,000 | 8,000,000 | 3,525,206,518 | 3,533,206,518 | 6,464,366,518 |
| 1114 | MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS TRANSPORTS, COMMUNICATION | 4,132,293,010 | 17,512,144,209 | 21,644,437,218 | 9,387,500,000 | 11,449,359,661 | 20,836,859,661 | 42,481,296,879 |
| 1115 | MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE | 490,764,722 | - | 490,764,722 | - | - | - | 490,764,722 |
| 1116 | MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT | 878,000,000 | - | 878,000,000 | - | - | - | 878,000,000 |
| 1117 | MINISTÈRE DU TOURISME | 182,000,000 | 200,000,000 | 382,000,000 | - | - | - | 382,000,000 |
| | SECTEUR POLITIQUE | 5,659,622,439 | - | 5,659,622,439 | - | - | - | 5,659,622,439 |
| 1211 | MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE | 2,776,114,089 | - | 2,776,114,089 | - | - | - | 2,776,114,089 |
| 1212 | MINISTÈRE DES HAITIENS VIVANTS A L'ETRANGER | 30,000,000 | - | 30,000,000 | - | - | - | 30,000,000 |
| 1213 | MINISTÈRE DES AFFAIRES ETRANGÈRES | - | - | - | - | - | - | - |
| 1215 | BUREAU DU PREMIER MINISTRE | 270,000,000 | - | 270,000,000 | - | - | - | 270,000,000 |
| 1216 | COLLECTIVITES TERRITORIALES (MICT) | 1,619,788,350 | - | 1,619,788,350 | - | - | - | 1,619,788,350 |
| 1217 | MINISTÈRE DE LA DEFENSE | 963,720,000 | - | 963,720,000 | - | - | - | 963,720,000 |
| | SECTEUR SOCIO-CULTUREL | 4,939,835,161 | 2,378,025,111 | 7,317,860,272 | 226,500,001 | 3,361,223,821 | 3,587,723,821 | 10,905,584,093 |
| 1311 | MINISTÈRE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE | 928,882,668 | 2,378,025,111 | 3,306,907,779 | 226,500,001 | 1,625,349,612 | 1,851,849,613 | 5,158,757,392 |
| 1312 | MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES ET DU TRAVAIL | 979,000,000 | - | 979,000,000 | - | - | - | 979,000,000 |
| 1313 | MINISTÈRE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION | 2,847,743,096 | - | 2,847,743,096 | - | 535,874,208 | 535,874,208 | 3,383,617,304 |
| 1314 | MINISTÈRE A LA CONDITION FEMININE ET AUX DROITS DES FEMMES | 52,000,000 | - | 52,000,000 | - | - | - | 52,000,000 |
| 1315 | MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS ET A L'ACTION CIVIQUE | 100,209,397 | - | 100,209,397 | - | - | - | 100,209,397 |
| 1411 | MINISTÈRE DES CULTES | - | - | - | - | - | - | - |
| 1412 | MINISTÈRE DE LA CULTURE | 32,000,000 | - | 32,000,000 | - | 1,200,000,001 | 1,200,000,001 | 1,232,000,001 |
| 1413 | MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION | - | - | - | - | - | - | - |
| | AUTRES CATEGORIES INSTITUT. POUVOIR LEGISLATIF | 553,879,400 | 755,732,635 | 1,309,612,035 | - | - | - | 1,309,612,035 |
| 2211 | SENAT DE LA REPUBLIQUE | - | 693,088,835 | 693,088,835 | - | - | - | 693,088,835 |
| 2212 | CHAMBRE DES DEPUTES | - | 693,088,835 | 693,088,835 | - | - | - | 693,088,835 |
| | POUVOIR JUDICIAIRE | 15,250,000 | - | 15,250,000 | - | - | - | 15,250,000 |
| 3211 | CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE | 15,250,000 | - | 15,250,000 | - | - | - | 15,250,000 |
| | INSTITUTIONS INDEPENDANTES | 538,629,400 | 62,643,800 | 601,273,200 | - | - | - | 601,273,200 |
| 4111 | COUR SUPERIEUR DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF | 30,000,000 | 62,643,800 | 92,643,800 | - | - | - | 92,643,800 |
| 4211 | CONSEIL ELECTORAL | 40,000,000 | - | 40,000,000 | - | - | - | 40,000,000 |
| 4311 | RECTORAT DE L'UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI | 458,629,400 | - | 458,629,400 | - | - | - | 458,629,400 |
| 4411 | ACADEMIE DU CREOLE HAITIEN | 10,000,000 | - | 10,000,000 | - | - | - | 10,000,000 |

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2020-2021
RÉSUMÉ PAR REFONDATION DU PROGRAMME D'INVESTISSEMENT PUBLIC

| CODE | | RESSOURCES NATIONALES | | | | RESSOURCES EXTERNES | | | | TOTAL PIP |
|------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|----------------|----------------|---------------|---------------------|----------------|----------------|--|-----------|
| | | TRESOR PUBLIC | AFC | TOTAL RN | BILATERALE | MULTILATERALE | TOTAL RE | TOTAL PIP | | |
| | REFONDATION TERRITORIALE | 8,085,460,500 | 17,512,144,209 | 25,597,604,709 | 9,387,500,000 | 11,055,759,600 | 20,443,259,660 | 46,040,864,369 | | |
| 1 | PROGRAMME D'ACCROISSEMENT DE L'ELECTRICITE DU PAYS | 900,000,000 | 16,412,200,000 | 17,312,200,000 | 8,137,500,000 | 360,000,000 | 8,497,500,000 | 25,809,700,000 | | |
| 1 | PROGRAMME D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPEMENT DES TERRITOIRES | 3,189,460,500 | - | 3,189,460,500 | - | - | - | 3,189,460,500 | | |
| 1 | PROGRAMME DE GESTION DE L'ENVIRONNEMENT | 790,000,000 | - | 790,000,000 | - | - | - | 790,000,000 | | |
| 1 | PROGRAMME DE GESTION DES BASSINS VERSANTS | 159,000,000 | - | 159,000,000 | - | - | - | 159,000,000 | | |
| 1 | PROGRAMME DE MISE EN PLACE DU RESEAU DE TRANSPORT NATIONAL | 2,192,157,743 | 710,268,350 | 2,902,426,093 | - | 10,695,759,660 | 10,695,759,660 | 13,598,185,753 | | |
| 1 | PROGRAMME DE RENOVATION URBAINE | 584,842,257 | 389,675,859 | 974,518,116 | - | - | - | 974,518,116 | | |
| 1 | PROGRAMME D'EXTENSION DES SERVICES D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE ET | 270,000,000 | - | 270,000,000 | 1,250,000,000 | - | 1,250,000,000 | 1,520,000,000 | | |
| | REFONDATION ECONOMIQUE | 3,922,924,722 | 363,495,122 | 4,286,419,844 | 8,000,000 | 3,681,416,518 | 3,689,416,518 | 7,975,836,362 | | |
| 2 | PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPEMENT DU TOURISME | 145,000,000 | 200,000,000 | 345,000,000 | - | - | - | 345,000,000 | | |
| 2 | PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPEMENT INDUSTRIEL | 106,764,722 | - | 106,764,722 | - | - | - | 106,764,722 | | |
| 2 | PROGRAMME DE MISE EN PLACE D'UNE GOUVERNANCE ACTIVE POUR UNE CROISSANCE ECONOMIQUE ACCELEREE ET EQUILIBREE | 980,000,000 | 163,495,122 | 1,143,495,122 | - | 156,210,000 | 156,210,000 | 1,299,705,121 | | |
| 2 | PROGRAMME DE MISE EN VALEUR DES RESSOURCES MINERALES ET ENERGETIQUES | 55,000,000 | - | 55,000,000 | - | - | - | 55,000,000 | | |
| 2 | PROGRAMME DE MODERNISATION ET DE DYNAMISATION DE LA PECHE | 80,000,000 | - | 80,000,000 | - | 390,000,000 | 390,000,000 | 470,000,000 | | |
| 2 | PROGRAMME DE MODERNISATION ET DE DYNAMISATION DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE | 1,531,160,000 | - | 1,531,160,000 | 8,000,000 | 3,135,206,518 | 3,143,206,518 | 4,674,366,518 | | |
| 2 | PROGRAMME DE MODERNISATION ET DE DYNAMISATION DU SECTEUR DES SERVICES | 1,025,000,000 | - | 1,025,000,000 | - | - | - | 1,025,000,000 | | |
| | REFONDATION SOCIALE | 4,463,310,407 | 2,378,025,111 | 6,841,335,518 | 226,500,000 | 2,554,823,821 | 2,781,323,821 | 9,622,659,339 | | |
| 3 | PROGRAMME D'ACCROISSEMENT DE L'ACCES AU LOGEMENT | 500,000,000 | - | 500,000,000 | - | - | - | 500,000,000 | | |
| 3 | PROGRAMME D'AUGMENTATION DE L'ACCES A L'EDUCATION PRESCOLAIRE, FONDAMENTALE ET SECONDAIRE | 348,500,000 | 2,378,025,111 | 2,726,525,111 | - | 1,625,349,612 | 1,625,349,612 | 4,351,874,723 | | |
| 3 | PROGRAMME D'AUGMENTATION DE L'ACCES AUX SERVICES DE SANTE | 2,658,251,792 | - | 2,658,251,792 | - | 535,874,208 | 535,874,208 | 3,194,126,000 | | |
| 3 | PROGRAMME DE DEVELOPEMENT DE L'ACTION CIVIQUE DU SPORT DES LOISIRS ET DE LA JEUNESSE | 65,989,397 | - | 65,989,397 | - | - | - | 65,989,397 | | |
| 3 | PROGRAMME DE MISE EN PLACE D'UN SYSTEME D'ASSURANCE SOCIALE POUR TOUS LES TRAVAILLEURS | 50,000,000 | - | 50,000,000 | - | - | - | 50,000,000 | | |
| 3 | PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE L'ACCES AUX SERVICES DE SANTE | 17,000,000 | - | 17,000,000 | - | 393,600,000 | 393,600,000 | 410,600,000 | | |
| 3 | PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET TECHNIQUE | 371,569,218 | - | 371,569,218 | 226,500,000 | - | 226,500,000 | 598,069,219 | | |
| 3 | PROGRAMME D'ORGANISATION DE LA SOLIDARITE SOCIALE | 452,000,000 | - | 452,000,000 | - | - | - | 452,000,000 | | |

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2020-2021
RÉSUMÉ PAR REFONDATION DU PROGRAMME D'INVESTISSEMENT PUBLIC

| | | | | | | | | |
|--------------|-------------------------------------------------------------------------------|----------------|----------------|----------------|---------------|----------------|----------------|----------------|
| | REFONDATION INSTITUTIONNELLE | 7,717,304,371 | 1,637,335,558 | 9,354,639,929 | - | 1,200,000,001 | 1,200,000,001 | 10,554,639,930 |
| 4 | PROGRAMME DE DECENTRALISATION | 10,000,000 | - | 10,000,000 | - | - | - | 10,000,000 |
| 4 | PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | 2,474,409,523 | 881,602,923 | 3,356,012,446 | - | 1,200,000,001 | 1,200,000,001 | 4,556,012,446 |
| 4 | PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION DECONCENTREE | 2,380,067,555 | - | 2,380,067,555 | - | - | - | 2,380,067,555 |
| 4 | PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE | 43,293,009 | - | 43,293,009 | - | - | - | 43,293,009 |
| 4 | PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE LA SOCIETE CIVILE | 60,000,000 | - | 60,000,000 | - | - | - | 60,000,000 |
| 4 | PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE | 2,200,904,884 | - | 2,200,904,884 | - | - | - | 2,200,904,884 |
| 4 | PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS DEMOCRATIQUES NATIONALES | 538,629,400 | 755,732,635 | 1,294,362,035 | - | - | - | 1,294,362,035 |
| 4 | PROGRAMME DE REVISION DU CADRE LEGAL | 10,000,000 | - | 10,000,000 | - | - | - | 10,000,000 |
| Total | | 24,189,000,000 | 21,891,000,000 | -6,080,000,000 | 9,622,000,001 | 18,492,000,000 | 28,114,000,000 | 74,194,000,000 |

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2020-2021
PROGRAMME D'INVESTISSEMENT PUBLIC

| CODE | PROGRAMES ET PROJETS | LOCALISATIONS | TRONC PUBLIC 2020-21 FINANCEMENTS INTERNS | SOURCE NATIONALES (R-V-B) | RESERVE NATIONALE (R-V-B) | MULTIANNUELLE 2016-2021 (E) | SOURCE | TYPE | RESSOURCES EXTRINS (0-10-F) | TOTAL NP (0-10-F) |
|--------------|----------------------|---------------|-------------------------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|--------------------------------|---------------|------|-----------------------------------|----------------------|
| 101-12-01-01 | PROGRAMES ET PROJETS | NATIONAL | 24.180.000.000 | 24.180.000.000 | 24.180.000.000 | 18.472.000.000 | 5.708.000.000 | | 24.180.000.000 | 24.180.000.000 |
| 101-12-01-02 | PROGRAMES ET PROJETS | NATIONAL | 21.658.125.000 | 21.658.125.000 | 21.658.125.000 | 16.072.000.000 | 5.586.125.000 | | 21.658.125.000 | 21.658.125.000 |
| 101-12-01-03 | PROGRAMES ET PROJETS | NATIONAL | 13.876.883.000 | 13.876.883.000 | 13.876.883.000 | 10.376.883.000 | 3.500.000.000 | | 13.876.883.000 | 13.876.883.000 |
| 101-12-01-04 | PROGRAMES ET PROJETS | NATIONAL | 3.341.445.200 | 3.341.445.200 | 3.341.445.200 | 2.579.868.500 | 761.576.700 | | 3.341.445.200 | 3.341.445.200 |
| 101-12-01-05 | PROGRAMES ET PROJETS | NATIONAL | 3.341.445.200 | 3.341.445.200 | 3.341.445.200 | 2.579.868.500 | 761.576.700 | | 3.341.445.200 | 3.341.445.200 |
| 101-12-01-06 | PROGRAMES ET PROJETS | NATIONAL | 2.279.868.500 | 2.279.868.500 | 2.279.868.500 | 1.800.000.000 | 479.868.500 | | 2.279.868.500 | 2.279.868.500 |
| 101-12-01-07 | PROGRAMES ET PROJETS | NATIONAL | 1.200.000.000 | 1.200.000.000 | 1.200.000.000 | 1.200.000.000 | | | 1.200.000.000 | 1.200.000.000 |
| 101-12-01-08 | PROGRAMES ET PROJETS | NATIONAL | 400.000.000 | 400.000.000 | 400.000.000 | 400.000.000 | | | 400.000.000 | 400.000.000 |
| 101-12-01-09 | PROGRAMES ET PROJETS | NATIONAL | 10.000.000 | 10.000.000 | 10.000.000 | 10.000.000 | | | 10.000.000 | 10.000.000 |
| 101-12-01-10 | PROGRAMES ET PROJETS | NATIONAL | 10.000.000 | 10.000.000 | 10.000.000 | 10.000.000 | | | 10.000.000 | 10.000.000 |
| 101-12-01-11 | PROGRAMES ET PROJETS | NATIONAL | 15.000.000 | 15.000.000 | 15.000.000 | 15.000.000 | | | 15.000.000 | 15.000.000 |
| 101-12-01-12 | PROGRAMES ET PROJETS | NORD | 10.000.000 | 10.000.000 | 10.000.000 | 10.000.000 | | | 10.000.000 | 10.000.000 |
| 101-12-01-13 | PROGRAMES ET PROJETS | NATIONAL | 10.000.000 | 10.000.000 | 10.000.000 | 10.000.000 | | | 10.000.000 | 10.000.000 |
| 101-12-01-14 | PROGRAMES ET PROJETS | NATIONAL | 20.000.000 | 20.000.000 | 20.000.000 | 20.000.000 | | | 20.000.000 | 20.000.000 |
| 101-12-01-15 | PROGRAMES ET PROJETS | NATIONAL | 30.000.000 | 30.000.000 | 30.000.000 | 30.000.000 | | | 30.000.000 | 30.000.000 |
| 101-12-01-16 | PROGRAMES ET PROJETS | NATIONAL | 9.000.000 | 9.000.000 | 9.000.000 | 9.000.000 | | | 9.000.000 | 9.000.000 |
| 101-12-01-17 | PROGRAMES ET PROJETS | NATIONAL | 10.000.000 | 10.000.000 | 10.000.000 | 10.000.000 | | | 10.000.000 | 10.000.000 |
| 101-12-01-18 | PROGRAMES ET PROJETS | NATIONAL | 25.000.000 | 25.000.000 | 25.000.000 | 25.000.000 | | | 25.000.000 | 25.000.000 |
| 101-12-01-19 | PROGRAMES ET PROJETS | NATIONAL | 50.000.000 | 50.000.000 | 50.000.000 | 50.000.000 | | | 50.000.000 | 50.000.000 |
| 101-12-01-20 | PROGRAMES ET PROJETS | NATIONAL | 100.000.000 | 100.000.000 | 100.000.000 | 100.000.000 | | | 100.000.000 | 100.000.000 |
| 101-12-01-21 | PROGRAMES ET PROJETS | QUEST | 50.000.000 | 50.000.000 | 50.000.000 | 50.000.000 | | | 50.000.000 | 50.000.000 |
| 101-12-01-22 | PROGRAMES ET PROJETS | NATIONAL | 50.000.000 | 50.000.000 | 50.000.000 | 50.000.000 | | | 50.000.000 | 50.000.000 |
| 101-12-01-23 | PROGRAMES ET PROJETS | NATIONAL | 50.000.000 | 50.000.000 | 50.000.000 | 50.000.000 | | | 50.000.000 | 50.000.000 |
| 101-12-01-24 | PROGRAMES ET PROJETS | NATIONAL | 50.000.000 | 50.000.000 | 50.000.000 | 50.000.000 | | | 50.000.000 | 50.000.000 |
| 101-12-01-25 | PROGRAMES ET PROJETS | NATIONAL | 20.000.000 | 20.000.000 | 20.000.000 | 20.000.000 | | | 20.000.000 | 20.000.000 |
| 101-12-01-26 | PROGRAMES ET PROJETS | CENTRE | 40.000.000 | 40.000.000 | 40.000.000 | 40.000.000 | | | 40.000.000 | 40.000.000 |
| 101-12-01-27 | PROGRAMES ET PROJETS | QUEST | 10.000.000 | 10.000.000 | 10.000.000 | 10.000.000 | | | 10.000.000 | 10.000.000 |
| 101-12-01-28 | PROGRAMES ET PROJETS | NORD-OUEST | 10.000.000 | 10.000.000 | 10.000.000 | 10.000.000 | | | 10.000.000 | 10.000.000 |
| 101-12-01-29 | PROGRAMES ET PROJETS | NORD-OUEST | 10.000.000 | 10.000.000 | 10.000.000 | 10.000.000 | | | 10.000.000 | 10.000.000 |
| 101-12-01-30 | PROGRAMES ET PROJETS | NORD-OUEST | 10.000.000 | 10.000.000 | 10.000.000 | 10.000.000 | | | 10.000.000 | 10.000.000 |
| 101-12-01-31 | PROGRAMES ET PROJETS | NORD | 20.000.000 | 20.000.000 | 20.000.000 | 20.000.000 | | | 20.000.000 | 20.000.000 |
| 101-12-01-32 | PROGRAMES ET PROJETS | NATIONAL | 10.000.000 | 10.000.000 | 10.000.000 | 10.000.000 | | | 10.000.000 | 10.000.000 |
| 101-12-01-33 | PROGRAMES ET PROJETS | NATIONAL | 10.000.000 | 10.000.000 | 10.000.000 | 10.000.000 | | | 10.000.000 | 10.000.000 |
| 101-12-01-34 | PROGRAMES ET PROJETS | NATIONAL | 275.000.000 | 275.000.000 | 275.000.000 | 275.000.000 | | | 275.000.000 | 275.000.000 |
| 101-12-01-35 | PROGRAMES ET PROJETS | NATIONAL | 275.000.000 | 275.000.000 | 275.000.000 | 275.000.000 | | | 275.000.000 | 275.000.000 |
| 101-12-01-36 | PROGRAMES ET PROJETS | QUEST | 275.000.000 | 275.000.000 | 275.000.000 | 275.000.000 | | | 275.000.000 | 275.000.000 |
| 101-12-01-37 | PROGRAMES ET PROJETS | QUEST | 4.000.000 | 4.000.000 | 4.000.000 | 4.000.000 | | | 4.000.000 | 4.000.000 |
| 101-12-01-38 | PROGRAMES ET PROJETS | QUEST | 16.000.000 | 16.000.000 | 16.000.000 | 16.000.000 | | | 16.000.000 | 16.000.000 |
| 101-12-01-39 | PROGRAMES ET PROJETS | QUEST | 20.000.000 | 20.000.000 | 20.000.000 | 20.000.000 | | | 20.000.000 | 20.000.000 |

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2020-2021
PROGRAMME D'INVESTISSEMENT PUBLIC

| CODE | PROGRAMMES ET PROJETS | LOCALISATION | TRENOR PUBLIC 2021-1 | FINANCEMENTS INTERNES (P) | SOURCE | RESOURCES NATIONALES (P-D-D1) | BI-LATÉRALE (D) | MULTI-LATÉRALE (D2) | SOURCE | TYPE | RESOURCES NATIONALES (P-D-D1) | TOTAL PIP (G-C-D) |
|------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|----------------------|---------------------------|--------|-------------------------------|-----------------|---------------------|--------|------|-------------------------------|-------------------|
| 1111-01-01 | CENTRE DE TECHNIQUES DE CLASSIFICATION ET D'ECONOMIE CENTRALE | | 25,000,000 | | | 25,000,000 | | | | | 25,000,000 | 25,000,000 |
| 1111-01-01-01 | PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | | 25,000,000 | | | 25,000,000 | | | | | 25,000,000 | 25,000,000 |
| 1111-01-01-01-01 | REINFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | | 20,000,000 | | | 20,000,000 | | | | | 20,000,000 | 20,000,000 |
| 1111-01-01-01-02 | MISE EN PLACE DU PROGRAMME DE MASTERS EN EVALUATION DE PROJETS | OUEST | 5,000,000 | | | 5,000,000 | | | | | 5,000,000 | 5,000,000 |
| 1111-01-01-01-03 | CONSEIL NATIONAL DES COOPERATIVES | OUEST | 3,500,000 | | | 3,500,000 | | | | | 3,500,000 | 3,500,000 |
| 1111-01-01-01-04 | SECTEUR DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | | 1,500,000 | | | 1,500,000 | | | | | 1,500,000 | 1,500,000 |
| 1111-01-01-01-05 | REINFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | | 1,500,000 | | | 1,500,000 | | | | | 1,500,000 | 1,500,000 |
| 1111-01-01-01-06 | ELABORATION D'UNE POLITIQUE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT DU MOUVEMENT COOPERATIF EN HAÏTI | NATIONAL | 1,000,000 | | | 1,000,000 | | | | | 1,000,000 | 1,000,000 |
| 1111-01-01-01-07 | ELABORATION D'UNE STRATEGIE D'ENGAGEMENT ET DE REINFORCEMENT DES COOPERATIVES DES CANNES POPULAIRES | NATIONAL | 400,000 | | | 400,000 | | | | | 400,000 | 400,000 |
| 1111-01-01-01-08 | REINFORCEMENT DES COOPERATIVES DES CANNES POPULAIRES | NATIONAL | 1,000,000 | | | 1,000,000 | | | | | 1,000,000 | 1,000,000 |
| 1111-01-01-01-09 | ACTIVITES DES DIFFERENTS TYPES DE COOPERATIVES | NATIONAL | 1,000,000 | | | 1,000,000 | | | | | 1,000,000 | 1,000,000 |
| 1111-01-01-01-10 | CENTRE NATIONAL DE L'INFORMATION GEO-SPATIALE | | 172,279,959 | | | 172,279,959 | | | | | 172,279,959 | 172,279,959 |
| 1111-01-01-01-11 | PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | | 172,279,959 | | | 172,279,959 | | | | | 172,279,959 | 172,279,959 |
| 1111-01-01-01-12 | MISE EN PLACE DU PROGRAMME D'INFORMATION TERRITORIALE POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE | NATIONAL | 20,000,000 | | | 20,000,000 | | | | | 20,000,000 | 20,000,000 |
| 1111-01-01-01-13 | MISE EN PLACE D'UN SYSTEME D'INFORMATIONS COMMUNALES POUR LA GOUVERNANCE LOCAL (MOLE ST NICOLAS, ILES DE LA TROUVE, AQTEN) | NATIONAL | 25,000,000 | | | 25,000,000 | | | | | 25,000,000 | 25,000,000 |
| 1111-01-01-01-14 | MISE EN PLACE D'UN SYSTEME D'INFORMATIONS COMMUNALES POUR LA GOUVERNANCE LOCAL (MOLE ST NICOLAS, ILES DE LA TROUVE, AQTEN) | NATIONAL | 25,000,000 | | | 25,000,000 | | | | | 25,000,000 | 25,000,000 |
| 1111-01-01-01-15 | REINFORCEMENT DU BATIMENT DE CNRS | OUEST | 20,000,000 | | | 20,000,000 | | | | | 20,000,000 | 20,000,000 |
| 1111-01-01-01-16 | INSTRUMENTATION DE LA PRODUCTION ET DE LA DIFFUSION DES DONNEES DE JARIS PHTAHI | NATIONAL | 27,000,000 | | | 27,000,000 | | | | | 27,000,000 | 27,000,000 |
| 1111-01-01-01-17 | CARTOGRAPHIE DES DOMAINES PRIVES DE L'ETAT | NATIONAL | 20,000,000 | | | 20,000,000 | | | | | 20,000,000 | 20,000,000 |
| 1111-01-01-01-18 | SYSTEME D'INFORMATION SUR LES MARCHES PUBLICS (SMPI) | NATIONAL | 32,279,959 | | | 32,279,959 | | | | | 32,279,959 | 32,279,959 |
| 1111-01-01-01-19 | MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES | | 1,800,000,000 | 1,800,000,000 | | 1,800,000,000 | | | | | 1,800,000,000 | 1,800,000,000 |
| 1111-01-01-01-20 | SERVICES INTERNES | | 675,000,000 | 675,000,000 | | 675,000,000 | | | | | 675,000,000 | 675,000,000 |
| 1111-01-01-01-21 | DIRECTIONS GENERALES DES SERVICES INTERNES | | 675,000,000 | 675,000,000 | | 675,000,000 | | | | | 675,000,000 | 675,000,000 |
| 1111-01-01-01-22 | PROGRAMME DE MISE EN PLACE D'UN SYSTEME D'INFORMATION COMMUNALE | | 67,000,000 | 67,000,000 | | 67,000,000 | | | | | 67,000,000 | 67,000,000 |
| 1111-01-01-01-23 | CONSEIL NATIONAL DE L'INFORMATION COMMUNALE | | 300,000,000 | 300,000,000 | | 300,000,000 | | | | | 300,000,000 | 300,000,000 |
| 1111-01-01-01-24 | APPLA L'INVESTISSEMENT PRIVE | | 340,000,000 | 340,000,000 | | 340,000,000 | | | | | 340,000,000 | 340,000,000 |
| 1111-01-01-01-25 | APPLA LA MISE EN OEUVRE DE L'UNITÉ DE GESTION DU PARTENARIAT PUBLIC PRIVE (UPPP) | NATIONAL | 2,500,000 | 2,500,000 | | 2,500,000 | | | | | 2,500,000 | 2,500,000 |
| 1111-01-01-01-26 | AMéliORATION DU CLIMAT DES AFFAIRES EN HAÏTI (AMING) | NATIONAL | 100,000,000 | | | 100,000,000 | | | | | 100,000,000 | 100,000,000 |
| 1111-01-01-01-27 | FONDS DE GARANTIE AU DEVELOPPEMENT DES PME | NATIONAL | 40,000,000 | | | 40,000,000 | | | | | 40,000,000 | 40,000,000 |
| 1111-01-01-01-28 | FONDS DE CAPITALISATION RECAPITALISATION DES PME | NATIONAL | 40,000,000 | | | 40,000,000 | | | | | 40,000,000 | 40,000,000 |
| 1111-01-01-01-29 | MISE EN OEUVRE D'UN PROGRAMME STAGE POUR LES JEUNES HAÏTIENS AUCUN EMPLOI | NATIONAL | 240,000,000 | | | 240,000,000 | | | | | 240,000,000 | 240,000,000 |
| 1111-01-01-01-30 | PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | | 240,000,000 | | | 240,000,000 | | | | | 240,000,000 | 240,000,000 |
| 1111-01-01-01-31 | REINFORCEMENT DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | | 1,072,461,589 | | | 1,072,461,589 | | | | | 1,072,461,589 | 1,072,461,589 |
| 1111-01-01-01-32 | CONSTRUCTIFS ET AMENAGEMENT DU PALAIS DES FINANCES (MEX. ACH. BICHI (MEX. PERSONNEL)) | OUEST | 200,000,000 | | | 200,000,000 | | | | | 200,000,000 | 200,000,000 |
| 1111-01-01-01-33 | REINFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | | 40,000,000 | | | 40,000,000 | | | | | 40,000,000 | 40,000,000 |
| 1111-01-01-01-34 | REINFORCEMENT DE L'UNITÉ DE COORDINATION DE PROJETS (UCP) | OUEST | 40,000,000 | | | 40,000,000 | | | | | 40,000,000 | 40,000,000 |
| 1111-01-01-01-35 | APPLA LA REFORME DES FINANCES PERDUES (CONSTRUCTION DE BÂTIMENTS FINANCIERS ET DE LA GOUVERNANCE COMMUNALE) | OUEST | 40,000,000 | | | 40,000,000 | | | | | 40,000,000 | 40,000,000 |

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2020-2021
PROGRAMME D'INVESTISSEMENT PUBLIC

Table with 10 columns: CODE, PROGRAMMES ET PROJETS, LOCALISATION, TRÉSOR PUBLIC (2019-21), AUTRES FINancements INTERNES (H), SOURCE, RESSOURCES NATIONALES (C-53-61), BILATERALE (D1), MULTILATERALE (D2), SOURCE, TYPE, RESSOURCES EXTERNES (C-6-C-9), TOTAL PIP (C-C-9). Rows list various programs like 'PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION' and 'CONSTRUCTION DE CENTRES ADMINISTRATIFS'.

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2020-2021
PROGRAMME D'INVESTISSEMENT PUBLIC

| CODE | PROGRAMMES ET PROJETS | LOCALISATION | AUTRES FINANCEMENTS INTERRES | | SOURCE | RESSOURCES NATIONALES (C-A-B) | BILAN FISCAL 2020-2021 (B) | MULTI-ANNEE 2021-2023 (E) | SOURCE | TYPE | RESSOURCES EXTENSIVES (F-G-H) | TOTAL (C+D+G+H) |
|----------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|------------------------------|-----|--------|-------------------------------|----------------------------|---------------------------|--------|------|-------------------------------|-----------------|
| | | | TRONC PUBLIC 2020-21 (D) | (I) | | | | | | | | |
| 110-412-54-38 | AMÉLIORATION DES SERVICES AUX PRODUCTEURS ET AUX ENTREPRENEURS RURAUX | NATIONAL | 40 000 000 | - | - | 40 000 000 | - | - | - | - | 40 000 000 | 40 000 000 |
| 110-412-54-39 | APUI ET RENFORCEMENT DES RURAUX AGRICOLES (COMMISSARIAT) | NATIONAL | 20 000 000 | - | - | 20 000 000 | - | - | - | - | 20 000 000 | 20 000 000 |
| 110-412-54-40 | PROGRAMME DE GESTION DES BASSINS VERDANTS | NATIONAL | 35 000 000 | - | - | 35 000 000 | - | - | - | - | 35 000 000 | 35 000 000 |
| 110-412-54-41 | CONSTRUCTION DES OUVRAGES DE RÉGULATION DES CRUES | NATIONAL | 35 000 000 | - | - | 35 000 000 | - | - | - | - | 35 000 000 | 35 000 000 |
| 110-412-54-42 | TRAVAUX DE PROTECTION BERGE DES RIVIÈRES | NATIONAL | 15 000 000 | - | - | 15 000 000 | - | - | - | - | 15 000 000 | 15 000 000 |
| 110-412-54-43 | PROGRAMME DE MODERNISATION ET DE DYNAMISATION DE LA PRODUCTION ET DE LA COMMERCIALISATION DE LA PRODUCTION DE LAITIÈRE | NATIONAL | 15 000 000 | - | - | 15 000 000 | - | - | - | - | 15 000 000 | 15 000 000 |
| 110-412-54-44 | RELANÇE DE L'AGRICULTURE A MARRIAGE, BASSIN VERDANT 16, BASSIN FENEL, PHASE 4 | SEUL-EST | 24 000 000 | - | - | 24 000 000 | - | - | - | - | 24 000 000 | 24 000 000 |
| 110-412-54-45 | RENFORCEMENT DES SERVICES AUX AGRICULTEURS (BASSIN VERDANT 16) | NATIONAL | - | - | - | - | 365 000 000 | 365 000 000 | NON | NON | 365 000 000 | 365 000 000 |
| 110-412-54-46 | MISE EN ŒUVRE D'UN PLAN DE LUTTE PROPHYLACTIQUE CONTRE LES MALADIES ATTACHÉES AUX MANGRES DANS LES GRANDS ZONES PRODUCTIVES (BASSIN VERDANT 16, BASSIN VERDANT 17) | OUEST | 5 000 000 | - | - | 5 000 000 | - | - | - | - | 5 000 000 | 5 000 000 |
| 110-412-54-47 | MODERNISATION DES SERVICES AUX AGRICULTEURS (BASSIN VERDANT 16) | NATIONAL | - | - | - | - | 312 500 000 | 312 500 000 | NON | NON | 312 500 000 | 312 500 000 |
| 110-412-54-48 | DEVELOPPEMENT DE L'ÉLEVAGE ET CONTRÔLE DE LA QUALITÉ | NATIONAL | 50 000 000 | - | - | 50 000 000 | - | - | - | - | 50 000 000 | 50 000 000 |
| 110-412-54-49 | PRODUCTION DE LA PRODUCTION DE LAITIÈRE | NATIONAL | 20 000 000 | - | - | 20 000 000 | - | - | - | - | 20 000 000 | 20 000 000 |
| 110-412-54-50 | DEVELOPPEMENT DES FILIÈRES DE LAITIÈRE ET DE LAITIÈRE | NATIONAL | 60 000 000 | - | - | 60 000 000 | - | - | - | - | 60 000 000 | 60 000 000 |
| 110-412-54-51 | REINFORCEMENT DE LA PRODUCTION DE LAITIÈRE | NATIONAL | 25 000 000 | - | - | 25 000 000 | - | - | - | - | 25 000 000 | 25 000 000 |
| 110-412-54-52 | REINFORCEMENT DE LA PRODUCTION DE LAITIÈRE | NATIONAL | 10 000 000 | - | - | 10 000 000 | - | - | - | - | 10 000 000 | 10 000 000 |
| 110-412-54-53 | REINFORCEMENT DE LA PRODUCTION DE LAITIÈRE | NATIONAL | 15 000 000 | - | - | 15 000 000 | - | - | - | - | 15 000 000 | 15 000 000 |
| 110-412-54-54 | APUI À LA PRODUCTION DE LAITIÈRE | NATIONAL | 40 000 000 | - | - | 40 000 000 | - | - | - | - | 40 000 000 | 40 000 000 |
| 110-412-54-55 | APUI À LA PRODUCTION DE LAITIÈRE | NATIONAL | 10 000 000 | - | - | 10 000 000 | - | - | - | - | 10 000 000 | 10 000 000 |
| 110-412-54-56 | APUI À LA PRODUCTION DE LAITIÈRE | NATIONAL | 100 000 000 | - | - | 100 000 000 | - | - | - | - | 100 000 000 | 100 000 000 |
| 110-412-54-57 | APUI À LA PRODUCTION DE LAITIÈRE | NATIONAL | 30 000 000 | - | - | 30 000 000 | - | - | - | - | 30 000 000 | 30 000 000 |
| 110-412-54-58 | APUI À LA PRODUCTION DE LAITIÈRE | NATIONAL | 1 000 000 000 | - | - | 1 000 000 000 | - | - | - | - | 1 000 000 000 | 1 000 000 000 |
| 110-412-54-59 | APUI À LA PRODUCTION DE LAITIÈRE | NATIONAL | 40 000 000 | - | - | 40 000 000 | - | - | - | - | 40 000 000 | 40 000 000 |
| 110-412-54-60 | APUI À LA PRODUCTION DE LAITIÈRE | NATIONAL | 60 000 000 | - | - | 60 000 000 | - | - | - | - | 60 000 000 | 60 000 000 |
| 110-412-54-61 | APUI À LA PRODUCTION DE LAITIÈRE | NATIONAL | 10 000 000 | - | - | 10 000 000 | - | - | - | - | 10 000 000 | 10 000 000 |
| 110-412-54-62 | APUI À LA PRODUCTION DE LAITIÈRE | NATIONAL | 100 000 000 | - | - | 100 000 000 | - | - | - | - | 100 000 000 | 100 000 000 |
| 110-412-54-63 | APUI À LA PRODUCTION DE LAITIÈRE | NATIONAL | 30 000 000 | - | - | 30 000 000 | - | - | - | - | 30 000 000 | 30 000 000 |
| 110-412-54-64 | APUI À LA PRODUCTION DE LAITIÈRE | NATIONAL | 1 000 000 000 | - | - | 1 000 000 000 | - | - | - | - | 1 000 000 000 | 1 000 000 000 |
| 110-412-54-65 | APUI À LA PRODUCTION DE LAITIÈRE | NATIONAL | 40 000 000 | - | - | 40 000 000 | - | - | - | - | 40 000 000 | 40 000 000 |
| 110-412-54-66 | APUI À LA PRODUCTION DE LAITIÈRE | NATIONAL | 60 000 000 | - | - | 60 000 000 | - | - | - | - | 60 000 000 | 60 000 000 |
| 110-412-54-67 | APUI À LA PRODUCTION DE LAITIÈRE | NATIONAL | 10 000 000 | - | - | 10 000 000 | - | - | - | - | 10 000 000 | 10 000 000 |
| 110-412-54-68 | APUI À LA PRODUCTION DE LAITIÈRE | NATIONAL | 100 000 000 | - | - | 100 000 000 | - | - | - | - | 100 000 000 | 100 000 000 |
| 110-412-54-69 | APUI À LA PRODUCTION DE LAITIÈRE | NATIONAL | 30 000 000 | - | - | 30 000 000 | - | - | - | - | 30 000 000 | 30 000 000 |
| 110-412-54-70 | APUI À LA PRODUCTION DE LAITIÈRE | NATIONAL | 1 000 000 000 | - | - | 1 000 000 000 | - | - | - | - | 1 000 000 000 | 1 000 000 000 |
| 110-412-54-71 | APUI À LA PRODUCTION DE LAITIÈRE | NATIONAL | 40 000 000 | - | - | 40 000 000 | - | - | - | - | 40 000 000 | 40 000 000 |
| 110-412-54-72 | APUI À LA PRODUCTION DE LAITIÈRE | NATIONAL | 60 000 000 | - | - | 60 000 000 | - | - | - | - | 60 000 000 | 60 000 000 |
| 110-412-54-73 | APUI À LA PRODUCTION DE LAITIÈRE | NATIONAL | 10 000 000 | - | - | 10 000 000 | - | - | - | - | 10 000 000 | 10 000 000 |
| 110-412-54-74 | APUI À LA PRODUCTION DE LAITIÈRE | NATIONAL | 100 000 000 | - | - | 100 000 000 | - | - | - | - | 100 000 000 | 100 000 000 |
| 110-412-54-75 | APUI À LA PRODUCTION DE LAITIÈRE | NATIONAL | 30 000 000 | - | - | 30 000 000 | - | - | - | - | 30 000 000 | 30 000 000 |
| 110-412-54-76 | APUI À LA PRODUCTION DE LAITIÈRE | NATIONAL | 1 000 000 000 | - | - | 1 000 000 000 | - | - | - | - | 1 000 000 000 | 1 000 000 000 |
| 110-412-54-77 | APUI À LA PRODUCTION DE LAITIÈRE | NATIONAL | 40 000 000 | - | - | 40 000 000 | - | - | - | - | 40 000 000 | 40 000 000 |
| 110-412-54-78 | APUI À LA PRODUCTION DE LAITIÈRE | NATIONAL | 60 000 000 | - | - | 60 000 000 | - | - | - | - | 60 000 000 | 60 000 000 |
| 110-412-54-79 | APUI À LA PRODUCTION DE LAITIÈRE | NATIONAL | 10 000 000 | - | - | 10 000 000 | - | - | - | - | 10 000 000 | 10 000 000 |
| 110-412-54-80 | APUI À LA PRODUCTION DE LAITIÈRE | NATIONAL | 100 000 000 | - | - | 100 000 000 | - | - | - | - | 100 000 000 | 100 000 000 |
| 110-412-54-81 | APUI À LA PRODUCTION DE LAITIÈRE | NATIONAL | 30 000 000 | - | - | 30 000 000 | - | - | - | - | 30 000 000 | 30 000 000 |
| 110-412-54-82 | APUI À LA PRODUCTION DE LAITIÈRE | NATIONAL | 1 000 000 000 | - | - | 1 000 000 000 | - | - | - | - | 1 000 000 000 | 1 000 000 000 |
| 110-412-54-83 | APUI À LA PRODUCTION DE LAITIÈRE | NATIONAL | 40 000 000 | - | - | 40 000 000 | - | - | - | - | 40 000 000 | 40 000 000 |
| 110-412-54-84 | APUI À LA PRODUCTION DE LAITIÈRE | NATIONAL | 60 000 000 | - | - | 60 000 000 | - | - | - | - | 60 000 000 | 60 000 000 |
| 110-412-54-85 | APUI À LA PRODUCTION DE LAITIÈRE | NATIONAL | 10 000 000 | - | - | 10 000 000 | - | - | - | - | 10 000 000 | 10 000 000 |
| 110-412-54-86 | APUI À LA PRODUCTION DE LAITIÈRE | NATIONAL | 100 000 000 | - | - | 100 000 000 | - | - | - | - | 100 000 000 | 100 000 000 |
| 110-412-54-87 | APUI À LA PRODUCTION DE LAITIÈRE | NATIONAL | 30 000 000 | - | - | 30 000 000 | - | - | - | - | 30 000 000 | 30 000 000 |
| 110-412-54-88 | APUI À LA PRODUCTION DE LAITIÈRE | NATIONAL | 1 000 000 000 | - | - | 1 000 000 000 | - | - | - | - | 1 000 000 000 | 1 000 000 000 |
| 110-412-54-89 | APUI À LA PRODUCTION DE LAITIÈRE | NATIONAL | 40 000 000 | - | - | 40 000 000 | - | - | - | - | 40 000 000 | 40 000 000 |
| 110-412-54-90 | APUI À LA PRODUCTION DE LAITIÈRE | NATIONAL | 60 000 000 | - | - | 60 000 000 | - | - | - | - | 60 000 000 | 60 000 000 |
| 110-412-54-91 | APUI À LA PRODUCTION DE LAITIÈRE | NATIONAL | 10 000 000 | - | - | 10 000 000 | - | - | - | - | 10 000 000 | 10 000 000 |
| 110-412-54-92 | APUI À LA PRODUCTION DE LAITIÈRE | NATIONAL | 100 000 000 | - | - | 100 000 000 | - | - | - | - | 100 000 000 | 100 000 000 |
| 110-412-54-93 | APUI À LA PRODUCTION DE LAITIÈRE | NATIONAL | 30 000 000 | - | - | 30 000 000 | - | - | - | - | 30 000 000 | 30 000 000 |
| 110-412-54-94 | APUI À LA PRODUCTION DE LAITIÈRE | NATIONAL | 1 000 000 000 | - | - | 1 000 000 000 | - | - | - | - | 1 000 000 000 | 1 000 000 000 |
| 110-412-54-95 | APUI À LA PRODUCTION DE LAITIÈRE | NATIONAL | 40 000 000 | - | - | 40 000 000 | - | - | - | - | 40 000 000 | 40 000 000 |
| 110-412-54-96 | APUI À LA PRODUCTION DE LAITIÈRE | NATIONAL | 60 000 000 | - | - | 60 000 000 | - | - | - | - | 60 000 000 | 60 000 000 |
| 110-412-54-97 | APUI À LA PRODUCTION DE LAITIÈRE | NATIONAL | 10 000 000 | - | - | 10 000 000 | - | - | - | - | 10 000 000 | 10 000 000 |
| 110-412-54-98 | APUI À LA PRODUCTION DE LAITIÈRE | NATIONAL | 100 000 000 | - | - | 100 000 000 | - | - | - | - | 100 000 000 | 100 000 000 |
| 110-412-54-99 | APUI À LA PRODUCTION DE LAITIÈRE | NATIONAL | 30 000 000 | - | - | 30 000 000 | - | - | - | - | 30 000 000 | 30 000 000 |
| 110-412-54-100 | APUI À LA PRODUCTION DE LAITIÈRE | NATIONAL | 1 000 000 000 | - | - | 1 000 000 000 | - | - | - | - | 1 000 000 000 | 1 000 000 000 |

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2020-2021
PROGRAMME D'INVESTISSEMENT PUBLIC

| CODE | PROGRAMMES ET PROJETS | LOCALISATION | TRÉSORE PUBLIC 2020-21 | ACTIFS FINANCIERS (01) | SOURCE | RESSOURCES NATIONALES (C-5A/B) | BILATÉRALE (01) | MULTIPLIATEUR 2020-21 (C7) | SOURCE | TYPE | RESSOURCES EXTERNES (C-5A/C) | TOTAL (C-5A/B+C) |
|----------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|------------------------|------------------------|--------|--------------------------------|-----------------|----------------------------|--------|------|------------------------------|------------------|
| 1114-12-54-97 | APPLICABILITÉ PAR POMPAGE | NATIONAL | 130 000 000 | | | 130 000 000 | | | | | | 130 000 000 |
| 1114-12-54-98 | INTERVENTION D'URGENCE AU NIVEAU DE LA VALLEE DE L'ARRENTHE (0104) | ARTHOISE | 40 000 000 | | | 40 000 000 | | | | | | 40 000 000 |
| 1114-12-54-99 | INNOVATION TECHNOLOGIQUE EN AGRICULTURE ET AGROBIOSTÉRIE | NATIONAL | 24 000 000 | | | 24 000 000 | | | | | | 24 000 000 |
| 1114-12-54-100 | APPLI A LA PRODUCTION ET TRANSFORMATION DU MANIOC | NATIONAL | 55 000 000 | | | 55 000 000 | | | | | | 55 000 000 |
| 1114-12-54-101 | APPLI A LA PRODUCTION PORCINE | NATIONAL | 80 000 000 | | | 80 000 000 | | | | | | 80 000 000 |
| 1114-12-54-102 | PROGRAMME DE MODERNISATION ET DE DYNAMISATION DES LA MAGERIE DES LACS COLLIERES | NATIONAL | 70 000 000 | | | 70 000 000 | | | | | | 70 000 000 |
| 1114-12-54-103 | CONSTRUCTION ET MISE EN VALEUR DES LACS COLLIERES | NATIONAL | 16 000 000 | | | 16 000 000 | | | | | | 16 000 000 |
| 1114-12-54-104 | IMPLANTATION DE TERRES AQUICOLES | NATIONAL | 10 000 000 | | | 10 000 000 | | | | | | 10 000 000 |
| 1114-12-54-105 | DEVELOPPEMENT DE LA PÊCHE ARTISANALE | NATIONAL | 1 000 000 000 | | | 1 000 000 000 | | | | | | 1 000 000 000 |
| 1114-12-54-106 | PROGRAMME DE MODERNISATION ET DE DYNAMISATION DU SECTEUR DES SERVICES | NATIONAL | 1 000 000 000 | | | 1 000 000 000 | | | | | | 1 000 000 000 |
| 1114-12-54-107 | AMÉLIORATION DE L'ACCÈS AUX ASSURANCES | NATIONAL | 1 000 000 000 | | | 1 000 000 000 | | | | | | 1 000 000 000 |
| 1114-12-54-108 | MISE EN PLACE D'UN SYSTÈME DE CREDIT AGRICOLE | NATIONAL | 25 000 000 | | | 25 000 000 | | | | | | 25 000 000 |
| 1114-12-54-109 | PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION DE CENTRE | NATIONAL | 35 000 000 | | | 35 000 000 | | | | | | 35 000 000 |
| 1114-12-54-110 | CONSTRUCTION ET AMENAGEMENT DES STRUCTURES | NATIONAL | 35 000 000 | | | 35 000 000 | | | | | | 35 000 000 |
| 1114-12-54-111 | MISE EN PLACE D'UN SYSTÈME DE CREDIT AGRICOLE | NATIONAL | 4 312 000 000 | 15 012 144 209 | | 21 644 022 218 | 6 370 000 000 | 11 603 310 643 | | | 16 834 655 644 | 42 831 246 879 |
| 1114-12-54-112 | CONSTRUCTION DE LAUSANNE PUBLICS TRANSIENS | NATIONAL | 4 312 000 000 | 15 012 144 209 | | 21 644 022 218 | 6 370 000 000 | 11 603 310 643 | | | 16 834 655 644 | 42 831 246 879 |
| 1114-12-54-113 | PROGRAMME GÉNÉRAL DES SERVICES TRANSIENS | NATIONAL | 4 312 000 000 | 15 012 144 209 | | 21 644 022 218 | 6 370 000 000 | 11 603 310 643 | | | 16 834 655 644 | 42 831 246 879 |
| 1114-12-54-114 | DIRECTION GÉNÉRALE DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | NATIONAL | 140 000 000 | | | 140 000 000 | | | | | | 140 000 000 |
| 1114-12-54-115 | ACQUISITION DE MATÉRIEL ET ÉQUIPEMENTS POUR LE RENFORCEMENT DU STPTC | NATIONAL | 90 000 000 | | | 90 000 000 | | | | | | 90 000 000 |
| 1114-12-54-116 | RECHERCHES ET CARACTÈRES D'INVESTISSEMENTS DES BUREAUX DÉPARTEMENTAUX | NATIONAL | 50 000 000 | | | 50 000 000 | | | | | | 50 000 000 |
| 1114-12-54-117 | PROGRAMME DE RESTRUCTURATION | NATIONAL | 48 412 257 | 388 675 859 | | 874 088 116 | | | | | | 874 088 116 |
| 1114-12-54-118 | RESTRUCTURATION DE L'URBAN | NATIONAL | 48 412 257 | 388 675 859 | | 874 088 116 | | | | | | 874 088 116 |
| 1114-12-54-119 | REHABILITATION ET ENTRETIEN DES BÂTIMENTS HONORÉ PAUL, 10 LA REINER AVENUE DE LA REPUBLIQUE DANS LA ZONE ADMINISTRATIVE DE MONT-ACRÉPICE | OUEST | 300 000 000 | | | 300 000 000 | | | | | | 300 000 000 |
| 1114-12-54-120 | AMÉNAGEMENT D'INFRASTRUCTURES PHYSIQUES A CETH- SOAPE (CCT) | OUEST | | 388 675 859 | | 388 675 859 | | | | | | 388 675 859 |
| 1114-12-54-121 | REHABILITATION D'UN PAVILLON A LA GUYANE | OUEST | 14 012 257 | | | 14 012 257 | | | | | | 14 012 257 |
| 1114-12-54-122 | APPLI AUX PROJETS DE REHABILITATION DES BÂTIMENTS POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS A DES PAYS VOISINS | OUEST | 100 000 000 | | | 100 000 000 | | | | | | 100 000 000 |
| 1114-12-54-123 | TRAVAIL DE REHABILITATION D'UN PAVILLON A LA GUYANE | OUEST | 40 000 000 | | | 40 000 000 | | | | | | 40 000 000 |
| 1114-12-54-124 | DALOT HARRY THOMAS | OUEST | 20 000 000 | | | 20 000 000 | | | | | | 20 000 000 |
| 1114-12-54-125 | PROJET D'AMÉNAGEMENT DE MISE EN PLACE DU RESEAU DE TRANSPORT NATIONAL | NATIONAL | 2 103 157 743 | 710 246 250 | | 2 813 404 000 | | | | | 16 000 000 000 | 18 813 404 000 |
| 1114-12-54-126 | ÉVALUATION DU MALLAGE ROUTIER NATIONAL | NATIONAL | 1 723 157 743 | | | 1 723 157 743 | | | | | 16 000 000 000 | 17 723 157 743 |
| 1114-12-54-127 | REPARATION ET PROTECTION DE PONTS | NATIONAL | 100 000 000 | | | 100 000 000 | | | | | | 100 000 000 |
| 1114-12-54-128 | CONSTRUCTION DE LA ROUTE CARREFOUR JOSEPH-LEAUX A (BOULEVARD) | NORD-OUEST | 200 000 000 | | | 200 000 000 | | | | | | 200 000 000 |
| 1114-12-54-129 | REHABILITATION DE LA ROUTE (GENÈVE) - AVANCE - CAMP (CCT) | NATIONAL | | | | | | | | | | |
| 1114-12-54-130 | REHABILITATION ET CONSTRUCTION DE ROUTES | NATIONAL | 50 000 000 | | | 50 000 000 | | | | | | 50 000 000 |
| 1114-12-54-131 | REHABILITATION (MISE) ST RAPHAEL BARRIÈRE RAVANT - PHASE FINISSE (TRAVAIL) - AMÉNAGEMENT (CCT) CENTRE - SOURCE - MPTC | NORD | | | | | | | | | 1 000 000 000 | 1 000 000 000 |
| 1114-12-54-132 | ENTRETIEN ET REPARATION DES ROUTES | NATIONAL | 150 000 000 | | | 150 000 000 | | | | | | 150 000 000 |

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2020-2021
PROGRAMME D'INVESTISSEMENT PUBLIC

| CODE | PROGRAMMES ET PROJETS | LOCALISATION | AGENCES FINANCIÈRES INTERNES | SOURCE | MONTANTS NATIONAUX (C-V+15) | MONTANTS NATIONAUX (C-V+16) | MONTANTS NATIONAUX (C-V+17) | MONTANTS NATIONAUX (C-V+18) | MONTANTS NATIONAUX (C-V+19) | TOTAL PIP (C-V+19) |
|---------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|------------------------------|--------|-----------------------------|-----------------------------|-----------------------------|-----------------------------|-----------------------------|--------------------|
| | | | | | | | | | | |
| 1104-12-53-44 | PROJET DE TRANSPORT ET MISE EN PLACE DE BRÈS POUR LA CONSTRUCTION DE LA CIRCUITATION ET CENTRÉS DE ROUTES DE CONCOMBANT DE LA VILLE DE ST MARCEL | NATIONAL | | | 1.000.000.000 | | | | | 1.000.000.000 |
| 1104-12-53-45 | TRAVAUX DE TRANSPORT, CONSTRUCTION DE BRÈS ET MISE EN PLACE DE CONCOMBANT DE LA VILLE DE ST MARCEL | NATIONAL | | | | | | | 595.000.000 | 595.000.000 |
| 1104-12-53-46 | PROJET BUREAU CENTRE ARBORETE | NATIONAL | | | | | | | 191.000.000 | 191.000.000 |
| 1104-12-53-47 | PROJET DE REHABILITATION ET DE GESTION DES REQUES ET DES ANTIQUES | NATIONAL | | | | | | | 241.250.000 | 241.250.000 |
| 1104-12-53-48 | PROJET DE DEVELOPPEMENT MUNICIPAL ET DE RENFORCEMENT LOCAL | NATIONAL | | | | | | | 880.211.000 | 880.211.000 |
| 1104-12-53-49 | PROJET D'ACCESSIBILITE ET DE RESILIANCE RURALE | NATIONAL | | | | | | | 1.500.000.000 | 1.500.000.000 |
| 1104-12-53-50 | PROJET DE DEVELOPPEMENT URBAIN AUCAP HAITIENS | NORD | | | | | | | 125.119.824 | 125.119.824 |
| 1104-12-53-51 | ETUDE ET CONSTRUCTION D'UN POSTE SUR LA FLUVE ARBORETE | ARTIBONITE | | | 90.000.000 | | | | | 90.000.000 |
| 1104-12-53-52 | CONSTRUCTION DE POSTE LES ANGLAIS | GRAND'ANSE | | | 133.157.723 | | | | | 133.157.723 |
| 1104-12-53-53 | AMÉLIORATION DE LA CIRCULATION URBAIN ET INTERURBAIN | NATIONAL | | | 255.000.000 | 710.265.700 | | | | 965.265.700 |
| 1104-12-53-54 | ENTREPRISES DE ROUTES INTERURBAINES | NATIONAL | | | 473.282.700 | | | | | 473.282.700 |
| 1104-12-53-55 | ENTREPRISES DE ROUTES URBAINES | NATIONAL | | | 190.718.600 | | | | | 190.718.600 |
| 1104-12-53-56 | TRAVAUX FONCIERS D'URGENCE | NATIONAL | | | 213.217.000 | | | | | 213.217.000 |
| 1104-12-53-57 | INTEGRATION ROUTIERE LOCALE | NATIONAL | | | 125.000.000 | | | | | 125.000.000 |
| 1104-12-53-58 | REHABILITATION DE ROUTE A CARRAQUE/TABOIRE 40 VILLAGE (TIGUARDS) | DU SUD | | | 10.000.000 | | | | | 10.000.000 |
| 1104-12-53-59 | CONSTRUCTION DES PASSERELLES SUR DES RIVIERES AU NIVEAU DE DEPARTEMENT DE LA GUYANE | NORD | | | 100.000.000 | | | | | 100.000.000 |
| 1104-12-53-60 | REHABILITATION ROUTE JACQUELLE-CHENORRETE | NORD | | | 15.000.000 | | | | | 15.000.000 |
| 1104-12-53-61 | REHABILITATION DES INFRASTRUCTURES ROUTIERES ET AMPLIFICATION DES | NATIONAL | | | | | | | | 483.000.000 |
| 1104-12-53-62 | PROJET DE CONSTRUCTION DE TRANSPORT AEREN DANS LA REGION DES CARAIQUES | NATIONAL | | | | | | | | 483.000.000 |
| 1104-12-53-63 | PROJET D'ACCES A LA MER ET A LA ROUTE | NATIONAL | | | 17.000.000 | | | | | 17.000.000 |
| 1104-12-53-64 | LETTE CENTRE LES MAGASINS ENDEMOLES ET LES EPIDEMIES | NATIONAL | | | | | | | | 393.400.000 |
| 1104-12-53-65 | EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT EN ZONE RURALE-ARTIBONITE GRAND-ANSE/ARTIBONITE POTABLE | NATIONAL | | | | | | | | 393.400.000 |
| 1104-12-53-66 | RENOUVELLEMENT ET MISE EN PLACE DE SYSTEMES DE GESTION DE BACHES SOLIDES | NATIONAL | | | 17.000.000 | | | | | 17.000.000 |
| 1104-12-53-67 | INTERVENTION DANS LES ZONES FRAGILES (ASSAINISSEMENT) | NATIONAL | | | 17.000.000 | | | | | 17.000.000 |
| 1104-12-53-68 | PROGRAMME D'ACCROISSEMENT DE L'ELECTRICITE DE PAYS | NATIONAL | | | 12.412.200.000 | | | | | 12.412.200.000 |
| 1104-12-53-69 | RENOUVELLEMENT DE LA CAPACITE DE PRODUCTION D'ENERGIE ELECTRIQUE | NATIONAL | | | 150.000.000 | | | | | 150.000.000 |
| 1104-12-53-70 | REHABILITATION DE LA CENTRALE HYDROELECTRIQUE DE FELICIE | CENTRE | | | 150.000.000 | | | | | 150.000.000 |
| 1104-12-53-71 | ACCROISSEMENT DE LA CAPACITE DE DISTRIBUTION DE L'ENERGIE ELECTRIQUE | NATIONAL | | | 500.000.000 | | | | | 500.000.000 |
| 1104-12-53-72 | REHABILITATION DE RESEAU NATIONAL DE DISTRIBUTION DE L'ELECTRICITE | NATIONAL | | | 500.000.000 | | | | | 500.000.000 |
| 1104-12-53-73 | AMÉLIORATION DE LA COMMERCIALIZATION DE L'ENERGIE ELECTRIQUE | NATIONAL | | | 16.621.200.000 | | | | | 16.621.200.000 |
| 1104-12-53-74 | ACCROISSEMENT DE LA CAPACITE DE DISTRIBUTION DE L'ENERGIE ELECTRIQUE | NATIONAL | | | 240.000.000 | | | | | 240.000.000 |
| 1104-12-53-75 | ACCROISSEMENT DE LA CAPACITE DE DISTRIBUTION DE L'ENERGIE ELECTRIQUE | NATIONAL | | | 240.000.000 | | | | | 240.000.000 |
| 1104-12-53-76 | ACCROISSEMENT DE LA CAPACITE DE DISTRIBUTION DE L'ENERGIE ELECTRIQUE | NATIONAL | | | 240.000.000 | | | | | 240.000.000 |
| 1104-12-53-77 | ACCROISSEMENT DE LA CAPACITE DE DISTRIBUTION DE L'ENERGIE ELECTRIQUE | NATIONAL | | | 240.000.000 | | | | | 240.000.000 |
| 1104-12-53-78 | ACCROISSEMENT DE LA CAPACITE DE DISTRIBUTION DE L'ENERGIE ELECTRIQUE | NATIONAL | | | 240.000.000 | | | | | 240.000.000 |
| 1104-12-53-79 | ACCROISSEMENT DE LA CAPACITE DE DISTRIBUTION DE L'ENERGIE ELECTRIQUE | NATIONAL | | | 240.000.000 | | | | | 240.000.000 |
| 1104-12-53-80 | ACCROISSEMENT DE LA CAPACITE DE DISTRIBUTION DE L'ENERGIE ELECTRIQUE | NATIONAL | | | 240.000.000 | | | | | 240.000.000 |
| 1104-12-53-81 | ACCROISSEMENT DE LA CAPACITE DE DISTRIBUTION DE L'ENERGIE ELECTRIQUE | NATIONAL | | | 240.000.000 | | | | | 240.000.000 |
| 1104-12-53-82 | ACCROISSEMENT DE LA CAPACITE DE DISTRIBUTION DE L'ENERGIE ELECTRIQUE | NATIONAL | | | 240.000.000 | | | | | 240.000.000 |
| 1104-12-53-83 | ACCROISSEMENT DE LA CAPACITE DE DISTRIBUTION DE L'ENERGIE ELECTRIQUE | NATIONAL | | | 240.000.000 | | | | | 240.000.000 |
| 1104-12-53-84 | ACCROISSEMENT DE LA CAPACITE DE DISTRIBUTION DE L'ENERGIE ELECTRIQUE | NATIONAL | | | 240.000.000 | | | | | 240.000.000 |
| 1104-12-53-85 | ACCROISSEMENT DE LA CAPACITE DE DISTRIBUTION DE L'ENERGIE ELECTRIQUE | NATIONAL | | | 240.000.000 | | | | | 240.000.000 |
| 1104-12-53-86 | ACCROISSEMENT DE LA CAPACITE DE DISTRIBUTION DE L'ENERGIE ELECTRIQUE | NATIONAL | | | 240.000.000 | | | | | 240.000.000 |
| 1104-12-53-87 | ACCROISSEMENT DE LA CAPACITE DE DISTRIBUTION DE L'ENERGIE ELECTRIQUE | NATIONAL | | | 240.000.000 | | | | | 240.000.000 |
| 1104-12-53-88 | ACCROISSEMENT DE LA CAPACITE DE DISTRIBUTION DE L'ENERGIE ELECTRIQUE | NATIONAL | | | 240.000.000 | | | | | 240.000.000 |
| 1104-12-53-89 | ACCROISSEMENT DE LA CAPACITE DE DISTRIBUTION DE L'ENERGIE ELECTRIQUE | NATIONAL | | | 240.000.000 | | | | | 240.000.000 |
| 1104-12-53-90 | ACCROISSEMENT DE LA CAPACITE DE DISTRIBUTION DE L'ENERGIE ELECTRIQUE | NATIONAL | | | 240.000.000 | | | | | 240.000.000 |
| 1104-12-53-91 | ACCROISSEMENT DE LA CAPACITE DE DISTRIBUTION DE L'ENERGIE ELECTRIQUE | NATIONAL | | | 240.000.000 | | | | | 240.000.000 |
| 1104-12-53-92 | ACCROISSEMENT DE LA CAPACITE DE DISTRIBUTION DE L'ENERGIE ELECTRIQUE | NATIONAL | | | 240.000.000 | | | | | 240.000.000 |
| 1104-12-53-93 | ACCROISSEMENT DE LA CAPACITE DE DISTRIBUTION DE L'ENERGIE ELECTRIQUE | NATIONAL | | | 240.000.000 | | | | | 240.000.000 |
| 1104-12-53-94 | ACCROISSEMENT DE LA CAPACITE DE DISTRIBUTION DE L'ENERGIE ELECTRIQUE | NATIONAL | | | 240.000.000 | | | | | 240.000.000 |
| 1104-12-53-95 | ACCROISSEMENT DE LA CAPACITE DE DISTRIBUTION DE L'ENERGIE ELECTRIQUE | NATIONAL | | | 240.000.000 | | | | | 240.000.000 |
| 1104-12-53-96 | ACCROISSEMENT DE LA CAPACITE DE DISTRIBUTION DE L'ENERGIE ELECTRIQUE | NATIONAL | | | 240.000.000 | | | | | 240.000.000 |
| 1104-12-53-97 | ACCROISSEMENT DE LA CAPACITE DE DISTRIBUTION DE L'ENERGIE ELECTRIQUE | NATIONAL | | | 240.000.000 | | | | | 240.000.000 |
| 1104-12-53-98 | ACCROISSEMENT DE LA CAPACITE DE DISTRIBUTION DE L'ENERGIE ELECTRIQUE | NATIONAL | | | 240.000.000 | | | | | 240.000.000 |
| 1104-12-53-99 | ACCROISSEMENT DE LA CAPACITE DE DISTRIBUTION DE L'ENERGIE ELECTRIQUE | NATIONAL | | | 240.000.000 | | | | | 240.000.000 |
| 1104-12-54-00 | ACCROISSEMENT DE LA CAPACITE DE DISTRIBUTION DE L'ENERGIE ELECTRIQUE | NATIONAL | | | 240.000.000 | | | | | 240.000.000 |

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2020-2021
PROGRAMME D'INVESTISSEMENT PUBLIC

| CODE | PROGRAMMES ET PROJETS | LOCALISATION | THESOR PUBLIC 2020-21 | BUDGET PUBLIC 2020-21 | | RESSOURCES NATIONALES (C-5-11) | BIATERIALE (01) | BIATERIALE 2018-2019 (1) | MURICE | TYPE | RESSOURCES EXTERNES (C-5-11) | TOTAL PIP (C-5-11) |
|---------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|-----------------------|-----------------------|------------|--------------------------------|-----------------|--------------------------|--------|------|------------------------------|--------------------|
| | | | | INVESTISSEMENTS | MURICE | | | | | | | |
| 1114-15-62-1 | DEVELOPPEMENT DES TRAVAUX RELATIFS AUX PROJETS D'INFRASTRUCTURES | NATIONAL | 40.000.000 | 25.000.000 | 25.000.000 | 25.000.000 | | | | | 15.000.000 | |
| 1114-15-62-2 | REPERCUSSION DES TRAVAUX RELATIFS AUX PROJETS D'INFRASTRUCTURES | | 20.000.000 | | | 40.000.000 | | | | | 40.000.000 | |
| 1114-15-62-3 | TRAVAIL EN VUE DU RAVITAILLEMENT ET DES TRAVAUX DE REPARATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | | 20.000.000 | | | 20.000.000 | | | | | 20.000.000 | |
| 1114-15-62-4 | REPERCUSSION INSTITUTIONNELLE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | | 20.000.000 | | | 20.000.000 | | | | | 20.000.000 | |
| 1114-15-62-5 | TRAVAIL EN PLACE DU LABORATOIRE DES AGRICULTEURS ET DES ANIMAUX | OUEST | 20.000.000 | | | 20.000.000 | | | | | 20.000.000 | |
| 1114-15-62-6 | PROGRAMME DE MAINTIEN EN VALEUR DES RESSOURCES MINIERES ET ENERGETIQUES | | 20.000.000 | | | 20.000.000 | | | | | 20.000.000 | |
| 1114-15-62-7 | METRE EN VALEUR LES RESSOURCES MINIERES | | 20.000.000 | | | 20.000.000 | | | | | 20.000.000 | |
| 1114-15-62-8 | PROJET DE MAINTIEN ET D'EXTENSION DE PORT AU PROJET : SPECTER FICH ANI | OUEST | 20.000.000 | | | 20.000.000 | | | | | 20.000.000 | |
| 1114-15-62-9 | OFFICE NATIONAL DU CADASTRE | | 41.201.000 | | | 41.201.000 | | | | | 41.201.000 | |
| 1114-15-62-10 | PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE | | 41.201.000 | | | 41.201.000 | | | | | 41.201.000 | |
| 1114-15-62-11 | RESPECT DU DROIT A LA PROPRIETE | | 41.201.000 | | | 41.201.000 | | | | | 41.201.000 | |
| 1114-15-62-12 | MONTAGE D'UN SYSTEME D'INFORMATION CADASTRALE : CARREFOUR, CHOUSSY-BRUGNOTS, PÉTONVILLE, TABARDOIS, BELMAS ET JACHEL, AMY X MARC | NATIONAL | 41.201.000 | | | 41.201.000 | | | | | 41.201.000 | |
| 1114-15-62-13 | SERVICES MARITIME ET DE NAVIGATION | | 70.000.000 | | | 70.000.000 | | | | | 70.000.000 | |
| 1114-15-62-14 | PROGRAMME DE MISE EN PLACE DU RESEAU DE TRANSPORT MARITIME | | 70.000.000 | | | 70.000.000 | | | | | 70.000.000 | |
| 1114-15-62-15 | ASSURANCE DE LA CIRCULATION URBAINE ET INTERURBAINE | | 70.000.000 | | | 70.000.000 | | | | | 70.000.000 | |
| 1114-15-62-16 | RECONSTRUCTION DE SERRAVAL | NATIONAL | 35.000.000 | | | 35.000.000 | | | | | 35.000.000 | |
| 1114-15-62-17 | MARSHAGE DE LA BARRIÈRE DE PORT AU PROJET ET INSTALLATION D'UN SYSTÈME DE SÉCURITÉ ET D'ÉCLAIRAGE | NATIONAL | 20.000.000 | | | 20.000.000 | | | | | 20.000.000 | |
| 1114-15-62-18 | CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT ET DE RECEPTION DU GÉNÉRAL | OUEST | 20.000.000 | | | 20.000.000 | | | | | 20.000.000 | |
| 1114-15-62-19 | CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT ET DE RECEPTION DU GÉNÉRAL | | 20.000.000 | | | 20.000.000 | | | | | 20.000.000 | |
| 1114-15-62-20 | REPARATION DES BÂTIMENTS ET DE L'ÉNERGIE | | 35.000.000 | | | 35.000.000 | | | | | 35.000.000 | |
| 1114-15-62-21 | PROGRAMME DE MISE EN VALEUR DES RESSOURCES MINIERES ET ENERGETIQUES | | 35.000.000 | | | 35.000.000 | | | | | 35.000.000 | |
| 1114-15-62-22 | EXPLOITATION DURABLE DES CARBURES | | 10.000.000 | | | 10.000.000 | | | | | 10.000.000 | |
| 1114-15-62-23 | CONSTRUCTION NATIONALE DES MATÉRIELS DE CONSTRUCTION ET D'ÉQUIPEMENT DES ACTEURS MINIERES SUR LE TERRITOIRE (ZONE METROPOLITAINE DE PAP ET REGION NORD) | NATIONAL | 5.000.000 | | | 5.000.000 | | | | | 5.000.000 | |
| 1114-15-62-24 | INVENTAIRE ET VALORISATION DES SUBSTANCES NATURELLES EXISTANT DANS LA ZONE D'ESTRIET | NATIONAL | 5.000.000 | | | 5.000.000 | | | | | 5.000.000 | |
| 1114-15-62-25 | AMÉLIORATION DU BILAN ENERGETIQUE | | 25.000.000 | | | 25.000.000 | | | | | 25.000.000 | |
| 1114-15-62-26 | RECHERCHES DE LA REACTE MINIERE | NATIONAL | 10.000.000 | | | 10.000.000 | | | | | 10.000.000 | |
| 1114-15-62-27 | RECHERCHES DE LA REACTE MINIERE | NATIONAL | 10.000.000 | | | 10.000.000 | | | | | 10.000.000 | |
| 1114-15-62-28 | DEVELOPPEMENT DES TECHNOLOGIES DE CONSERVATION ET DE RECHERCHES ENERGETIQUES DANS LES MONTAGNES ET LES PÉTIRES MONTAGNES | NATIONAL | 5.000.000 | | | 5.000.000 | | | | | 5.000.000 | |
| 1114-15-62-29 | CENTRE NATIONAL DES EQUIPEMENTS | | 20.000.000 | | | 20.000.000 | | | | | 20.000.000 | |
| 1114-15-62-30 | PROGRAMME DE RECHERCHES MINIERES | | 20.000.000 | | | 20.000.000 | | | | | 20.000.000 | |
| 1114-15-62-31 | RECHERCHES MINIERES | | 20.000.000 | | | 20.000.000 | | | | | 20.000.000 | |
| 1114-15-62-32 | CONSTRUCTION PONT D'ACCÈS A L'ENTREE DE LA VILLE D'AMBIÈRE | GRAND-EST | 20.000.000 | | | 20.000.000 | | | | | 20.000.000 | |
| 1114-15-62-33 | CONSTRUCTION NATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT | | 210.000.000 | | | 210.000.000 | | | | | 210.000.000 | |
| 1114-15-62-34 | PROGRAMME D'ENTRETIEN DES SERVICES PALLEMENTATION EN EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT | | 210.000.000 | | | 210.000.000 | | | | | 210.000.000 | |
| 1114-15-62-35 | CONSTRUCTION ET REHABILITATION DE RESEAUX D'EAU POTABLE | | 210.000.000 | | | 210.000.000 | | | | | 210.000.000 | |
| 1114-15-62-36 | REHABILITATION ET CONSTRUCTION DES RESEAUX D'EAU POTABLE | OUEST | 150.000.000 | | | 150.000.000 | | | | | 150.000.000 | |

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2020-2021
PROGRAMME D'INVESTISSEMENT PUBLIC

| CODE | PROGRAMMES ET PROJETS | LOCALISATION | TRÉSOR PUBLIC (C=2) | ACTIFS | | REVENUS NATIONAUX (C=3H) | BILAN GÉNÉRAL (2020-2021) (H) | METHODE DE VALUATION (F) | SOURCE | TYPE | RECAPITULATIVES EXPANSES (P=2H) | TOTAL (P+ G=C+P) |
|---------------|--------------------------------------------------------------------|--------------|---------------------|---------------------------------|------------------------------------|--------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|---------|------|---------------------------------------|---------------------|
| | | | | FINANCEMENTS INTERNES (H) | FINANCEMENTS EXTERNES (C=3H) | | | | | | | |
| 1114-12-56-12 | REHABILITATION ET CONSTRUCTION SAPP PETIT GRAVE | OUEST | | | | | 250.000.000 | | ESPAGNE | INDN | 250.000.000 | 250.000.000 |
| 1114-12-56-15 | REHABILITATION & CONSTRUCTION SAPP FORT LIBERTE | NORD-EST | | | | | 250.000.000 | | ESPAGNE | INDN | 250.000.000 | 250.000.000 |
| 1114-12-56-21 | REHABILITATION & CONSTRUCTION SAPP ADREN | SEP | | | | | 300.000.000 | | ESPAGNE | INDN | 300.000.000 | 300.000.000 |
| 1114-12-56-22 | REHABILITATION & CONSTRUCTION SAPP JERBAVE | GRAND-EST | | | | | 200.000.000 | | ESPAGNE | INDN | 200.000.000 | 200.000.000 |
| 1114-12-56-24 | REHABILITATION & CONSTRUCTION SAPP MBRAGOANE | NUPES | | | | | 150.000.000 | | ESPAGNE | INDN | 150.000.000 | 150.000.000 |
| 1114-12-56-26 | CONSTRUCTION ET REHABILITATION DE BENSALX PASSAGE EN VILLE | OUEST | | | | | 270.000.000 | | ESPAGNE | INDN | 270.000.000 | 270.000.000 |
| 1114-12-56-28 | EXTENSION DU BARRAGE DE DRACAGE DE PORT-AU-ORIENTE | OUEST | | | | | 150.000.000 | | | | | 150.000.000 |
| 1114-12-56-30 | DRACAGE ZONE DE PIERRES, TARDIBRE ET FRENCHER | OUEST | | | | | 20.000.000 | | | | | 20.000.000 |
| 1114-12-56-36 | AMENAGEMENT ET RENOVATION URBAINE DANS LES GRANDES VILLES DES PAYS | NATIONAL | | | | | 10.000.000 | | | INDN | | 10.000.000 |
| 1115-12-51-01 | MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE (M7) | | | | | | 490.764.722 | | | | | 490.764.722 |
| 1115-12-51-02 | SERVICES INTERNES | | | | | | 490.764.722 | | | | | 490.764.722 |
| 1115-12-51-04 | DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES INTERNES | | | | | | 490.764.722 | | | | | 490.764.722 |
| 1115-12-51-06 | RECHERCHE DE REVENUS DU CADRE LÉGAL | | | | | | 10.000.000 | | | | | 10.000.000 |
| 1115-12-51-08 | MODERNISATION DU CADRE LÉGAL DES AFFAIRES | | | | | | 10.000.000 | | | | | 10.000.000 |
| 1115-12-51-10 | MODERNISATION DU CADRE JURIDIQUE DES AFFAIRES | NATIONAL | | | | | 10.000.000 | | | | | 10.000.000 |
| 1115-12-51-12 | RECHERCHE DE REVENUS DU CADRE LÉGAL | NATIONAL | | | | | 64.000.000 | | | | | 64.000.000 |
| 1115-12-51-14 | RECHERCHE DE REVENUS DU CADRE LÉGAL | NATIONAL | | | | | 50.000.000 | | | | | 50.000.000 |
| 1115-12-51-16 | RECHERCHE DE REVENUS DU CADRE LÉGAL | NATIONAL | | | | | 5.000.000 | | | | | 5.000.000 |
| 1115-12-51-18 | RECHERCHE DE REVENUS DU CADRE LÉGAL | NATIONAL | | | | | 25.000.000 | | | | | 25.000.000 |
| 1115-12-51-20 | RECHERCHE DE REVENUS DU CADRE LÉGAL | OUEST | | | | | 20.000.000 | | | | | 20.000.000 |
| 1115-12-51-22 | RECHERCHE DE REVENUS DU CADRE LÉGAL | OUEST | | | | | 10.000.000 | | | | | 10.000.000 |
| 1115-12-51-24 | RECHERCHE DE REVENUS DU CADRE LÉGAL | OUEST | | | | | 4.000.000 | | | | | 4.000.000 |
| 1115-12-51-26 | RECHERCHE DE REVENUS DU CADRE LÉGAL | OUEST | | | | | 310.000.000 | | | | | 310.000.000 |
| 1115-12-51-28 | RECHERCHE DE REVENUS DU CADRE LÉGAL | OUEST | | | | | 310.000.000 | | | | | 310.000.000 |
| 1115-12-51-30 | RECHERCHE DE REVENUS DU CADRE LÉGAL | OUEST | | | | | 55.000.000 | | | | | 55.000.000 |
| 1115-12-51-32 | RECHERCHE DE REVENUS DU CADRE LÉGAL | NATIONAL | | | | | 75.000.000 | | | | | 75.000.000 |
| 1115-12-51-34 | RECHERCHE DE REVENUS DU CADRE LÉGAL | NATIONAL | | | | | 30.000.000 | | | | | 30.000.000 |
| 1115-12-51-36 | RECHERCHE DE REVENUS DU CADRE LÉGAL | NATIONAL | | | | | 10.000.000 | | | | | 10.000.000 |
| 1115-12-51-38 | RECHERCHE DE REVENUS DU CADRE LÉGAL | NATIONAL | | | | | 140.000.000 | | | | | 140.000.000 |
| 1115-12-51-40 | RECHERCHE DE REVENUS DU CADRE LÉGAL | NATIONAL | | | | | 100.764.722 | | | | | 100.764.722 |
| 1115-12-51-42 | RECHERCHE DE REVENUS DU CADRE LÉGAL | NATIONAL | | | | | 160.764.722 | | | | | 160.764.722 |
| 1115-12-51-44 | RECHERCHE DE REVENUS DU CADRE LÉGAL | SEP-EST | | | | | 15.000.000 | | | | | 15.000.000 |

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2020-2021
PROGRAMME D'INVESTISSEMENT PUBLIC

| CODE | PROGRAMMES ET PROJETS | LOCALISATION | TRESOR PUBLIC 1025-1 | ATRIER INVESTISSEMENTS ESTIMES (B) | SOURCE | RESSOURCES NATIONALES (C-A+B) | BILATERALE 2020-2021 (D) | MULTILATERALE 2020-2021 (E) | SOURCE | TYPE | RESSOURCES EXTERNES (F-A+B+E) | TOTAL PIP (G-A+B+E) |
|---------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|----------------------|------------------------------------|--------|-------------------------------|--------------------------|-----------------------------|--------|------|-------------------------------|---------------------|
| 1105-12-24-15 | MISE EN PLACE ET GESTION DE MICRO PARCS ET DE CENTRALES SOLAIRES ET DE DISTRIBUTION (04-105) | NATIONAL | 76,744,222 | | | 76,744,222 | | | | | | 76,744,222 |
| 1105-12-24-21 | CONSIDERATION D'INVESTISSEMENT DANS LES ZONES FRONTIÈRES DU DÉPARTEMENT DU SUD-OUEST | NORD-EST | 15,000,000 | | | 15,000,000 | | | | | | 15,000,000 |
| 1116 | MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT | | 873,000,000 | | | 873,000,000 | | | | | | 873,000,000 |
| 1116 | SERVICES INTERNES | | 873,000,000 | | | 873,000,000 | | | | | | 873,000,000 |
| 1116-12-1 | DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES INTERNES | | 873,000,000 | | | 873,000,000 | | | | | | 873,000,000 |
| 1116-12-55 | PROGRAMME DE GESTION DE L'ENVIRONNEMENT | | 76,500,000 | | | 76,500,000 | | | | | | 76,500,000 |
| 1116-12-55-1 | GESTION ET DÉVELOPPEMENT DES USAGES DE L'EAU | | 76,500,000 | | | 76,500,000 | | | | | | 76,500,000 |
| 1116-12-55-1-1 | CAMPAGNE NATIONALE DE REBOISSEMENT | NATIONAL | 25,000,000 | | | 25,000,000 | | | | | | 25,000,000 |
| 1116-12-55-1-1-1 | CONSTRUCTION DE SCIERIE DE CLERMONT (OUEST, SUD-EST, ARTIBONITE, CENTRA, NORD-EST) | NATIONAL | 70,000,000 | | | 70,000,000 | | | | | | 70,000,000 |
| 1116-12-55-1-1-2 | PROGRAMME DE GESTION DES BASSINS VERSANTS | | 60,000,000 | | | 60,000,000 | | | | | | 60,000,000 |
| 1116-12-55-1-1-2-1 | PROTECTION DES BASSINS VERSANTS | | 60,000,000 | | | 60,000,000 | | | | | | 60,000,000 |
| 1116-12-55-1-1-2-1-1 | GESTION, AMÉNAGEMENT ET PROTECTION DES BASSINS VERSANTS (DUMOND DE L'HÔPITAL, S'ÉLOIGNANT TOUTE LA RÉGION, SUD DE LA RÉGION METROPOLITAINE DE PORT-AU-PRINCE) | OUEST | 20,000,000 | | | 20,000,000 | | | | | | 20,000,000 |
| 1116-12-55-1-1-2-1-2 | GESTION DES CÔTES ET PROTECTION DE LA POPULATION CONTRE LES INONDATIONS-PLAIE 2 | NATIONAL | 20,000,000 | | | 20,000,000 | | | | | | 20,000,000 |
| 1116-12-55-1-1-2-1-3 | REHABILITATION DES BASSINS VERSANTS (MONT-ROUGE, ANS-À-LEAU ET LE QUARTIER DE L'ÉVÈRE, BASSIN LAQUINDA, TERRE) | NATIONAL | 10,000,000 | | | 10,000,000 | | | | | | 10,000,000 |
| 1116-12-55-1-1-2-1-4 | PROTECTION DE LA PETITE RETÈRE DE L'ARTIBONITE | ARTIBONITE | 6,000,000 | | | 6,000,000 | | | | | | 6,000,000 |
| 1116-12-55-1-1-2-1-5 | REVALORISATION DES SOURCES D'EAU EMPLOYÉES DANS LE MIEU RURAL | NATIONAL | 10,000,000 | | | 10,000,000 | | | | | | 10,000,000 |
| 1116-12-55-1-1-2-1-6 | REHABILITATION ENVIRONNEMENTALE DE LA COMMUNE DE SAINT-PIERRE | CENTRE | 2,000,000 | | | 2,000,000 | | | | | | 2,000,000 |
| 1116-12-55-1-1-2-1-7 | PROGRAMME DE MISE EN PLACE D'UNE GOUVERNANCE ACTIVE POUR UN CRÉDIBILITÉ ÉCONOMIQUE ACCÉLÉRÉE ET ÉQUILIBRÉE | | 5,000,000 | | | 5,000,000 | | | | | | 5,000,000 |
| 1116-12-55-1-1-2-1-8 | APUI À L'INVESTISSEMENT PRIVÉ | | 5,000,000 | | | 5,000,000 | | | | | | 5,000,000 |
| 1116-12-55-1-1-2-1-9 | CURAGE ET GARDIENNE DE LA RIVIÈRE DE L'ESTÈRE | ARTIBONITE | 5,000,000 | | | 5,000,000 | | | | | | 5,000,000 |
| 1116-12-55-1-1-2-1-10 | PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | | 20,000,000 | | | 20,000,000 | | | | | | 20,000,000 |
| 1116-12-55-1-1-2-1-10-1 | RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | | 20,000,000 | | | 20,000,000 | | | | | | 20,000,000 |
| 1116-12-55-1-1-2-1-10-1-1 | LUTTE CONTRE LA POLLUTION URBAINE ET LA SAUVEGARDE | OUEST | 5,000,000 | | | 5,000,000 | | | | | | 5,000,000 |
| 1116-12-55-1-1-2-1-10-1-2 | GESTION ET ENTRETIEN DES ARIÈS PROTÉGÉES (SÈLES VALÉRIE) | OUEST | 5,000,000 | | | 5,000,000 | | | | | | 5,000,000 |
| 1116-12-55-1-1-2-1-10-1-3 | LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE | NATIONAL | 5,000,000 | | | 5,000,000 | | | | | | 5,000,000 |
| 1116-12-55-1-1-2-1-10-1-4 | CAMPAGNE DE SENSIBILISATION ET PRÉPARATION RELATIVE À L'ENVIRONNEMENT (P-5) | NATIONAL | 5,000,000 | | | 5,000,000 | | | | | | 5,000,000 |
| 1117 | MINISTÈRE DU TOURISME | | 100,000,000 | | | 100,000,000 | | | | | | 100,000,000 |
| 1117 | SERVICES INTERNES | | 100,000,000 | | | 100,000,000 | | | | | | 100,000,000 |
| 1117-12-1 | DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES INTERNES | | 100,000,000 | | | 100,000,000 | | | | | | 100,000,000 |
| 1117-12-1-1 | PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | | 37,000,000 | | | 37,000,000 | | | | | | 37,000,000 |
| 1117-12-1-1-1 | RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | | 37,000,000 | | | 37,000,000 | | | | | | 37,000,000 |
| 1117-12-1-1-1-1 | CRÉATION DE SERVICES D'INFORMATION STATISTIQUES (SUD-OUEST, SUD, P-4) | NATIONAL | 7,000,000 | | | 7,000,000 | | | | | | 7,000,000 |
| 1117-12-1-1-1-2 | MISE EN PLACE DE L'UNITE DE PASSATION DE MARCHÉS | OUEST | 5,000,000 | | | 5,000,000 | | | | | | 5,000,000 |

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2020-2021
PROGRAMME D'INVESTISSEMENT PUBLIC

| CODE | PROGRAMMES ET PROJETS | LOCALISATION | TREASOR PUBLIC (330-2) | FINANCEMENTS INTERNES (10) | SOURCE | RESSOURCES NATIONALES (C+V+D) | BILATERALE 2020-2021 (1) | MULTILATERALE 2021 (2) | SOURCE | TYPE | RESSOURCES EXTERNES (4+5+6) | TOTAL PIP (C+V+D) |
|---------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|------------------------|----------------------------|--------|-------------------------------|--------------------------|------------------------|--------|------|-----------------------------|-------------------|
| | | | | | | | | | | | | |
| 1174-02-50-10 | MISE EN PLACE DU BUREAU DE MARKETING ET DE LA PROMOTION TOURISTIQUE (MISE EN PLACE DU BUREAU DES FAVORISÉS; SENSIBILISATION DE LA POPULATION A CAUSE DU TOURISME) | OUEST | 20.000.000 | | | 20.000.000 | | | | | | 20.000.000 |
| 1174-02-50-20 | MISE EN PLACE DE CLIENTS D'ACCUEIL DANS LES REGIONS TOURISTIQUES (SUD, OUEST, SUD-EST) | OUEST | 5.000.000 | | | 5.000.000 | | | | | | 5.000.000 |
| 1174-02-50-30 | PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DU TOURISME | | 145.000.000 | 300.000.000 | | 145.000.000 | | | | | | 345.000.000 |
| | DEVELOPPEMENT DU TOURISME BALNAIRE | | 145.000.000 | 200.000.000 | | 145.000.000 | | | | | | 345.000.000 |
| 1174-02-51-01 | PROMOTION DU TOURISME (PHASE II) | NATIONAL | 75.000.000 | 200.000.000 | FFT | 75.000.000 | | | | | | 275.000.000 |
| 1174-02-51-02 | RENOUVELLEMENT DES SITES TOURISTIQUES (SUD-EST, CENTRE, ARTIGNONNE, GRAND-ANSE, NORD, NORD-EST, SUD, NUPPES, OUEST) | NATIONAL | 40.000.000 | | | 40.000.000 | | | | | | 40.000.000 |
| 1174-02-51-03 | APPUY A LA FORMATION AUX METIERS DU TOURISME ET HOTELIER | NATIONAL | 30.000.000 | | | 30.000.000 | | | | | | 30.000.000 |
| | 12: SECTEUR POLITIQUE | | 5.659.622.439 | | | 5.659.622.439 | | | | | | 5.659.622.439 |
| | 131: MINISTERE DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE (MJDSP) | | 2.776.114.089 | | | 2.776.114.089 | | | | | | 2.776.114.089 |
| | 1211: SERVICES INTERNES | | 645.314.089 | | | 645.314.089 | | | | | | 645.314.089 |
| | 1211-01: DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | | 537.500.000 | | | 537.500.000 | | | | | | 537.500.000 |
| | 1211-01-05: PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | | 537.500.000 | | | 537.500.000 | | | | | | 537.500.000 |
| | 1211-01-05-01: RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | | 537.500.000 | | | 537.500.000 | | | | | | 537.500.000 |
| | 1211-01-05-01-01: RELEVEMENT DE LA CLOTURE DE L'EMA ET LA CONSTRUCTION DU DORTOIR | OUEST | 80.000.000 | | | 80.000.000 | | | | | | 80.000.000 |
| | 1211-01-05-01-02: RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'UNITE CENTRALE DE RENSEIGNEMENTS FINANCIERS (OCRES) | OUEST | 50.000.000 | | | 50.000.000 | | | | | | 50.000.000 |
| | 1211-01-05-01-03: MODERNISATION DE L'ETAT CIVIL | NATIONAL | 42.500.000 | | | 42.500.000 | | | | | | 42.500.000 |
| | 1211-01-05-01-04: APPUI AU RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DU MSP | OUEST | 300.000.000 | | | 300.000.000 | | | | | | 300.000.000 |
| | 1211-01-05-01-05: APPUI A L'ADMINISTRATION PENITENCIERE NATIONALE | NATIONAL | 60.000.000 | | | 60.000.000 | | | | | | 60.000.000 |
| | 1211-01-05-02: PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE | | 54.974.084 | | | 54.974.084 | | | | | | 54.974.084 |
| | 1211-01-05-02-01: RENFORCEMENT DU RESEAU DE TRIBUNAUX | | 54.974.084 | | | 54.974.084 | | | | | | 54.974.084 |
| | 1211-01-05-02-01-01: CONSTRUCTION D'UN COEUR D'APPEL A INCHIRE | CENTRE | 14.097.384 | | | 14.097.384 | | | | | | 14.097.384 |
| | 1211-01-05-02-01-02: REHABILITATION DU TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE DE ANSP A VEAU | NUPPES | 15.900.596 | | | 15.900.596 | | | | | | 15.900.596 |
| | 1211-01-05-02-01-03: REHABILITATION DE TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE A GRANDE ROUBIERE DE NORD | NORD | 15.000.010 | | | 15.000.010 | | | | | | 15.000.010 |
| | 1211-01-05-02-01-04: REHABILITATION DE TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE DE JACMEL | SUD-EST | 10.725.994 | | | 10.725.994 | | | | | | 10.725.994 |
| | 1211-01-05-02-02: PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION DECENTRALE | | 52.895.205 | | | 52.895.205 | | | | | | 52.895.205 |
| | 1211-01-05-02-02-01: CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DES CENTRES ADMINISTRATIFS | | 52.895.205 | | | 52.895.205 | | | | | | 52.895.205 |
| | 1211-01-05-02-02-01-01: CONSTRUCTION DE BUREAUX ADMINISTRATIFS (BUREAUX DE PAIX, ONI ET OCS) A LA TOULOUSE | NORD | 15.770.589 | | | 15.770.589 | | | | | | 15.770.589 |
| | 1211-01-05-02-02-01-02: CONSTRUCTION DE COMPLEXES ADMINISTRATIFS (BUREAUX DE PAIX, ONI ET OCS) A BOSSON | NORD | 8.108.161 | | | 8.108.161 | | | | | | 8.108.161 |
| | 1211-01-05-02-02-01-03: CONSTRUCTION DE BUREAUX ADMINISTRATIFS (BUREAUX DE PAIX, ONI ET OCS) A HONDENNE | CENTRE | 7.500.228 | | | 7.500.228 | | | | | | 7.500.228 |
| | 1211-01-05-02-02-01-04: CONSTRUCTION DE BUREAUX ADMINISTRATIFS (BUREAUX DE PAIX, ONI ET OCS) A TROMASSQUE | CENTRE | 7.500.228 | | | 7.500.228 | | | | | | 7.500.228 |
| | 1211-01-05-02-02-01-05: CONSTRUCTION DE BUREAUX ADMINISTRATIFS (BUREAUX DE PAIX, ONI ET OCS) A QUARTIER MOINS | SUD-EST | 14.000.000 | | | 14.000.000 | | | | | | 14.000.000 |

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2020-2021
PROGRAMME D'INVESTISSEMENT PUBLIC

| CODE | PROGRAMMES ET PROJETS | LOCALITÉS | TRÉSOR PUBLIC 2020-21 | AGIR | | MONTANT NATIONAL (C+D+E) | MONTANT NATIONAL 2020-21 (E) | SOURCE | MONTANT NATIONAL 2020-21 (E) | TYPE | MONTANTS NATIONAUX (E+D+E) | TOTAL P.P. (D+C+E) |
|---------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|-----------------------|-----------------------------|----------|--------------------------|------------------------------|--------|------------------------------|------|----------------------------|--------------------|
| | | | | FINANCEMENTS INTERIEURS (D) | AGIR (E) | | | | | | | |
| 1216-11-50-31 | CONSTRUCTION DE BUREAU D'ADMINISTRATION DE LA TERRE SECTION DE LA RUE D'ABERREZ | NORD-EST | 6.000.000 | | | 6.000.000 | | | | | 6.000.000 | |
| 1216-11-50-35 | CONSTRUCTION DE BUREAU D'ADMINISTRATION DE LA TERRE SECTION LORS-AUT FORT-LIBERTÉ | NORD-EST | 7.000.000 | | | 7.000.000 | | | | | 7.000.000 | |
| 1216-11-50-36 | CONSTRUCTION DE BUREAU D'ADMINISTRATION DE LA TERRE SECTION FOND-FRANÇOIS-DE-PARLIS-VAU | ST-D | 10.000.000 | | | 10.000.000 | | | | | 10.000.000 | |
| 1216-11-50-38 | CONSTRUCTION DE BUREAU D'ADMINISTRATION DE LA TERRE SECTION VIEUX-BOIS (GRAND-BOIS) | NORD-EST | 6.000.000 | | | 6.000.000 | | | | | 6.000.000 | |
| 1216-11-50-41 | CONSTRUCTION DE BUREAU D'ADMINISTRATION DE LA TERRE SECTION GRAND-FRANÇOIS (GRAND-VAU) | EST | 6.000.000 | | | 6.000.000 | | | | | 6.000.000 | |
| 1216-11-50-44 | CONSTRUCTION DE BUREAU D'ADMINISTRATION DE LA TERRE SECTION FOND-BORCE (LA RUE D'ORRAME) | GRAND-ANSE | 5.000.000 | | | 5.000.000 | | | | | 5.000.000 | |
| 1216-11-50-45 | FONDS LOCAUX D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE DES COMMUNES DU DÉPARTEMENT DE LA RÈVE | ARTHOISE | 135.100.000 | | | 135.100.000 | | | | | 135.100.000 | |
| 1216-11-50-46 | FONDS LOCAUX D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE DES COMMUNES DU DÉPARTEMENT DE LA RÈVE | CENTRE | 87.500.000 | | | 87.500.000 | | | | | 87.500.000 | |
| 1216-11-50-47 | FONDS LOCAUX D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE DES COMMUNES DU DÉPARTEMENT DE LA GRAND-ANSE | GRAND-ANSE | 105.400.000 | | | 105.400.000 | | | | | 105.400.000 | |
| 1216-11-50-48 | FONDS LOCAUX D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE DES COMMUNES DU DÉPARTEMENT DES NEPPES | NEPPES | 82.000.000 | | | 82.000.000 | | | | | 82.000.000 | |
| 1216-11-50-49 | FONDS LOCAUX D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE DES COMMUNES DU DÉPARTEMENT DU NORD | NORD | 14.000.000 | | | 14.000.000 | | | | | 14.000.000 | |
| 1216-11-50-50 | FONDS LOCAUX D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE DES COMMUNES DU DÉPARTEMENT DU NORD-EST | NORD-EST | 96.500.000 | | | 96.500.000 | | | | | 96.500.000 | |
| 1216-11-50-51 | FONDS LOCAUX D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE DES COMMUNES DU DÉPARTEMENT DU NORD-EST | NORD-EST | 88.700.000 | | | 88.700.000 | | | | | 88.700.000 | |
| 1216-11-50-52 | FONDS LOCAUX D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE DES COMMUNES DU DÉPARTEMENT DE L'OUEST | OUEST | 20.400.000 | | | 20.400.000 | | | | | 20.400.000 | |
| 1216-11-50-53 | FONDS LOCAUX D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE DES COMMUNES DU DÉPARTEMENT DU SUD | ST-D | 14.000.000 | | | 14.000.000 | | | | | 14.000.000 | |
| 1216-11-50-54 | FONDS LOCAUX D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE DES COMMUNES DU DÉPARTEMENT DU SUD-EST | SUD-EST | 95.000.000 | | | 95.000.000 | | | | | 95.000.000 | |
| 1216-11-51 | PROGRAMME DE RESTRUCTURATION | | 10.000.000 | | | 10.000.000 | | | | | 10.000.000 | |
| | EQUIPEMENTS ET ÉQUIPEMENT DE CENTRES ADMINISTRATIFS | | 10.000.000 | | | 10.000.000 | | | | | 10.000.000 | |
| 1216-11-51-16 | CONSTRUCTION DE BUREAU D'ADMINISTRATION DE LA TERRE SECTEUR COMMUNALE DE LANGOËT (LIBERTÉ) | ARTHOISE | 6.500.000 | | | 6.500.000 | | | | | 6.500.000 | |
| 1216-11-51-24 | CONSTRUCTION DE BUREAU D'ADMINISTRATION DE LA TERRE SECTION COMMUNALE MARINEAU (LACHAPPELLE) | ARTHOISE | 3.500.000 | | | 3.500.000 | | | | | 3.500.000 | |
| 1216-11-52 | PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | | 100.000.000 | | | 100.000.000 | | | | | 100.000.000 | |
| | REINVESTISSEMENT DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE | | 100.000.000 | | | 100.000.000 | | | | | 100.000.000 | |
| 1216-11-52-1 | APPEL AU SYSTÈME NATIONAL DE GESTION DES RISQUES ET DES DÉTRESSES (P-UNION) | NATIONAL | 50.000.000 | | | 50.000.000 | | | | | 50.000.000 | |
| 1216-11-52-15 | APPEL À LA MISE EN PLACE DE DISPOSITIFS DE SURVEILLANCE DES RISQUES INDICANT L'ÉVENTUALITÉ DES BESOINS DANS LES ZONES À HAUTE ALÉA | NATIONAL | 50.000.000 | | | 50.000.000 | | | | | 50.000.000 | |
| 1216-11-53 | PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE | | 42.000.000 | | | 42.000.000 | | | | | 42.000.000 | |
| | STRUCTURES DES PARTIS SAUF DE LA SOCIÉTÉ CIVILE | | 42.000.000 | | | 42.000.000 | | | | | 42.000.000 | |
| 1216-11-54-11 | RECONSTRUCTION STRUCTURELLE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE (KATYVE-PAN POZE) | NATIONAL | 40.000.000 | | | 40.000.000 | | | | | 40.000.000 | |
| 1216-11-54-16 | PROGRAMME DE GESTION DES BASSINS VERSANTS | | 6.000.000 | | | 6.000.000 | | | | | 6.000.000 | |
| | PROTECTION DES BASSINS VERSANTS | | 6.000.000 | | | 6.000.000 | | | | | 6.000.000 | |
| 1216-11-54-17 | RESTRUCTURATION ET PROTECTION DES ECOSYSTÈMES DU MARNE DE L'HOPITAL | OUEST | 6.000.000 | | | 6.000.000 | | | | | 6.000.000 | |

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2020-2021
PROGRAMME D'INVESTISSEMENT PUBLIC

| CODE | PROGRAMMES ET PROJETS | LOCALISATION | RESSOURCES PUBLIQUES 2020-21 (P+P+D) | FINANCEMENTS INTERRES | SOURCE | RESSOURCES NATIONALES (P+P+D) | BILATÉRALE 2018-2021 (B) | MULTILATÉRALE 2018-2021 (M) | SOURCE | TYPE | RESSOURCES EXTÉRIEURES (P+P+D) | TOTAL PIP (P+P+D) |
|----------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|-----------------------------------------|-----------------------|--------|-------------------------------|--------------------------|-----------------------------|--------|------|--------------------------------|-------------------|
| | | | | | | | | | | | | |
| 1216-412-56-1 | PROGRAMME D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DES TERRITOIRES | | 145.000.000 | | | 145.000.000 | | | | | | 145.000.000 |
| | PLANIFICATION ET DE DÉVELOPPEMENT NATIONAL ET REGIONAL | | 145.000.000 | | | 145.000.000 | | | | | | 145.000.000 |
| 1216-412-56-11 | CONSTRUCTION DU MARCHE PUBLIC DE LANGUAGDE | NORD | 7.500.000 | | | 7.500.000 | | | | | | 7.500.000 |
| 1216-412-56-12 | CONSTRUCTION DU MARCHE PUBLIC DE NIADOT | NORD | 12.500.000 | | | 12.500.000 | | | | | | 12.500.000 |
| 1216-412-56-13 | CREATION D'UN PARC RECREATIF A BOLICAN CARRE | CENTRE | 3.000.000 | | | 3.000.000 | | | | | | 3.000.000 |
| 1216-412-56-14 | CONSTRUCTION D'UNE PLACE PUBLIQUE A LA REGION AMBOUET | SUD | 6.000.000 | | | 6.000.000 | | | | | | 6.000.000 |
| 1216-412-56-15 | CONSTRUCTION DU PARC SPORTIF DE CITE SOLEIL | OUEST | 6.500.000 | | | 6.500.000 | | | | | | 6.500.000 |
| 1216-412-56-16 | CONSTRUCTION D'UNE PLACE PUBLIQUE A JEAN RABEL | NORD-OUEST | 6.000.000 | | | 6.000.000 | | | | | | 6.000.000 |
| 1216-412-56-17 | CONSTRUCTION D'UNE PLACE PUBLIQUE PORT REPUBLIC | NIPPES | 4.500.000 | | | 4.500.000 | | | | | | 4.500.000 |
| 1216-412-56-18 | CONSTRUCTION DU COMPLEXE ADMINISTRATIF DE PIGNON | NORD | 19.000.000 | | | 19.000.000 | | | | | | 19.000.000 |
| 1216-412-56-19 | CONSTRUCTION DU MARCHE PUBLIC DE MAISSAQUE | CENTRE | 13.000.000 | | | 13.000.000 | | | | | | 13.000.000 |
| 1216-412-56-20 | CONSTRUCTION DU MARCHE PUBLIC APTITE RIVERIE DE NIPPES | NIPPES | 11.000.000 | | | 11.000.000 | | | | | | 11.000.000 |
| 1216-412-56-21 | CONSTRUCTION DE MARCHE PUBLIC PORT ST CLAIR | OUEST | 6.000.000 | | | 6.000.000 | | | | | | 6.000.000 |
| 1216-412-56-22 | CONSTRUCTION PLACE PUBLIQUE DE MASSAQUE/MADAME JOA | CENTRE | 7.000.000 | | | 7.000.000 | | | | | | 7.000.000 |
| 1216-412-56-23 | CONSTRUCTION AMEUBLEMENT DES PLACES PUBLIQUES DE RECREATION DEGRAC 2EME SECTION SIBROLOME SECTION ACUL SAMBUI | NORD-EST | 8.000.000 | | | 8.000.000 | | | | | | 8.000.000 |
| 1216-412-56-24 | CONSTRUCTION D'UN MARCHE PUBLIC A HAITI SPORTIF DE MAR SECTEUR | NORD-OUEST | 9.000.000 | | | 9.000.000 | | | | | | 9.000.000 |
| 1216-412-56-25 | CONSTRUCTION D'UNE PLACE PUBLIQUE A PORT A FOREST | SUD | 5.000.000 | | | 5.000.000 | | | | | | 5.000.000 |
| 1216-412-56-26 | CONSTRUCTION MARCHE PUBLIC DE MASSON (PORT SANTI) | SUD | 10.400.000 | | | 10.400.000 | | | | | | 10.400.000 |
| 1216-412-56-27 | CONSTRUCTION D'UNE PLACE PUBLIQUE DANASSIN (COMMUNE DE CENTRE) | SUD | 6.000.000 | | | 6.000.000 | | | | | | 6.000.000 |
| 1216-412-56-28 | MINISTRE DE LA DEFENSE | | 963.720.000 | | | 963.720.000 | | | | | | 963.720.000 |
| 1216-412-56-29 | SERVICES INTERRES | | 963.720.000 | | | 963.720.000 | | | | | | 963.720.000 |
| 1217-412-56-30 | PROGRAMME GENERAL DES SERVICES INTERRES | | 963.720.000 | | | 963.720.000 | | | | | | 963.720.000 |
| 1217-412-56-31 | PROGRAMME DE MOBILISATION DE L'ADMINISTRATION DE CENTRE | | 963.720.000 | | | 963.720.000 | | | | | | 963.720.000 |
| 1217-412-56-32 | REINFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION DE CENTRE | | 963.720.000 | | | 963.720.000 | | | | | | 963.720.000 |
| 1217-412-56-33 | REPARATION ET AGRAVEMENT DE LA CASERNE DE PELIGRE GENERAL | CENTRE | 132.000.000 | | | 132.000.000 | | | | | | 132.000.000 |
| 1217-412-56-34 | AMENAGEMENT D'UN DISPENSIRE AU GRAND QUARTIER GENERAL DES FOUFRIELLE AU CAMP DE MARS | OUEST | 15.000.000 | | | 15.000.000 | | | | | | 15.000.000 |
| 1217-412-56-35 | REPARATION DU DISPENSIRE DE LA BASE ANAGUANA DE JERIGOANE | OUEST | 23.000.000 | | | 23.000.000 | | | | | | 23.000.000 |
| 1217-412-56-36 | REPARATION DU DISPENSIRE DE LA BASE DE RECENTRIERE DE PORTAL-ROUGE | OUEST | 66.000.000 | | | 66.000.000 | | | | | | 66.000.000 |
| 1217-412-56-37 | ETUDES POUR LA CONSTRUCTION D'UNE BASE MILITAIRE A FONDS FARMISANS | OUEST | 3.000.000 | | | 3.000.000 | | | | | | 3.000.000 |
| 1217-412-56-38 | ETUDES POUR LA CONSTRUCTION D'UNE BASE MILITAIRE A L'INDISSIQUE | CENTRE | 3.000.000 | | | 3.000.000 | | | | | | 3.000.000 |
| 1217-412-56-39 | ETUDES POUR LA CONSTRUCTION D'UNE BASE MILITAIRE A ANSE-LE-ROUGE | SUD-EST | 3.000.000 | | | 3.000.000 | | | | | | 3.000.000 |
| 1217-412-56-40 | ETUDES POUR LA CONSTRUCTION D'UNE BASE MILITAIRE A ANSE-LE-ROUGE | NATIONAL | 718.820.000 | | | 718.820.000 | | | | | | 718.820.000 |

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2020-2021
PROGRAMME D'INVESTISSEMENT PUBLIC

| CODE | PROGRAMMES ET PROJETS | LOCALISATION | BUDGET PUBLIC 2020-21 | ACTIFS FINANCEMENTS INTERSES | SOURCE | REVENUS MONTAUX RÉCURRENTS (C+D+E) | REVENUS MONTAUX NON RÉCURRENTS (F+G+H) | SOURCE | TYPE | REVENUS MONTAUX RÉCURRENTS (F+D+E) | TOTAL P.F. (C+D+F) |
|---------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------|-----------------------|------------------------------------|--------|---------------------------------------------|-------------------------------------------------|--------|------|---------------------------------------------|-----------------------|
| B1-1-1-1-1-1-1 | SECTEUR SOUS-... | | 4.997.335,13 | 2.378.425,11 | | 2.585.862,22 | 2.585.862,22 | | | 2.378.425,11 | 4.975.810,23 |
| B1-1-1-1-1-1-2 | MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION NATIONALE (MINEF) | | 978.882.668 | 2.378.425,11 | | 3.368.997,779 | 3.368.997,779 | | | 1.883.899,413 | 5.152.897,192 |
| D11-1-1-1-1-1-1-1 | SERVICES INTERSES | | 978.882.668 | 2.378.425,11 | | 3.368.997,779 | 3.368.997,779 | | | 1.883.899,413 | 5.152.897,192 |
| D11-1-1-1-1-1-1-2 | DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES INTERSES | | 978.882.668 | 2.378.425,11 | | 3.368.997,779 | 3.368.997,779 | | | 1.883.899,413 | 5.152.897,192 |
| B11-1-1-1-1-1-1-1 | PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | | 18.933,156 | | | 20.833,156 | 20.833,156 | | | | 18.933,156 |
| B11-1-1-1-1-1-1-2 | RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | | 19.923,156 | | | 20.833,156 | 20.833,156 | | | | 19.923,156 |
| D11-1-1-1-1-1-1-1-1 | STANDARDISATION DES SYSTÈMES DE CLASSIFICATION, OPÉRATIONNELLE ET DE SÉCURISATION DES PROJETS ET PROGRAMMES PUBLICS | OUEST | 8.811,159 | | | 8.811,159 | 8.811,159 | | | | 8.811,159 |
| D11-1-1-1-1-1-1-1-2 | MISE EN ŒUVRE D'ACTES DE DÉVELOPPEMENT DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE | NATIONAL | 10.000,000 | | | 10.000,000 | 10.000,000 | | | | 10.000,000 |
| D11-1-1-1-1-1-1-1-3 | MISES EN ŒUVRE DU SYSTÈME CADRE RÉGULAIRE DU SYSTÈME D'ACCREDITATION DES ÉCOLES NON PUBLIQUES CONCEPTION, MISE EN ŒUVRE ET IMPLÉMENTATION D'UN SYSTÈME DE CLASSIFICATION, GESTION, EXECUTION ET SUIVI DES MARCHÉS (P. 2020-2021) | NATIONAL | 25.000,000 | | | 25.000,000 | 25.000,000 | | | | 25.000,000 |
| B11-1-1-1-1-1-1-2 | ETUDE ET CONSTRUCTION DU BUREAU CENTRAL DU CHENEF DE BUREAU | OUEST | 10.000,000 | | | 10.000,000 | 10.000,000 | | | | 10.000,000 |
| B11-1-1-1-1-1-2-1 | PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DÉVELOPPEMENT | | 366.529,218 | | | 366.529,218 | 366.529,218 | | | 216,500,000 | 583.029,218 |
| B11-1-1-1-1-1-2-2 | CONSTRUCTION ET ÉQUIPEMENT DE CAMPUS DE L'UNIVERSITÉ PUBLIQUE DU SUD-EST | | 366.529,218 | | | 366.529,218 | 366.529,218 | | | 216,500,000 | 583.029,218 |
| D11-1-1-1-1-1-2-1-1 | CONSTRUCTION D'UN INSTITUT POUR LE CAMPUS DE L'UNIVERSITÉ PUBLIQUE DE LAURIMONTAINE AUX GENÈVES SUD-OUEST | ARTHES-LEZ-LES-BAINS | 65.000,000 | | | 65.000,000 | 65.000,000 | | | | 65.000,000 |
| D11-1-1-1-1-1-2-1-2 | CONSTRUCTION DU BÂTIMENT DE LA BIBLIOTHÈQUE NORMALE SUPÉRIEURE | OUEST | 50.000,000 | | | 50.000,000 | 50.000,000 | | | | 50.000,000 |
| D11-1-1-1-1-1-2-1-3 | CONSTRUCTION ET ÉQUIPEMENT DE LA BIBLIOTHÈQUE DE L'UNIVERSITÉ PUBLIQUE DE L'EST | CENTRE | 10.000,000 | | | 10.000,000 | 10.000,000 | | | | 10.000,000 |
| D11-1-1-1-1-1-2-1-4 | ETUDE POUR LA CONSTRUCTION ET L'ÉQUIPEMENT DE CAMPUS DE L'UNIVERSITÉ PUBLIQUE DU NORD | NORD | 10.000,000 | | | 10.000,000 | 10.000,000 | | | | 10.000,000 |
| D11-1-1-1-1-1-2-1-5 | ACT DE BUREAU CONSTRUCTION ET ÉQUIPEMENT DE CAMPUS DE L'UNIVERSITÉ PUBLIQUE DU SUD-OUEST | SUD | 16.000,000 | | | 16.000,000 | 16.000,000 | | | | 16.000,000 |
| D11-1-1-1-1-1-2-1-6 | CONSTRUCTION ET ÉQUIPEMENT DE CAMPUS DE L'UNIVERSITÉ PÉRIÉRE DES SITES | NITES | 15.000,000 | | | 15.000,000 | 15.000,000 | | | | 15.000,000 |
| B11-1-1-1-1-1-2-2 | CONSTRUCTION ET ÉQUIPEMENT DE LA ZONE ANTONNESMOIS DE MANSIE | SUD | 20.000,000 | | | 20.000,000 | 20.000,000 | | | | 20.000,000 |
| B11-1-1-1-1-1-2-3 | CONSTRUCTION ET ÉQUIPEMENT DU LYCÉE THÉOPHILE GILBAUD DE POUILLEY-FRANCAIS | NORD-OUEST | 20.000,000 | | | 20.000,000 | 20.000,000 | | | | 20.000,000 |
| B11-1-1-1-1-1-2-4 | CONSTRUCTION ET ÉQUIPEMENT DU LYCÉE MARIE JEANNE DE BOURGAIS-PRINCE | OUEST | 113.250,000 | | | 113.250,000 | 113.250,000 | | | 113,250,000 | 113,250,000 |
| B11-1-1-1-1-1-2-5 | CONSTRUCTION ET ÉQUIPEMENT DE LYCÉE PHILIPPE GUERARD | OUEST | 20.000,000 | | | 20.000,000 | 20.000,000 | | | | 20.000,000 |
| B11-1-1-1-1-1-2-6 | CONSTRUCTION ET ÉQUIPEMENT DE LYCÉE PAUL EUGÈNE MAGLOIRE | NORD-EST | 20.000,000 | | | 20.000,000 | 20.000,000 | | | | 20.000,000 |
| B11-1-1-1-1-1-2-7 | CONSTRUCTION ET ÉQUIPEMENT DE LYCÉE NATIONAL DE TROUVÉ DU NORD | NORD-EST | 20.000,000 | | | 20.000,000 | 20.000,000 | | | | 20.000,000 |
| D11-1-1-1-1-1-2-1-1 | PROGRAMME D'ACCREDITATION DE LA ZONE ANTONNESMOIS PÉRIÉRE, FOND ANTI-ÉPITE ET SECONDAIRE | | 316.500,000 | 2.378.425,11 | | 3.368.997,779 | 3.368.997,779 | | | 1.625,370,612 | 5.014,370,612 |
| B11-1-1-1-1-1-2-2 | MISE EN PLACE DES ÉCOLES FONDAMENTALES DANS LES CANTONS COMMUNAUX | | 183.000,000 | 2.378.425,11 | | 2.561.275,111 | 2.561.275,111 | | | 1.625,370,612 | 4.186,645,723 |
| D11-1-1-1-1-1-2-2-1 | ACTES DE LA ZONE ANTONNESMOIS DE LA ZONE DE GESTION NATIONALE | NATIONAL | 50.000,000 | | | 50.000,000 | 50.000,000 | | | 1.625,370,612 | 1.625,370,612 |
| D11-1-1-1-1-1-2-2-2 | ACCREDITATION DES ÉCOLES FONDAMENTALES NATIONALES FOUR NATIONALES | NATIONAL | 16.000,000 | | | 16.000,000 | 16.000,000 | | | 1.625,370,612 | 1.625,370,612 |
| B11-1-1-1-1-1-2-3 | ACTES DE LA ZONE ANTONNESMOIS DE LA ZONE DE GESTION NATIONALE | NATIONAL | 40.000,000 | | | 40.000,000 | 40.000,000 | | | | 40.000,000 |
| D11-1-1-1-1-1-2-3-1 | ACCREDITATION DES ÉCOLES FONDAMENTALES NATIONALES FOUR NATIONALES | NATIONAL | 16.000,000 | | | 16.000,000 | 16.000,000 | | | | 16.000,000 |
| B11-1-1-1-1-1-2-4 | ACTES DE LA ZONE ANTONNESMOIS DE LA ZONE DE GESTION NATIONALE | NATIONAL | 12.000,000 | | | 12.000,000 | 12.000,000 | | | | 12.000,000 |
| D11-1-1-1-1-1-2-4-1 | ACCREDITATION DES ÉCOLES FONDAMENTALES NATIONALES FOUR NATIONALES | NATIONAL | 12.000,000 | | | 12.000,000 | 12.000,000 | | | | 12.000,000 |
| B11-1-1-1-1-1-2-5 | MISE EN PLACE DES ÉCOLES FONDAMENTALES DANS LES CANTONS COMMUNAUX | | 15.000,000 | | | 15.000,000 | 15.000,000 | | | | 15.000,000 |
| D11-1-1-1-1-1-2-5-1 | MISE EN PLACE DES ÉCOLES FONDAMENTALES DANS LES CANTONS COMMUNAUX | NATIONAL | 20.000,000 | | | 20.000,000 | 20.000,000 | | | | 20.000,000 |

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2020-2021
PROGRAMME D'INVESTISSEMENT PUBLIC

| CODE | PROGRAMMES ET PROJETS | LOCALISATION | TRIMESTRE PUBLIC 2020-21 | AUTRES FINANCEMENTS INTERNES (III) | SOURCE | RESSOURCES NATIONALES (C-VI) | BILANCIÉ 2020-21 (D) | MULTI-ANNUÉ (F) | SOURCE | TYPE | RESSOURCES EXTÉRIEURES (F-IV) | TOTAL PIP (C-CII) |
|--------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|--------------------------|------------------------------------|--------|------------------------------|----------------------|-----------------|--------|------|-------------------------------|-------------------|
| 1313-1-13-1-1-1-1 | CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DU LYCEE NATIONAL DE TERROIR BRUGES | NORD-EST | 26.000.000 | | | | 26.000.000 | | | | | 26.000.000 |
| 1313-1-13-1-1-1-2 | MISE EN PLACE DES ECOLES FONDAMENTALES DANS LES COMMUNES DE TERROIR | DUEST | 16.000.000 | | | | 16.000.000 | | | | | 16.000.000 |
| 1313-1-13-1-1-1-3 | CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DU LYCEE FERREY FUSCHIE (MULHES COMMUNE DE BRUGES) | DUEST | 48.000.000 | | | | 48.000.000 | | | | | 48.000.000 |
| 1313-1-13-1-1-1-4 | TRAVAUX DE LA CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DU LYCEE FERREY FUSCHIE | NORD-EST | 48.000.000 | | | | 48.000.000 | | | | | 48.000.000 |
| 1313-1-13-1-1-1-5 | IMPLANTATION DE JARDIN BOTANIQUE NATIONAL D'IRATI | NATIONAL | 20.000.000 | | | | 20.000.000 | | | | | 20.000.000 |
| 1313-1-13-1-1-1-6 | AMENAGEMENT ET EQUIPEMENT DU LYCEE FRUZZ PIERRE LARIS DE PORT-AC-PRINCE | DUEST | 15.000.000 | | | | 15.000.000 | | | | | 15.000.000 |
| 1313-1-13-1-1-1-7 | REHABILITATION ECOLE NATIONALE LATARIE | ARTHRANTE | 10.000.000 | | | | 10.000.000 | | | | | 10.000.000 |
| 1313-1-13-1-1-1-8 | REHABILITATION ECOLE NATIONALE TROPOUD | ARTHRANTE | 10.000.000 | | | | 10.000.000 | | | | | 10.000.000 |
| 1313-1-13-1-1-1-9 | MISE EN PLACE D'UN CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE A BANDE-MARIE | GRAND-ANG | 15.000.000 | | | | 15.000.000 | | | | | 15.000.000 |
| 1313-1-13-1-1-1-10 | CONSTRUCTION CADRE PROFESSIONNEL ET TECHNIQUE AVEC ESPACE DE LOISIRS ALLESTRE | ARTHRANTE | 15.000.000 | | | | 15.000.000 | | | | | 15.000.000 |
| 1313-1-13-1-1-1-11 | INSTITUT NATIONAL DE FORMATION PROFESSIONNELLE | | 10.000.000 | | | | 10.000.000 | | | | | 10.000.000 |
| 1313-1-13-1-1-1-12 | MISE EN PLACE DE SORDONNAIRES DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | | 10.000.000 | | | | 10.000.000 | | | | | 10.000.000 |
| 1313-1-13-1-1-1-13 | RESEARCHMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | | 10.000.000 | | | | 10.000.000 | | | | | 10.000.000 |
| 1313-1-13-1-1-1-14 | CONSTRUCTION D'UN LABORATOIRE DE SCIENCES EXPERIMENTALES A L'AMCEL | SUD-EST | 10.000.000 | | | | 10.000.000 | | | | | 10.000.000 |
| 1313-1-13-1-1-1-15 | LE MINISTRE DES AFFAIRES SOCIALES ET DU TRAVAIL | | 979.000.000 | | | | 979.000.000 | | | | | 979.000.000 |
| 1313-1-13-1-1-1-16 | SERVICES INTERNES | | 979.000.000 | | | | 979.000.000 | | | | | 979.000.000 |
| 1313-1-13-1-1-1-17 | DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | | 979.000.000 | | | | 979.000.000 | | | | | 979.000.000 |
| 1313-1-13-1-1-1-18 | PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | | 21.000.000 | | | | 21.000.000 | | | | | 21.000.000 |
| 1313-1-13-1-1-1-19 | RESEARCHMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | | 21.000.000 | | | | 21.000.000 | | | | | 21.000.000 |
| 1313-1-13-1-1-1-20 | RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT DE LA FAMILLE NATIONALE | NATIONAL | 21.000.000 | | | | 21.000.000 | | | | | 21.000.000 |
| 1313-1-13-1-1-1-21 | RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT DE LA FAMILLE NATIONALE | | 5.000.000 | | | | 5.000.000 | | | | | 5.000.000 |
| 1313-1-13-1-1-1-22 | RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT DE LA FAMILLE NATIONALE | | 5.000.000 | | | | 5.000.000 | | | | | 5.000.000 |
| 1313-1-13-1-1-1-23 | MISE EN PLACE DE RESEAUX REGIONAUX DE CENTRES DE FORMATION PROFESSIONNELLE ET TECHNIQUE | | 5.000.000 | | | | 5.000.000 | | | | | 5.000.000 |
| 1313-1-13-1-1-1-24 | MISE EN PLACE D'UN CENTRE DE FORMATION POUR LE TRAVAIL ET L'EMPLOI A TORTOISE | NORD-EST | 5.000.000 | | | | 5.000.000 | | | | | 5.000.000 |
| 1313-1-13-1-1-1-25 | PROGRANDIR L'ORGANISATION DE LA SOLIDARITE SOCIALE | | 400.000.000 | | | | 400.000.000 | | | | | 400.000.000 |
| 1313-1-13-1-1-1-26 | CONSTRUIRE UN ATTELIER DE TRAVAIL PROTEGE DANS CHAQUE PAYS LOCAL DE DEVELOPPEMENT | | 400.000.000 | | | | 400.000.000 | | | | | 400.000.000 |
| 1313-1-13-1-1-1-27 | APPLIQUER LES RESEAUX ARTISANS | NATIONAL | 50.000.000 | | | | 50.000.000 | | | | | 50.000.000 |
| 1313-1-13-1-1-1-28 | PROGRAMME DE TRANSFERTS MONETAIRES (CASH) AVEC UN APPUI FINANCIER DANS LE CADRE DE LA LETTRE CORDON LA FAMILLE CORDON | NATIONAL | 100.000.000 | | | | 100.000.000 | | | | | 100.000.000 |
| 1313-1-13-1-1-1-29 | JURIDICT DE LETTE CONTRE L'INSECURITE ALIMENTAIRE CACHATS ET DISTRIBUTION DE KICHON SECHE FACE A LA COVID-19 | NATIONAL | 149.000.000 | | | | 149.000.000 | | | | | 149.000.000 |
| 1313-1-13-1-1-1-30 | PROGRAMME DE MISE EN PLACE D'UN SYSTEME D'ASSURANCE SOCIALE POUR TOUS LES TRAVAILLEURS | | 60.000.000 | | | | 60.000.000 | | | | | 60.000.000 |
| 1313-1-13-1-1-1-31 | TRAVAILLEURS | | 60.000.000 | | | | 60.000.000 | | | | | 60.000.000 |
| 1313-1-13-1-1-1-32 | APPLIQUER LES RESEAUX ARTISANS | NATIONAL | 15.000.000 | | | | 15.000.000 | | | | | 15.000.000 |
| 1313-1-13-1-1-1-33 | MISE EN PLACE D'UN FRET DE SECURITE SOCIALE | NATIONAL | 25.000.000 | | | | 25.000.000 | | | | | 25.000.000 |
| 1313-1-13-1-1-1-34 | PROGRAMME D'ACCUMULEMENT DE L'ACCES AU LOGEMENT | | 600.000.000 | | | | 600.000.000 | | | | | 600.000.000 |
| 1313-1-13-1-1-1-35 | APPEL A REJOINDRE DES PERSONNES SINISTREES | | 500.000.000 | | | | 500.000.000 | | | | | 500.000.000 |
| 1313-1-13-1-1-1-36 | CONSTRUCTION DE LOGEMENTS SOCIAUX DANS LA PENINSULE SUD-EST AU FAYANGE DE BRUGES | SUD | 15.000.000 | | | | 15.000.000 | | | | | 15.000.000 |
| 1313-1-13-1-1-1-37 | Mobilisation et études pour la construction des logements sociaux | NATIONAL | 15.000.000 | | | | 15.000.000 | | | | | 15.000.000 |

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2020-2021
PROGRAMME D'INVESTISSEMENT PUBLIC

| CODIF | PROGRAMME ET PROJET | LOCALISATION | TRESOR PUBLIC 2020-21 | AUTRES FINANCEMENTS INTERNES (00) | MORCE | RESSOURCES NON FISCALES (00-50) | MORCE | MULTIPLIATEUR MOYEN (0) | SUR RCF | TYPE | RESSOURCES FISCALES (00-49) | TOTAL RP (00-49) |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|-----------------------|-----------------------------------|-------|---------------------------------|-------|-------------------------|-------------|------|-----------------------------|------------------|
| 1313-11-06-01 | CONSTRUCTION DE LOGEMENTS A DES PRIX ABORDABLES POUR LES AGENTS DE LA FONCTION PUBLIQUE | NATIONAL | 400.000.000 | | | 400.000.000 | | | | | 400.000.000 | 400.000.000 |
| 231 | MINISTRE DE LA SANTE, DU BUDGET ET DE LA POPULATION | | 2.947.243.096 | | | 2.947.243.096 | | | 553.974.206 | | 553.974.206 | 3.401.217.302 |
| 1313-11-06-02 | SERVICES INTERNES | | 2.947.243.096 | | | 2.947.243.096 | | | 553.974.206 | | 553.974.206 | 3.401.217.302 |
| 1331-11-06-01 | DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | | 2.947.243.096 | | | 2.947.243.096 | | | 553.974.206 | | 553.974.206 | 3.401.217.302 |
| 1313-11-06-03 | PROGRAMME D'AUGMENTATION DE L'ACCES AUX SERVICES DE SANTE | | 2.652.351.792 | | | 2.652.351.792 | | | 553.974.206 | | 553.974.206 | 3.194.126.098 |
| 1313-11-06-03-01 | MISE EN PLACE DES CENTRES DE PREVENTION, DE DIAGNOSTIC ET DE TRAITEMENT DES MALADIES NON TRANSMISSIBLES | NATIONAL | 461.369.621 | | | 461.369.621 | | | | | 461.369.621 | 461.369.621 |
| 1313-11-06-03-01-01 | CONSTRUCTION ET REHABILITATION D'UNITES OPERATIVES NICHIE DE GACHUWA, SIBIRI CONTINENTAL DE MAMENSAI, DIFOFANSAI, DILUTUHE DE TRAWA, HOP. DE BIN BEPUN, PORT D'ORPAIN, D'ANAMSTHE... | NATIONAL | 240.000.000 | | | 240.000.000 | | | | | | 240.000.000 |
| 1313-11-06-03-01-01-01-01 | MISE EN PLACE DU CENTRE ANGLAIS REGIONAL DANS LE PORT D'ORPAIN (Phase 1) (budget 2015-2016) | SUD | 30.998.551 | | | 30.998.551 | | | | | | 30.998.551 |
| 1313-11-06-03-01-01-01-01-01-01 | MISE EN PLACE DU POSTE DE TRANSMISSION SANGRE A SIBIRI (Phase 2) (budget 2015-2016) | SUD | 5.211.278 | | | 5.211.278 | | | | | | 5.211.278 |
| 1313-11-06-03-01-01-01-01-01-01-01-01 | REHABILITATION HOPITAL UNIVERSITAIRE D'INDIANI - CONSTRUCTION DE LA CLINIQUE DE DIAGNOSTIC PARASITOLOGIQUE (INDIANI) (Phase 2) (budget 2015-2016) | NORD | 18.000.000 | | | 18.000.000 | | | | | | 18.000.000 |
| 1313-11-06-03-01-01-01-01-01-01-01-01-01 | MISE EN PLACE DU CENTRE AMBULANCER REGIONAL DANS LE NORD (Phase 1) (budget 2015-2016) | NORD | 8.411.000 | | | 8.411.000 | | | | | | 8.411.000 |
| 1313-11-06-03-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01 | ACQUISITION D'AMBULANCES ET D'INSTRUMENTS POUR LA PRIERE CHARGE DES URGENCES AU NIVEAU NATIONAL | NATIONAL | 196.000.000 | | | 196.000.000 | | | | | | 196.000.000 |
| 1313-11-06-03-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01 | MISE EN PLACE DES CENTRES DE PREVENTION, DE DIAGNOSTIC ET DE TRAITEMENT DES MALADIES NON TRANSMISSIBLES | NORD-EST | 775.000.000 | | | 775.000.000 | | | | | | 775.000.000 |
| 1313-11-06-03-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01 | CONSTRUCTION DU HOPITAL D'ANAMSTHE (CONTRIBUTION DE L'ETAT AU FINANCEMENT DU SECTEUR) | NORD-EST | 400.000.000 | | | 400.000.000 | | | | | | 400.000.000 |
| 1313-11-06-03-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01 | CONSTRUCTION DU HOPITAL MERCELE DE L'ATLAVE | ARTIBONTE | 120.000.000 | | | 120.000.000 | | | | | | 120.000.000 |
| 1313-11-06-03-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01 | ANALYSE DE LA CONSTRUCTION DU HOPITAL SIBIRI | OUEST | 180.000.000 | | | 180.000.000 | | | | | | 180.000.000 |
| 1313-11-06-03-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01 | CONSTRUCTION DU CENTRE DE TRANSMISSION SANGRE POLYMERASE CHAINE | NATIONAL | 150.000.000 | | | 150.000.000 | | | | | | 150.000.000 |
| 1313-11-06-03-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01 | MISE EN PLACE DES HOPITALS COMMUNAUTAIRES DANS LES POLYMERASE CHAINES | | 90.000.000 | | | 90.000.000 | | | | | | 90.000.000 |
| 1313-11-06-03-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01 | TRANSFORMATION DU CENTRE ANGLAIS EN HOPITAL (Phase 1) (budget 2015-2016) | SUD | 394.000 | | | 394.000 | | | | | | 394.000 |
| 1313-11-06-03-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01 | MISE EN PLACE DES CENTRES DE SANTE AVEC LITS DANS LES COMMUNES | NATIONAL | 90.400.000 | | | 90.400.000 | | | | | | 90.400.000 |
| 1313-11-06-03-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01 | CONSTRUCTION D'UN CENTRE DE SANTE A TIBOU (Phase 1) (budget 2015-2016) | NATIONAL | 10.000.000 | | | 10.000.000 | | | | | | 10.000.000 |
| 1313-11-06-03-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01 | CONSTRUCTION D'UN CENTRE DE SANTE A TIBOU (Phase 2) (budget 2015-2016) | NATIONAL | 3.966.772 | | | 3.966.772 | | | | | | 3.966.772 |
| 1313-11-06-03-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01 | MISE EN PLACE DES CENTRES DE SANTE AVEC LITS DANS LES SECTIONS COMMUNALES | | 75.000.000 | | | 75.000.000 | | | | | | 75.000.000 |
| 1313-11-06-03-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01 | CONSTRUCTION D'UN CENTRE DE SANTE A TIBOU (Phase 1) (budget 2015-2016) | NATIONAL | 31.644.937 | | | 31.644.937 | | | | | | 31.644.937 |
| 1313-11-06-03-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01 | CONSTRUCTION D'UN CENTRE DE SANTE A TIBOU (Phase 2) (budget 2015-2016) | NATIONAL | 6.661.149 | | | 6.661.149 | | | | | | 6.661.149 |
| 1313-11-06-03-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01 | CONSTRUCTION D'UN CENTRE DE SANTE A TIBOU (Phase 3) (budget 2015-2016) | NATIONAL | 3.996.772 | | | 3.996.772 | | | | | | 3.996.772 |
| 1313-11-06-03-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01 | MISE EN PLACE DES CENTRES DE SANTE AVEC LITS DANS LES SECTIONS COMMUNALES | | 75.000.000 | | | 75.000.000 | | | | | | 75.000.000 |
| 1313-11-06-03-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01 | CONSTRUCTION D'UN CENTRE DE SANTE A TIBOU (Phase 1) (budget 2015-2016) | NATIONAL | 31.644.937 | | | 31.644.937 | | | | | | 31.644.937 |
| 1313-11-06-03-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01 | CONSTRUCTION D'UN CENTRE DE SANTE A TIBOU (Phase 2) (budget 2015-2016) | NATIONAL | 8.412.000 | | | 8.412.000 | | | | | | 8.412.000 |
| 1313-11-06-03-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01 | CONSTRUCTION D'UN CENTRE DE SANTE A TIBOU (Phase 3) (budget 2015-2016) | NATIONAL | 4.967.837 | | | 4.967.837 | | | | | | 4.967.837 |
| 1313-11-06-03-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01 | CONSTRUCTION D'UN CENTRE DE SANTE A TIBOU (Phase 1) (budget 2015-2016) | NATIONAL | 4.791.000 | | | 4.791.000 | | | | | | 4.791.000 |
| 1313-11-06-03-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01 | CONSTRUCTION D'UN CENTRE DE SANTE A TIBOU (Phase 2) (budget 2015-2016) | NATIONAL | 4.566.000 | | | 4.566.000 | | | | | | 4.566.000 |
| 1313-11-06-03-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01 | CONSTRUCTION D'UN CENTRE DE SANTE A TIBOU (Phase 3) (budget 2015-2016) | NATIONAL | 5.977.453 | | | 5.977.453 | | | | | | 5.977.453 |
| 1313-11-06-03-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01-01 | CONSTRUCTION D'UN CENTRE DE SANTE A TIBOU (Phase 1) (budget 2015-2016) | GRAND-ANSE | 5.974.000 | | | 5.974.000 | | | | | | 5.974.000 |

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2020-2021
PROGRAMME D'INVESTISSEMENT PUBLIC

| COTE | PROGRAMMES ET PROJETS | LOCALISATION | MONTANT PUBLIC 2020-21 | AUTRES | | MONTANT TOTAL 2020-21 | MONTANT TOTAL 2020-21 | MONTANT TOTAL 2020-21 | RESSOURCES EXTERNES (P-D+E) | TOTAL JP (P-C+I) |
|-----------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|------------------------|------------------------|---------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------------|------------------|
| | | | | ENFANCE/JEUNES (C+A+B) | FINANCEMENTS INTERNES (B) | | | | | |
| 103-11-06-50 | CONSTRUCTION D'UN C.S.A. ROCHE-A-BATEAU (Phase 1) (voir budget 2013-2019) | SUD | 5.990.457 | - | - | 5.990.457 | 5.990.457 | 534.974.200 | - | 5.990.457 |
| 103-11-06-51 | LUTTE CONTRE LES MALADIES ENDOCRINIQUES ET LES EPIDEMIES | NATIONAL | 1.014.000.000 | - | - | 1.014.000.000 | 1.014.000.000 | - | 535.974.200 | 1.549.974.200 |
| 103-11-06-51-01 | MISE EN PLACE D'ACTES DE PREVENTION ET DE LUTTE CONTRE LE CHOLERA A SILET (TERRE TOBE NATIONAL) | NATIONAL | 45.000.000 | - | - | 45.000.000 | 45.000.000 | - | - | 45.000.000 |
| 103-11-06-51-02 | MISE EN PLACE D'UN RESEAU DE SOINS DE SANTE PRIMAIRES DANS LES ZONES D'ACCES DIFFICILE | NATIONAL | - | - | - | - | - | 414.000.000 | - | 414.000.000 |
| 103-11-06-51-03 | LUTTE CONTRE LA PANDÉMIE COVID-19 | NATIONAL | 1.000.000.000 | - | - | 1.000.000.000 | 1.000.000.000 | - | - | 1.000.000.000 |
| 103-11-06-51-07 | APPLI LA MISE EN OEUVRE DU PLAN DE REPERSE FACE A LA PANDÉMIE COVID-19 | NATIONAL | - | - | - | - | - | 111.974.200 | - | 111.974.200 |
| 103-11-06-52 | REHABILITATION ET PRISE EN CHARGE DES HYPOBESSEMENTS | OUEST | 20.000.000 | - | - | 20.000.000 | 20.000.000 | - | - | 20.000.000 |
| 103-11-06-52-01 | REHABILITATION DU CENTRE PSYCHIATRIQUE MARAS AND KIENE | OUEST | 12.000.000 | - | - | 12.000.000 | 12.000.000 | - | - | 12.000.000 |
| 103-11-06-52-02 | REHABILITATION HOPITAL DEFILE DE BEBET | OUEST | 18.000.000 | - | - | 18.000.000 | 18.000.000 | - | - | 18.000.000 |
| 103-11-06-53 | RENOUVELEMENT DE LA MISE EN OEUVRE DE PROJETS EN PAU POUR LANT SUR LA SANTE ET LA POPULATION | NATIONAL | 20.000.000 | - | - | 20.000.000 | 20.000.000 | - | - | 20.000.000 |
| 103-11-06-54 | APPROPRIATION DES MATERIELS ET EQUIPEMENTS EN PAU ADRESSES AU INSTITUT D'UN DE SANTE (ICPL, IIL, CAL, CESA SUR TOBT LE TERRITOIRE) | NATIONAL | 130.000.000 | - | - | 130.000.000 | 130.000.000 | - | - | 130.000.000 |
| 103-11-06-55 | MISE EN PLACE DE MECANISMES DE COMMUNICATION ENTRE LES DIFFERENTS NIVEAUX DE SANTE (Phase 2) (voir budget 2013-2019) | NATIONAL | 5.000.000 | - | - | 5.000.000 | 5.000.000 | - | - | 5.000.000 |
| 103-11-06-56 | APPUI AU RENFORCEMENT DE L'UEF DU NSP | NATIONAL | 5.000.000 | - | - | 5.000.000 | 5.000.000 | - | - | 5.000.000 |
| 103-11-06-57 | PREVENTION ET LUTTE CONTRE LA MALNUTRITION | NATIONAL | 30.000.000 | - | - | 30.000.000 | 30.000.000 | - | - | 30.000.000 |
| 103-11-06-58 | MISE EN PLACE DE CENTRES COMMUNICATIENS DE SANTE DANS LES SECTIONS COMMUNALES DEPARTEMENTS D'INSTITUTIONS DE SANTE DANS LES 10 DEPARTEMENTS | NATIONAL | 60.000.000 | - | - | 60.000.000 | 60.000.000 | - | - | 60.000.000 |
| 103-11-06-58-01 | PROJEANNE DE GESTION DE L'ENVIRONNEMENT | NATIONAL | 5.000.000 | - | - | 5.000.000 | 5.000.000 | - | - | 5.000.000 |
| 103-11-06-58-02 | PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET SECURISATION DU MILIEU | NATIONAL | 5.000.000 | - | - | 5.000.000 | 5.000.000 | - | - | 5.000.000 |
| 103-11-06-58-03 | MISE EN PLACE DE PROGRAMME DE PROMOTION DE LA SANTE ET DE PROTECTIONS DE L'ENVIRONNEMENT SUR LE TERRITOIRE NATIONAL (Phase 2) (voir budget 2012-2019) | NATIONAL | 5.000.000 | - | - | 5.000.000 | 5.000.000 | - | - | 5.000.000 |
| 103-11-06-59 | PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | NATIONAL | 104.974.200 | - | - | 104.974.200 | 104.974.200 | - | - | 104.974.200 |
| 103-11-06-60 | CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DES CENTRES ADMINISTRATIFS | NATIONAL | 104.974.200 | - | - | 104.974.200 | 104.974.200 | - | - | 104.974.200 |
| 103-11-06-61 | AMENAGEMENT DES BUREAUX ADMINISTRATIFS CENTRALES (BUREAU REGIONAL MUNICIPAL, BUREAU REGIONAL SANTE, GALANDE, DIFASE 1) | OUEST | 27.385.696 | - | - | 27.385.696 | 27.385.696 | - | - | 27.385.696 |
| 103-11-06-62 | CONSTRUCTION DU BUREAU DE LA DIRECTION SANITAIRE DU SUD-OUEST | SUD-OUEST | 6.548.639 | - | - | 6.548.639 | 6.548.639 | - | - | 6.548.639 |
| 103-11-06-63 | CONSTRUCTION DU BUREAU DE LA DIRECTION SANITAIRE DES NIPPES | NIPPES | 12.794.295 | - | - | 12.794.295 | 12.794.295 | - | - | 12.794.295 |
| 103-11-06-64 | CONSTRUCTION DU BUREAU DE LA DIRECTION SANITAIRE DU SUD-OUEST | SUD-OUEST | 21.993.266 | - | - | 21.993.266 | 21.993.266 | - | - | 21.993.266 |
| 103-11-06-65 | REHABILITATION DES LOGEMENTS DU CENTRE AMBULANCIER NATIONAL (ZONES C&D) | OUEST | 6.494.515 | - | - | 6.494.515 | 6.494.515 | - | - | 6.494.515 |
| 103-11-06-66 | REHABILITATION DE DEUX INFRASTRUCTURES DE SANTE (BOISE BONTI/CAMCOTE, PASSE LEHON/CACHIMAN/TOBI DU NORD) DANS LE DEPARTEMENT DU NORD-OUEST | NORD-OUEST | 5.497.214 | - | - | 5.497.214 | 5.497.214 | - | - | 5.497.214 |
| 103-11-06-67 | REHABILITATION DE DEUX INFRASTRUCTURES DE SANTE DANS LE DEPARTEMENT DE LA GRANDE ANSE (CSU, BOUCAN/CHAMBELLAN, TIBANIS/BOUON) | GRANDE ANSE | 8.920.600 | - | - | 8.920.600 | 8.920.600 | - | - | 8.920.600 |
| 103-11-06-68 | CONSTRUCTION CENTRE DE SANTE A BERQUIN - PERES SECTIONS MARADANSE | NIPPES | 6.975.647 | - | - | 6.975.647 | 6.975.647 | - | - | 6.975.647 |
| 103-11-06-69 | TRANSFORMATIONS DE CENTRE DE MAISSADE EN CENTRE DE SANTE A VEVELLIS | CENTRE | 11.400.000 | - | - | 11.400.000 | 11.400.000 | - | - | 11.400.000 |
| 103-11-06-70 | CONSTRUCTION CENTRE COMMUNAUTAIRE DE SANTE DE LA SORBIERE (ACUL DU NORD) | NORD | 5.996.300 | - | - | 5.996.300 | 5.996.300 | - | - | 5.996.300 |
| 103-11-06-71 | CONSTRUCTION CENTRE DE SANTE DE MARELE ROUGE LABORITE | NORD-OUEST | 7.606.608 | - | - | 7.606.608 | 7.606.608 | - | - | 7.606.608 |
| 103-11-06-72 | REHABILITATION DE 3 INSTITUTIONS DE SANTE AFFECTIONNES PAR L'EPIDEMIE DE CHOLERA EN 2010 (CENTRE DE SANTE A SILET, SILET, CENTRE MEDICO SOCIAL DE GERBEAU, HOSPITALIER DE LAINE, CENTRE DE VILVINGUE) | GRANDE ANSE | 5.265.316 | - | - | 5.265.316 | 5.265.316 | - | - | 5.265.316 |

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2020-2021
PROGRAMME D'INVESTISSEMENT PUBLIC

| CODE | PROGRAMMES ET PROJETS | LIEUX/COMMUNES | AUTRES FINANCEMENTS INTERNES (00) | | SOURCES (C+V+D) | RESSOURCES NON LIÉES (F+D+R) | TYPE | MULTIPLIATEUR 2020-2021 (01) | BILAN NETTE 2020-2021 (02) | TOTAL FIP (G+C+D) |
|-----------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|-----------------------------------|----------------------------|-----------------|------------------------------|------|------------------------------|----------------------------|-------------------|
| | | | TRÉSOR PUBLIC (00-01) | FINANCEMENTS INTERNES (00) | | | | | | |
| 103-01-01-01-01 | REHABILITATION DE INSTITUTIONS DE SANTÉ ASPECTES PAR L'ORGANISME DANS LE DÉPARTEMENT DE SUD I (CAYENNE, DISPENSAIRE CLAUDE CHATEAU, AMORPET, IIC DES CAYENNES, DISPENSAIRE CLAUDE CHATEAU, IIC DES CAYENNES, DISPENSAIRE CLAUDE CHATEAU, DISPENSAIRE CLAUDE CHATEAU) | SUD | 4.772,54 | | 4.772,54 | | | | | 4.772,54 |
| 103-01-01-01-02 | REHABILITATION DE INSTITUTIONS DE SANTÉ ASPECTES PAR L'ORGANISME DANS LE DÉPARTEMENT DE SUD II (CAYENNE, DISPENSAIRE CLAUDE CHATEAU, AMORPET, IIC DES CAYENNES, DISPENSAIRE CLAUDE CHATEAU, IIC DES CAYENNES, DISPENSAIRE CLAUDE CHATEAU, DISPENSAIRE CLAUDE CHATEAU) | NIPPES | 4.841,70 | | 4.841,70 | | | | | 4.841,70 |
| 103-01-01-01-03 | REHABILITATION DE INSTITUTIONS DE SANTÉ ASPECTES PAR L'ORGANISME DANS LE DÉPARTEMENT DE SUD III (CAYENNE, DISPENSAIRE CLAUDE CHATEAU, AMORPET, IIC DES CAYENNES, DISPENSAIRE CLAUDE CHATEAU, IIC DES CAYENNES, DISPENSAIRE CLAUDE CHATEAU, DISPENSAIRE CLAUDE CHATEAU) | KORFO | 16.075,23 | | 16.075,23 | | | | | 16.075,23 |
| 103-01-01-01-04 | REHABILITATION DE INSTITUTIONS DE SANTÉ ASPECTES PAR L'ORGANISME DANS LE DÉPARTEMENT DE SUD IV (CAYENNE, DISPENSAIRE CLAUDE CHATEAU, AMORPET, IIC DES CAYENNES, DISPENSAIRE CLAUDE CHATEAU, IIC DES CAYENNES, DISPENSAIRE CLAUDE CHATEAU, DISPENSAIRE CLAUDE CHATEAU) | GRAND-ANSE | 6.100,237 | | 6.100,237 | | | | | 6.100,237 |
| 103-01-01-01-05 | REHABILITATION DE INSTITUTIONS DE SANTÉ ASPECTES PAR L'ORGANISME DANS LE DÉPARTEMENT DE SUD V (CAYENNE, DISPENSAIRE CLAUDE CHATEAU, AMORPET, IIC DES CAYENNES, DISPENSAIRE CLAUDE CHATEAU, IIC DES CAYENNES, DISPENSAIRE CLAUDE CHATEAU, DISPENSAIRE CLAUDE CHATEAU) | NORJEST | 14.196,276 | | 14.196,276 | | | | | 14.196,276 |
| 103-01-01-01-06 | REHABILITATION DE INSTITUTIONS DE SANTÉ ASPECTES PAR L'ORGANISME DANS LE DÉPARTEMENT DE SUD VI (CAYENNE, DISPENSAIRE CLAUDE CHATEAU, AMORPET, IIC DES CAYENNES, DISPENSAIRE CLAUDE CHATEAU, IIC DES CAYENNES, DISPENSAIRE CLAUDE CHATEAU, DISPENSAIRE CLAUDE CHATEAU) | NORD-EST | 6.030,01 | | 6.030,01 | | | | | 6.030,01 |
| 103-01-01-01-07 | REHABILITATION DE INSTITUTIONS DE SANTÉ ASPECTES PAR L'ORGANISME DANS LE DÉPARTEMENT DE SUD VII (CAYENNE, DISPENSAIRE CLAUDE CHATEAU, AMORPET, IIC DES CAYENNES, DISPENSAIRE CLAUDE CHATEAU, IIC DES CAYENNES, DISPENSAIRE CLAUDE CHATEAU, DISPENSAIRE CLAUDE CHATEAU) | CENTRE | 4.200,000 | | 4.200,000 | | | | | 4.200,000 |
| 104-01-01-01-01 | MINISTÈRE ALA CORDON FEMMINE ET ALEX BROS DES FEMMES | | 51.000,000 | | 51.000,000 | | | | | 51.000,000 |
| 104-01-01-01-02 | BRUYÈRES INTERNES | | 51.000,000 | | 51.000,000 | | | | | 51.000,000 |
| 104-01-01-01-03 | DIRECTION GÉNÉRALE | | 51.000,000 | | 51.000,000 | | | | | 51.000,000 |
| 104-01-01-01-04 | PROGRAMME D'ORGANISATION DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE | | 52.000,000 | | 52.000,000 | | | | | 52.000,000 |
| 104-01-01-01-05 | CONSTRUCTION DE CENTRES D'ACCUEIL POUR DES FEMMES VIOLENTEMENT AGRESSÉES PAR LEUR PARTENAIRE | | 20.000,000 | | 20.000,000 | | | | | 20.000,000 |
| 104-01-01-01-06 | MESURES DE LA POLITIQUE D'ÉGALITÉ FEMME HOMME (PEFH) | NATIONAL | 20.000,000 | | 20.000,000 | | | | | 20.000,000 |
| 104-01-01-01-07 | CONSTRUCTION D'UN ATTELIER DE TRAVAIL PROTÉGÉ DANS LE DÉPARTEMENT DE GRAND-ANSE | | 31.000,000 | | 31.000,000 | | | | | 31.000,000 |
| 104-01-01-01-08 | MUSEE EN OUVRE D'ACTIVATIONS POUR L'ACCOMPAGNEMENT DES FEMMES ET FILLES AGRESSÉES DANS LA TRANSFORMATION DE VERTICABLES L'ART | GRAND-ANSE | 17.000,000 | | 17.000,000 | | | | | 17.000,000 |
| 104-01-01-01-09 | MUSEE EN OUVRE D'ACTIVATIONS POUR L'ACCOMPAGNEMENT DES FEMMES ET FILLES AGRESSÉES DANS LA TRANSFORMATION DE VERTICABLES L'ART | SUD-EST | 15.000,000 | | 15.000,000 | | | | | 15.000,000 |
| 105-01-01-01-01 | MINISTÈRE ALA JEUNESSE ET DES SPORTS ET A L'ACTION CITOYENNE | | 100.200,397 | | 100.200,397 | | | | | 100.200,397 |
| 105-01-01-01-02 | SERVICES INTERNES | | 100.200,397 | | 100.200,397 | | | | | 100.200,397 |
| 105-01-01-01-03 | DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES INTERNES | | 100.200,397 | | 100.200,397 | | | | | 100.200,397 |
| 105-01-01-01-04 | PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE | | 34.220,000 | | 34.220,000 | | | | | 34.220,000 |
| 105-01-01-01-05 | PROGRAMME D'INVESTISSEMENT NATIONAL DE LA PRATIQUE SPORTIVE | NATIONAL | 34.220,000 | | 34.220,000 | | | | | 34.220,000 |
| 105-01-01-01-06 | PROGRAMME D'INVESTISSEMENT NATIONAL DE LA PRATIQUE SPORTIVE | KORFO | 4.220,000 | | 4.220,000 | | | | | 4.220,000 |
| 105-01-01-01-07 | PROGRAMME D'INVESTISSEMENT NATIONAL DE LA PRATIQUE SPORTIVE | ORJEST | 25.000,000 | | 25.000,000 | | | | | 25.000,000 |
| 105-01-01-01-08 | PROGRAMME D'INVESTISSEMENT NATIONAL DE LA PRATIQUE SPORTIVE | ORJEST | 5.000,000 | | 5.000,000 | | | | | 5.000,000 |
| 105-01-01-01-09 | PROGRAMME D'INVESTISSEMENT NATIONAL DE LA PRATIQUE SPORTIVE | ORJEST | 16.999,997 | | 16.999,997 | | | | | 16.999,997 |
| 105-01-01-01-10 | PROGRAMME D'INVESTISSEMENT NATIONAL DE LA PRATIQUE SPORTIVE | NATIONAL | 5.999,001 | | 5.999,001 | | | | | 5.999,001 |
| 105-01-01-01-11 | PROGRAMME D'INVESTISSEMENT NATIONAL DE LA PRATIQUE SPORTIVE | NATIONAL | 5.999,001 | | 5.999,001 | | | | | 5.999,001 |
| 105-01-01-01-12 | PROGRAMME D'INVESTISSEMENT NATIONAL DE LA PRATIQUE SPORTIVE | NATIONAL | 40.000,000 | | 40.000,000 | | | | | 40.000,000 |
| 105-01-01-01-13 | PROGRAMME D'INVESTISSEMENT NATIONAL DE LA PRATIQUE SPORTIVE | NATIONAL | 10.000,000 | | 10.000,000 | | | | | 10.000,000 |
| 105-01-01-01-14 | PROGRAMME D'INVESTISSEMENT NATIONAL DE LA PRATIQUE SPORTIVE | NATIONAL | 20.000,000 | | 20.000,000 | | | | | 20.000,000 |

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2020-2021
PROGRAMME D'INVESTISSEMENT PUBLIC

| CODE | PROGRAMMES ET PROJETS | LOCALISATION | TREASOR PUBLIC 2020-21 | AUTRES FINANCEMENTS INTERIEURS (C+D) | SOURCE | RESSOURCES NATIONALES (C+D) | BILATERALE 2020-2021 (E) | MULTILATERALE 2020-2021 (E) | SURCE | TYPE | RESSOURCES EXTERNES (F+G+H) | TOTAL 2020-2021 (C+D+G+H) |
|---------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|------------------------|--------------------------------------|--------|-----------------------------|--------------------------|-----------------------------|-------|------|-----------------------------|---------------------------|
| 141 | ACTEUR CULTUREL | LAKAUNSTON | 32.000.000 | | | 32.000.000 | | | | | 1.200.000.000 | 1.232.000.000 |
| 142 | MINISTRE DE LA CULTURE | | 32.000.000 | | | 32.000.000 | | | | | 1.200.000.000 | 1.232.000.000 |
| 143 | SERVICES INTERIEURS | | 32.000.000 | | | 32.000.000 | | | | | 1.200.000.000 | 1.232.000.000 |
| 143-1 | ECOLE NATIONALE DES ARTS | | 32.000.000 | | | 32.000.000 | | | | | 1.200.000.000 | 1.232.000.000 |
| 143-1-1 | PROGRAMME DE REHABILITATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | | 32.000.000 | | | 32.000.000 | | | | | 1.200.000.000 | 1.232.000.000 |
| 143-1-1-1 | RESTRUCTUREMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | | 32.000.000 | | | 32.000.000 | | | | | 1.200.000.000 | 1.232.000.000 |
| 143-1-1-1-1 | REHABILITATION D'UN GROUPE DE LOGEMENTS A PORT-AU-PRINCE | OUEST | 32.000.000 | | | 32.000.000 | | | | | 1.200.000.000 | 1.232.000.000 |
| 143-1-1-1-2 | INSTITUT DE SAUVEGARDE DU PATRIMOINE NATIONAL CENTRAL | | | | | | | 12.000.000 | | | 1.200.000.000 | 1.212.000.000 |
| 143-1-1-1-3 | PROGRAMME DE SUBVENITION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | | | | | | | 1.200.000.000 | | | 1.200.000.000 | 1.200.000.000 |
| 143-1-1-1-4 | RESTRUCTUREMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | | | | | | | 1.200.000.000 | | | 1.200.000.000 | 1.200.000.000 |
| 143-1-1-1-5 | PRESCRIPTION DE PATRIMOINE ET D'APPLIQUER LE SUD | | | | | | | 1.200.000.000 | | | 1.200.000.000 | 1.200.000.000 |
| 2 | POUVOIR LEGISLATIF | | | 693.000.000 | | 693.000.000 | | | | | | 693.000.000 |
| 201 | VENANT DE LA REPUBLIQUE | | | 693.000.000 | | 693.000.000 | | | | | | 693.000.000 |
| 201-1 | SERVICES INTERIEURS | | | 693.000.000 | | 693.000.000 | | | | | | 693.000.000 |
| 201-1-1 | ANNUAIRE DES SENATEURS | | | 693.000.000 | | 693.000.000 | | | | | | 693.000.000 |
| 201-1-1-1 | PROGRAMME DE RESTRUCTUREMENT DES INSTITUTIONS PARLEMENTAIRES NATIONALES | | | 693.000.000 | | 693.000.000 | | | | | | 693.000.000 |
| 201-1-1-1-1 | RESTRUCTUREMENT DE L'ACTION PARLEMENTAIRE | | | 693.000.000 | | 693.000.000 | | | | | | 693.000.000 |
| 201-1-1-1-1-1 | CONSTRUCTION DU PALAIS LEGISLATIF | OUEST | 15.250.000 | | | 15.250.000 | | | | | | 15.250.000 |
| 201-1-1-1-1-2 | POUVOIR JUDICIAIRE | | 15.250.000 | | | 15.250.000 | | | | | | 15.250.000 |
| 201-1-1-1-1-3 | CONSEIL SUPREME DU POUVOIR JUDICIAIRE (CSJ) | | 15.250.000 | | | 15.250.000 | | | | | | 15.250.000 |
| 201-1-1-1-1-3-1 | ADMINISTRATION GENERALE | | 15.250.000 | | | 15.250.000 | | | | | | 15.250.000 |
| 201-1-1-1-1-3-1-1 | PROGRAMME DE RESTRUCTUREMENT DE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE | | 15.250.000 | | | 15.250.000 | | | | | | 15.250.000 |
| 201-1-1-1-1-3-1-1-1 | CERTIFICATIONS DES PROFESSIONS JURIDIQUES | | 15.250.000 | | | 15.250.000 | | | | | | 15.250.000 |
| 201-1-1-1-1-3-1-1-2 | REHABILITATION DU TRIBUNAL DE PAIX DE MONTROU ET MISE EN PLACE DEUX BLOC SANITAIRES ET DE CLASSE | OUEST | 6.500.000 | | | 6.500.000 | | | | | | 6.500.000 |
| 201-1-1-1-1-3-1-1-3 | REHABILITATION DU TRIBUNAL DE PAIX DE VIALLET ET MISE EN PLACE DE UN BLOC SANITAIRE ET DE CLOUTIER | OUEST | 8.750.000 | | | 8.750.000 | | | | | | 8.750.000 |
| 4 | INSTITUTIONS INDEPENDANTES | | 61.271.200 | | | 61.271.200 | | | | | | 61.271.200 |
| 401 | CSCCA | | 30.000.000 | | | 30.000.000 | | | | | | 30.000.000 |
| 401-1 | SERVICES INTERIEURS | | 30.000.000 | | | 30.000.000 | | | | | | 30.000.000 |
| 401-1-1 | CONSEIL DE LA COUR | | 30.000.000 | | | 30.000.000 | | | | | | 30.000.000 |
| 401-1-1-1 | RESTRUCTUREMENT DES INSTITUTIONS PARLEMENTAIRES NATIONALES | | 30.000.000 | | | 30.000.000 | | | | | | 30.000.000 |
| 401-1-1-1-1 | RESTRUCTUREMENT DES INSTITUTIONS PARLEMENTAIRES | | 30.000.000 | | | 30.000.000 | | | | | | 30.000.000 |
| 401-1-1-1-1-1 | CONSTRUCTION DE BUREAU DE LA COUR SUPREME DES COMPTES ET DU CONTROLEUR ADMINISTRATIF (CSCCA) (SUPERVISOR) | NATIONAL | 18.000.000 | | | 18.000.000 | | | | | | 18.000.000 |
| 401-1-1-1-1-2 | CONSTRUCTION DE BUREAU DE LA CSCCA HASSELE-SD | SUD | 12.000.000 | | | 12.000.000 | | | | | | 12.000.000 |
| 401-1-1-1-1-3 | CONSTRUCTION DE BUREAU DES BUREAUX CENTRALES DES BUREAUX REGIONAUX ET DU BUREAU CENTRAL | NATIONAL | 10.000.000 | | | 10.000.000 | | | | | | 10.000.000 |
| 401-1-1-1-1-4 | PROJET DE LA COUR EN SYSTEME ROULANT DE VEHICULES TRACTES, UN PAR DEPARTEMENT GEOGRAPHIQUES ET ENERGIE ALTERNATIVE | NATIONAL | 10.000.000 | | | 10.000.000 | | | | | | 10.000.000 |

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2020-2021
PROGRAMME D'INVESTISSEMENT PUBLIC

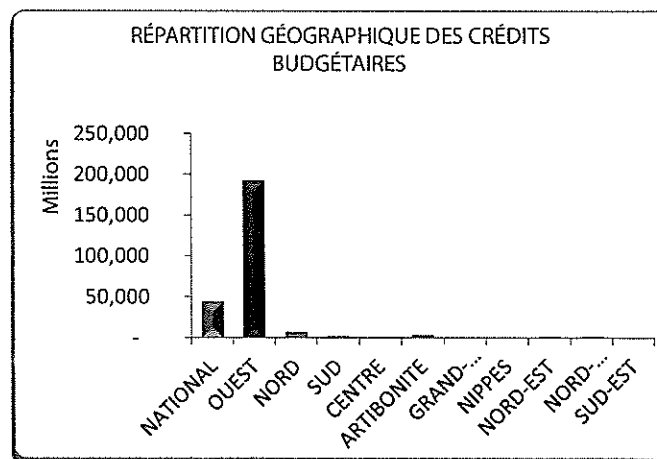
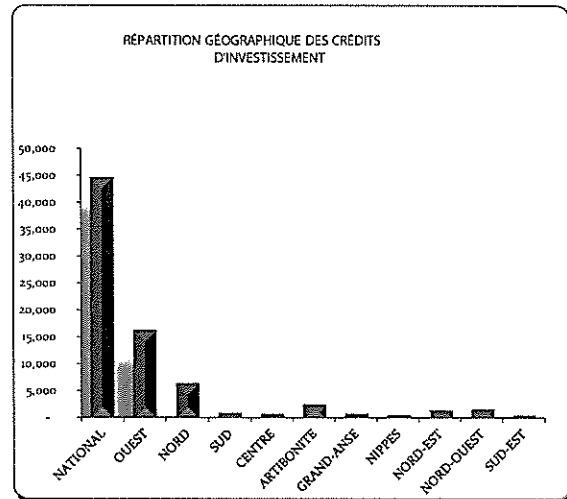
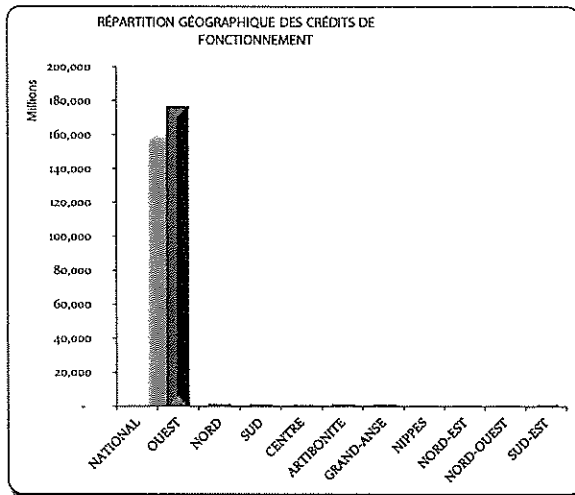
| CODE | PROGRAMMES ET PROJETS | LOCALISATION | TRESOR PUBLIC (1312-1) | AUTRES FIN. INTERNES (H) | SOURCE | RESSOURCES NATIONALES (C+D+H) | BILATERALE 2018-2021 (H) | MULTILATERALE 2018-2021 (H) | SOMMEY | TYPE | RESSOURCES EXTERNES (I+J+K) | TOTAL FIP (G+H+I+J+K) |
|--------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|------------------------|--------------------------|--------|-------------------------------|--------------------------|-----------------------------|--------|------|-----------------------------|-----------------------|
| 4114 | SERVICES INTERNES | | 42.000.000 | - | - | 42.000.000 | - | - | - | - | - | 42.000.000 |
| 4114-11 | CONSEIL ELECTORAL | | 42.000.000 | - | - | 42.000.000 | - | - | - | - | - | 42.000.000 |
| 4114-11-11 | CONSEIL ELECTORAL | | 42.000.000 | - | - | 42.000.000 | - | - | - | - | - | 42.000.000 |
| 4114-11-11-1 | PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS DEMOCRATIQUES NATIONALES | | 42.000.000 | - | - | 42.000.000 | - | - | - | - | - | 42.000.000 |
| 4114-11-11-1-1 | REINFORCEMENT DES INSTITUTIONS INDEPENDANTES | | 42.000.000 | - | - | 42.000.000 | - | - | - | - | - | 42.000.000 |
| 4114-11-11-1-1-1 | CONSTRUCTION DES LOGANS DU BUREAU CENTRAL DU CONSEIL ELECTORAL PROVINCIAL (PHASE 1 ETUDE) | OUEST | 10.000.000 | - | - | 10.000.000 | - | - | - | - | - | 10.000.000 |
| 4114-11-11-1-1-1-1 | REPARATIONS ET AMENAGEMENT DE BUREAUX INTERNES DU CTP | OUEST | 30.000.000 | - | - | 30.000.000 | - | - | - | - | - | 30.000.000 |
| 4114-11-11-1-1-1-1-1 | RECTORAT DE L'UNIVERSITE D'ETAT D'IBRAHI (IBUEH) | | 458.629.400 | - | - | 458.629.400 | - | - | - | - | - | 458.629.400 |
| 4114-11-11-1-1-1-1-1-1 | SERVICES INTERNES | | 458.629.400 | - | - | 458.629.400 | - | - | - | - | - | 458.629.400 |
| 4114-11-11-1-1-1-1-1-1-1 | RECTORAT DE L'UNIVERSITE D'ETAT D'IBRAHI | | 458.629.400 | - | - | 458.629.400 | - | - | - | - | - | 458.629.400 |
| 4114-11-11-1-1-1-1-1-1-1-1 | PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS DEMOCRATIQUES NATIONALES | | 458.629.400 | - | - | 458.629.400 | - | - | - | - | - | 458.629.400 |
| 4114-11-11-1-1-1-1-1-1-1-1-1 | REINFORCEMENT DES INSTITUTIONS INDEPENDANTES | | 458.629.400 | - | - | 458.629.400 | - | - | - | - | - | 458.629.400 |
| 4114-11-11-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1 | REINFORCEMENT DES STRUCTURES DES BATIMENTS DE L'UNIVERSITE DE LAMONADE | NORD | 30.000.000 | - | - | 30.000.000 | - | - | - | - | - | 30.000.000 |
| 4114-11-11-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1 | ETUDE POUR LA MISE EN PLACE D'UN RESTAURANT UNIVERSITAIRE | OUEST | 2.130.000 | - | - | 2.130.000 | - | - | - | - | - | 2.130.000 |
| 4114-11-11-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1 | ETUDE, CONSTRUCTION, AMEUBLEMENT DE 12 SALLES DE COURS, DEUX BATHING ADMINISTRATIF ET D'UN CINETHEMA UNIVERSITAIRE | OUEST | 28.000.000 | - | - | 28.000.000 | - | - | - | - | - | 28.000.000 |
| 4114-11-11-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1 | MISE EN PLACE D'UN CENTRE DE POTABILISATION ET DE DISTRIBUTION D'EAU ALIQUOTEE | OUEST | 7.795.000 | - | - | 7.795.000 | - | - | - | - | - | 7.795.000 |
| 4114-11-11-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1 | CONSTRUCTION ET AMEUBLEMENT DES ARCHIVES DE L'UBH | OUEST | 4.195.500 | - | - | 4.195.500 | - | - | - | - | - | 4.195.500 |
| 4114-11-11-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1 | CONSTRUCTION D'UNE SALLE DE RECEPTION ET RESTAURATION ET EQUIPEMENT DE LA SALLE D'OPERATION A L'HOPITAL UNIVERSITAIRE JUSTINIEU (HUA) | OUEST | 10.000.000 | - | - | 10.000.000 | - | - | - | - | - | 10.000.000 |
| 4114-11-11-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1 | RECONSTRUCTION DES LOGANS DE LA FACULTE DE SCIENCES (FNS) | OUEST | 140.000.000 | - | - | 140.000.000 | - | - | - | - | - | 140.000.000 |
| 4114-11-11-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1 | RECONSTRUCTION DES LOGANS DE LA FACULTE D'AGRONOMIE ET DE SCIENCES VETERINAIRE (FAV) | OUEST | 175.000.000 | - | - | 175.000.000 | - | - | - | - | - | 175.000.000 |
| 4114-11-11-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1 | ETUDE POUR LA RECONSTRUCTION DES LOGANS DE LA FACULTE DE DROIT ET DES SCIENCES ECONOMIQUES (FDES) | OUEST | 6.500.000 | - | - | 6.500.000 | - | - | - | - | - | 6.500.000 |
| 4114-11-11-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1 | ACQUISITION D'AUTOMES DANS LE CADRE DU RENFORCEMENT DE RECTORAT DE L'UBH | OUEST | 63.000.000 | - | - | 63.000.000 | - | - | - | - | - | 63.000.000 |
| 4114-11-11-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1 | ACADEMIE DE CREOLE BATHEN | | 10.000.000 | - | - | 10.000.000 | - | - | - | - | - | 10.000.000 |
| 4114-11-11-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1 | SECRETARIAT TECHNIQUE DE L'ACADEMIE DE CREOLE BATHEN | | 10.000.000 | - | - | 10.000.000 | - | - | - | - | - | 10.000.000 |
| 4114-11-11-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1 | PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS DEMOCRATIQUES NATIONALES | | 10.000.000 | - | - | 10.000.000 | - | - | - | - | - | 10.000.000 |
| 4114-11-11-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1 | REINFORCEMENT DES INSTITUTIONS INDEPENDANTES | | 10.000.000 | - | - | 10.000.000 | - | - | - | - | - | 10.000.000 |
| 4114-11-11-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1 | ELABORATION DU DICTIONNAIRE CREOLE BATHEN | OUEST | 5.000.000 | - | - | 5.000.000 | - | - | - | - | - | 5.000.000 |
| 4114-11-11-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1 | RENOUVELLEMENT ET AMENAGEMENT DU LOCAL DE L'ACADEMIE DE CREOLE BATHEN | OUEST | 5.000.000 | - | - | 5.000.000 | - | - | - | - | - | 5.000.000 |

**CLASSIFICATION GÉOGRAPHIQUE
DU BUDGET GÉNÉRAL
DE L'EXERCICE FISCAL 2020-2021**

**RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES
EXERCICE FISCAL 2020-2021**

| | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL | Population estimée en 2015** | Dépenses Publiques per capita et départementales |
|--------------|------------------------|-----------------------|------------------------|------------------------------|--------------------------------------------------|
| TOTAL | 180,510,000,000 | 74,194,000,000 | 254,704,000,000 | 10,911,819 | 23,342 |
| NATIONAL | - | 44,385,892,860 | 44,385,892,860 | | |
| OUEST | 176,163,694,713 | 16,176,510,745 | 192,340,205,458 | 4,029,705 | 47,730.59 |
| NORD | 752,819,732 | 6,223,667,502 | 6,976,487,234 | 1,067,177 | 6,537 |
| SUD | 516,937,251 | 752,645,396 | 1,269,582,647 | 774,976 | 1,638 |
| CENTRE | 396,218,719 | 521,197,839 | 917,416,559 | 746,236 | 1,229 |
| ARTIBONITE | 834,318,117 | 2,298,930,870 | 3,133,248,987 | 1,727,524 | 1,814 |
| GRAND-ANSE | 491,123,080 | 527,996,077 | 1,019,119,157 | 468,301 | 2,176 |
| NIPPES | 252,958,616 | 394,470,934 | 647,429,549 | 342,525 | 1,890 |
| NORD-EST | 355,663,694 | 1,229,410,143 | 1,585,073,837 | 393,967 | 4,023 |
| NORD-OUEST | 334,864,613 | 1,406,568,032 | 1,741,432,645 | 728,807 | 2,389 |
| SUD-EST | 411,401,464 | 276,709,602 | 688,111,066 | 632,601 | 1,088 |

**Source : Estimation de la population de 2015. IHSI/DSDS



RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES PAR MINISTÈRE

| | | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL | |
|----------|---------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------|----------------|----------------|----------------|
| NATIONAL | 1111 | MINISTÈRE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE (MPCE) | - | 2,819,840,459 | 2,819,840,459 |
| | 1112 | MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES (MEF) | - | 1,104,705,121 | 1,104,705,121 |
| | 1113 | MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE DES RESSOURCES NATURELLES ET DU DEVELOPPEMENT RURAL (MARNDR) | - | 5,576,523,998 | 5,576,523,998 |
| | 1114 | MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS TRANSPORTS, COMMUNICATION (MTPTC) | - | 22,502,301,196 | 22,502,301,196 |
| | 1115 | MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE (MCI) | - | 426,764,722 | 426,764,722 |
| | 1116 | MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT (Mde) | - | 835,000,000 | 835,000,000 |
| | 1117 | MINISTÈRE DU TOURISME (MT) | - | 352,000,000 | 352,000,000 |
| | 1211 | MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE (MJSP) | - | 1,898,180,000 | 1,898,180,000 |
| | 1212 | MINISTÈRE DES HAITIENS VIVANTS A L'ETRANGER (MHAVE) | - | 30,000,000 | 30,000,000 |
| | 1215 | BUREAU DU PREMIER MINISTRE (BPM) | - | 70,000,000 | 70,000,000 |
| | 1216 | MINISTÈRE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES (MICT) | - | 190,000,000 | 190,000,000 |
| | 1217 | MINISTÈRE DE LA DEFENSE (MD) | - | 715,820,000 | 715,820,000 |
| | 1311 | MINISTÈRE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE (MENFP) | - | 4,318,374,723 | 4,318,374,723 |
| | 1312 | MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES ET DU TRAVAIL (MAST) | - | 939,000,000 | 939,000,000 |
| | 1313 | MINISTÈRE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION (MSPP) | - | 2,434,529,443 | 2,434,529,443 |
| | 1314 | MINISTÈRE A LA CONDITION FEMININE ET AUX DROITS DES FEMMES (MCFDF) | - | 20,000,000 | 20,000,000 |
| | 1315 | MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS ET A L'ACTION CIVIQUE (MJSAC) | - | 70,209,397 | 70,209,397 |
| 4111 | COUR SUPERIEURE DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF (CSCCA) | - | 82,643,800 | 82,643,800 | |
| QUEST | 1111 | MINISTÈRE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE (MPCE) | 1,484,579,324 | 431,604,810 | 1,916,184,134 |
| | 1112 | MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES (MEF) | 7,564,063,587 | 1,146,602,923 | 8,710,666,510 |
| | 1113 | MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE DES RESSOURCES NATURELLES ET DU DEVELOPPEMENT RURAL (MARNDR) | 1,723,195,655 | 5,000,000 | 1,728,195,655 |
| | 1114 | MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS TRANSPORTS, COMMUNICATION (MTPTC) | 1,524,183,302 | 11,404,518,116 | 12,928,701,418 |
| | 1115 | MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE (MCI) | 790,859,559 | 34,000,000 | 824,859,559 |
| | 1116 | MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT (Mde) | 1,632,864,277 | 30,000,000 | 1,662,864,277 |
| | 1117 | MINISTÈRE DU TOURISME (MT) | 240,070,232 | 30,000,000 | 270,070,232 |
| | 1211 | MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE (MJSP) | 17,718,752,720 | 770,000,000 | 18,488,752,720 |
| | 1212 | MINISTÈRE DES HAITIENS VIVANTS A L'ETRANGER (MHAVE) | 146,458,710 | - | 146,458,710 |
| | 1213 | MINISTÈRE DES AFFAIRES ETRANGÈRES (MAE) | 6,207,199,414 | - | 6,207,199,414 |
| | 1214 | LA PRESIDENCE | 2,133,229,074 | - | 2,133,229,074 |
| | 1215 | BUREAU DU PREMIER MINISTRE (BPM) | 2,284,338,989 | 200,000,000 | 2,484,338,989 |
| | 1216 | MINISTÈRE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES (MICT) | 2,354,307,772 | 238,400,000 | 2,592,707,772 |
| | 1217 | MINISTÈRE DE LA DEFENSE (MD) | 2,024,789,733 | 109,000,000 | 2,133,789,733 |

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES PAR MINISTÈRE

| | | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL | | |
|-------|------|-------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------|---------------|----------------|---------------|
| OUEST | 1311 | MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE (MENFP) | 22,579,822,859 | 360,313,451 | 22,940,136,310 | |
| | 1312 | MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES ET DU TRAVAIL (MAST) | 1,357,254,936 | - | 1,357,254,936 | |
| | 1313 | MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA POPULATION (MSPP) | 5,262,235,511 | 168,103,211 | 5,430,338,721 | |
| | 1314 | MINISTÈRE À LA CONDITION FÉMININE ET AUX DROITS DES FEMMES (MCFDF) | 228,460,660 | - | 228,460,660 | |
| | 1315 | MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS ET À L'ACTION CIVIQUE (MJSAC) | 699,748,390 | 30,000,000 | 729,748,390 | |
| | 1411 | MINISTÈRE DES CULTES | 267,730,197 | - | 267,730,197 | |
| | 1412 | MINISTÈRE DE LA CULTURE (MC) | 1,407,971,129 | 32,000,000 | 1,439,971,129 | |
| | 1413 | MINISTÈRE LA COMMUNICATION (MC) | 416,403,448 | - | 416,403,448 | |
| | 1511 | INTERVENTIONS PUBLIQUES | 20,968,220,585 | - | 20,968,220,585 | |
| | 1512 | DETTE PUBLIQUE | 49,194,478,911 | - | 49,194,478,911 | |
| | 1513 | SUBVENTION AUX PRODUITS PÉTROLIERS | 16,000,000,000 | - | 16,000,000,000 | |
| | 2211 | SENAT DE LA RÉPUBLIQUE | 1,754,074,789 | 693,088,835 | 2,447,163,624 | |
| | 2212 | CHAMBRE DES DÉPUTÉS | 2,676,458,371 | - | 2,676,458,371 | |
| | 3211 | CONSEIL SUPÉRIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE (CSPJ) | 2,268,267,339 | 15,250,000 | 2,283,517,339 | |
| | 4111 | COUR SUPÉRIEURE DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF (CSCCA) | 862,566,104 | - | 862,566,104 | |
| | 4211 | CONSEIL ÉLECTORAL | 655,400,439 | 40,000,000 | 695,400,439 | |
| | 4212 | OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN | 165,293,326 | - | 165,293,326 | |
| | 4311 | RECTORAT DE L'UNIVERSITÉ D'ÉTAT D'HAÏTI (RUEH) | 1,527,311,125 | 428,629,400 | 1,955,940,525 | |
| | 4411 | ACADÉMIE DU CRÉOLE HAÏTIEN (ACH) | 43,104,247 | 10,000,000 | 53,104,247 | |
| | NORD | 1111 | MINISTÈRE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPÉRATION EXTERNE (MPCE) | 13,928,000 | 30,000,000 | 43,928,000 |
| | | 1112 | MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES (MEF) | 60,092,642 | - | 60,092,642 |
| | | 1113 | MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE DES RESSOURCES NATURELLES ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL (MARNDR) | 19,157,400 | 60,000,000 | 79,157,400 |
| | | 1114 | MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS TRANSPORTS, COMMUNICATION (MTPTC) | 19,942,173 | 4,550,719,824 | 4,570,661,997 |
| | | 1116 | MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT (MdE) | 15,419,307 | - | 15,419,307 |
| 1117 | | MINISTÈRE DU TOURISME (MT) | 6,336,344 | - | 6,336,344 | |
| 1211 | | MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE (MJSPP) | 10,101,000 | 37,519,659 | 47,620,659 | |
| 1216 | | MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES (MCT) | - | 217,900,000 | 217,900,000 | |
| 1217 | | MINISTÈRE DE LA DÉFENSE (MD) | - | - | - | |
| 1311 | | MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE (MENFP) | 219,854,874 | 55,000,000 | 274,854,874 | |
| 1313 | | MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA POPULATION (MSPP) | 310,528,299 | 42,528,018 | 353,056,317 | |
| 1315 | | MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS ET À L'ACTION CIVIQUE (MJSAC) | 1,460,163 | - | 1,460,163 | |
| 1412 | | MINISTÈRE DE LA CULTURE (MC) | 75,999,530 | 1,200,000,001 | 1,275,999,531 | |
| 4311 | | RECTORAT DE L'UNIVERSITÉ D'ÉTAT D'HAÏTI (RUEH) | - | 30,000,000 | 30,000,000 | |

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES PAR MINISTÈRE

| | | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL | |
|------------|--------|------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------|---------------|---------------|
| SUD | 1111 | MINISTÈRE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE (MPCE) | 10,351,500 | 10,000,000 | 20,351,500 |
| | 1112 | MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES (MEF) | 49,716,293 | - | 49,716,293 |
| | 1113 | MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE DES RESSOURCES NATURELLES ET DU DEVELOPPEMENT RURAL (MARNDR) | 23,462,286 | - | 23,462,286 |
| | 1114 | MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS TRANSPORTS, COMMUNICATION (MTPTC) | 17,905,943 | 400,000,000 | 417,905,943 |
| | 1116 | MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT (MdE) | 23,498,623 | - | 23,498,623 |
| | 1117 | MINISTÈRE DU TOURISME (MT) | 3,374,028 | - | 3,374,028 |
| | 1211 | MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE (MJSP) | 9,101,000 | - | 9,101,000 |
| | 1216 | MINISTÈRE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES (MICT) | - | 186,700,000 | 186,700,000 |
| | 1311 | MINISTÈRE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE (MENFP) | 134,324,922 | 62,500,000 | 196,824,922 |
| | 1312 | MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES ET DU TRAVAIL (MAST) | - | 35,000,000 | 35,000,000 |
| | 1313 | MINISTÈRE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION (MSPP) | 245,202,657 | 48,445,396 | 293,648,053 |
| | 4111 | COUR SUPERIEURE DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF (CSCCA) | - | 10,000,000 | 10,000,000 |
| | CENTRE | 1111 | MINISTÈRE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE (MPCE) | 6,970,900 | 20,000,000 |
| 1112 | | MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES (MEF) | 40,365,925 | 20,000,000 | 60,365,925 |
| 1113 | | MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE DES RESSOURCES NATURELLES ET DU DEVELOPPEMENT RURAL (MARNDR) | 24,971,444 | - | 24,971,444 |
| 1114 | | MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS TRANSPORTS, COMMUNICATION (MTPTC) | 15,969,415 | 150,000,000 | 165,969,415 |
| 1116 | | MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT (MdE) | 12,819,093 | 2,000,000 | 14,819,093 |
| 1211 | | MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE (MJSP) | 6,426,000 | 29,697,839 | 36,123,839 |
| 1216 | | MINISTÈRE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES (MICT) | - | 115,500,000 | 115,500,000 |
| 1217 | | MINISTÈRE DE LA DEFENSE (MD) | - | 135,900,000 | 135,900,000 |
| 1311 | | MINISTÈRE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE (MENFP) | 131,033,932 | 32,500,000 | 163,533,932 |
| 1313 | | MINISTÈRE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION (MSPP) | 127,662,011 | 15,600,000 | 143,262,011 |
| 1315 | | MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS ET A L'ACTION CIVIQUE (MJSAC) | 30,000,000 | - | 30,000,000 |
| 4111 | | COUR SUPERIEURE DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF (CSCCA) | - | - | - |
| ARTIBONITE | | 1111 | MINISTÈRE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE (MPCE) | 8,123,946 | - |
| | 1112 | MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES (MEF) | 79,071,951 | 10,000,000 | 89,071,951 |
| | 1113 | MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE DES RESSOURCES NATURELLES ET DU DEVELOPPEMENT RURAL (MARNDR) | 38,796,627 | 394,842,520 | 433,639,147 |
| | 1114 | MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS TRANSPORTS, COMMUNICATION (MTPTC) | 22,046,439 | 1,515,600,000 | 1,537,646,439 |
| | 1116 | MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT (MdE) | 12,629,107 | 11,000,000 | 23,629,107 |
| | 1211 | MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE (MJSP) | 10,401,000 | - | 10,401,000 |
| | 1216 | MINISTÈRE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES (MICT) | - | 147,488,350 | 147,488,350 |
| | 1311 | MINISTÈRE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE (MENFP) | 299,424,191 | 100,000,000 | 399,424,191 |
| | 1313 | MINISTÈRE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION (MSPP) | 363,463,656 | 120,000,000 | 483,463,656 |
| | 4111 | COUR SUPERIEURE DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF (CSCCA) | 361,200 | - | 361,200 |

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES PAR MINISTÈRE

| | | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL | |
|------------|----------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|-------------|-------------|
| GRAND-ANSE | 1111 | MINISTÈRE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE (MPCE) | 7,601,000 | - | 7,601,000 |
| | 1112 | MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES (MEF) | 35,628,501 | - | 35,628,501 |
| | 1113 | MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE DES RESSOURCES NATURELLES ET DU DEVELOPPEMENT RURAL (MARNDR) | 16,612,450 | - | 16,612,450 |
| | 1114 | MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS TRANSPORTS, COMMUNICATION (MTPTC) | 12,995,289 | 353,157,743 | 366,153,032 |
| | 1117 | MINISTÈRE DU TOURISME (MT) | 2,719,602 | - | 2,719,602 |
| | 1211 | MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE (MJSP) | 7,326,000 | - | 7,326,000 |
| | 1216 | MINISTÈRE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES (MICT) | - | 110,400,000 | 110,400,000 |
| | 1311 | MINISTÈRE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE (MENFP) | 123,471,990 | 15,000,000 | 138,471,990 |
| | 1313 | MINISTÈRE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION (MSPP) | 243,475,390 | 32,438,334 | 275,913,724 |
| | 1314 | MINISTÈRE A LA CONDITION FEMININE ET AUX DROITS DES FEMMES (MCFDF) | - | 17,000,000 | 17,000,000 |
| 1315 | MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS ET A L'ACTION CIVIQUE (MJSAC) | 41,292,858 | - | 41,292,858 | |
| NIPPE | 1111 | MINISTÈRE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE (MPCE) | 10,520,167 | - | 10,520,167 |
| | 1112 | MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES (MEF) | 49,569,725 | - | 49,569,725 |
| | 1113 | MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE DES RESSOURCES NATURELLES ET DU DEVELOPPEMENT RURAL (MARNDR) | 9,553,450 | 80,000,000 | 89,553,450 |
| | 1114 | MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS TRANSPORTS, COMMUNICATION (MTPTC) | 12,463,565 | 150,000,000 | 162,463,565 |
| | 1116 | MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT (MdE) | 2,664,701 | - | 2,664,701 |
| | 1211 | MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE (MJSP) | 6,646,000 | 15,930,596 | 22,576,596 |
| | 1216 | MINISTÈRE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES (MICT) | - | 98,400,000 | 98,400,000 |
| | 1311 | MINISTÈRE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE (MENFP) | 87,139,714 | 15,000,000 | 102,139,714 |
| | 1313 | MINISTÈRE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION (MSPP) | 74,351,293 | 35,140,337 | 109,491,630 |
| | 1315 | MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS ET A L'ACTION CIVIQUE (MJSAC) | 50,001 | - | 50,001 |
| NORD-EST | 1111 | MINISTÈRE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE (MPCE) | 10,193,100 | - | 10,193,100 |
| | 1112 | MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES (MEF) | 46,403,712 | - | 46,403,712 |
| | 1113 | MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE DES RESSOURCES NATURELLES ET DU DEVELOPPEMENT RURAL (MARNDR) | 20,575,180 | 300,000,000 | 320,575,180 |
| | 1114 | MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS TRANSPORTS, COMMUNICATION (MTPTC) | 12,992,920 | 265,000,000 | 277,992,920 |
| | 1115 | MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE (MCI) | - | 15,000,000 | 15,000,000 |
| | 1116 | MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT (MdE) | 345,000 | - | 345,000 |
| | 1211 | MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE (MJSP) | 7,501,000 | - | 7,501,000 |
| | 1216 | MINISTÈRE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES (MICT) | - | 109,700,000 | 109,700,000 |
| | 1311 | MINISTÈRE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE (MENFP) | 110,657,420 | 100,000,000 | 210,657,420 |
| | 1312 | | | 5,000,000 | 5,000,000 |
| 1313 | MINISTÈRE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION (MSPP) | 146,995,362 | 434,710,143 | 581,705,505 | |

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES PAR MINISTÈRE

| | | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL | |
|------------|------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|---------------|---------------|
| NORD-OUEST | 1111 | MINISTÈRE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE (MPCE) | 3,558,100 | 20,000,000 | 23,558,100 |
| | 1112 | MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES (MEF) | 65,488,960 | - | 65,488,960 |
| | 1113 | MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE DES RESSOURCES NATURELLES ET DU DEVELOPPEMENT RURAL (MARNDR) | 13,996,901 | 40,000,000 | 53,996,901 |
| | 1114 | MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS TRANSPORTS, COMMUNICATION (MTPTC) | 10,895,439 | 1,190,000,000 | 1,200,895,439 |
| | 1211 | MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE (MJSP) | 9,525,924 | - | 9,525,924 |
| | 1216 | MINISTÈRE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES (MICT) | - | 107,500,000 | 107,500,000 |
| | 1311 | MINISTÈRE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE (MENFP) | 101,645,216 | 20,000,000 | 121,645,216 |
| | 1313 | MINISTÈRE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION (MSPP) | 129,754,074 | 29,068,032 | 158,822,106 |
| SUD-EST | 1111 | MINISTÈRE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE (MPCE) | 5,689,300 | 10,000,000 | 15,689,300 |
| | 1112 | MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES (MEF) | 24,602,286 | - | 24,602,286 |
| | 1113 | MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE DES RESSOURCES NATURELLES ET DU DEVELOPPEMENT RURAL (MARNDR) | 18,858,450 | 8,000,000 | 26,858,450 |
| | 1114 | MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS TRANSPORTS, COMMUNICATION (MTPTC) | 16,813,003 | - | 16,813,003 |
| | 1115 | | - | 15,000,000 | 15,000,000 |
| | 1116 | MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT (MdE) | 8,339,835 | - | 8,339,835 |
| | 1117 | MINISTÈRE DU TOURISME (MT) | 1,993,602 | - | 1,993,602 |
| | 1211 | MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE (MJSP) | 7,576,000 | 24,785,994 | 32,361,994 |
| | 1216 | MINISTÈRE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES (MICT) | - | 97,800,000 | 97,800,000 |
| | 1217 | | - | 3,000,000 | 3,000,000 |
| | 1311 | MINISTÈRE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE (MENFP) | 154,314,118 | 80,069,218 | 234,383,336 |
| | 1313 | MINISTÈRE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION (MSPP) | 166,743,383 | 23,054,391 | 189,797,774 |
| | 1314 | MINISTÈRE A LA CONDITION FEMININE ET AUX DROITS DES FEMMES (MCFDF) | - | 15,000,000 | 15,000,000 |
| | 1315 | MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS ET A L'ACTION CIVIQUE (MJSAC) | 637,681 | - | 637,681 |
| 1412 | MINISTÈRE DE LA CULTURE (MC) | 5,833,806 | - | 5,833,806 | |

**CLASSIFICATION FONCTIONNELLE
DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE
FISCAL 2020-2021**

| CLASSIFICATION FONCTIONNELLE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES EXERCICE FISCAL 2020-2021 | | | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------|--|------------------------|-----------------------|------------------------|
| TOTAL | | | 180,510,000,000 | 74,194,000,000 | 254,704,000,000 |
| 01 SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES | | | 96,720,240,851 | 8,246,253,367 | 104,966,494,217 |
| 011 FONCT. ORGANES EXECUTIFS ET LEGISLATIFS ,AFF. FINANCIERES ET FISCALES AFF. ETRANGERE | | | 43,708,072,724 | 2,777,893,416 | 46,485,966,140 |
| 0111 | FONCTIONNEMENT DES ORGANES EXECUTIFS ET LEGISLATIFS | | 28,346,650,117 | 1,264,436,705 | 29,611,086,822 |
| 0112 | AFFAIRES FINANCIERES ET FISCALES | | 7,933,574,886 | 1,413,456,711 | 9,347,031,596 |
| 0113 | AFFAIRES ETRANGERES | | 7,427,847,721 | 100,000,000 | 7,527,847,721 |
| 012 AIDE ECONOMIQUE EXTERIEURE | | | 153,478,592 | 26,604,810 | 180,083,402 |
| 0121 | AIDE ECONOMIQUE AUX PAYS EN DEVELOPPEMENT OU EN TRANSITION | | 0 | 0 | 0 |
| 0122 | AIDE ECONOMIQUE PAR L'INTERMEDIAIRE D'ORGANISATION INTERNATIONALES (SC) | | 153,478,592 | 26,604,810 | 180,083,402 |
| 013 SERVICES GENERAUX | | | 2,858,810,185 | 5,415,255,141 | 8,274,065,326 |
| 0131 | SERVICES GENERAUX DE PERSONNEL (SC) | | 1,350,627,255 | 50,000,000 | 1,400,627,255 |
| 0132 | SERVICES GENERAUX DE PLANIFICATION ET DE STATISTIQUE | | 1,445,844,578 | 513,873,950 | 1,959,718,528 |
| 0133 | AUTRES SERVICES GENERAUX (SC) | | 62,338,352 | 4,851,381,191 | 4,913,719,543 |
| 014 RECHERCHE FONDAMENTALE (SC) | | | 150,000,000 | 0 | 150,000,000 |
| 0140 | RECHERCHE FONDAMENTALE (SC) | | 150,000,000 | 0 | 150,000,000 |
| 015 R-D CONCERNANT LES SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES | | | 0 | 26,500,000 | 26,500,000 |
| 0150 | R-D CONCERNANT LES SRVICS GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (SC) | | 0 | 26,500,000 | 26,500,000 |
| 016 SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES N.C.A. | | | 655,400,439 | 0 | 655,400,439 |
| 0160 | SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES N.C.A. | | 655,400,439 | 0 | 655,400,439 |
| 017 OPERATIONS CONCERNANT LA DETTE PUBLIQUE (SC) | | | 49,194,478,911 | 0 | 49,194,478,911 |
| 0170 | OPERATIONS CONCERNANT LA DETTE PUBLIQUE (SC) | | 49,194,478,911 | 0 | 49,194,478,911 |
| 02 DEFENSE | | | 2,024,789,733 | 724,820,000 | 2,749,609,733 |
| 021 DEFENSE MILITAIRE | | | 2,024,789,733 | 724,820,000 | 2,749,609,733 |
| 0210 | DEFENSE MILITAIRE (SC) | | 2,024,789,733 | 724,820,000 | 2,749,609,733 |
| 03 ORDRE ET SECURITE PUBLIQUE | | | 21,986,468,302 | 2,275,280,000 | 24,261,748,302 |
| 031 SERVICES DE POLICE | | | 13,928,540,419 | 2,165,280,000 | 16,093,820,419 |
| 0310 | SERVICES DE POLICE(SC) | | 13,928,540,419 | 2,165,280,000 | 16,093,820,419 |
| 032 SERVICES DE PROTECTION CIVILE | | | 2,658,635,031 | 100,000,000 | 2,758,635,031 |
| 0320 | SERVICES DE PROTECTION CIVILE(SC) | | 2,658,635,031 | 100,000,000 | 2,758,635,031 |
| 033 TRIBUNAUX | | | 2,387,995,107 | 10,000,000 | 2,397,995,107 |
| 0330 | TRIBUNAUX (SC) | | 2,387,995,107 | 10,000,000 | 2,397,995,107 |
| 034 ADMINISTRATION PENITENTIAIRE | | | 573,085,630 | 0 | 573,085,630 |
| 0340 | ADMINISTRATION PENITENTIAIRE | | 573,085,630 | 0 | 573,085,630 |
| 036 ORDRE ET SECURITE PUBLICS N.C.A. | | | 2,438,212,115 | 0 | 2,438,212,115 |
| 0360 | ORDRE ET SECURITE PUBLICS N.C.A. | | 2,438,212,115 | 0 | 2,438,212,115 |
| 04 AFFAIRES ECONOMIQUES | | | 20,596,072,658 | 31,018,748,267 | 51,614,820,925 |
| 041 TUTELLE DEL'ECONOMIE GENERALE, DES ECHANGES ET DE L'EMPLOI | | | 713,855,981 | 365,000,000 | 1,078,855,981 |
| 0411 | TUTELLE DE L'ECONOMIE GENERALE ET DES ECHANGES | | 657,141,310 | 40,000,000 | 697,141,310 |
| 0412 | AFFAIRES GENERALES CONCERNANT L'EMPLOI (SC) | | 56,714,671 | 325,000,000 | 381,714,671 |
| 042 AGRICULTURE SYLVICULTURE PECHE ET CHASSE | | | 1,872,194,307 | 4,553,160,000 | 6,425,354,307 |
| 0421 | AGRICULTURE | | 1,842,494,974 | 4,153,160,000 | 5,995,654,974 |
| 0422 | SYLVICULTURE (SC) | | 14,292,400 | 0 | 14,292,400 |
| 0423 | PECHE ET CHASSE (SC) | | 15,406,933 | 400,000,000 | 415,406,933 |
| 043 COMBUSTIBLES ET ENERGIE | | | 16,050,623,906 | 9,061,500,000 | 25,112,123,906 |
| 0431 | CHARBON ET AUTRES COMBUSTIBLES MINERAUX SOLIDES (SC) | | 3,623,906 | 0 | 3,623,906 |
| 0435 | ELECTRICITE(SC) | | 16,047,000,000 | 9,061,500,000 | 25,108,500,000 |
| 0436 | ENERGIE NON ELECTRIQUE(SC) | | 0 | 0 | 0 |
| 044 INDUSTRIES EXTRACTIVES ET MANUFACTURIERES, CONSTRUCTION | | | 1,392,942,172 | 4,860,614,482 | 6,253,556,654 |
| 0441 | EXTRACTION DE RESSOURCES MINERALES AUTRES QUE LES COMBUSTIBLES MINERAUX (SC) | | 61,594,739 | 5,000,000 | 66,594,739 |
| 0442 | INDUSTRIES MANUFACTURIERES (SC) | | 58,098,222 | 0 | 58,098,222 |
| 0443 | CONSTRUCTION (SC) | | 1,273,249,211 | 4,855,614,482 | 6,128,863,693 |

| CLASSIFICATION FONCTIONNELLE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES EXERCICE FISCAL 2020-2021 | | | | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|-----------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------|--|----------------|----------------|----------------|
| 045 | TRANSPORTS | | | 96,327,656 | 9,011,426,093 | 9,107,753,749 |
| | 0451 | TRANSPORTS ROUTIERS | | 49,298,162 | 8,368,426,093 | 8,417,724,255 |
| | 0452 | TRANSPORTS PAR VOIE D'EAU | | 47,029,494 | 0 | 47,029,494 |
| | 0454 | TRANSPORTS AÉRIENS (SC) | | 0 | 643,000,000 | 643,000,000 |
| | 0455 | PIPELINE ET SYSTEMES DE TRANSPORT DIVERS (SC) | | 0 | 0 | 0 |
| 046 | COMMUNICATIONS | | | 155,575,043 | 0 | 155,575,043 |
| | 0460 | COMMUNICATIONS (SC) | | 155,575,043 | 0 | 155,575,043 |
| 047 | AUTRES BRANCHES D'ACTIVITE | | | 299,644,548 | 2,379,057,733 | 2,678,702,281 |
| | 0471 | DISTRIBUTION, ENTREPOTS ET MAGASINS (SC) | | 24,766,099 | 0 | 24,766,099 |
| | 0472 | HOTELLERIE ET RESTAURATION (SC) | | 0 | 30,000,000 | 30,000,000 |
| | 0473 | TOURISME | | 270,069,747 | 1,547,000,001 | 1,817,069,748 |
| | 0474 | PROJETS DE DEVELOPPEMENT POLYVALENTS (SC) | | 4,808,702 | 802,057,732 | 806,866,434 |
| 048 | R-D CONCERNANT LES AFFAIRES ECONOMIQUES | | | 14,909,045 | 60,000,000 | 74,909,045 |
| | 0481 | R-D CONCERNANT LA TUTELLE DE L'ECONOMIE GENERALE, DES ECHANGES ET DE L'EMPLOI (SC) | | 0 | 60,000,000 | 60,000,000 |
| | 0482 | R-D CONCERNANT L'AGRICULTURE, LA SYLVICULTURE, LA PECHE ET LA CHASSE (SC) | | 14,909,045 | 0 | 14,909,045 |
| 049 | AFFAIRES ECONOMIQUES N.C.A. | | | 0 | 727,989,959 | 727,989,959 |
| | 0490 | AFFAIRES ECONOMIQUES N.C.A. | | 0 | 727,989,959 | 727,989,959 |
| 05 | PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT | | | 1,727,167,582 | 1,733,928,732 | 3,461,096,314 |
| 052 | GESTION DES EAUX USEES | | | 11,753,799 | 0 | 11,753,799 |
| | 0520 | GESTION DES EAUX USEES (SC) | | 11,753,799 | 0 | 11,753,799 |
| 053 | LUTTE CONTRE LA POLLUTION | | | 24,136,092 | 10,000,000 | 34,136,092 |
| | 0530 | LUTTE CONTRE LA POLLUTION(SC) | | 24,136,092 | 10,000,000 | 34,136,092 |
| 054 | PRESERVATION DE LA DIVERSITE BIOLOGIQUE ET PROTECTION DE LA NATURE | | | 40,246,295 | 802,928,732 | 843,175,027 |
| | 0540 | PRESERVATION DE LA DIVERSITE BIOLOGIQUE ET PROTECTION DE LA NATURE(SC) | | 40,246,295 | 802,928,732 | 843,175,027 |
| 056 | PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT N.C.A. | | | 1,651,031,395 | 921,000,000 | 2,572,031,395 |
| | 0560 | PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT N.C.A. | | 1,651,031,395 | 921,000,000 | 2,572,031,395 |
| 06 | LOGEMENT ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS | | | 284,992,187 | 18,754,021,478 | 19,039,013,665 |
| 061 | LOGEMENT | | | 95,502,332 | 106,500,000 | 202,002,332 |
| | 0610 | LOGEMENT (SC) | | 95,502,332 | 106,500,000 | 202,002,332 |
| 062 | EQUIPEMENTS COLLECTIFS | | | 0 | 150,000,000 | 150,000,000 |
| | 0620 | EQUIPEMENTS COLLECTIFS | | 0 | 150,000,000 | 150,000,000 |
| 063 | ALIMENTATION EN EAU | | | 95,602,657 | 1,609,642,420 | 1,705,245,077 |
| | 0630 | ALIMENTATION EN EAU | | 95,602,657 | 1,609,642,420 | 1,705,245,077 |
| 064 | ECLAIRAGE PUBLIC | | | 0 | 16,782,200,000 | 16,782,200,000 |
| | 0640 | ECLAIRAGE PUBLIC | | 0 | 16,782,200,000 | 16,782,200,000 |
| 066 | LOGEMENT ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS N.C.A. | | | 93,887,198 | 105,679,058 | 199,566,256 |
| | 0660 | LOGEMENT ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS N.C.A. | | 93,887,198 | 105,679,058 | 199,566,256 |
| 07 | SANTÉ | | | 7,070,411,636 | 2,224,522,932 | 9,294,934,568 |
| 073 | SERVICES HOSPITALIERS | | | 1,310,922,124 | 106,000,000 | 1,416,922,124 |
| | 0731 | SERVICES HOSPITALIERS GENERAUX | | 1,275,547,883 | 0 | 1,275,547,883 |
| | 0732 | SERVICES HOSPITALIERS SPECIALISES(SI) | | 17,776,561 | 0 | 17,776,561 |
| | 0733 | SERVICES DES DISPENSAIRES ET DES MATERNITES (SI) | | 17,597,680 | 106,000,000 | 123,597,680 |
| 074 | SERVICES DE SANTE PUBLIQUE | | | 2,462,562,738 | 1,207,195,477 | 3,669,758,216 |
| | 0740 | SERVICES DE SANTE PUBLIQUE (SI) | | 2,462,562,738 | 1,207,195,477 | 3,669,758,216 |
| 075 | RD DANS LE DOMAINE DE LA SANTE | | | 195,500,065 | 0 | 195,500,065 |
| | 0750 | RD DANS LE DOMAINE DE LA SANTE (SC) | | 195,500,065 | 0 | 195,500,065 |
| 076 | SANTÉ N.C.A. | | | 3,101,426,708 | 911,327,455 | 4,012,754,163 |
| | 0760 | SANTÉ N.C.A (SC) | | 3,101,426,708 | 911,327,455 | 4,012,754,163 |

| CLASSIFICATION FONCTIONNELLE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES EXERCICE FISCAL 2020-2021 | | | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|-----------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------|-----------------------|----------------------|-----------------------|
| 08 | LOISIRS CULTURE ET CULTÉ | | 2,990,231,451 | 127,209,397 | 3,117,440,847 |
| 081 | SERVICES RECREATIFS ET SPORTIFS | | 698,960,089 | 0 | 698,960,089 |
| | 0810 | SERVICES RECREATIFS ET SPORTIFS | 698,960,089 | 0 | 698,960,089 |
| 082 | SERVICES CULTURELLES | | 1,532,908,712 | 32,000,000 | 1,564,908,712 |
| | 0820 | SERVICES CULTURELLES | 1,532,908,712 | 32,000,000 | 1,564,908,712 |
| 083 | SERVICE DES RADIODIFFUSION, DE TELEVISION ET D'EDITION(SC) | | 416,403,448 | 0 | 416,403,448 |
| | 0830 | SERVICE DES RADIODIFFUSION, DE TELEVISION ET D'EDITION(SC) | 416,403,448 | 0 | 416,403,448 |
| 084 | CULTE ET AUTRES SERVICES COMMUNAUTAIRES (SC) | | 267,730,197 | 0 | 267,730,197 |
| | 0840 | CULTE ET AUTRES SERVICES COMMUNAUTAIRES (SC) | 267,730,197 | 0 | 267,730,197 |
| 086 | LOISIR, CULTURE ET CULTÉ N.C.A (SC) | | 74,229,004 | 95,209,397 | 169,438,401 |
| | 0860 | LOISIR, CULTURE ET CULTÉ N.C.A (SC) | 74,229,004 | 95,209,397 | 169,438,401 |
| 09 | ENSEIGNEMENT | | 25,847,814,704 | 5,022,504,723 | 30,870,319,427 |
| 091 | ENSEIGNEMENT PRELELEMENTAIRE ET PRIMAIRE | | 2,005,053,995 | 0 | 2,005,053,995 |
| | 0912 | ENSEIGNEMENT PRIMAIRE (SI) | 2,005,053,995 | 0 | 2,005,053,995 |
| 092 | ENSEIGNEMENT SECONDAIRE | | 2,080,784,223 | 2,448,025,111 | 4,528,809,334 |
| | 0920 | PREMIER CYCLE DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE (SD) | 0 | 0 | 0 |
| | 0921 | PREMIER CYCLE DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE (SD) | 2,080,784,223 | 2,448,025,111 | 4,528,809,334 |
| | 0922 | DEUXIEME CYCLE DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE (SD) | 0 | 0 | 0 |
| 093 | ENSEIGNEMENT POSTESECONDAIRE NON SUPERIEUR | | 0 | 0 | 0 |
| | 0930 | ENSEIGNEMENT POSTESECONDAIRE NON SUPERIEUR(SI) | 0 | 0 | 0 |
| 094 | ENSEIGNEMENT SUPERIEUR | | 1,812,542,851 | 5,000,000 | 1,817,542,851 |
| | 0941 | ENSEIGNEMENT SUPERIEUR NON DOCTORAL | 1,812,542,851 | 0 | 1,812,542,851 |
| | 0942 | ENSEIGNEMENT SUPERIEUR DOCTORAL (SI) | 0 | 5,000,000 | 5,000,000 |
| 095 | ENSEIGNEMENT NON DEFINI PAR NIVEAU | | 1,696,646,018 | 0 | 1,696,646,018 |
| | 0950 | ENSEIGNEMENT NON DEFINI PAR NIVEAU(SI) | 1,696,646,018 | 0 | 1,696,646,018 |
| 096 | SERVICES ANNEXES A L'ENSEIGNEMENT | | 0 | 2,544,479,612 | 2,544,479,612 |
| | 0960 | SERVICES ANNEXES A L'ENSEIGNEMENT(SI) | 0 | 2,544,479,612 | 2,544,479,612 |
| 097 | RD- DANS LE DOMAINE DE L'ENSEIGNEMENT | | 23,576,658 | 0 | 23,576,658 |
| | 0970 | RD- DANS LE DOMAINE DE L'ENSEIGNEMENT (SC) | 23,576,658 | 0 | 23,576,658 |
| 098 | ENSEIGNEMENT N.C.A. | | 18,229,210,959 | 25,000,000 | 18,254,210,959 |
| | 0980 | ENSEIGNEMENT N.C.A.(SC) | 18,229,210,959 | 25,000,000 | 18,254,210,959 |
| 10 | PROTECTION SOCIALE | | 1,261,810,898 | 4,066,711,104 | 5,328,522,002 |
| 102 | VIEILLESSE | | 25,591,488 | 0 | 25,591,488 |
| | 1020 | VIEILLESSE (SI) | 25,591,488 | 0 | 25,591,488 |
| 104 | FAMILLE ET ENFANTS | | 7,102,610 | 402,000,000 | 409,102,610 |
| | 1040 | FAMILLE ET ENFANTS (SI) | 7,102,610 | 402,000,000 | 409,102,610 |
| 106 | LOGEMENT | | 0 | 500,000,000 | 500,000,000 |
| | 1060 | LOGEMENT | 0 | 500,000,000 | 500,000,000 |
| 107 | EXCLUSION SOCIALE N.C.A. | | 221,358,050 | 0 | 221,358,050 |
| | 1070 | EXCLUSION SOCIALE N.C.A. | 221,358,050 | 0 | 221,358,050 |
| 109 | PROTECTION SOCIALE N.C.A. | | 1,007,758,750 | 3,164,711,104 | 4,172,469,854 |
| | 1090 | PROTECTION SOCIALE N.C.A. | 1,007,758,750 | 3,164,711,104 | 4,172,469,854 |

**CRÉDITS LIÉS
À LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ
EN 2020-2021**

| CRÉDITS BUDGÉTAIRES LIÉS A LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ EN 2020-2021 | | |
|---------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|------------------------|
| TOTAL | | 113,059,229,010 |
| EMPLOI | | 1,885,722,416 |
| 0411 | TUTELLE DE L'ECONOMIE GENERALE ET DES ECHANGES | 697,141,310 |
| | FONCTIONNEMENT | 657,141,310 |
| | INVESTISSEMENT | 40,000,000 |
| 0412 | AFFAIRES GENERALES CONCERNANT L'EMPLOI (SC) | 381,714,671 |
| | FONCTIONNEMENT | 56,714,671 |
| | INVESTISSEMENT | 325,000,000 |
| 0474 | PROJETS DE DEVELOPPEMENT POLYVALENTS (SC) | 806,866,434 |
| | FONCTIONNEMENT | 4,808,702 |
| | INVESTISSEMENT | 802,057,732 |
| | SECURITE ALIMENTAIRE | 6,440,263,352 |
| 0421 | AGRICULTURE | 5,995,654,974 |
| | FONCTIONNEMENT | 1,842,494,974 |
| | INVESTISSEMENT | 4,153,160,000 |
| 0422 | SYLVICULTURE (SC) | 14,292,400 |
| | FONCTIONNEMENT | 14,292,400 |
| | INVESTISSEMENT | - |
| 0423 | PECHE ET CHASSE (SC) | 415,406,933 |
| | FONCTIONNEMENT | 15,406,933 |
| | INVESTISSEMENT | 400,000,000 |
| 0482 | R-D CONCERNANT L'AGRICULTURE , LA SYLVICULTURE, LA PECHE ET LA CHASSE (SC) | 14,909,045 |
| | FONCTIONNEMENT | 14,909,045 |
| | INVESTISSEMENT | - |
| | FOURNITURE D'ENERGIE | 25,112,123,906 |
| 0431 | CHARBON ET AUTRES COMBUSTIBLES MINERAUX SOLIDES (SC) | 3,623,906 |
| | FONCTIONNEMENT | 3,623,906 |
| | INVESTISSEMENT | - |
| 0435 | ELECTRICITE(SC) | 25,108,500,000 |
| | FONCTIONNEMENT | 16,047,000,000 |
| | INVESTISSEMENT | 9,061,500,000 |
| | TRANSPORTS | 9,107,753,749 |
| 0451 | TRANSPORTS ROUTIERS | 8,417,724,255 |
| | FONCTIONNEMENT | 49,298,162 |
| | INVESTISSEMENT | 8,368,426,093 |
| 0452 | TRANSPORTS PAR VOIE D'EAU | 47,029,494 |
| | FONCTIONNEMENT | 47,029,494 |
| | INVESTISSEMENT | - |
| 0454 | TRANSPORTS AERIENS (SC) | 643,000,000 |
| | FONCTIONNEMENT | - |
| | INVESTISSEMENT | 643,000,000 |
| | ASSAINISSEMENT | 3,461,096,314 |
| 0510 | GESTION DES DECHETS (SC) | - |
| | FONCTIONNEMENT | - |
| | INVESTISSEMENT | - |
| 0520 | GESTION DES EAUX USEES (SC) | 11,753,799 |
| | FONCTIONNEMENT | 11,753,799 |
| | INVESTISSEMENT | - |
| 0530 | LUTTE CONTRE LA POLLUTION(SC) | 34,136,092 |
| | FONCTIONNEMENT | 24,136,092 |
| | INVESTISSEMENT | 10,000,000 |

| CRÉDITS BUDGÉTAIRES LIÉS A LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ EN 2020-2021 | | |
|----------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 0540 | PRESERVATION DE LA DIVERSITE BIOLOGIQUE ET PROTECTION DE LA NATURE(SC) | 843,175,027 |
| | FONCTIONNEMENT | 40,246,295 |
| | INVESTISSEMENT | 802,928,732 |
| 0560 | PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT N.C.A. | 2,572,031,395 |
| | FONCTIONNEMENT | 1,651,031,395 |
| | INVESTISSEMENT | 921,000,000 |
| LOGEMENT ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS | | 551,568,588 |
| 0610 | LOGEMENT (SC) | 202,002,332 |
| | FONCTIONNEMENT | 95,502,332 |
| | INVESTISSEMENT | 106,500,000 |
| 0620 | EQUIPEMENTS COLLECTIFS | 150,000,000 |
| | FONCTIONNEMENT | - |
| | INVESTISSEMENT | 150,000,000 |
| 0660 | LOGEMENT ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS N.C.A. | 199,566,256 |
| | FONCTIONNEMENT | 93,887,198 |
| | INVESTISSEMENT | 105,679,058 |
| ACCES A L'EAU POTABLE | | 18,487,445,077 |
| 0630 | ALIMENTATION EN EAU | 1,705,245,077 |
| | FONCTIONNEMENT | 95,602,657 |
| | INVESTISSEMENT | 1,609,642,420 |
| 0640 | ECLAIRAGE PUBLIC | 16,782,200,000 |
| | FONCTIONNEMENT | - |
| | INVESTISSEMENT | 16,782,200,000 |
| SANTE | | 9,294,934,568 |
| 0731 | SERVICES HOSPITALIERS GENERAUX | 1,275,547,883 |
| | FONCTIONNEMENT | 1,275,547,883 |
| | INVESTISSEMENT | - |
| 0732 | SERVICES HOSPITALIERS SPECIALISES(SI) | 17,776,561 |
| | FONCTIONNEMENT | 17,776,561 |
| | INVESTISSEMENT | - |
| 0733 | SERVICES DES DISPENSAIRES ET DES MATERNITES (SI) | 123,597,680 |
| | FONCTIONNEMENT | 17,597,680 |
| | INVESTISSEMENT | 106,000,000 |
| 0740 | SERVICES DE SANTE PUBLIQUE (SI) | 3,669,758,216 |
| | FONCTIONNEMENT | 2,462,562,738 |
| | INVESTISSEMENT | 1,207,195,477 |
| 0750 | RD DANS LE DOMAINE DE LA SANTE (SC) | 195,500,065 |
| | FONCTIONNEMENT | 195,500,065 |
| | INVESTISSEMENT | - |
| 0760 | SANTE N.C.A (SC) | 4,012,754,163 |
| | FONCTIONNEMENT | 3,101,426,708 |
| | INVESTISSEMENT | 911,327,455 |
| EDUCATION | | 33,389,799,039 |
| 0912 | ENSEIGNEMENT PRIMAIRE (SI) | 2,005,053,995 |
| | FONCTIONNEMENT | 2,005,053,995 |
| | INVESTISSEMENT | - |
| 0921 | PREMEIR CYCLE DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE (SI) | 4,528,809,334 |
| | FONCTIONNEMENT | 2,080,784,223 |
| | INVESTISSEMENT | 2,448,025,111 |

| CRÉDITS BUDGÉTAIRES LIÉS A LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ EN 2020-2021 | | |
|----------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|-----------------------|
| 0941 | ENSEIGNEMENT SUPERIEUR NON DOCTORAL | 1,812,542,851 |
| | FONCTIONNEMENT | 1,812,542,851 |
| | INVESTISSEMENT | - |
| 0950 | ENSEIGNEMENT NON DEFINI PAR NIVEAU(SI) | 1,696,646,018 |
| | FONCTIONNEMENT | 1,696,646,018 |
| | INVESTISSEMENT | - |
| 0960 | SERVICES ANNEXES A L'ENSEIGNEMENT(SI) | 2,544,479,612 |
| | FONCTIONNEMENT | - |
| | INVESTISSEMENT | 2,544,479,612 |
| 0970 | RD- DANS LE DOMAINE DE L'ENSEIGNEMENT (SC) | 23,576,658 |
| | FONCTIONNEMENT | 23,576,658 |
| | INVESTISSEMENT | - |
| 0980 | ENSEIGNEMENT N.C.A.(SC) | 20,773,690,572 |
| | FONCTIONNEMENT | 18,229,210,959 |
| | INVESTISSEMENT | 2,544,479,612 |
| | PROTECTION SOCIALE | 5,328,522,002 |
| 1020 | VIELLESSE (SI) | 25,591,488 |
| | FONCTIONNEMENT | 25,591,488 |
| | INVESTISSEMENT | - |
| 1040 | FAMILLE ET ENFANTS (SI) | 409,102,610 |
| | FONCTIONNEMENT | 7,102,610 |
| | INVESTISSEMENT | 402,000,000 |
| 1070 | EXCLUSION SOCIALE N.C.A. | 221,358,050 |
| | FONCTIONNEMENT | 221,358,050 |
| | INVESTISSEMENT | - |
| 1090 | PROTECTION SOCIALE N.C.A. | 4,172,469,854 |
| | FONCTIONNEMENT | 1,007,758,750 |
| | INVESTISSEMENT | 3,164,711,104 |

**PRÉVISION DE PRÉLÈVEMENTS
DES COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR
EN 2020-2021**

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION DU TRÉSOR
PRÉVISION DE PRÉLÈVEMENTS DES COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR
POUR L'EXERCICE FISCAL 2020-2021

| Comptes Spéciaux | CAS | EDU | BENSION CIVILE |
|-------------------------|--------------------|-------------------|-----------------------|
| Ressources | 875,778,664 | 1,121,394,311 | 4,960,000,000 |
| Dépenses | 746,047,672 | 1,100,000,000 | 3,611,502,869 |
| Solde | 129,730,993 | 21,394,311 | 1,348,497,131 |

**CAISSE D'ASSISTANCE SOCIALE (CAS)
PRÉVISION POUR
L'EXERCICE 2020-2021**

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES ET DU TRAVAIL
Caisse d'Assistance Sociale (CAS)
Prévision pour l'exercice fiscal 2020-2021

| | 2020-2021 |
|-----------------------------------------------------------------------------|--------------------|
| <i>Reversement des prélèvements Ministère de l'Economie et des Finances</i> | 418,325,015 |
| <i>Dépôts effectués à la Banque de la République d'Haiti(BRH)</i> | 21,096,697 |
| <i>Recettes collectées par la Direction Générale des Impôts (DGI)</i> | 436,082,566 |
| <i>Autres ressources</i> | 274,386 |
| Recettes Globales | 875,778,664 |
| | |
| <i>Dépenses pour l'Office de la CAS</i> | 210,538,058 |
| <i>Dépenses de personnel</i> | 168,378,458 |
| <i>Dépenses de consommation et de biens et services</i> | 34,639,727 |
| <i>Immobilisations et matériels</i> | 7,519,873 |
| | |
| <i>Dépenses d'Assistance Sociale</i> | 535,509,614 |
| <i>Allocations et subventions</i> | 235,509,614 |
| <i>Oeuvres sociales et autres</i> | 300,000,000 |
| Dépenses Globales | 746,047,672 |
| | |
| Solde | 129,730,993 |

**FONDS D'URGENCE (FDU)
PRÉVISION POUR
L'EXERCICE 2020-2021**

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES
Fonds d'Urgence (FDU)
Prévision pour l'exercice fiscal 2020-2021

| | 2020-2021 |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------|
| <i>Reversement des prélèvements effectués sur les fonctionnaires et les contractuels de l'Etat</i> | 465,000,000 |
| <i>Reversement des prélèvements des autres institutions publiques et du secteur privé via la Direction Générale des Impôts (DGI) et la Banque de la République d'Haiti (BRH)</i> | 409,654,873 |
| <i>Autres ressources</i> | 246,739,438 |
| Recettes Globales | 1,121,394,311 |
| <i>Dépenses urgentes liées à la sécurité publique</i> | 500,000,000 |
| <i>Dépenses urgentes liées aux désastres</i> | 600,000,000 |
| Dépenses Globales | 1,100,000,000 |
| Solde | 21,394,311 |

**PENSION CIVILE
PRÉVISION POUR
L'EXERCICE 2020-2021**

MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
Fonds de Pension Civile
Prévision pour l'exercice fiscal 2020-2021

| | 2020-2021 |
|--------------------------------------------------------------------------------------|----------------------|
| Cotisation(8%) prelevees sur Agents Publics, 1/12 d'augmentation, entrée en fonction | 2,500,000,000 |
| Quote-part employeur (Etat Haitien) | 2,160,000,000 |
| Cotisation des employés des organismes autonomes et entreprises publiques | 70,000,000 |
| Revenus de placements | 230,000,000 |
| Recettes Globales | 4,960,000,000 |
| | |
| <i>Paiement des pensionnaires de l'Etat</i> | <i>2,111,502,869</i> |
| <i>Remboursement des cotisations et autres</i> | <i>-</i> |
| <i>Prévisions de placements additionnels</i> | <i>1,500,000,000</i> |
| Dépenses Globales | 3,611,502,869 |
| | |
| Solde | 1,348,497,131 |

***** Dettes Cumulées du Trésor Public envers la Pension Civile**

| | |
|----------------------------------------------------------------------------|----------------------|
| <i>Dettes du Trésor Public envers le Fonds de Pension</i> | <i>5,181,000,000</i> |
| <i>Autres avances à rembourser pour (FAES, M.Kenscof, LEH..)</i> | <i>244,846,109</i> |
| <i>Dettes du Trésor Public envers le Fonds de Pension (en dollars USD)</i> | <i>3,400,000,000</i> |

**PRÉVISION DES RESSOURCES
ET DES DÉPENSES DE
CERTAINES INSTITUTIONS
NON DOTÉES DE PERSONNALITÉS
JURIDIQUES POUR L'EXERCICE 2020-2021**

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

Prévision des ressources et des dépenses de certaines institutions non dotées de personnalités juridiques pour
l'exercice fiscal 2020-2021

| CONSEIL NATIONAL DES COOPÉRATIVES | |
|--------------------------------------------------|----------------------|
| Ressources | 65,838,352 |
| Ressources propres | - |
| Ressources financées par le Trésor Public | 65,838,352 |
| Dépenses | 320,643,461 |
| Dépenses d'investissement | 34,500,000 |
| Dépenses d'exploitation | 286,143,461 |
| Capacité (+) ou Besoin de Financement (-) | (254,805,109) |

| LABORATOIRE NATIONAL DU BÂTIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS | |
|---------------------------------------------------------|----------------------|
| Ressources | 305,413,252 |
| Ressources propres | 238,198,713 |
| Ressources financées par le Trésor Public | 67,214,539 |
| Dépenses | 492,119,638 |
| Dépenses d'investissement | 206,653,125 |
| Dépenses d'exploitation | 285,466,513 |
| Capacité (+) ou Besoin de Financement (-) | (186,706,386) |

| CONSEIL NATIONAL DES TÉLÉCOMMUNICATIONS | |
|--------------------------------------------------|---------------------|
| Ressources | 585,396,268 |
| Ressources propres | 577,780,095 |
| Ressources financées par le Trésor Public | 7,616,173 |
| Dépenses | 635,252,770 |
| Dépenses d'investissement | - |
| Dépenses d'exploitation | 635,252,770 |
| Capacité (+) ou Besoin de Financement (-) | (49,856,502) |

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES
Prévision des ressources et des dépenses de certaines institutions non dotées de personnalités juridiques pour
l'exercice fiscal 2020-2021

| FONDS D'ENTRETIEN ROUTIER | |
|--------------------------------------------------|--------------------|
| Ressources | 476,124,405 |
| Ressources propres | 473,507,675 |
| Ressources financées par le Trésor Public | 2,616,730 |
| Dépenses | 119,501,973 |
| Dépenses d'investissement | - |
| Dépenses d'exploitation | 119,501,973 |
| Capacité (+) ou Besoin de Financement (-) | 356,622,432 |

| DIRECTION NATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT | |
|-------------------------------------------------------------|----------------------|
| Ressources | 1,615,602,657 |
| Ressources propres | - |
| Ressources financées par le Trésor Public | 1,615,602,657 |
| Dépenses | 2,258,114,687 |
| Dépenses d'investissement | 1,950,000,000 |
| Dépenses d'exploitation | 308,114,687 |
| Capacité (+) ou Besoin de Financement (-) | (642,512,030) |

| CENTRE DE FACILITATION DES INVESTISSEMENTS | |
|--------------------------------------------------|---------------------|
| Ressources | 130,000,949 |
| Ressources propres | - |
| Ressources financées par le Trésor Public | 130,000,949 |
| Dépenses | 182,852,875 |
| Dépenses d'investissement | - |
| Dépenses d'exploitation | 182,852,875 |
| Capacité (+) ou Besoin de Financement (-) | (52,851,926) |

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES
Prévision des ressources et des dépenses de certaines institutions non dotées de personnalités juridiques pour
l'exercice fiscal 2020-2021

| RADIO NATIONALE D'HAÏTI | |
|--------------------------------------------------|---------------------|
| Ressources | 89,531,989 |
| Ressources propres | 5,500,000 |
| Ressources financées par le Trésor Public | 84,031,989 |
| Dépenses | 135,676,303 |
| Dépenses d'investissement | - |
| Dépenses d'exploitation | 135,676,303 |
| Capacité (+) ou Besoin de Financement (-) | (46,144,314) |

| OFFICE NATIONAL DE L'AVIATION CIVILE | |
|--------------------------------------------------|----------------------|
| Ressources | 1,138,826,148 |
| Ressources propres | 1,138,826,148 |
| Ressources financées par le Trésor Public | - |
| Dépenses | 789,482,167 |
| Dépenses d'investissement | - |
| Dépenses d'exploitation | 789,482,167 |
| Capacité (+) ou Besoin de Financement (-) | 349,343,981 |

| SOCIÉTÉ NATIONALE DES PARCS INDUSTRIELS | |
|--------------------------------------------------|----------------------|
| Ressources | 1,082,829,001 |
| Ressources propres | 58,200,000 |
| Ressources financées par le Trésor Public | - |
| Autres ressources | 1,024,629,001 |
| Dépenses | 1,416,064,279 |
| Dépenses d'investissement | 1,416,064,279 |
| Dépenses d'exploitation | - |
| Capacité (+) ou Besoin de Financement (-) | (333,235,278) |

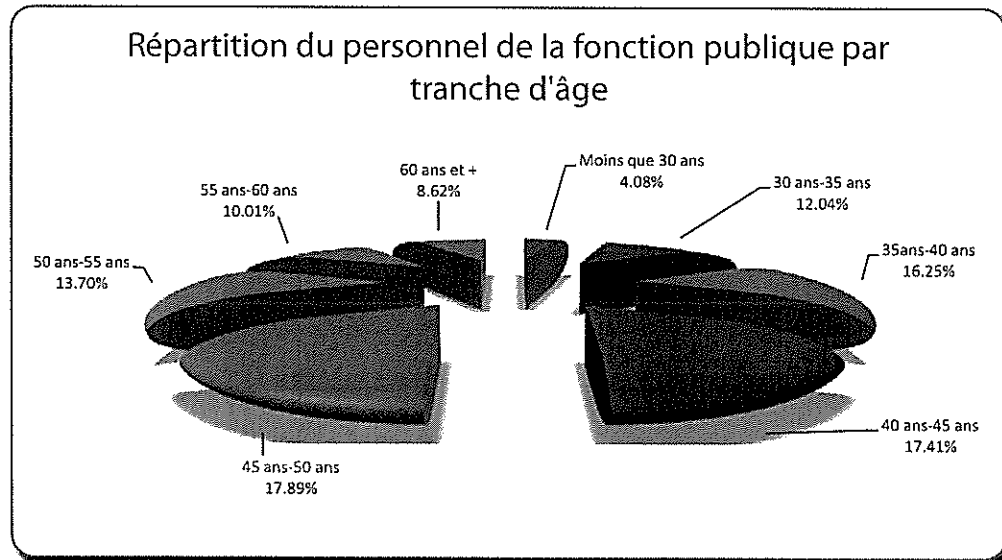
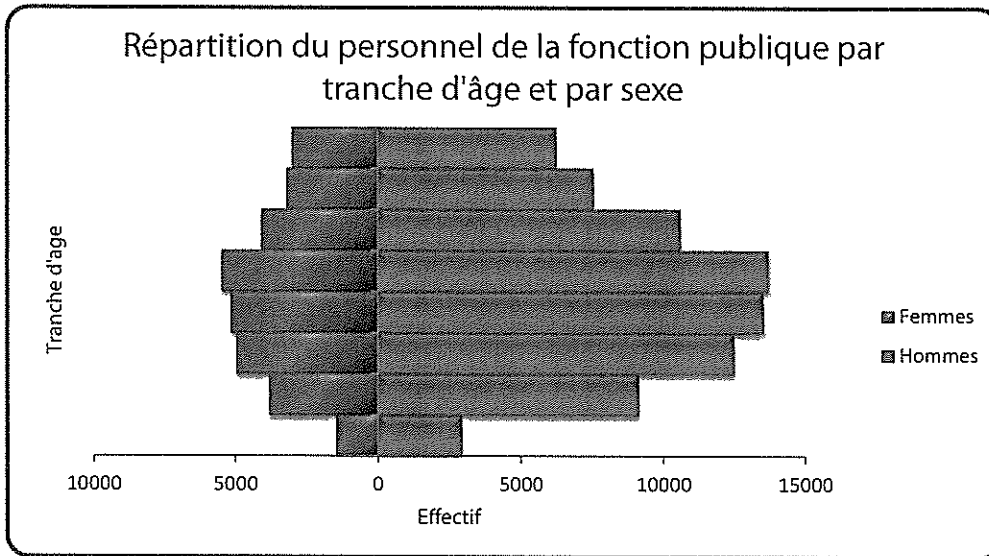
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES
Prévision des ressources et des dépenses de certaines institutions non dotées de personnalités juridiques pour
l'exercice fiscal 2020-2021

| OFFICE D'ASSURANCE ACCIDENTS DU TRAVAIL MALADIE ET MATERNITÉ | |
|--------------------------------------------------------------|----------------------|
| Ressources | 2,856,616,621 |
| Ressources propres | 1,656,616,621 |
| Ressources financées par le Trésor Public | 1,200,000,000 |
| Dépenses | 3,250,780,175 |
| Dépenses d'investissement | - |
| Dépenses d'exploitation | 3,250,780,175 |
| Capacité (+) ou Besoin de Financement (-) | (394,163,554) |

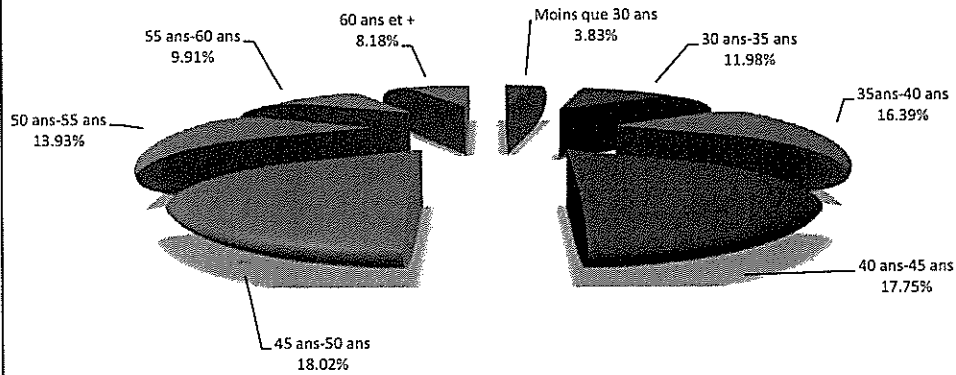
**EFFECTIF ET MASSE SALARIALE
DE LA FONCTION PUBLIQUE
AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020**

Répartition du personnel de l'Administration Publique

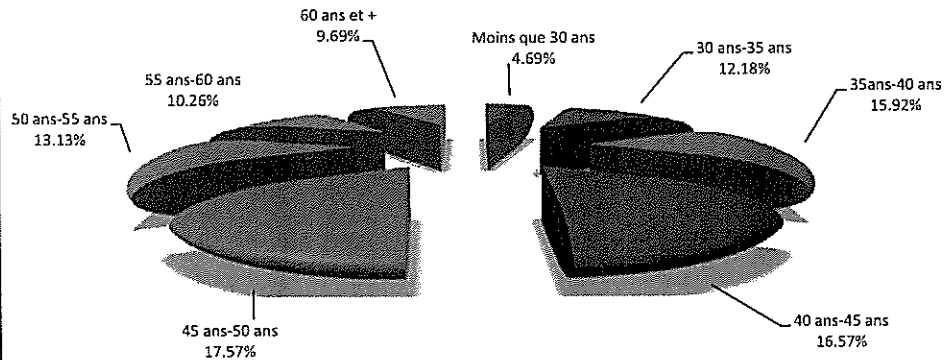
| Groupe d'Age | Hommes | Femmes | TOTAL |
|------------------|---------------|---------------|----------------|
| Moins que 30 ans | 2,912 | 1,458 | 4,370 |
| 30 ans-35 ans | 9,116 | 3,786 | 12,902 |
| 35ans-40 ans | 12,468 | 4,949 | 17,417 |
| 40 ans-45 ans | 13,506 | 5,150 | 18,656 |
| 45 ans-50 ans | 13,707 | 5,461 | 19,168 |
| 50 ans-55 ans | 10,596 | 4,080 | 14,676 |
| 55 ans-60 ans | 7,540 | 3,189 | 10,729 |
| 60 ans et + | 6,226 | 3,011 | 9,237 |
| TOTAL | 76,071 | 31,084 | 107,155 |



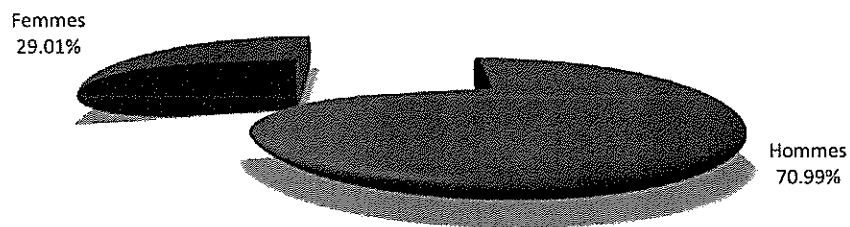
Répartition des hommes de la fonction publique par tranche d'âge



Répartition des femmes de la fonction publique par tranche d'âge



Répartition du personnel de la fonction publique par sexe



PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020

| ENTITE ADMINISTRATIVE | EFFECTIF | MASSE SALARIALE |
|----------------------------------------------------------------------------------------|---------------|--------------------|
| 111-MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE | 794 | 24,218,730 |
| 111111-BUREAU DU MINISTRE | 21 | 552,620 |
| 111112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 629 | 19,687,840 |
| 111113-CENTRE DE TECHNIQUE DE PLANIFICATION ET D'ECONOMIE APPLIQUEE | 79 | 1,903,720 |
| 111114-CONSEIL NATIONAL DES COOPERATIVES | 37 | 1,151,520 |
| 111115-CENTRE NATIONAL DE L'INFORMATION GEO SPATIALE | 28 | 923,030 |
| 112-MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES | 4,466 | 141,235,528 |
| 112111-BUREAU DU MINISTRE | 19 | 688,300 |
| 112112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 892 | 30,669,604 |
| 112122-ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION FINANCIERE | 39 | 1,074,100 |
| 112213-INSTITUT HAITIEN DE STATISTIQUE ET D'INFORMATIQUE | 134 | 3,969,333 |
| 112214-DIRECTION GENERALE DU BUDGET | 148 | 5,359,777 |
| 112215-DIRECTION GENERALE DES IMPOTS | 1,712 | 50,779,583 |
| 112216-ADMINISTRATION GENERALE DES DOUANES | 1,462 | 46,741,121 |
| 112225-INSPECTION GENERALE DES FINANCES | 60 | 1,953,710 |
| 113-MINISTERE DE L'AGRICULTURE DES RESSOURCES NATURELLES DU DEVELOPPEMENT RURAL | 1,376 | 40,710,080 |
| 113111-BUREAU DU MINISTRE | 69 | 2,304,300 |
| 113112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 964 | 29,623,020 |
| 113113-ORGANISME DE LA VALLEE DE L'ARTIBONITE | 232 | 5,485,340 |
| 113114-INSTITUT NATIONAL DE REFORME AGRAIRE | 111 | 3,297,420 |
| 114-MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS | 1,300 | 33,194,850 |
| 114111-BUREAU DU MINISTRE | 36 | 1,116,920 |
| 114112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 912 | 22,799,590 |
| 114115-LABORATOIRE NATIONAL DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS | 41 | 1,103,500 |
| 114116-OFFICE NATIONAL DU CADASTRE | 113 | 3,048,830 |
| 114117-SERVICES MARITIME ET DE NAVIGATION | 48 | 1,196,850 |
| 114118-CONSEIL NATIONAL DES TELECOMMUNICATIONS | 24 | 502,630 |
| 114119-BUREAU DES MINES ET DE L'ENERGIE | 108 | 2,807,330 |
| 114122-DIRECTION NATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT | 18 | 619,200 |
| 115-MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE | 587 | 18,715,730 |
| 115111-BUREAU DU MINISTRE | 51 | 1,587,400 |
| 115112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 512 | 16,207,030 |
| 115113-OFFICE DES POSTES D'HAITI | 1 | 84,400 |
| 115115-DIRECTION GENERALE DES ZONES FRANCHES | 23 | 836,900 |
| 116-MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT | 600 | 19,138,700 |
| 116111-BUREAU DU MINISTRE | 151 | 4,764,900 |
| 116112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 448 | 14,289,400 |
| 116113-AGENCE NATIONALE DES AIRES PROTEGEES | 1 | 84,400 |
| 117-MINISTERE DU TOURISME | 184 | 6,335,710 |
| 117111-BUREAU DU MINISTRE | 2 | 186,900 |
| 117112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 143 | 4,943,010 |
| 117113-ECOLE HOTELIERE | 39 | 1,205,800 |
| 121-MINISTERE DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE | 21,200 | 571,769,287 |
| 121111-BUREAU DU MINISTRE | 12 | 536,900 |
| 121112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 3,912 | 93,883,737 |
| 121121-ECOLE DE LA MAGISTRATURE | 41 | 1,227,520 |
| 121126-POLICE NATIONALE D'HAITI | 17,235 | 476,121,130 |
| 122-MINISTERE DES HAITIENS VIVANT A L'ETRANGER | 89 | 3,188,710 |
| 122111-BUREAU DU MINISTRE | 14 | 543,000 |
| 122112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 75 | 2,645,710 |
| 123-MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES | 586 | 21,405,910 |
| 123111-BUREAU DU MINISTRE | 199 | 7,901,310 |
| 123112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 387 | 13,504,600 |
| 124-LA PRESIDENCE | 188 | 4,870,840 |
| 124111-BUREAU DU PRESIDENT | 23 | 1,008,110 |
| 124112-ADMINISTRATION GENERALE DU PALAIS NATIONAL | 165 | 3,862,730 |
| 125-PRIMATURE | 763 | 23,617,770 |
| 125111-BUREAU DU PREMIER MINISTRE | 73 | 3,238,300 |
| 125112-ADMINISTRATION GENERALE | 533 | 15,534,630 |
| 125116-CONSEIL DE MODERNISATION DES ENTREPRISES PUBLIQUES | 12 | 444,410 |
| 125117-COMMISSION NATIONALE DE LUTTE CONTRE LA DROGUE | 39 | 1,208,810 |
| 125118-BUREAU DE L'ORDONNATEUR NATIONAL | 16 | 295,100 |
| 125119-COMMISSION NATIONALE DE PASSATION DE MARCHES | 50 | 1,714,700 |
| 125122-BUREAU DE COORD. ET DE SUIVI DES ACCORDS CARICOM/OMC/ZLEA | 18 | 491,520 |
| 125214-CENTRE DE FORMATION ET DE PERFECTIONNEMENT DES AGENTS DE LA FONCTION PUBLIQUE | 20 | 601,600 |
| 125220-BUREAU DE GESTION DES MILITAIRES DEMOBILISES | 2 | 88,700 |
| 126-MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES | 1,725 | 52,191,110 |
| 126111-BUREAU DU MINISTRE | 29 | 1,030,100 |
| 126112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 1,696 | 51,161,010 |

PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020

| ENTITE ADMINISTRATIVE | EFFECTIF | MASSE SALARIALE |
|----------------------------------------------------------------------------------|----------------|----------------------|
| 1217-MINISTERE DE LA DEFENSE | 271 | 8,209,830 |
| 1217111-BUREAU DU MINISTRE | 65 | 1,926,110 |
| 1217112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 206 | 6,283,720 |
| 1311-MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONELLE | 46,912 | 868,524,326 |
| 1311111-BUREAU DU MINISTRE | 53 | 1,631,810 |
| 1311112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 45,711 | 840,556,066 |
| 1311115-COMMISSION NATIONALE DE COOPERATION AVEC L'UNESCO | 25 | 881,420 |
| 1311117-INSTITUT NATIONAL DE FORMATION PROFESSIONNELLE | 1,101 | 24,522,430 |
| 1311118-OFFICE NATIONAL DE PARTENARIAT | 22 | 932,600 |
| 1312-MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES ET DU TRAVAIL | 1,892 | 48,181,760 |
| 1312111-BUREAU DU MINISTRE | 243 | 5,938,690 |
| 1312112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 1,206 | 31,134,830 |
| 1312113-INSTITUT DU BIEN ETRE SOCIAL ET DE RECHERCHES | 103 | 2,535,920 |
| 1312114-ENTREPRISE DE PROMOTION DE LOGEMENTS SOCIAUX | 131 | 3,480,810 |
| 1312115-OFFICE NATIONAL DE LA MIGRATION | 149 | 3,583,290 |
| 1312117-BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A L'INT. DES PERS. HANDICAPEES | 60 | 1,508,220 |
| 1313-MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION | 13,947 | 291,680,250 |
| 1313111-BUREAU DU MINISTRE | 102 | 2,938,610 |
| 1313112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 13,845 | 288,741,640 |
| 1314-MINISTERE A LA CONDITION FEMININE ET AUX DROITS DES FEMMES | 256 | 7,634,510 |
| 1314111-BUREAU DU MINISTRE | 65 | 1,716,200 |
| 1314112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 191 | 5,918,310 |
| 1315-MINISTERE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE L'ACTION CIVIQUE | 589 | 17,406,460 |
| 1315111-BUREAU DU MINISTRE | 507 | 14,773,130 |
| 1315112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 82 | 2,633,330 |
| 1411-MINISTERE DES CULTES | 162 | 4,711,100 |
| 1411111-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 4 | 270,800 |
| 1411112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 158 | 4,440,300 |
| 1412-MINISTERE DE LA CULTURE | 1,085 | 29,925,533 |
| 1412111-BUREAU DU MINISTRE | 41 | 1,501,100 |
| 1412112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 196 | 5,928,000 |
| 1412113-ECOLE NATIONALE DES ARTS | 88 | 2,205,800 |
| 1412114-INSTITUT DE SAUVEGARDE DU PATRIMOINE NATIONAL | 87 | 2,138,450 |
| 1412115-THEATRE NATIONAL | 128 | 2,999,910 |
| 1412116-MUSEE DU PANTHEON NATIONAL | 47 | 1,353,233 |
| 1412117-BUREAU NATIONAL D'ETHNOLOGIE | 28 | 856,600 |
| 1412118-BIBLIOTHEQUE NATIONALE | 92 | 2,258,110 |
| 1412119-ARCHIVES NATIONALES | 286 | 8,153,300 |
| 1412124-DIRECTION NATIONALE DU LIVRE | 62 | 1,460,230 |
| 1412125-BUREAU HAITIEN DU DROIT D'AUTEUR | 30 | 1,070,800 |
| 1413-MINISTERE DE LA COMMUNICATION | 501 | 13,905,470 |
| 1413111-BUREAU DU MINISTRE | 1 | 97,200 |
| 1413112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 79 | 2,809,010 |
| 1413113-TELEVISION NATIONALE D'HAITI | 308 | 7,785,540 |
| 1413114- RADIO NATIONALE D'HAITI | 113 | 3,213,720 |
| 2211-SENAT DE LA REPUBLIQUE | 1,503 | 51,345,500 |
| 2211111-ASSEMBLEE DES SENATEURS | 1,503 | 51,345,500 |
| 2212-CHAMBRE DES DEPUTES | 2,248 | 59,366,000 |
| 2212111-CHAMBRE DES DEPUTES | 239 | 7,700,300 |
| 2212211-SECRETARIAT GENERAL | 2,009 | 51,665,700 |
| 3211-CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE | 1,124 | 58,239,300 |
| 3211111-ADMINISTRATION GENERALE | 120 | 3,923,980 |
| 3211212-COUR DE CASSATION | 153 | 5,903,160 |
| 3211213-COUR D'APPEL | 53 | 4,369,260 |
| 3211214-TRIBUNAUX | 798 | 44,042,900 |
| 4111-COUR SUPERIEUR DES COMPTES ET DU CONTENCIEUX ADMINISTRATIF | 676 | 22,133,233 |
| 4111111-CONSEIL DE LA COUR | 676 | 22,133,233 |
| 4211-CONSEIL ELECTORAL | 5 | 120,500 |
| 4211111-CONSEIL ELECTORAL | 5 | 120,500 |
| 4212-OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN | 95 | 3,381,700 |
| 4212112-OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN | 95 | 3,381,700 |
| 4311-UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI | 2,011 | 63,482,416 |
| 4311111-RECTORAT DE L'UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI | 2,011 | 63,482,416 |
| 4411-ACADEMIE DU CREOLE HAITIEN | 20 | 635,600 |
| 4411111-SECRETARIAT DE L'ACADEMIE DU CREOLE HAITIEN | 20 | 635,600 |
| Total général | 107,155 | 2,509,476,443 |

PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE

| | Effectif | MASSE SALARIALE |
|-----------------------------------------------------------------------|------------|-------------------|
| 111-MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE | 794 | 24,218,730 |
| 111111-BUREAU DU MINISTRE | 21 | 552,620 |
| AGENT DE SECURITE | 3 | 49,000 |
| ASSISTANT ADMINISTRATIF | 5 | 210,000 |
| CHAUFFEUR | 4 | 67,000 |
| DIRECTEUR | 1 | 34,500 |
| DOCUMENTALISTE | 2 | 41,000 |
| INGENIEUR | 1 | 35,000 |
| INTENDANT | 1 | 23,000 |
| MECANOGRAPHE | 1 | 20,500 |
| MENAGER | 2 | 26,620 |
| RESPONSABLE / PROTOCOLE | 1 | 46,000 |
| 111112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 629 | 19,687,840 |
| ADMINISTRATEUR | 1 | 65,700 |
| AGENT ADMINISTRATIF | 5 | 120,800 |
| AGENT DE DEVELOPPEMENT | 25 | 575,000 |
| AGENT DE SECURITE | 23 | 370,200 |
| AGRONOME | 3 | 100,000 |
| AIDE INTENDANT | 2 | 32,000 |
| ANALYSTE | 70 | 2,252,000 |
| ANALYSTE DE PROJETS | 18 | 603,000 |
| ANALYSTE DE SYSTEME | 2 | 65,000 |
| ANALYSTE PROGRAMMEUR | 1 | 51,000 |
| ARCHITECTE | 1 | 46,000 |
| ARCHIVISTE | 4 | 66,000 |
| ASSISTANT ADMINISTRATEUR | 4 | 113,000 |
| ASSISTANT ADMINISTRATIF | 27 | 1,059,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SECURITE | 4 | 168,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SERVICE | 20 | 840,000 |
| ASSISTANT COORDONNATEUR | 1 | 55,000 |
| ASSISTANT DIRECTEUR | 18 | 990,000 |
| ASSISTANT RESPONSABLE | 1 | 42,000 |
| BIBLIOTHECAIRE | 1 | 22,000 |
| CHARGE DE MISSION | 23 | 1,314,600 |
| CHAUFFEUR | 34 | 582,000 |
| CHEF DE SERVICE | 33 | 1,518,000 |
| CHEF D'EQUIPE | 1 | 26,000 |
| COMMIS ADMINISTRATIF | 1 | 16,000 |
| COMPTABLE | 9 | 279,000 |
| CONSEILLER | 5 | 303,100 |
| CONSULTANT | 2 | 108,700 |
| COORDONNATEUR | 6 | 394,200 |
| DACTYLOGRAPHE | 2 | 33,000 |
| DEVELOPPEUR DE PROGRAMME | 2 | 64,500 |
| DIRECTEUR | 22 | 1,414,200 |
| DIRECTEUR GENERAL | 1 | 84,400 |
| DOCUMENTALISTE | 12 | 239,500 |
| ECONOMISTE | 10 | 304,000 |
| ELECTRICIEN | 4 | 79,000 |
| EMPLOYE DE MAINTENANCE | 6 | 82,600 |
| ENCADREUR | 2 | 46,000 |
| GARDIEN | 7 | 82,600 |
| INFIRMIER | 3 | 79,500 |
| INFORMATICIEN | 2 | 65,000 |
| INGENIEUR | 10 | 401,000 |
| INGENIEUR-AGRONOME | 1 | 42,000 |
| INTENDANT | 3 | 50,000 |
| INTERPRETE | 2 | 70,000 |
| JARDINIER | 1 | 13,310 |
| JURISTE | 2 | 72,000 |
| LAVEUR D'AUTO | 1 | 12,100 |
| MANUTENTIONNAIRE | 7 | 83,600 |
| MECANICIEN | 2 | 46,000 |
| MECANOGRAPHE | 3 | 48,000 |
| MENAGER | 34 | 434,630 |
| MENUISIER | 1 | 12,100 |
| MESSAGER | 15 | 216,500 |
| OPERATEUR DE SAISIE | 1 | 17,000 |
| OPERATEUR INFORMATIQUE | 1 | 22,000 |
| PLANIFICATEUR | 11 | 340,000 |

**PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE**

| | Effectif | MASSE SALARIALE |
|----------------------------------------------------------------------------|-----------|------------------|
| PLANIFICATEUR-ECONOMISTE | 1 | 51,000 |
| PLOMBIER | 1 | 17,000 |
| PREPOSE | 1 | 20,500 |
| PREPOSE A LA GESTION MECANIQUE | 1 | 26,000 |
| PROFESSIONNEL | 44 | 1,190,900 |
| RECEPTIONISTE | 5 | 83,000 |
| RESPONSABLE | 7 | 171,000 |
| RESPONSABLE DE SECURITE | 1 | 22,000 |
| SECRETAIRE | 33 | 884,000 |
| SERVEUR | 2 | 25,600 |
| SOCIOLOGUE | 3 | 95,000 |
| STATISTICIEN | 2 | 76,000 |
| SURVEILLANT | 1 | 22,000 |
| TECHNICIEN EN ETAT CIVIL | 1 | 22,000 |
| TECHNICIEN EN INFORMATIQUE | 9 | 262,000 |
| TECHNICIEN EN MAINTENANCE | 2 | 45,000 |
| TECHNICIEN EN PLOMBERIE | 1 | 17,000 |
| TECHNOLOGISTE MEDICAL | 1 | 26,000 |
| 111113-CENTRE DE TECHNIQUE DE PLANIFICATION ET D'ECONOMIE APPLIQUEE | 79 | 1,903,720 |
| AGENT DE LIAISON | 1 | 16,000 |
| AGENT DE SECURITE | 1 | 16,000 |
| AIDE BIBLIOTHECAIRE | 4 | 80,000 |
| ASSISTANT ADMINISTRATIF | 2 | 77,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SERVICE | 1 | 42,000 |
| ASSISTANT LOGISTIQUE | 1 | 26,000 |
| BIBLIOTHECAIRE | 1 | 26,000 |
| CHAUFFEUR | 4 | 67,000 |
| COMMIS ADMINISTRATIF | 1 | 23,000 |
| COMPTABLE | 1 | 30,000 |
| CONSEILLER JURIDIQUE | 1 | 35,000 |
| COORDONNATEUR | 1 | 52,800 |
| DIRECTEUR | 1 | 55,000 |
| ECONOMISTE | 1 | 43,000 |
| ELECTRICIEN | 1 | 17,000 |
| GARDIEN | 2 | 22,000 |
| INFORMATICIEN | 1 | 37,000 |
| INTENDANT | 2 | 33,000 |
| MECANOGRAPHE | 2 | 31,600 |
| MENAGER | 9 | 104,200 |
| OPERATEUR DE SAISIE | 1 | 26,000 |
| PROFESSEUR | 4 | 47,510 |
| PROFESSIONNEL | 13 | 419,400 |
| RESPONSABLE | 6 | 153,810 |
| SECRETAIRE | 9 | 242,800 |
| SECRETAIRE GENERAL | 1 | 55,000 |
| SOCIOLOGUE | 1 | 34,000 |
| STATISTICIEN | 1 | 30,000 |
| SURVEILLANT | 5 | 61,600 |
| 111114-CONSEIL NATIONAL DES COOPERATIVES | 37 | 1,151,520 |
| ADMINISTRATEUR | 1 | 65,700 |
| ASSISTANT DIRECTEUR | 1 | 55,000 |
| CHAUFFEUR | 1 | 13,310 |
| CHEF DE SECTION | 1 | 26,000 |
| CHEF DE SERVICE | 6 | 276,000 |
| DIRECTEUR | 3 | 197,100 |
| DIRECTEUR GENERAL | 1 | 84,400 |
| HOQUETON | 2 | 23,100 |
| MENAGER | 2 | 25,900 |
| MESSAGER | 1 | 14,600 |
| PROFESSIONNEL | 12 | 213,410 |
| RESPONSABLE | 1 | 35,000 |
| SECRETAIRE | 4 | 105,000 |
| TECHNICIEN EN COOPERATIVES | 1 | 17,000 |
| 111115-CENTRE NATIONAL DE L'INFORMATION GEO SPATIALE | 28 | 923,030 |
| AGENT | 1 | 17,000 |
| ASSISTANT ADMINISTRATIF | 2 | 76,500 |
| ASSISTANT CHEF DE SECTION | 1 | 32,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SECURITE | 1 | 42,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SERVICE | 2 | 84,000 |
| ASSISTANT COORDONNATEUR | 1 | 46,000 |

PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE

| | Effectif | MASSE SALARIALE |
|--------------------------------------------------------|-------------|--------------------|
| ASSISTANT DIRECTEUR | 1 | 55,000 |
| CHARGE DE MISSION | 1 | 65,700 |
| CHAUFFEUR | 3 | 51,000 |
| CHEF DE SERVICE | 2 | 92,000 |
| COORDONNATEUR | 1 | 55,000 |
| CUISINIER | 2 | 26,620 |
| DIRECTEUR | 1 | 65,700 |
| DIRECTEUR GENERAL | 1 | 84,400 |
| DOCUMENTALISTE | 2 | 34,000 |
| GARDIEN | 1 | 14,600 |
| INTENDANT | 1 | 17,000 |
| MENAGER | 1 | 13,310 |
| MESSAGER | 2 | 29,200 |
| TENEUR DE LIVRE | 1 | 22,000 |
| 112-MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES | 4466 | 141 235 528 |
| 112111-BUREAU DU MINISTRE | 19 | 688 300 |
| AGENT DE LIAISON | 2 | 34,000 |
| AGENT DE PROTOCOLE | 3 | 61,500 |
| ASSISTANT ADMINISTRATIF | 4 | 175,300 |
| CHAUFFEUR | 2 | 34,000 |
| ECONOMISTE | 1 | 37,000 |
| INFORMATICIEN | 1 | 46,000 |
| INTENDANT | 1 | 17,000 |
| MESSAGER | 1 | 14,600 |
| MINISTRE | 1 | 121,200 |
| PROFESSIONNEL | 2 | 50,500 |
| SECRETAIRE | 1 | 97,200 |
| 112112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 892 | 30,669,604 |
| ADMINISTRATEUR | 2 | 116,700 |
| AGENT ADMINISTRATIF | 4 | 86,000 |
| AGENT D'ASSAINISSEMENT | 3 | 48,000 |
| AGENT DE LIAISON | 9 | 146,000 |
| AGENT DE SECURITE | 14 | 204,500 |
| ANALYSTE | 3 | 137,000 |
| ANALYSTE PROGRAMMEUR | 4 | 158,000 |
| ASSISTANT ADMINISTRATEUR | 1 | 34,500 |
| ASSISTANT ADMINISTRATIF | 29 | 1,132,300 |
| ASSISTANT CHEF DE SECTION | 9 | 288,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SECURITE | 9 | 378,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SERVICE | 26 | 1,100,904 |
| ASSISTANT DIRECTEUR | 22 | 1,210,000 |
| CHARGE DE MISSION | 9 | 526,500 |
| CHAUFFEUR | 53 | 835,400 |
| CHEF DE SECTION | 15 | 517,500 |
| CHEF DE SERVICE | 47 | 2,158,163 |
| COMMIS ADMINISTRATIF | 42 | 866,000 |
| COMPTABLE | 12 | 319,000 |
| COMPTABLE PUBLIC | 109 | 5,112,624 |
| CONSEILLER | 23 | 1,500,400 |
| CONSEILLER FINANCIER | 1 | 65,700 |
| CONSEILLER JURIDIQUE | 6 | 282,000 |
| COORDONNATEUR | 9 | 548,500 |
| DACTYLOGRAPHE | 1 | 17,000 |
| DEVELOPPEUR DE PROGRAMME | 2 | 78,000 |
| DIRECTEUR | 30 | 1,822,500 |
| DIRECTEUR GENERAL | 1 | 84,400 |
| DIRECTEUR GENERAL ADJOINT | 3 | 226,800 |
| DOCUMENTALISTE | 6 | 97,600 |
| ECONOMISTE | 24 | 936,817 |
| EMPLOYE DE MAINTENANCE | 3 | 38,800 |
| FISCALISTE | 2 | 102,000 |
| GARDIEN | 3 | 33,000 |
| GESTIONNAIRE | 2 | 69,000 |
| GRIMPEUR | 1 | 26,000 |
| GUICHETIER | 12 | 196,800 |
| INFORMATICIEN | 3 | 104,500 |
| INGENIEUR | 1 | 43,000 |
| INSPECTEUR | 30 | 967,500 |
| INSPECTEUR FISCAL | 15 | 345,000 |
| INTENDANT | 10 | 172,000 |

PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE

| | Effectif | MASSE SALARIALE |
|------------------------------------------------------------------|------------|------------------|
| LAVEUR D'AUTO | 2 | 22,000 |
| MANUTENTIONNAIRE | 6 | 67,100 |
| MECANICIEN | 2 | 44,000 |
| MENAGER | 33 | 377,410 |
| MESSAGER | 41 | 537,750 |
| OPERATEUR DE SAISIE | 3 | 67,000 |
| OPERATEUR PHOTOCOPIEUSE | 1 | 13,310 |
| PLOMBIER | 1 | 20,500 |
| PROFESSIONNEL | 39 | 1,311,300 |
| REALISATEUR-GRAPHISTE | 1 | 43,000 |
| RECEPTIONISTE | 4 | 64,000 |
| RESPONSABLE | 7 | 291,200 |
| SECRETAIRE | 26 | 665,600 |
| SUPERVISEUR | 2 | 43,500 |
| SUPERVISEUR MENAGE | 1 | 16,000 |
| TECHNICIEN EN FINANCES PUBLIQUES | 97 | 3,364,725 |
| TECHNICIEN EN INFORMATIQUE | 9 | 306,000 |
| TECHNICIEN EN MAINTENANCE | 3 | 106,500 |
| TECHNICIEN EN TECHNOLOGIE | 1 | 34,500 |
| TECHNICIEN EN VERIFICATION | 1 | 46,000 |
| TOPOGRAPHE | 1 | 43,000 |
| VERIFICATEUR | 1 | 52,800 |
| 1112213-INSTITUT HAITIEN DE STATISTIQUE ET D'INFORMATIQUE | 134 | 3,969,333 |
| AIDE STATISTICIEN | 1 | 17,000 |
| ANALYSTE PROGRAMMEUR | 1 | 30,000 |
| ASSISTANT ADMINISTRATIF | 4 | 153,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SECURITE | 2 | 84,000 |
| ASSISTANT DIRECTEUR | 5 | 275,000 |
| CARTOGRAPHE | 2 | 60,000 |
| CHAUFFEUR | 11 | 166,800 |
| CHEF DE SECTION | 1 | 23,000 |
| CHEF DE SERVICE | 13 | 598,000 |
| COMMIS ADMINISTRATIF | 3 | 55,100 |
| COMPTABLE | 1 | 30,000 |
| DIRECTEUR | 3 | 197,100 |
| DIRECTEUR GENERAL | 1 | 84,400 |
| DIRECTEUR GENERAL ADJOINT | 1 | 75,600 |
| ECONOMISTE | 14 | 420,000 |
| ENQUETEUR | 8 | 120,800 |
| GARDIEN | 8 | 116,000 |
| INFORMATICIEN | 3 | 90,000 |
| INGENIEUR | 2 | 60,000 |
| INTENDANT | 5 | 73,000 |
| LAVEUR D'AUTO | 1 | 14,600 |
| MENAGER | 1 | 14,600 |
| MESSAGER | 1 | 14,600 |
| PROFESSIONNEL | 14 | 473,533 |
| RECEPTIONISTE | 1 | 22,000 |
| RESPONSABLE | 2 | 76,000 |
| SECRETAIRE | 12 | 291,600 |
| STATISTICIEN | 11 | 291,000 |
| TECHNICIEN EN INFORMATIQUE | 1 | 15,100 |
| TECHNICIEN EN STATISTIQUE | 1 | 27,500 |
| 1112214-DIRECTION GENERALE DU BUDGET | 148 | 5,359,777 |
| ADMINISTRATEUR | 1 | 40,000 |
| AGENT DE LIAISON | 8 | 152,000 |
| AGENT DE SECURITE | 1 | 11,333 |
| ANALYSTE | 1 | 34,500 |
| ANALYSTE CONTROLEUR | 1 | 30,000 |
| ASSISTANT ADMINISTRATIF | 4 | 157,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SECTION | 2 | 64,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SECURITE | 1 | 20,500 |
| ASSISTANT CHEF DE SERVICE | 3 | 126,000 |
| ASSISTANT DIRECTEUR | 4 | 220,000 |
| ASSISTANT RESPONSABLE | 2 | 46,000 |
| ASSISTANT RESPONSABLE DE LA SECURITE | 1 | 20,500 |
| CHAUFFEUR | 5 | 86,333 |
| CHEF DE SECTION | 4 | 138,000 |
| CHEF DE SERVICE | 5 | 230,000 |
| COMMIS ADMINISTRATIF | 2 | 40,000 |

PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE

| | Effectif | MASSE SALARIALE |
|----------------------------------------------|-------------|-------------------|
| COMPTABLE | 5 | 209,500 |
| CONSEILLER FINANCIER | 15 | 792,800 |
| CONTROLEUR FINANCIER | 13 | 573,000 |
| DIRECTEUR | 8 | 525,600 |
| DIRECTEUR GENERAL | 1 | 84,400 |
| ECONOMISTE | 14 | 562,000 |
| ELECTRICIEN | 1 | 22,000 |
| GARDIEN | 1 | 16,000 |
| GESTIONNAIRE | 11 | 386,000 |
| INTENDANT | 5 | 81,000 |
| LAVEUR D'AUTO | 1 | 14,600 |
| MANUTENTIONNAIRE | 2 | 30,600 |
| MECANICIEN | 4 | 82,000 |
| MECANOGAPHE | 1 | 22,000 |
| MESSAGER | 1 | 14,600 |
| NETTOYEUR | 1 | 13,310 |
| OPERATEUR DE SAISIE | 3 | 75,000 |
| PORTIER | 2 | 29,200 |
| PROFESSIONNEL | 1 | 23,000 |
| RECEPTIONISTE | 4 | 95,500 |
| RESPONSABLE | 3 | 86,000 |
| RESPONSABLE APPROVISIONNEMENTS | 1 | 37,000 |
| RESPONSABLE DE SECURITE | 1 | 25,500 |
| SECRETAIRE | 1 | 23,000 |
| STATISTICIEN | 2 | 88,000 |
| TECHNICIEN EN MAINTENANCE | 1 | 32,000 |
| 1112215-DIRECTION GENERALE DES IMPOTS | 1712 | 50,779,583 |
| ADMINISTRATEUR | 2 | 120,700 |
| AGENT | 1 | 17,000 |
| AGENT CONTROLEUR | 2 | 58,000 |
| AGENT DE LIAISON | 35 | 583,000 |
| AGENT DE MAITRISE | 1 | 22,000 |
| AGENT DE SECURITE | 9 | 142,200 |
| AGENT FISCAL | 12 | 219,500 |
| AIDE ARPENTEUR | 10 | 205,000 |
| ANALYSTE | 1 | 43,000 |
| ARCHIVISTE | 2 | 46,000 |
| ARPENTEUR | 6 | 135,500 |
| ASSISTANT ADMINISTRATIF | 23 | 861,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SECTION | 8 | 251,500 |
| ASSISTANT CHEF DE SECURITE | 11 | 462,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SERVICE | 21 | 882,000 |
| ASSISTANT DIRECTEUR | 26 | 1,430,000 |
| ATTACHE DE PRESSE | 1 | 35,000 |
| AVOCAT | 1 | 34,500 |
| CHARGE DE MISSION | 16 | 800,800 |
| CHAUFFEUR | 32 | 540,100 |
| CHEF DE BRIGADE | 5 | 172,500 |
| CHEF DE SECTION | 95 | 3,275,000 |
| CHEF DE SERVICE | 111 | 5,090,500 |
| COMMIS ADMINISTRATIF | 114 | 2,213,000 |
| COMPTABLE | 1 | 55,000 |
| CONSEILLER | 3 | 186,400 |
| COORDONNATEUR | 27 | 1,636,500 |
| DACTYLOGRAPHE | 2 | 34,000 |
| DESSINATEUR | 1 | 17,000 |
| DEVELOPPEUR DE PROGRAMME | 1 | 43,000 |
| DIRECTEUR | 56 | 3,379,900 |
| DIRECTEUR GENERAL | 1 | 84,400 |
| DIRECTEUR GENERAL ADJOINT | 1 | 75,600 |
| DOCUMENTALISTE | 1 | 17,000 |
| EMPLOYE | 8 | 156,000 |
| EMPLOYE DE MAINTENANCE | 9 | 135,600 |
| FISCALISTE | 1 | 43,000 |
| GARDIEN | 1 | 10,000 |
| INFIRMIER | 1 | 23,000 |
| INFORMATICIEN | 23 | 830,000 |
| INGENIEUR | 1 | 55,000 |
| INSPECTEUR | 608 | 15,069,833 |
| INSPECTEUR CONTROLEUR | 1 | 30,000 |

PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE

| | Effectif | MASSE SALARIALE |
|----------------------------------------------------|-------------|-------------------|
| INSPECTEUR PRINCIPAL | 42 | 1,230,500 |
| INSPECTEUR REGIONAL | 5 | 119,000 |
| INTENDANT | 33 | 530,000 |
| LAVEUR D'AUTO | 1 | 12,100 |
| MANUTENTIONNAIRE | 1 | 13,310 |
| MECANICIEN | 15 | 277,600 |
| MENAGER | 20 | 276,410 |
| MESSAGER | 8 | 115,730 |
| MOTOCYCLISTE | 1 | 16,000 |
| OPERATEUR DE SAISIE | 37 | 823,000 |
| OPERATEUR INFORMATIQUE | 10 | 227,000 |
| PLANIFICATEUR-ECONOMISTE | 8 | 153,000 |
| PREPOSE | 1 | 20,500 |
| PROFESSIONNEL | 104 | 3,413,400 |
| RESPONSABLE | 1 | 46,000 |
| RESPONSABLE ADMINISTRATIF | 1 | 46,000 |
| REVISEUR | 3 | 138,000 |
| SECRETAIRE | 24 | 682,500 |
| STATISTICIEN | 2 | 69,000 |
| SUBSTITUT DU COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT | 8 | 169,500 |
| SURVEILLANT | 1 | 16,000 |
| TECHNICIEN EN ETAT CIVIL | 1 | 22,000 |
| TECHNICIEN EN FINANCES PUBLIQUES | 18 | 630,000 |
| TECHNICIEN EN INFORMATIQUE | 3 | 105,000 |
| TECHNICIEN EN MAINTENANCE | 1 | 17,000 |
| TECHNOLOGISTE MEDICAL | 1 | 16,000 |
| VERIFICATEUR | 70 | 2,074,000 |
| 1112216-ADMINISTRATION GENERALE DES DOUANES | 1462 | 46,741,121 |
| AGENT ADMINISTRATIF | 213 | 5,414,774 |
| AGENT DE MAINTENANCE | 1 | 20,480 |
| AGENT DE SECURITE | 60 | 1,241,020 |
| AGENT DE SURVEILLANCE | 210 | 5,252,100 |
| AGENT DOUANIER | 221 | 6,080,530 |
| ASSISTANT CHEF DE SECTION | 15 | 632,720 |
| ASSISTANT CHEF DE SECURITE | 17 | 719,040 |
| ASSISTANT CHEF DE SERVICE | 31 | 1,366,560 |
| ASSISTANT DIRECTEUR | 2 | 110,000 |
| CHARGE | 1 | 65,700 |
| CHAUFFEUR | 48 | 1,014,120 |
| CHEF DE DIVISION | 46 | 2,086,560 |
| CHEF DE SECTION | 69 | 2,817,040 |
| CHEF DE SERVICE | 101 | 4,466,807 |
| COMPTABLE | 2 | 65,030 |
| CONSEILLER JURIDIQUE | 1 | 52,470 |
| CONSULTANT | 1 | 30,680 |
| CUISINIER | 11 | 225,280 |
| DACTYLOGRAPHE | 5 | 107,100 |
| DIRECTEUR | 68 | 3,824,600 |
| DIRECTEUR GENERAL | 1 | 84,400 |
| DIRECTEUR GENERAL ADJOINT | 2 | 151,200 |
| EBENISTE | 2 | 41,900 |
| ELECTROMECHANICIEN | 1 | 25,498 |
| EMPLOYE | 57 | 1,247,340 |
| EMPLOYE DE MAINTENANCE | 7 | 143,360 |
| INFIRMIER | 2 | 61,360 |
| INSPECTEUR | 103 | 3,923,725 |
| MANUTENTIONNAIRE | 32 | 655,360 |
| MENAGER | 1 | 20,480 |
| MESSAGER | 23 | 472,920 |
| OPERATEUR | 1 | 21,420 |
| OPERATEUR GENERATRICE | 1 | 20,480 |
| PHOTOGRAPHE | 1 | 20,480 |
| PLANIFICATEUR-ECONOMISTE | 1 | 20,480 |
| PLOMBIER | 1 | 25,010 |
| PROFESSIONNEL | 11 | 383,256 |
| RESPONSABLE | 2 | 64,138 |
| RESPONSABLE AGENT DE SECURITE | 5 | 125,255 |
| RESPONSABLE DE SECURITE | 1 | 36,160 |
| SECRETAIRE | 7 | 215,730 |
| SOUS DIRECTEUR | 52 | 2,451,920 |

PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE

| | Effectif | MASSE SALARIALE |
|----------------------------------------------------------------------------------------|-------------|-------------------|
| SURVEILLANT | 2 | 41,900 |
| TECHNICIEN EN CLIMATISATION | 3 | 62,380 |
| TECHNICIEN EN INFORMATIQUE | 19 | 806,860 |
| TECHNICIEN EN MECANIQUE | 1 | 25,498 |
| 1112225-INSPECTION GENERALE DES FINANCES | 60 | 1,953,710 |
| AGENT DE SECURITE | 2 | 32,000 |
| ASSISTANT ADMINISTRATIF | 3 | 103,500 |
| ASSISTANT CHEF DE SECTION | 1 | 32,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SERVICE | 1 | 42,000 |
| CHAUFFEUR | 9 | 142,400 |
| CHEF DE SECTION | 2 | 69,000 |
| CHEF DE SERVICE | 3 | 138,000 |
| COMMIS ADMINISTRATIF | 1 | 16,000 |
| CONSEILLER | 1 | 55,000 |
| DIRECTEUR GENERAL | 1 | 84,400 |
| INSPECTEUR | 11 | 482,400 |
| INSPECTEUR GENERAL | 1 | 65,700 |
| INSPECTEUR PRINCIPAL | 4 | 205,600 |
| INTENDANT | 2 | 33,000 |
| MENAGER | 1 | 14,600 |
| MESSAGER | 3 | 40,010 |
| PROFESSIONNEL | 5 | 125,000 |
| RECEPTIONISTE | 1 | 17,000 |
| SERVEUR | 1 | 14,600 |
| TECHNICIEN EN FINANCES PUBLIQUES | 7 | 241,500 |
| 1112122-ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION FINANCIERE | 39 | 1,074,100 |
| AGENT DE SECURITE | 3 | 46,600 |
| ASSISTANT CHEF DE SERVICE | 5 | 210,000 |
| ASSISTANT COORDONNATEUR | 1 | 55,000 |
| CHAUFFEUR | 5 | 85,000 |
| CHEF DE SERVICE | 3 | 138,000 |
| COMMIS ADMINISTRATIF | 2 | 40,000 |
| COMPTABLE | 1 | 34,500 |
| DIRECTEUR | 2 | 120,700 |
| DIRECTEUR GENERAL | 1 | 84,400 |
| ELECTRICIEN | 3 | 51,000 |
| EMPLOYE DE MAINTENANCE | 1 | 14,600 |
| INTENDANT | 1 | 16,000 |
| MANUTENTIONNAIRE | 4 | 40,000 |
| MECANICIEN | 1 | 17,000 |
| MENAGER | 3 | 36,300 |
| SECRETAIRE | 2 | 63,000 |
| SUPERVISEUR | 1 | 22,000 |
| III-MINISTERE DE L'AGRICULTURE DES RESSOURCES NATURELLES DU DEVELOPPEMENT RURAL | 1375 | 40,696,770 |
| 1113111-BUREAU DU MINISTRE | 69 | 2,304,300 |
| AGENT AGRICOLE | 2 | 24,200 |
| AGENT DE LIAISON | 1 | 17,000 |
| AGENT DE SECURITE | 3 | 50,000 |
| ASSISTANT ADMINISTRATIF | 4 | 168,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SECTION | 1 | 32,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SERVICE | 3 | 126,000 |
| CHAUFFEUR | 7 | 117,000 |
| CHEF DE SERVICE | 8 | 368,000 |
| COMPTABLE | 2 | 56,000 |
| COORDONNATEUR | 1 | 65,700 |
| DESSINATEUR | 1 | 26,000 |
| DIRECTEUR | 4 | 262,800 |
| ECONOMISTE | 1 | 30,000 |
| EMPLOYE | 1 | 23,000 |
| GARDIEN | 1 | 10,000 |
| INGENIEUR | 3 | 108,000 |
| INGENIEUR-AGRONOME | 4 | 150,000 |
| MEDECIN VETERINAIRE | 8 | 248,000 |
| MESSAGER | 2 | 29,200 |
| MINISTRE | 1 | 121,200 |
| PEPINIERISTE | 2 | 26,700 |
| PLOMBIER | 1 | 17,000 |
| PROFESSIONNEL | 3 | 106,500 |
| RESPONSABLE | 1 | 26,000 |
| SECRETAIRE | 2 | 53,000 |

PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE

| | Effectif | MASSE SALARIALE |
|--------------------------------------------------|----------|-----------------|
| SERVEUR | 1 | 17,000 |
| TECHNICIEN EN COMMUNICATION | 1 | 26,000 |
| 1113112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 964 | 29,623,020 |
| ADMINISTRATEUR | 4 | 192,200 |
| AGENT | 4 | 58,400 |
| AGENT ADMINISTRATIF | 4 | 82,500 |
| AGENT AGRICOLE | 46 | 669,520 |
| AGENT DE LIAISON | 4 | 68,000 |
| AGENT DE PECHE | 6 | 96,400 |
| AGENT DE QUARANTAINE | 2 | 29,200 |
| AGENT DE RELATION PUBLIQUE | 1 | 22,000 |
| AGENT DE SECURITE | 6 | 93,200 |
| AGENT DE SUIVI | 1 | 22,000 |
| AGENT DE VULGARISATION | 1 | 14,600 |
| AGENT DES RELATIONS PUBLIQUES | 3 | 78,000 |
| AGENT DOUANIER | 1 | 20,500 |
| AGENT ELEVAGE | 1 | 14,600 |
| AGENT FORESTIER | 18 | 339,300 |
| AGENT POLYVALENT | 1 | 14,600 |
| AGENT VETERINAIRE | 9 | 131,700 |
| AGENT VULGARISATION | 1 | 14,600 |
| AGRONOME | 12 | 393,500 |
| ANALYSTE | 1 | 26,000 |
| ANIMATEUR | 3 | 53,600 |
| APICULTEUR | 1 | 22,000 |
| ARCHITECTE | 1 | 26,000 |
| ARCHIVISTE | 3 | 58,000 |
| ASSISTANT ADMINISTRATEUR | 1 | 55,000 |
| ASSISTANT ADMINISTRATIF | 4 | 153,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SECTION | 4 | 130,500 |
| ASSISTANT CHEF DE SECURITE | 3 | 126,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SERVICE | 94 | 3,948,000 |
| ASSISTANT DIRECTEUR | 3 | 165,000 |
| ASSISTANT LOGISTIQUE | 1 | 26,000 |
| AUXILIAIRE INFIRMIER | 2 | 39,000 |
| AUXILIAIRE VETERINAIRE | 1 | 14,600 |
| CHARGE DE MISSION | 6 | 362,100 |
| CHARGE DES AFFAIRES JURIDIQUES | 1 | 65,700 |
| CHAUFFEUR | 40 | 674,600 |
| CHEF DE BUREAU | 1 | 20,500 |
| CHEF DE PERSONNEL | 1 | 26,000 |
| CHEF DE SECTION | 11 | 379,500 |
| CHEF DE SERVICE | 81 | 3,726,000 |
| COMMIS ADMINISTRATIF | 11 | 244,310 |
| COMPTABLE | 24 | 674,500 |
| COMPTABLE PUBLIC | 1 | 30,000 |
| CONSULTANT | 3 | 51,100 |
| CONTROLEUR D'IRRIGATION | 1 | 14,600 |
| COORDONNATEUR | 18 | 1,139,000 |
| CUISINIER | 6 | 84,930 |
| DACTYLOGRAPHE | 7 | 132,000 |
| DEVELOPPEUR DE PROGRAMME | 1 | 22,000 |
| DIRECTEUR | 64 | 4,067,400 |
| DIRECTEUR GENERAL | 1 | 84,400 |
| ECONOMISTE | 8 | 204,000 |
| ELECTRICIEN | 2 | 42,500 |
| EMPLOYE DE MAINTENANCE | 5 | 69,130 |
| GARCON DE COUR | 1 | 13,310 |
| GARDIEN | 12 | 149,580 |
| GESTIONNAIRE | 8 | 261,000 |
| GREFFIER | 1 | 13,310 |
| INFIRMIER | 1 | 23,000 |
| INFIRMIER VETERINAIRE | 2 | 56,000 |
| INGENIEUR | 21 | 753,000 |
| INGENIEUR-AGRONOME | 44 | 1,573,500 |
| INSPECTEUR | 4 | 89,500 |
| INTENDANT | 1 | 17,000 |
| LOGISTICIEN | 1 | 17,000 |
| MAGASINIER | 1 | 14,600 |
| MANUTENTIONNAIRE | 2 | 25,410 |

PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE

| | Effectif | MASSE SALARIALE |
|------------------------------------------------------|------------|------------------|
| MECANICIEN | 14 | 255,500 |
| MEDECIN VETERINAIRE | 18 | 609,000 |
| MENAGER | 17 | 208,380 |
| MESSAGER | 20 | 279,180 |
| OBSERVATEUR METEO | 1 | 20,500 |
| OPERATEUR | 3 | 51,000 |
| OPERATEUR CHARGEUR | 1 | 17,000 |
| OPERATEUR DE SAISIE | 9 | 205,000 |
| OPERATEUR D'ORDINATEUR | 1 | 17,000 |
| OPERATEUR INFORMATIQUE | 3 | 66,000 |
| OPERATEUR PHOTOCOPIEUSE | 2 | 29,100 |
| OPERATEUR TRACTEUR | 1 | 17,000 |
| OUVRIER | 1 | 13,310 |
| OUVRIER AGRICOLE | 5 | 66,550 |
| PEDOLOGUE | 1 | 51,000 |
| PEPINIERISTE | 3 | 43,800 |
| PLOMBIER | 1 | 17,000 |
| PROFESSIONNEL | 85 | 2,093,000 |
| RECEPTIONISTE | 4 | 68,000 |
| RESPONSABLE | 5 | 107,900 |
| RESPONSABLE COURRIER | 1 | 20,500 |
| RESPONSABLE D'AGENCE | 1 | 14,600 |
| SECRETAIRE | 31 | 853,500 |
| SERVEUR | 1 | 14,600 |
| SOUDEUR | 1 | 17,000 |
| SPECIALISTE EN EDUCATION | 1 | 46,000 |
| SUPERVISEUR | 1 | 26,000 |
| TECHNICIEN EN AGRICULTURE | 51 | 1,132,000 |
| TECHNICIEN EN FINANCES PUBLIQUES | 1 | 17,000 |
| TECHNICIEN EN INFORMATIQUE | 3 | 70,000 |
| TECHNICIEN EN MAINTENANCE | 1 | 26,000 |
| TECHNICIEN EN MECANIQUE | 3 | 56,100 |
| TECHNICIEN EN PECHE | 1 | 20,500 |
| TECHNICIEN EN PRODUCTION | 1 | 26,000 |
| TECHNICIEN EN SANTE & PRODUCTION ANIMALE | 3 | 74,000 |
| TECHNICIEN HYDROLOGUE | 4 | 88,000 |
| TECHNICIEN METEOROLOGUE | 1 | 22,000 |
| TECHNOLOGISTE MEDICAL | 18 | 406,500 |
| TENEUR DE LIVRE | 2 | 39,000 |
| VETERINAIRE | 1 | 22,000 |
| GEOLOGUE | 3 | 78,500 |
| 111313-ORGANISME DE LA VALLEE DE L'ARTIBONITE | 231 | 5,472,030 |
| AGENT D'ACHATS | 1 | 20,900 |
| AGENT DE SECURITE | 1 | 16,000 |
| AGENT POLYVALENT | 1 | 16,500 |
| AGRONOME | 1 | 40,000 |
| ANIMATEUR | 2 | 27,110 |
| ARCHIVISTE | 1 | 14,900 |
| ASSISTANT ADMINISTRATIF | 1 | 42,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SERVICE | 1 | 42,000 |
| ASSISTANT DIRECTEUR | 8 | 437,700 |
| ASSISTANT RESPONSABLE | 3 | 84,400 |
| ASSISTANT SECRETAIRE EXECUTIF | 1 | 26,000 |
| ATTACHE DE PRESSE | 1 | 21,500 |
| AVOCAT | 1 | 20,500 |
| CAISSIER | 1 | 23,000 |
| CAMERAMAN | 1 | 14,600 |
| CHARGE DE LA COORDINATION | 1 | 65,700 |
| CHAUFFEUR | 20 | 288,140 |
| CHEF DE PERSONNEL | 1 | 46,000 |
| CHEF DE SERVICE | 3 | 118,000 |
| COMMIS ADMINISTRATIF | 1 | 16,000 |
| COMPTABLE | 8 | 288,400 |
| CONSULTANT | 1 | 13,310 |
| CONTROLEUR DE STOCK | 1 | 13,310 |
| COORDONNATEUR | 3 | 88,000 |
| DIRECTEUR | 8 | 499,200 |
| DIRECTEUR GENERAL | 1 | 84,400 |
| DISPATCHER | 1 | 20,900 |
| ELECTRICIEN | 2 | 34,000 |

PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE

| | Effectif | MASSE SALARIALE |
|------------------------------------------------------------------------|-------------|-------------------|
| EMPLOYE | 1 | 17,000 |
| EMPLOYE DE MAINTENANCE | 4 | 49,000 |
| FOREMAN | 2 | 36,600 |
| INFORMATICIEN | 2 | 43,500 |
| INGENIEUR | 11 | 333,500 |
| INGENIEUR-AGRONOME | 1 | 26,000 |
| MANOEUVRE BRIGADE INTERVENTION | 1 | 13,310 |
| MECANICIEN | 18 | 280,710 |
| MENAGER | 2 | 20,000 |
| OPERATEUR | 37 | 618,360 |
| OPERATEUR DE SAISIE | 1 | 17,000 |
| OPERATEUR ENGINS LOURS | 1 | 13,310 |
| PERCEPTEUR | 1 | 11,300 |
| PREPOSE A LA PERCEPTION | 1 | 12,100 |
| PROFESSIONNEL | 28 | 511,540 |
| RECEPTIONISTE | 3 | 49,100 |
| RESPONSABLE | 22 | 587,800 |
| RESPONSABLE /CENTRE DE RECHERCHE | 1 | 38,000 |
| RESPONSABLE ACCUEIL | 1 | 22,000 |
| RESPONSABLE BUREAU INFORMATIQUE | 1 | 30,000 |
| RESPONSABLE COMMUNICATION ET PRESSE | 1 | 18,900 |
| SECRETAIRE | 5 | 148,000 |
| SUPERVISEUR | 1 | 17,000 |
| TECHNICIEN EN AGRICULTURE | 2 | 27,110 |
| TOPOGRAPHE | 4 | 68,000 |
| VULGARISATEUR | 3 | 40,420 |
| 1113114-INSTITUT NATIONAL DE REFORME AGRAIRE | 111 | 3,297,420 |
| ADMINISTRATEUR | 1 | 46,000 |
| AGENT DE LIAISON | 2 | 33,000 |
| ANIMATEUR | 16 | 352,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SECURITE | 1 | 42,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SERVICE | 1 | 42,000 |
| CHARGE DE MISSION | 1 | 65,700 |
| CHAUFFEUR | 9 | 141,910 |
| CHEF DE SECTION | 1 | 34,500 |
| CHEF DE SERVICE | 2 | 92,000 |
| COMPTABLE | 2 | 56,000 |
| DIRECTEUR | 10 | 611,900 |
| DIRECTEUR GENERAL | 1 | 84,400 |
| GARDIEN | 3 | 36,300 |
| INFORMATICIEN | 1 | 43,000 |
| INGENIEUR | 1 | 65,700 |
| INTENDANT | 2 | 32,000 |
| MENAGER | 7 | 84,700 |
| MESSAGER | 2 | 24,200 |
| OPERATEUR DE SAISIE | 1 | 20,900 |
| OPERATEUR PHOTOCOPIEUSE | 1 | 13,310 |
| PROFESSIONNEL | 25 | 714,000 |
| RECEPTIONISTE | 1 | 14,900 |
| RESPONSABLE | 8 | 349,000 |
| RESPONSABLE ADJOINT | 1 | 32,000 |
| SECRETAIRE | 7 | 178,000 |
| TOPOGRAPHE | 4 | 88,000 |
| 1114-MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS | 1300 | 35,194,850 |
| 1114111-BUREAU DU MINISTRE | 36 | 1,116,920 |
| AGENT DE SECURITE | 2 | 30,600 |
| ASSISTANT ADMINISTRATIF | 3 | 111,000 |
| CHARGE DE MISSION | 1 | 65,700 |
| CHAUFFEUR | 5 | 84,000 |
| CHEF DE SERVICE | 1 | 46,000 |
| CHIMISTE | 1 | 30,000 |
| COMMIS ADMINISTRATIF | 1 | 17,100 |
| CONSEILLER | 4 | 262,800 |
| CONSEILLER JURIDIQUE | 1 | 35,000 |
| EMPLOYE | 3 | 51,000 |
| INSPECTEUR | 1 | 17,000 |
| INTENDANT | 1 | 17,000 |
| MENAGER | 4 | 48,400 |
| MESSAGER | 2 | 26,620 |
| MINISTRE | 1 | 121,200 |

PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE

| | Effectif | MASSE SALARIALE |
|---------------------------------------------------------|------------|-------------------|
| PROFESSIONNEL | 1 | 17,000 |
| RESPONSABLE | 2 | 80,500 |
| SECRETAIRE | 1 | 26,000 |
| TOPOGRAPHE | 1 | 30,000 |
| 1114112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 912 | 22,799,590 |
| ADMINISTRATEUR | 10 | 332,500 |
| AGENT ADMINISTRATIF | 9 | 179,500 |
| AGENT DE SECURITE | 29 | 433,400 |
| AIDE OPERATEUR | 5 | 78,200 |
| AIDE TOPOGRAPHE | 1 | 20,500 |
| ARCHIVISTE | 4 | 75,000 |
| ASSISTANT ADMINISTRATEUR | 1 | 34,500 |
| ASSISTANT ADMINISTRATIF | 20 | 746,500 |
| ASSISTANT CHEF DE SECTION | 2 | 64,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SECURITE | 2 | 84,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SERVICE | 7 | 298,000 |
| ASSISTANT COORDONNATEUR | 5 | 275,000 |
| ASSISTANT DIRECTEUR | 17 | 844,000 |
| ASSISTANT RESPONSABLE | 5 | 166,500 |
| CHAINEUR | 1 | 17,000 |
| CHARGE DE MISSION | 2 | 131,400 |
| CHARPENTIER | 1 | 20,500 |
| CHAUFFEUR | 80 | 1,324,500 |
| CHEF DE BRIGADE | 1 | 34,500 |
| CHEF DE BUREAU | 2 | 47,000 |
| CHEF DE SECTION | 1 | 34,500 |
| CHEF DE SERVICE | 5 | 230,000 |
| COMMIS ADMINISTRATIF | 6 | 113,000 |
| COMPTABLE | 43 | 1,025,900 |
| CONSEILLER | 6 | 322,000 |
| CONSEILLER JURIDIQUE | 1 | 34,500 |
| CONSULTANT | 20 | 347,500 |
| CONTROLEUR DE STOCK | 3 | 53,000 |
| COORDONNATEUR | 8 | 525,600 |
| DACTYLOGRAPHE | 5 | 85,000 |
| DESSINATEUR | 1 | 20,500 |
| DIRECTEUR | 22 | 1,189,100 |
| DISPATCHER | 2 | 33,000 |
| ECONOMISTE | 1 | 22,000 |
| ELECTRICIEN | 7 | 138,500 |
| EMPLOYE | 9 | 144,200 |
| EMPLOYE DE MAINTENANCE | 11 | 146,840 |
| FOREMAN | 10 | 187,000 |
| GARDIEN | 2 | 24,200 |
| GESTIONNAIRE | 3 | 86,000 |
| GRAISSEUR | 1 | 13,310 |
| GREFFIER | 1 | 17,000 |
| INFIRMIER | 1 | 23,000 |
| INFORMATICIEN | 10 | 289,000 |
| INGENIEUR | 98 | 3,245,900 |
| INSPECTEUR | 12 | 221,600 |
| INSPECTEUR DIVISIONNAIRE | 1 | 17,000 |
| INSPECTEUR REGIONAL | 1 | 17,000 |
| INTENDANT | 2 | 29,100 |
| JARDINIER | 1 | 12,100 |
| MAGASINIER | 2 | 23,100 |
| MANUTENTIONNAIRE | 3 | 43,800 |
| MECANICIEN | 21 | 389,500 |
| MENAGER | 37 | 435,710 |
| MENUISIER | 1 | 16,000 |
| MESSAGER | 14 | 187,230 |
| OPERATEUR | 41 | 708,100 |
| OPERATEUR BACK HOE LOADER | 1 | 17,000 |
| OPERATEUR DE DISTRICT | 1 | 16,000 |
| OPERATEUR DE SAISIE | 2 | 37,700 |
| OPERATEUR D'ORDINATEUR | 19 | 408,400 |
| OPERATEUR ENGINS LOURS | 2 | 40,000 |
| OPERATEUR INFORMATIQUE | 1 | 23,000 |
| OPERATEUR PHOTOCOPIEUSE | 7 | 104,910 |
| PHOTOGRAPHE | 1 | 20,500 |

PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE

| | Effectif | MASSE SALARIALE |
|------------------------------------------------------------------------|------------|------------------|
| PLANIFICATEUR-ECONOMISTE | 1 | 16,000 |
| PLANTON | 1 | 12,100 |
| PLOMBIER | 2 | 30,600 |
| PROFESSIONNEL | 172 | 4,249,290 |
| RECEPTIONISTE | 3 | 51,000 |
| REPARATEUR | 1 | 12,100 |
| RESPONSABLE | 16 | 570,000 |
| SECRETAIRE | 40 | 1,063,000 |
| SOUDEUR | 1 | 20,500 |
| SUBSTITUT DU COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT | 10 | 163,200 |
| TECHNICIEN EN ETAT CIVIL | 1 | 20,500 |
| TECHNICIEN EN INFORMATIQUE | 2 | 46,500 |
| TOPOGRAPHE | 11 | 220,000 |
| 1114115-LABORATOIRE NATIONAL DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS | 41 | 1,103,500 |
| ASSISTANT CHEF DE SECURITE | 1 | 42,000 |
| CHAUFFEUR | 1 | 14,600 |
| CHEF DE SERVICE | 2 | 92,000 |
| COMPTABLE | 1 | 22,000 |
| COORDONNATEUR | 2 | 131,400 |
| DIRECTEUR | 1 | 65,700 |
| DIRECTEUR GENERAL | 1 | 84,400 |
| GARDIEN | 1 | 12,100 |
| INGENIEUR | 8 | 227,500 |
| MESSAGER | 1 | 11,000 |
| PLANIFICATEUR-ECONOMISTE | 1 | 20,500 |
| PROFESSIONNEL | 16 | 277,600 |
| RECEPTIONISTE | 1 | 16,000 |
| RESPONSABLE | 1 | 34,500 |
| SECRETAIRE | 1 | 23,000 |
| SONDEUR | 2 | 29,200 |
| 1114116-OFFICE NATIONAL DU CADASTRE | 113 | 3,048,830 |
| ADMINISTRATEUR | 1 | 65,700 |
| AGENT ADMINISTRATIF | 1 | 26,000 |
| AGENT DE LIAISON | 2 | 30,600 |
| AGENT POLYVALENT | 1 | 17,000 |
| AGENT SANITAIRE | 1 | 12,100 |
| AGENT TECHNIQUE | 1 | 17,000 |
| ARCHIVISTE | 1 | 17,000 |
| ASSISTANT ADMINISTRATIF | 3 | 111,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SECTION | 8 | 256,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SERVICE | 1 | 42,000 |
| ASSISTANT DIRECTEUR | 2 | 110,000 |
| CHAUFFEUR | 11 | 176,600 |
| CHEF DE SECTION | 6 | 207,000 |
| CHEF DE SERVICE | 8 | 368,000 |
| COMMIS ADMINISTRATIF | 9 | 188,000 |
| COMPTABLE | 1 | 26,000 |
| DESSINATEUR | 1 | 20,500 |
| DIRECTEUR | 5 | 328,500 |
| DIRECTEUR GENERAL | 1 | 84,400 |
| ELECTRICIEN | 1 | 22,000 |
| EMPLOYE DE MAINTENANCE | 1 | 13,310 |
| ENQUETEUR | 1 | 13,800 |
| EVALUATEUR | 2 | 46,000 |
| GARCON DE COUR | 1 | 12,100 |
| INFORMATICIEN | 1 | 23,000 |
| INGENIEUR | 2 | 52,000 |
| INTENDANT | 1 | 16,000 |
| MENAGER | 2 | 25,410 |
| MESSAGER | 2 | 27,110 |
| OPERATEUR | 2 | 32,000 |
| OPERATEUR DE SAISIE | 2 | 44,000 |
| PLOMBIER | 1 | 17,000 |
| PROFESSIONNEL | 2 | 88,700 |
| RECEPTIONISTE | 4 | 65,000 |
| REPARTITEUR | 17 | 289,000 |
| RESPONSABLE | 1 | 21,500 |
| SECRETAIRE | 2 | 49,000 |
| TECHNICIEN EN INFORMATIQUE | 2 | 46,000 |
| TECHNICIEN EN MECANIQUE | 1 | 22,000 |

**PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE**

| | Effectif | MASSE SALARIALE |
|----------------------------------------------------------------------------|------------|------------------|
| VERIFICATEUR | 1 | 20,500 |
| 1114117-SERVICES MARITIME ET DE NAVIGATION | 48 | 1,196,850 |
| ASSISTANT ADMINISTRATIF | 2 | 48,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SECTION | 1 | 32,000 |
| CHAUFFEUR | 2 | 33,000 |
| CHEF DE SECTION | 4 | 138,000 |
| COMPTABLE | 4 | 136,000 |
| DIRECTEUR | 2 | 131,400 |
| DIRECTEUR GENERAL | 1 | 84,400 |
| EMPLOYE DE MAINTENANCE | 4 | 53,510 |
| INSPECTEUR | 9 | 191,900 |
| MENAGER | 4 | 50,820 |
| MESSAGER | 1 | 13,310 |
| OPERATEUR PHOTOCOPIEUSE | 1 | 13,310 |
| PROFESSIONNEL | 5 | 121,700 |
| RECEPTIONISTE | 1 | 16,000 |
| RESPONSABLE | 1 | 17,000 |
| SECRETAIRE | 1 | 23,000 |
| SUBSTITUT DU COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT | 5 | 93,500 |
| 1114118-CONSEIL NATIONAL DES TELECOMMUNICATIONS | 24 | 502,630 |
| ASSISTANT CHEF DE PERSONNEL | 1 | 27,500 |
| CHEF DE SERVICE | 1 | 32,000 |
| COMPTABLE | 1 | 34,500 |
| DIRECTEUR | 1 | 46,000 |
| DIRECTEUR GENERAL | 1 | 84,400 |
| EMPLOYE DE MAINTENANCE | 1 | 11,000 |
| PROFESSIONNEL | 14 | 202,920 |
| RESPONSABLE | 2 | 40,000 |
| SECRETAIRE | 1 | 13,310 |
| SURVEILLANT | 1 | 11,000 |
| 1114119-BUREAU DES MINES ET DE L'ENERGIE | 108 | 2,807,330 |
| ADMINISTRATEUR | 1 | 26,000 |
| AGENT DE LIAISON | 8 | 131,000 |
| AGENT DE SECURITE | 3 | 38,800 |
| ASSISTANT ADMINISTRATIF | 1 | 42,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SECTION | 6 | 192,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SERVICE | 3 | 126,000 |
| AUXILIAIRE | 2 | 31,600 |
| CHAUFFEUR | 9 | 139,710 |
| CHEF DE BUREAU | 1 | 34,500 |
| CHEF DE PERSONNEL | 1 | 46,000 |
| CHEF DE SECTION | 10 | 345,000 |
| CHEF DE SERVICE | 5 | 230,000 |
| CHIMISTE | 1 | 23,000 |
| COMMIS ADMINISTRATIF | 1 | 16,000 |
| COMPTABLE | 1 | 30,000 |
| DEVELOPPEUR DE PROGRAMME | 1 | 26,000 |
| DIRECTEUR | 6 | 383,500 |
| DIRECTEUR GENERAL | 1 | 84,400 |
| DOCUMENTALISTE | 1 | 17,000 |
| ELECTRICIEN | 2 | 42,500 |
| EMPLOYE DE MAINTENANCE | 3 | 38,910 |
| GARDIEN | 4 | 45,100 |
| INTENDANT | 1 | 17,000 |
| MECANICIEN | 3 | 42,200 |
| MENAGER | 4 | 47,300 |
| MESSAGER | 4 | 53,400 |
| OPERATEUR INFORMATIQUE | 3 | 61,000 |
| PROFESSIONNEL | 4 | 80,500 |
| SECRETAIRE | 5 | 132,000 |
| SURVEILLANT | 2 | 25,410 |
| TECHNICIEN EN INFORMATIQUE | 1 | 32,000 |
| TECHNICIEN EN MECANIQUE | 1 | 20,500 |
| GEOLOGUE | 9 | 207,000 |
| 1114122-DIRECTION NATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT | 18 | 619,200 |
| CHEF DE SERVICE | 1 | 46,000 |
| COMPTABLE | 1 | 17,000 |
| DIRECTEUR | 1 | 65,700 |
| DIRECTEUR GENERAL | 1 | 84,400 |
| INGENIEUR | 3 | 85,300 |

PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE

| | Effectif | MASSE SALARIALE |
|--------------------------------------------------------|------------|-------------------|
| PROFESSIONNEL | 6 | 158,600 |
| RESPONSABLE | 2 | 95,700 |
| SECRETAIRE | 3 | 66,500 |
| 1115-MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE | 587 | 18,715,730 |
| 111511-BUREAU DU MINISTRE | 51 | 1,587,400 |
| ARCHITECTE | 2 | 52,000 |
| ASSISTANT ADMINISTRATIF | 3 | 111,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SECTION | 1 | 32,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SERVICE | 2 | 84,000 |
| CHARGE DE MISSION | 2 | 110,000 |
| CHAUFFEUR | 5 | 82,600 |
| CHEF DE SECTION | 2 | 69,000 |
| CHEF DE SERVICE | 2 | 92,000 |
| COMMIS ADMINISTRATIF | 6 | 119,000 |
| DIRECTEUR | 1 | 65,700 |
| ECONOMISTE | 1 | 26,000 |
| EMPLOYE DE MAINTENANCE | 1 | 14,600 |
| GESTIONNAIRE | 1 | 30,000 |
| INSPECTEUR | 3 | 67,500 |
| INSPECTEUR REGIONAL | 1 | 17,000 |
| MESSAGER | 1 | 14,600 |
| MINISTRE | 1 | 121,200 |
| PROFESSIONNEL | 12 | 366,200 |
| SECRETAIRE | 4 | 113,000 |
| 111512-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 512 | 16,207,030 |
| AGENT DE LIAISON | 2 | 34,000 |
| AGENT DE PROTOCOLE | 1 | 23,000 |
| AGENT DE SECURITE | 31 | 493,310 |
| ANALYSTE PROGRAMMEUR | 2 | 94,000 |
| ARCHIVISTE | 1 | 22,000 |
| ASSISTANT ADMINISTRATIF | 9 | 340,500 |
| ASSISTANT CHEF DE SECTION | 11 | 352,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SECURITE | 2 | 84,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SERVICE | 20 | 840,000 |
| ASSISTANT DIRECTEUR | 19 | 1,045,000 |
| ASSISTANT LOGISTIQUE | 1 | 16,000 |
| CAMERAMAN | 1 | 30,000 |
| CHARGE DE MISSION | 7 | 413,100 |
| CHAUFFEUR | 16 | 272,000 |
| CHEF DE SECTION | 18 | 621,000 |
| CHEF DE SERVICE | 23 | 1,058,000 |
| COMMIS ADMINISTRATIF | 45 | 923,500 |
| CONSEILLER | 1 | 55,000 |
| COORDONNATEUR | 5 | 328,500 |
| DIRECTEUR | 28 | 1,818,200 |
| DIRECTEUR GENERAL | 1 | 84,400 |
| ECONOMISTE | 6 | 189,000 |
| EMPLOYE DE MAINTENANCE | 8 | 112,930 |
| GARDIEN | 5 | 67,840 |
| GESTIONNAIRE | 7 | 202,000 |
| INFIRMIER | 2 | 43,500 |
| INSPECTEUR | 10 | 207,000 |
| INTENDANT | 5 | 82,000 |
| MENAGER | 10 | 130,840 |
| MESSAGER | 17 | 246,910 |
| NETTOYEUR | 4 | 58,400 |
| OPERATEUR | 3 | 43,800 |
| OPERATEUR DE SAISIE | 1 | 22,000 |
| OPERATEUR INFORMATIQUE | 3 | 66,000 |
| PLOMBIER | 1 | 17,000 |
| PROFESSIONNEL | 158 | 5,088,300 |
| RECEPTIONISTE | 1 | 23,000 |
| RESPONSABLE | 1 | 55,000 |
| SECRETAIRE | 11 | 269,000 |
| SUBSTITUT DU COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT | 11 | 239,000 |
| TECHNICIEN EN COMMUNICATION | 2 | 49,000 |
| TECHNICIEN EN INFORMATIQUE | 1 | 30,000 |
| TECHNICIEN EN SONORISATION | 1 | 17,000 |
| 111513-OFFICE DES POSTES D'HAITI | 1 | 84,400 |
| DIRECTEUR GENERAL | 1 | 84,400 |

PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE

| | Effectif | MASSE SALARIALE |
|--------------------------------------------------------|------------|-------------------|
| 111515-DIRECTION GENERALE DES ZONES FRANCHES | 23 | 836,900 |
| AGENT DE LIAISON | 1 | 17,000 |
| ASSISTANT ADMINISTRATIF | 2 | 69,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SECURITE | 1 | 42,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SERVICE | 1 | 42,000 |
| ASSISTANT DIRECTEUR | 2 | 110,000 |
| CHAUFFEUR | 2 | 34,000 |
| CHEF DE SECTION | 2 | 69,000 |
| CHEF DE SERVICE | 1 | 46,000 |
| COMPTABLE | 1 | 29,000 |
| DIRECTEUR | 2 | 131,400 |
| DIRECTEUR GENERAL | 1 | 84,400 |
| INSPECTEUR | 1 | 23,000 |
| INSPECTEUR REGIONAL | 1 | 23,000 |
| INTENDANT | 1 | 17,000 |
| MENAGER | 1 | 12,100 |
| PROFESSIONNEL | 2 | 65,000 |
| SUBSTITUT DU COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT | 1 | 23,000 |
| 111611-MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT | 600 | 19,138,700 |
| 111611-BUREAU DU MINISTRE | 151 | 4,764,900 |
| ADMINISTRATEUR | 1 | 65,700 |
| AGENT | 2 | 35,100 |
| AGENT DE LIAISON | 1 | 17,000 |
| AGENT DE SECURITE | 10 | 169,000 |
| AGENT ENVIRONNEMENTAL | 10 | 179,600 |
| ARCHITECTE | 3 | 78,000 |
| ASSISTANT ADMINISTRATIF | 5 | 202,500 |
| ASSISTANT CHEF DE SECTION | 1 | 32,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SERVICE | 6 | 252,000 |
| ASSISTANT DIRECTEUR | 1 | 55,000 |
| CHARGE DE MISSION | 3 | 197,100 |
| CHAUFFEUR | 2 | 34,000 |
| CHEF DE SECTION | 4 | 138,000 |
| CHEF DE SERVICE | 4 | 184,000 |
| COMMIS ADMINISTRATIF | 14 | 316,000 |
| COORDONNATEUR | 2 | 131,400 |
| DIRECTEUR | 6 | 394,200 |
| INTENDANT | 6 | 101,000 |
| MENAGER | 1 | 12,100 |
| MINISTRE | 1 | 121,200 |
| PROFESSIONNEL | 66 | 1,985,000 |
| SECRETAIRE | 2 | 65,000 |
| 111612-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 448 | 14,289,400 |
| ADMINISTRATEUR | 1 | 65,700 |
| AGENT | 13 | 219,300 |
| AGENT ADMINISTRATIF | 3 | 78,000 |
| AGENT DE LIAISON | 13 | 219,000 |
| AGENT DE MAINTENANCE | 1 | 12,100 |
| AGENT DE SECURITE | 18 | 296,800 |
| AGENT DE STOCK | 1 | 23,000 |
| AGENT DU CORPS DE SURVEILLANCE | 2 | 29,200 |
| AGENT ENVIRONNEMENTAL | 7 | 123,200 |
| AGENT SURVEILLANCE | 12 | 173,600 |
| AGRONOME | 1 | 34,500 |
| AIDE TECHNICIEN | 1 | 20,500 |
| ASSISTANT ADMINISTRATIF | 11 | 454,500 |
| ASSISTANT CHEF DE SECTION | 6 | 192,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SECURITE | 1 | 42,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SERVICE | 16 | 672,000 |
| ASSISTANT DIRECTEUR | 10 | 550,000 |
| CHARGE DE MISSION | 3 | 197,100 |
| CHARGE MUNICIPAL | 1 | 22,000 |
| CHAUFFEUR | 16 | 274,600 |
| CHEF DE SECTION | 13 | 448,500 |
| CHEF DE SERVICE | 19 | 874,000 |
| COMMIS ADMINISTRATIF | 39 | 881,000 |
| COORDONNATEUR | 6 | 383,500 |
| DIRECTEUR | 39 | 2,561,500 |
| DIRECTEUR GENERAL | 1 | 84,400 |
| ECONOMISTE | 4 | 90,000 |

PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE

| | Effectif | MASSE SALARIALE |
|-------------------------------------------------|----------|-----------------|
| EMPLOYE DE MAINTENANCE | 2 | 24,600 |
| GESTIONNAIRE | 6 | 180,000 |
| INTENDANT | 20 | 340,000 |
| MECANICIEN | 3 | 81,500 |
| MESSAGER | 1 | 17,000 |
| PROFESSIONNEL | 125 | 3,940,200 |
| RECEPTIONISTE | 1 | 17,000 |
| SECRETAIRE | 15 | 410,500 |
| SURVEILLANT | 16 | 233,600 |
| TENEUR DE LIVRE | 1 | 23,000 |
| 1116113-AGENCE NATIONALE DES AIRES PROTEGEES | 1 | 84,400 |
| DIRECTEUR GENERAL | 1 | 84,400 |
| 1117-MINISTERE DU TOURISME | 184 | 6,335,710 |
| 111711-BUREAU DU MINISTRE | 2 | 186,900 |
| COORDONNATEUR | 1 | 65,700 |
| MINISTRE | 1 | 121,200 |
| 111712-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 143 | 4,943,010 |
| ADMINISTRATEUR | 2 | 131,400 |
| AGENT DE LIAISON | 2 | 27,000 |
| AGENT DE SECURITE | 1 | 16,000 |
| AIDE MECANICIEN | 1 | 13,310 |
| ANIMATEUR | 1 | 30,000 |
| ASSISTANT ADMINISTRATIF | 2 | 76,500 |
| ASSISTANT CHEF DE SECTION | 1 | 32,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SERVICE | 9 | 378,000 |
| ASSISTANT COORDONNATEUR | 1 | 55,000 |
| ASSISTANT DIRECTEUR | 2 | 110,000 |
| CHARGE DE MISSION | 4 | 262,800 |
| CHAUFFEUR | 7 | 113,200 |
| CHEF DE SECTION | 9 | 310,500 |
| CHEF DE SERVICE | 11 | 506,000 |
| COMPTABLE | 3 | 90,500 |
| CONSEILLER | 2 | 131,400 |
| COORDONNATEUR | 8 | 493,500 |
| DIRECTEUR | 10 | 646,300 |
| DIRECTEUR GENERAL | 1 | 84,400 |
| ECONOMISTE | 1 | 22,000 |
| EMPLOYE | 1 | 11,000 |
| GARDIEN | 5 | 58,600 |
| GESTIONNAIRE | 3 | 82,000 |
| INSPECTEUR | 3 | 64,000 |
| INTENDANT | 5 | 83,000 |
| JARDINIER | 1 | 12,100 |
| MENAGER | 6 | 72,600 |
| MESSAGER | 3 | 36,700 |
| NETTOYEUR | 1 | 11,000 |
| OPERATEUR DE SAISIE | 1 | 26,000 |
| PROFESSIONNEL | 26 | 727,600 |
| RECEPTIONISTE | 1 | 17,000 |
| RESPONSABLE | 2 | 62,500 |
| SECRETAIRE | 4 | 94,000 |
| SUPERVISEUR | 1 | 26,000 |
| TECHNICIEN EN PLOMBERIE | 1 | 17,000 |
| GUIDE TOURISTIQUE | 1 | 12,100 |
| 1117113-ECOLE HOTELIERE | 39 | 1,205,800 |
| AGENT DE LIAISON | 1 | 16,000 |
| AGENT DE SECURITE | 1 | 16,000 |
| ASSISTANT ADMINISTRATIF | 3 | 126,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SERVICE | 2 | 84,000 |
| ASSISTANT LOGISTIQUE | 2 | 33,000 |
| CHEF DE SECTION | 4 | 138,000 |
| CHEF DE SECURITE | 2 | 34,000 |
| CHEF DE SERVICE | 2 | 92,000 |
| DIRECTEUR | 2 | 120,700 |
| ELECTRICIEN | 1 | 23,000 |
| INTENDANT | 1 | 16,000 |
| MESSAGER | 1 | 12,100 |
| PROFESSEUR | 2 | 65,000 |
| PROFESSIONNEL | 13 | 378,000 |
| SECRETAIRE | 1 | 30,000 |

PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE

| | Effectif | MASSE SALARIALE |
|---------------------------------------------------------------|--------------|--------------------|
| TENEUR DE LIVRE | 1 | 22,000 |
| 1211-MINISTRE DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE | 21200 | 571,769,387 |
| 121111-BUREAU DU MINISTRE | 12 | 536,900 |
| ASSISTANT ADMINISTRATIF | 2 | 84,000 |
| CONSEILLER JURIDIQUE | 2 | 84,000 |
| COORDONNATEUR | 1 | 65,700 |
| EMPLOYE DE MAINTENANCE | 1 | 14,600 |
| MENAGER | 1 | 12,100 |
| MINISTRE | 1 | 121,200 |
| PROFESSIONNEL | 3 | 58,100 |
| SECRETAIRE | 1 | 97,200 |
| 121112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 3912 | 93,883,737 |
| ADMINISTRATEUR | 10 | 260,000 |
| AGENT DE LIAISON | 7 | 118,000 |
| AGENT DE SECURITE | 220 | 3,502,030 |
| AIDE TECHNICIEN | 2 | 41,000 |
| ARCHITECTE | 14 | 372,500 |
| ARCHIVISTE | 32 | 530,000 |
| ASSISTANT ADMINISTRATIF | 93 | 3,620,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SECTION | 4 | 128,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SECURITE | 3 | 130,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SERVICE | 4 | 168,000 |
| ASSISTANT COORDONNATEUR | 1 | 55,000 |
| ASSISTANT DIRECTEUR | 2 | 110,000 |
| ASSISTANT LOGISTIQUE | 2 | 32,000 |
| ASSISTANT SECRETAIRE EXECUTIF | 1 | 23,000 |
| BIBLIOTHECAIRE | 1 | 17,000 |
| CHARGE DE MISSION | 21 | 1,258,940 |
| CHAUFFEUR | 74 | 1,236,910 |
| CHEF DE PERSONNEL | 1 | 46,000 |
| CHEF DE SECTION | 8 | 276,000 |
| CHEF DE SECURITE | 1 | 17,000 |
| CHEF DE SERVICE | 16 | 736,000 |
| CLERC | 295 | 4,306,200 |
| COMMIS ADMINISTRATIF | 3 | 63,000 |
| COMMIS PARQUET | 69 | 1,353,000 |
| COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT | 30 | 2,387,640 |
| COMPTABLE | 7 | 233,500 |
| CONSEILLER JURIDIQUE | 8 | 379,000 |
| COORDONNATEUR | 18 | 1,150,500 |
| CUISINIER | 5 | 79,600 |
| DACTYLOGRAPHE | 93 | 1,559,500 |
| DESSINATEUR | 1 | 23,000 |
| DEVELOPPEUR DE PROGRAMME | 1 | 26,000 |
| DIRECTEUR | 14 | 716,400 |
| DIRECTEUR GENERAL | 1 | 84,400 |
| DISPATCHER | 1 | 26,000 |
| DOCUMENTALISTE | 2 | 59,000 |
| DOUCOMAN | 3 | 69,000 |
| ECONOMISTE | 12 | 264,000 |
| ELECTRICIEN | 2 | 36,500 |
| EMPLOYE | 2 | 23,100 |
| EMPLOYE DE MAINTENANCE | 86 | 1,183,220 |
| GARDIEN | 34 | 367,400 |
| GESTIONNAIRE | 18 | 540,000 |
| GREFFIER | 827 | 20,115,313 |
| HOQUETON | 134 | 1,436,100 |
| HUISSIER | 133 | 2,642,086 |
| INFIRMIER | 1 | 20,500 |
| INGENIEUR | 5 | 190,000 |
| INSPECTEUR | 5 | 172,500 |
| INSPECTEUR JUDICIAIRE | 6 | 207,000 |
| INSPECTEUR REGIONAL | 1 | 34,500 |
| INTENDANT | 9 | 151,000 |
| JUGE DE PAIX TITULAIRE | 1 | 54,540 |
| LESSIVEUSE | 1 | 12,100 |
| MACON | 1 | 22,000 |
| MANUTENTIONNAIRE | 7 | 102,200 |
| MECANICIEN | 4 | 71,500 |
| MEDECIN | 1 | 38,000 |

PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE

| | Effectif | MASSE SALARIALE |
|------------------------------------------|--------------|--------------------|
| MENAGER | 189 | 2,226,000 |
| MESSAGER | 86 | 1,193,830 |
| OFFICIER D'ETAT CIVIL | 113 | 1,930,500 |
| OPERATEUR | 4 | 89,580 |
| OPERATEUR DE SAISIE | 11 | 271,000 |
| OPERATEUR INFORMATIQUE | 1 | 23,000 |
| PLANIFICATEUR-ECONOMISTE | 1 | 11,000 |
| PLOMBIER | 1 | 23,000 |
| PROFESSIONNEL | 624 | 13,122,408 |
| RECEPTIONISTE | 32 | 541,000 |
| REPORTEUR | 1 | 22,000 |
| RESPONSABLE | 9 | 274,100 |
| SECRETAIRE | 242 | 5,589,500 |
| SERVEUR | 8 | 122,000 |
| SUBSTITUT DU COMMISSAIRE | 135 | 9,306,300 |
| SUBSTITUT DU COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT | 85 | 5,752,480 |
| SUBSTITUT DU GOUVERNEMENT COUR D'APPEL | 3 | 254,520 |
| SUBSTITUT PARQUET | 1 | 84,840 |
| SUPERVISEUR | 2 | 32,000 |
| TECHNICIEN EN ETAT CIVIL | 2 | 46,000 |
| TECHNICIEN EN MAINTENANCE | 4 | 92,000 |
| 1211216-POLICE NATIONALE D'HAITI | 17235 | 476,121,130 |
| ADMINISTRATEUR | 3 | 173,400 |
| AGENT | 2 | 44,000 |
| AGENT ADMINISTRATIF | 2 | 31,600 |
| AGENT D'ASSAINISSEMENT | 18 | 289,000 |
| AGENT DE LIAISON | 98 | 1,640,110 |
| AGENT DE SECURITE | 9 | 133,800 |
| AIDE FERRONNIER | 1 | 14,600 |
| AIDE INFIRMIER | 3 | 43,800 |
| AIDE MECANICIEN | 33 | 519,700 |
| AIDE TECHNICIEN | 12 | 246,000 |
| ANALYSTE PROGRAMMEUR | 5 | 202,000 |
| ARCHITECTE | 14 | 364,000 |
| ARCHIVISTE | 3 | 49,000 |
| ARMURIER | 4 | 89,000 |
| ASSISTANT ADMINISTRATIF | 36 | 1,241,500 |
| ASSISTANT CHEF BUDGET | 1 | 42,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SECTION | 9 | 288,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SECURITE | 4 | 168,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SERVICE | 4 | 169,000 |
| ASSISTANT CHEF SECTION | 1 | 32,000 |
| ASSISTANT DIRECTEUR | 3 | 165,000 |
| ASSISTANT LOGISTIQUE | 4 | 64,000 |
| ASSISTANT SOCIAL | 2 | 48,000 |
| AUXILIAIRE INFIRMIER | 5 | 87,500 |
| BRANCARDIER | 1 | 11,000 |
| CHARGE | 1 | 35,000 |
| CHARGE DE LIAISON | 1 | 22,000 |
| CHARGE DE MISSION | 2 | 131,400 |
| CHARGE DE PROTOCOLE | 1 | 34,500 |
| CHARPENTIER | 1 | 12,100 |
| CHAUFFEUR | 80 | 1,272,800 |
| CHEF DE BUREAU | 6 | 132,000 |
| CHEF DE SECTION | 14 | 483,000 |
| CHEF DE SERVICE | 20 | 920,000 |
| CLERC | 1 | 16,000 |
| COIFFEUR | 1 | 20,500 |
| COMMIS ADMINISTRATIF | 116 | 2,470,000 |
| COMMISSAIRE DE POLICE | 82 | 4,264,000 |
| COMMISSAIRE DIVISIONNAIRE | 70 | 4,340,000 |
| COMMISSAIRE PRINCIPAL | 94 | 5,358,000 |
| COMPTABLE | 41 | 1,071,500 |
| CONSEILLER JURIDIQUE | 4 | 125,000 |
| CONSULTANT | 4 | 93,000 |
| CONTROLEUR DE STOCK | 1 | 48,760 |
| COORDONNATEUR | 34 | 2,059,000 |
| CUISINIER | 87 | 1,153,560 |
| DACTYLOGRAPHE | 5 | 84,000 |
| DENTISTE | 2 | 52,000 |

**PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE**

| | Effectif | MASSE SALARIALE |
|------------------------------|----------|-----------------|
| DEVELOPPEUR DE PROGRAMME | 1 | 26,000 |
| DIRECTEUR | 12 | 629,200 |
| DIRECTEUR MEDICAL | 1 | 55,000 |
| DOCUMENTALISTE | 14 | 231,000 |
| EBENISTE | 3 | 52,100 |
| ECONOMISTE | 15 | 351,000 |
| ELECTRICIEN | 15 | 302,000 |
| ELECTROMECHANICIEN | 2 | 44,000 |
| EMPLOYE | 1 | 11,000 |
| EMPLOYE DE MAINTENANCE | 31 | 387,350 |
| FERRONNIER | 1 | 17,000 |
| GARCON DE COUR | 92 | 1,152,990 |
| GARDIEN | 43 | 517,610 |
| GESTIONNAIRE | 18 | 642,000 |
| IMMATRICULATION | 1 | 14,600 |
| INFIRMIER | 60 | 1,279,000 |
| INFORMATICIEN | 5 | 119,000 |
| INGENIEUR | 3 | 116,000 |
| INSPECTEUR | 19 | 644,600 |
| INSPECTEUR DE POLICE | 1750 | 61,250,000 |
| INSPECTEUR DIVISIONNAIRE | 329 | 15,561,700 |
| INSPECTEUR GENERAL | 21 | 1,524,400 |
| INSPECTEUR PRINCIPAL | 519 | 21,279,000 |
| INTENDANT | 160 | 2,613,500 |
| JARDINIER | 13 | 143,000 |
| JOURNALISTE | 1 | 17,000 |
| JURISTE | 1 | 26,000 |
| LA VEUR D'AUTO | 9 | 111,900 |
| MANUTENTIONNAIRE | 26 | 333,720 |
| MECANICIEN | 99 | 1,986,000 |
| MECANOGRAPHE | 1 | 13,800 |
| MEDECIN | 7 | 204,000 |
| MENAGER | 189 | 2,219,700 |
| MESSAGER | 108 | 1,607,700 |
| MONITEUR CIVIQUE | 2 | 36,900 |
| OPERATEUR | 2 | 29,200 |
| OPERATEUR DE SAISIE | 102 | 2,195,000 |
| OPERATEUR INFORMATIQUE | 3 | 66,000 |
| OPERATEUR PHOTOCOPIEUSE | 1 | 13,310 |
| PEINTRE | 1 | 11,000 |
| PHARMACIEN | 1 | 26,000 |
| PHOTOGRAPHE | 4 | 78,200 |
| PLANIFICATEUR-ECONOMISTE | 8 | 106,200 |
| PLOMBIER | 28 | 541,600 |
| POLICIER | 2 | 56,000 |
| POLICIER A1 | 6905 | 172,625,000 |
| POLICIER A2 | 2400 | 64,795,000 |
| POLICIER A3 | 1279 | 37,091,000 |
| POLICIER A4 | 1055 | 32,699,000 |
| PORTIER | 1 | 12,100 |
| PRESENTATEUR | 1 | 22,000 |
| PROFESSEUR | 7 | 197,100 |
| PROFESSIONNEL | 466 | 10,249,400 |
| RECEPTIONISTE | 38 | 633,000 |
| REDACTEUR | 1 | 22,000 |
| REPARATEUR | 1 | 14,600 |
| RESPONSABLE | 9 | 266,000 |
| SAPEUR-POMPIER | 119 | 2,023,000 |
| SECRETAIRE | 76 | 2,108,500 |
| SOUS DIRECTEUR | 6 | 330,000 |
| SUPERVISEUR | 2 | 55,300 |
| SUPERVISEUR PRODUCTION | 1 | 17,000 |
| TECHNICIEN | 169 | 3,315,620 |
| TECHNICIEN LOGISTIQUE | 1 | 17,000 |
| TECHNICIEN ELECTROMECHANIQUE | 1 | 30,000 |
| TECHNICIEN EN DACTYLOSCOPIE | 1 | 26,000 |
| TECHNICIEN EN ETAT CIVIL | 3 | 69,000 |
| TECHNICIEN EN INFORMATIQUE | 8 | 185,000 |
| TECHNICIEN EN MAINTENANCE | 7 | 148,000 |
| TECHNICIEN EN MECANIQUE | 1 | 22,000 |

**PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE**

| | Effectif | MASSE SALARIALE |
|---------------------------------------------------------|-----------|------------------|
| TECHNOLOGISTE MEDICAL | 4 | 84,000 |
| TENEUR DE LIVRE | 1 | 20,500 |
| AIDE ELECTRICIEN | 2 | 30,600 |
| INFIRMIER HYGIENISTE | 1 | 17,000 |
| 1211121-ECOLE DE LA MAGISTRATURE | 41 | 1,227,520 |
| AGENT DE SECURITE | 2 | 32,000 |
| ANALYSTE PROGRAMMEUR | 1 | 51,000 |
| ASSISTANT ADMINISTRATIF | 1 | 42,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SERVICE | 2 | 84,000 |
| CHARGE DE MISSION | 2 | 101,000 |
| CHAUFFEUR | 3 | 50,000 |
| CHEF DE POSTE | 1 | 26,000 |
| CHEF DE SERVICE | 6 | 276,000 |
| COMMIS ADMINISTRATIF | 2 | 34,000 |
| DIRECTEUR | 2 | 131,400 |
| GESTIONNAIRE | 1 | 30,000 |
| INFIRMIER | 1 | 23,000 |
| INTENDANT | 1 | 17,000 |
| JARDINIER | 2 | 25,410 |
| MENAGER | 3 | 36,300 |
| MESSAGER | 1 | 12,100 |
| OPERATEUR PHOTOCOPIEUSE | 1 | 13,310 |
| PROFESSIONNEL | 6 | 166,000 |
| RECEPTIONISTE | 1 | 17,000 |
| SECRETAIRE | 2 | 60,000 |
| 1212-MINISTRE DES HAITIENS VIVANT A L'ETRANGER | 89 | 3,188,710 |
| 1212111-BUREAU DU MINISTRE | 14 | 543,000 |
| ASSISTANT DIRECTEUR | 1 | 55,000 |
| CHARGE DE MISSION | 1 | 55,000 |
| CHAUFFEUR | 1 | 17,000 |
| CHEF DE SECTION | 1 | 34,500 |
| CHEF DE SERVICE | 2 | 92,000 |
| CHEF DU PROTOCOLE | 1 | 42,000 |
| CONSEILLER JURIDIQUE | 1 | 51,000 |
| EMPLOYE DE MAINTENANCE | 3 | 43,800 |
| INTENDANT | 1 | 16,900 |
| MESSAGER | 1 | 14,600 |
| MINISTRE | 1 | 121,200 |
| 1212112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 75 | 2,645,710 |
| AGENT D'ACCUEIL | 1 | 20,500 |
| AGENT DE PROTOCOLE | 2 | 70,200 |
| AGENT DE SECURITE | 2 | 32,000 |
| ARCHITECTE | 1 | 26,000 |
| ASSISTANT ADMINISTRATIF | 5 | 210,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SECTION | 3 | 96,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SECURITE | 2 | 84,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SERVICE | 1 | 42,000 |
| ASSISTANT DIRECTEUR | 1 | 55,000 |
| CHARGE DE MISSION | 3 | 197,100 |
| CHAUFFEUR | 3 | 51,000 |
| CHEF DE SECTION | 5 | 172,500 |
| CHEF DE SERVICE | 7 | 322,000 |
| COMMIS ADMINISTRATIF | 1 | 17,000 |
| COMPTABLE | 1 | 46,000 |
| CONSEILLER JURIDIQUE | 1 | 51,000 |
| COORDONNATEUR | 2 | 131,400 |
| DIRECTEUR | 6 | 394,200 |
| DIRECTEUR GENERAL | 1 | 84,400 |
| DOCUMENTALISTE | 1 | 17,000 |
| EMPLOYE DE MAINTENANCE | 6 | 78,810 |
| INTENDANT | 1 | 16,000 |
| LAVEUR D'AUTO | 1 | 12,100 |
| MENAGER | 1 | 14,600 |
| MESSAGER | 3 | 43,800 |
| OPERATEUR INFORMATIQUE | 2 | 46,000 |
| PORTIER | 1 | 14,600 |
| PROFESSIONNEL | 6 | 133,500 |
| RESPONSABLE | 1 | 42,000 |
| RESPONSABLE / PROTOCOLE | 1 | 42,000 |
| SECRETAIRE | 2 | 60,000 |

PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE

| | Effectif | MASSE SALARIALE |
|---------------------------------------------------------|------------|-------------------|
| TECHNICIEN EN MAINTENANCE | 1 | 23,000 |
| 121 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES | 586 | 21,405,910 |
| 1213111-BUREAU DU MINISTRE | 199 | 7,901,310 |
| AGENT DE LIAISON | 1 | 16,000 |
| AGENT DE SECURITE | 5 | 85,000 |
| ASSISTANT ADMINISTRATIF | 3 | 103,500 |
| ATTACHE DE PRESSE | 60 | 2,309,500 |
| BARMAN | 1 | 17,000 |
| CAMERAMAN | 1 | 35,000 |
| CHARGE DE MISSION | 35 | 2,384,600 |
| CHAUFFEUR | 7 | 146,000 |
| COMMIS ADMINISTRATIF | 27 | 567,000 |
| COORDONNATEUR | 3 | 154,400 |
| DEUXIEME ASSISTANT | 9 | 415,000 |
| DIRECTEUR | 4 | 231,600 |
| EMPLOYE DE MAINTENANCE | 3 | 46,200 |
| INFORMATICIEN | 1 | 34,500 |
| LAVEUR D'AUTO | 1 | 13,310 |
| MANUTENTIONNAIRE | 4 | 55,200 |
| MECANICIEN | 1 | 22,000 |
| MENAGER | 3 | 43,800 |
| MESSAGER | 3 | 43,800 |
| MINISTRE | 1 | 121,200 |
| NETTOYEUR | 4 | 56,800 |
| OPERATEUR DE SAISIE | 2 | 44,000 |
| RESPONSABLE | 2 | 124,400 |
| SECRETAIRE | 2 | 60,000 |
| SERVEUR | 1 | 20,500 |
| TECHNICIEN EN ETAT CIVIL | 2 | 44,000 |
| PREMIER ASSISTANT | 13 | 707,000 |
| 1213112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 387 | 13,504,600 |
| AGENT DE LIAISON | 4 | 65,000 |
| AGENT DE SECURITE | 1 | 22,000 |
| ARCHIVISTE | 1 | 22,000 |
| ASSISTANT ADMINISTRATIF | 5 | 187,500 |
| ASSISTANT CHEF | 1 | 42,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SECTION | 1 | 32,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SERVICE | 1 | 42,000 |
| ASSISTANT RESPONSABLE | 1 | 30,000 |
| ATTACHE DE PRESSE | 92 | 3,506,000 |
| CHARGE DE MISSION | 23 | 1,612,600 |
| CHAUFFEUR | 10 | 200,000 |
| CHEF DE SECTION | 2 | 69,000 |
| CHEF DE SERVICE | 2 | 92,000 |
| CHEF DU PROTOCOLE | 2 | 150,100 |
| COMMIS ADMINISTRATIF | 71 | 1,438,100 |
| COMPTABLE | 1 | 30,000 |
| COORDONNATEUR | 7 | 354,300 |
| DEUXIEME ASSISTANT | 36 | 1,565,000 |
| DIRECTEUR | 10 | 657,000 |
| DIRECTEUR GENERAL | 1 | 84,400 |
| EMPLOYE DE MAINTENANCE | 13 | 192,200 |
| GOVERNANTE | 1 | 21,500 |
| INFORMATICIEN | 1 | 34,500 |
| INTENDANT | 1 | 17,000 |
| MAGASINIER | 1 | 17,500 |
| MECANICIEN | 2 | 44,000 |
| MENAGER | 4 | 59,200 |
| MESSAGER | 17 | 248,200 |
| NETTOYEUR | 7 | 96,600 |
| OPERATEUR DE SAISIE | 16 | 327,000 |
| PLOMBIER | 1 | 26,000 |
| PROFESSIONNEL | 16 | 483,400 |
| RESPONSABLE | 7 | 402,500 |
| SECRETAIRE | 9 | 280,000 |
| INSPECTEUR GENERAL | 1 | 84,000 |
| PREMIER ASSISTANT | 18 | 970,000 |
| 1214 LA PRESIDENCE | 188 | 4,870,840 |
| 1214111-BUREAU DU PRESIDENT | 23 | 1,008,110 |
| AGENT | 1 | 27,500 |

PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE

| | Effectif | MASSE SALARIALE |
|-----------------------------------------------------------|------------|-------------------|
| AGENT ADMINISTRATIF | 1 | 17,000 |
| AGENT DE SECURITE | 1 | 11,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SERVICE | 1 | 42,000 |
| CHAUFFEUR | 1 | 17,000 |
| CHEF DE SERVICE | 1 | 46,000 |
| COMMIS ADMINISTRATIF | 1 | 14,600 |
| DIRECTEUR | 1 | 121,200 |
| MENAGER | 1 | 22,000 |
| MESSAGER | 1 | 13,800 |
| OPERATEUR | 1 | 14,600 |
| PLANIFICATEUR-ECONOMISTE | 1 | 14,900 |
| PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE | 1 | 242,400 |
| PROFESSIONNEL | 6 | 101,710 |
| SECRETAIRE | 1 | 17,000 |
| SECRETAIRE GENERAL | 2 | 242,400 |
| TRANSCRIPTEUR | 1 | 43,000 |
| 121412- ADMINISTRATION GENERALE DU PALAIS NATIONAL | 165 | 3,862,730 |
| AGENT DE PROTOCOLE | 2 | 70,000 |
| AGENT DE SOUTIEN | 3 | 46,200 |
| AGENT DOUANIER | 1 | 20,500 |
| ASSISTANT CHEF DE SECURITE | 1 | 42,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SERVICE | 3 | 126,000 |
| ASSISTANT EXECUTIF | 2 | 84,000 |
| CHARGE DE MISSION | 1 | 55,000 |
| CHAUFFEUR | 7 | 119,000 |
| CHEF DE SECTION | 1 | 34,500 |
| CHEF DE SERVICE | 1 | 46,000 |
| COMMIS ADMINISTRATIF | 5 | 83,000 |
| COMMIS PARQUET | 1 | 14,900 |
| COMPTABLE | 1 | 30,000 |
| COORDONNATEUR | 6 | 431,600 |
| CUISINIER | 1 | 14,600 |
| DIRECTEUR | 6 | 420,900 |
| ELECTRICIEN | 2 | 39,000 |
| EMPLOYE | 1 | 14,600 |
| EMPLOYE DE MAINTENANCE | 1 | 14,600 |
| GARDIEN | 2 | 29,200 |
| GESTIONNAIRE | 2 | 49,000 |
| INFORMATICIEN | 2 | 55,000 |
| INTENDANT | 5 | 82,000 |
| JARDINIER | 12 | 159,720 |
| JURISTE | 3 | 105,000 |
| LAVANDIERE | 1 | 14,600 |
| LAVEUR D'AUTO | 1 | 13,310 |
| LESSIVEUSE | 1 | 14,600 |
| MECANICIEN | 2 | 33,000 |
| MENAGER | 8 | 110,460 |
| MESSAGER | 4 | 57,110 |
| NETTOYEUR | 1 | 13,310 |
| OPERATEUR INFORMATIQUE | 1 | 16,000 |
| PROFESSIONNEL | 55 | 915,320 |
| RECEPTIONISTE | 4 | 68,000 |
| RESPONSABLE | 1 | 32,000 |
| SECRETAIRE | 5 | 150,000 |
| SECRETAIRE EXECUTIF | 1 | 65,700 |
| SERVEUR | 2 | 33,000 |
| SUPERVISEUR | 1 | 16,000 |
| SUPERVISEUR MECANIQUE | 1 | 42,000 |
| SUPERVISEUR MENAGE | 1 | 16,000 |
| TECHNICIEN EN MECANIQUE | 2 | 44,000 |
| TECHNICIEN EN REFRIGERATION | 1 | 22,000 |
| 1215-PRIMAIRE | 763 | 23,617,770 |
| 1215111-BUREAU DU PREMIER MINISTRE | 73 | 3,238,300 |
| AGENT DE PROTOCOLE | 1 | 32,000 |
| ANALYSTE DE PROJETS | 1 | 51,000 |
| ASSISTANT ADMINISTRATIF | 10 | 416,500 |
| ASSISTANT CHEF DE SECURITE | 1 | 42,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SERVICE | 1 | 42,000 |
| ASSISTANT DIRECTEUR | 5 | 295,600 |
| CHARGE DE MISSION | 4 | 307,600 |

PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE

| | Effectif | MASSE SALARIALE |
|----------------------------------------|------------|-------------------|
| CHAUFFEUR | 3 | 51,000 |
| CHEF DE SECTION | 1 | 34,500 |
| CHEF DE SERVICE | 2 | 92,000 |
| COMMIS ADMINISTRATIF | 5 | 103,000 |
| COMPTABLE | 1 | 35,000 |
| COORDONNATEUR | 3 | 318,000 |
| DIRECTEUR | 3 | 252,600 |
| EMPLOYE DE MAINTENANCE | 4 | 58,400 |
| INFIRMIER | 1 | 22,000 |
| INTENDANT | 1 | 17,000 |
| MEDIATEUR SPECIAL | 1 | 121,200 |
| MENAGER | 8 | 117,400 |
| MESSAGER | 1 | 14,600 |
| MINISTRE | 1 | 121,200 |
| OFFICIER DE PROTOCOLE | 2 | 64,000 |
| PLOMBIER | 1 | 14,600 |
| PORTIER | 1 | 14,600 |
| PREMIER MINISTRE | 1 | 162,200 |
| PROFESSIONNEL | 8 | 291,100 |
| SECRETAIRE | 1 | 26,000 |
| SECRETAIRE GENERAL | 1 | 121,200 |
| 1215112-ADMINISTRATION GENERALE | 533 | 15,534,630 |
| ADMINISTRATEUR | 1 | 65,700 |
| AGENT | 2 | 34,000 |
| AGENT D'ACCUEIL | 1 | 17,000 |
| AGENT DE LIAISON | 3 | 51,000 |
| AGENT DE PROTOCOLE | 1 | 32,000 |
| AGENT DE SECURITE | 44 | 707,000 |
| AGENT DE SURVEILLANCE | 11 | 174,600 |
| AIDE MECANICIEN | 1 | 16,000 |
| ANALYSTE DE PROJETS | 1 | 51,000 |
| ANALYSTE PROGRAMMEUR | 8 | 371,000 |
| ARCHIVISTE | 1 | 29,000 |
| ASSISTANT ADMINISTRATIF | 32 | 1,310,500 |
| ASSISTANT CHEF DE SECTION | 4 | 128,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SECURITE | 4 | 168,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SERVICE | 10 | 410,000 |
| ASSISTANT DIRECTEUR | 9 | 515,600 |
| BARTENDER | 1 | 16,800 |
| CHARGE DE MISSION | 23 | 1,604,300 |
| CHAUFFEUR | 43 | 735,000 |
| CHEF DE SECTION | 7 | 241,500 |
| CHEF DE SERVICE | 17 | 782,000 |
| COMMIS ADMINISTRATIF | 66 | 1,418,000 |
| COMPTABLE | 8 | 209,000 |
| CONSEILLER | 1 | 55,000 |
| CONSEILLER JURIDIQUE | 2 | 86,000 |
| COORDONNATEUR | 7 | 582,000 |
| CUISINIER | 6 | 100,000 |
| DEVELOPPEUR DE PROGRAMME | 5 | 137,000 |
| DIRECTEUR | 13 | 849,100 |
| ELECTRICIEN | 2 | 36,500 |
| EMPLOYE DE MAINTENANCE | 3 | 45,200 |
| GARDIEN | 9 | 114,000 |
| INFORMATICIEN | 2 | 52,000 |
| INSPECTEUR DE POLICE | 1 | 42,000 |
| INTENDANT | 4 | 68,000 |
| JARDINIER | 8 | 114,700 |
| LAVEUR D'AUTO | 1 | 16,000 |
| MANUTENTIONNAIRE | 13 | 163,000 |
| MECANICIEN | 4 | 68,000 |
| MENAGER | 36 | 439,500 |
| MESSAGER | 9 | 125,030 |
| OFFICIER DE PROTOCOLE | 6 | 192,000 |
| OPERATEUR INFORMATIQUE | 6 | 152,000 |
| OPERATEUR PHOTOCOPIEUSE | 1 | 14,600 |
| PLANIFICATEUR-ECONOMISTE | 2 | 33,600 |
| PLOMBIER | 1 | 20,500 |
| PORTIER | 6 | 76,000 |
| PROFESSIONNEL | 59 | 2,122,900 |

PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE

| | Effectif | MASSE SALARIALE |
|----------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|------------------|
| RECEPTIONISTE | 2 | 34,000 |
| RESPONSABLE | 2 | 62,000 |
| SECRETAIRE | 13 | 365,000 |
| SECRETAIRE GENERAL | 1 | 97,200 |
| SERVEUR | 7 | 112,800 |
| TECHNICIEN EN INFORMATIQUE | 1 | 26,000 |
| TECHNICIEN EN MAINTENANCE | 2 | 46,000 |
| 1215214-CENTRE DE FORMATION ET DE PERFECTIONNEMENT DES AGENTS DE LA FONCTION PUBLIQUE | 20 | 601,600 |
| ADMINISTRATEUR | 1 | 65,700 |
| ASSISTANT ADMINISTRATIF | 1 | 42,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SERVICE | 1 | 42,000 |
| CHAUFFEUR | 3 | 51,000 |
| CHEF DE SECTION | 1 | 34,500 |
| CHEF DE SERVICE | 3 | 138,000 |
| COMMIS ADMINISTRATIF | 1 | 23,000 |
| DIRECTEUR | 1 | 84,000 |
| GARDIEN | 3 | 40,600 |
| INTENDANT | 1 | 17,000 |
| MENAGER | 1 | 13,800 |
| PROFESSIONNEL | 2 | 33,000 |
| RECEPTIONISTE | 1 | 17,000 |
| 1215116-CONSEIL DE MODERNISATION DES ENTREPRISES PUBLIQUES | 12 | 444,410 |
| ANALYSTE PROGRAMMEUR | 1 | 51,000 |
| CHEF DE SERVICE | 1 | 46,000 |
| COMMIS ADMINISTRATIF | 1 | 23,000 |
| DIRECTEUR | 3 | 197,100 |
| INTENDANT | 2 | 33,000 |
| MESSAGER | 1 | 13,310 |
| PROFESSIONNEL | 3 | 81,000 |
| 1215117-COMMISSION NATIONALE DE LUTTE CONTRE LA DROGUE | 39 | 1,208,810 |
| AGENT | 1 | 29,000 |
| ASSISTANT DIRECTEUR | 2 | 110,000 |
| CHAUFFEUR | 4 | 68,000 |
| DIRECTEUR | 5 | 328,500 |
| GARDIEN | 3 | 39,000 |
| MENAGER | 4 | 49,610 |
| MESSAGER | 2 | 29,200 |
| PROFESSIONNEL | 14 | 466,000 |
| SECRETAIRE | 2 | 46,000 |
| TECHNICIEN EN INFORMATIQUE | 1 | 23,000 |
| TECHNICIEN EN MAINTENANCE | 1 | 20,500 |
| 1215118-BUREAU DE L'ORDONNATEUR NATIONAL | 16 | 295,100 |
| AGENT D'ACCUEIL | 1 | 16,000 |
| ASSISTANT ADMINISTRATIF | 1 | 42,000 |
| CHAUFFEUR | 7 | 111,800 |
| COMMIS ADMINISTRATIF | 1 | 16,000 |
| CONSEILLER FINANCIER | 1 | 51,000 |
| MENAGER | 5 | 58,300 |
| 1215119-COMMISSION NATIONALE DE PASSATION DE MARCHES | 50 | 1,714,700 |
| AGENT DE SECURITE | 1 | 17,000 |
| ASSISTANT DIRECTEUR | 2 | 110,000 |
| CHAUFFEUR | 11 | 186,000 |
| CHEF DE SERVICE | 2 | 92,000 |
| COMMIS ADMINISTRATIF | 3 | 62,000 |
| COMPTABLE | 1 | 42,000 |
| COORDONNATEUR | 1 | 65,700 |
| DIRECTEUR | 1 | 65,700 |
| GARDIEN | 2 | 22,000 |
| INTENDANT | 4 | 65,000 |
| MECANICIEN | 2 | 46,000 |
| MENAGER | 1 | 12,100 |
| MESSAGER | 3 | 43,800 |
| PROFESSIONNEL | 3 | 81,500 |
| SECRETAIRE | 13 | 803,900 |
| 1215122-BUREAU DE COORD. ET DE SUIVI DES ACCORDS CARICOM/OMC/ZLEA | 18 | 491,520 |
| ADMINISTRATEUR | 1 | 65,700 |
| AGENT DE LIAISON | 1 | 17,000 |
| CHARGE DE MISSION | 1 | 51,000 |
| CHAUFFEUR | 3 | 49,000 |

**PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE**

| | Effectif | MASSE SALARIALE |
|------------------------------------------------------------------------|-------------|-------------------|
| COMPTABLE | 1 | 35,000 |
| ECONOMISTE | 2 | 78,000 |
| GARDIEN | 1 | 14,600 |
| INTENDANT | 1 | 17,000 |
| MENAGER | 1 | 13,310 |
| MESSAGER | 1 | 14,600 |
| OPERATEUR INFORMATIQUE | 1 | 23,000 |
| PLOMBIER | 1 | 13,310 |
| PROFESSIONNEL | 2 | 70,000 |
| SECRETAIRE | 1 | 30,000 |
| 1215220-BUREAU DE GESTION DES MILITAIRES DEMOBILISES | 2 | 88,700 |
| COMMIS ADMINISTRATIF | 1 | 23,000 |
| DIRECTEUR | 1 | 65,700 |
| 1216-MINISTRE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES | 1725 | 52,191,110 |
| 121611-BUREAU DU MINISTRE | 29 | 1,030,100 |
| ASSISTANT ADMINISTRATIF | 1 | 42,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SECTION | 2 | 64,000 |
| CHARGE DE MISSION | 1 | 42,000 |
| CHEF DE SECTION | 2 | 69,000 |
| CHEF DE SERVICE | 2 | 92,000 |
| COMMIS ADMINISTRATIF | 1 | 23,000 |
| CONSEILLER JURIDIQUE | 1 | 22,000 |
| COORDONNATEUR | 5 | 317,800 |
| EMPLOYE DE MAINTENANCE | 2 | 26,700 |
| MENAGER | 4 | 48,400 |
| MINISTRE | 1 | 121,200 |
| PROFESSIONNEL | 5 | 110,000 |
| SECRETAIRE | 1 | 30,000 |
| TECHNICIEN EN ETAT CIVIL | 1 | 22,000 |
| 1216112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 1696 | 51,161,010 |
| ADMINISTRATEUR | 1 | 22,000 |
| AGENT | 3 | 44,400 |
| AGENT COMMUNICATION | 1 | 16,000 |
| AGENT D'ASSAINISSEMENT | 1 | 16,000 |
| AGENT DE LIAISON | 32 | 522,000 |
| AGENT DE SECURITE | 89 | 1,279,570 |
| AGENT TECHNIQUE | 1 | 13,800 |
| AIDE TECHNICIEN | 2 | 41,000 |
| ANALYSTE DE SYSTEME | 1 | 35,000 |
| ANALYSTE PROGRAMMEUR | 3 | 69,000 |
| ARCHIVISTE | 4 | 61,200 |
| ASSISTANT ADMINISTRATEUR | 1 | 20,500 |
| ASSISTANT ADMINISTRATIF | 57 | 2,304,500 |
| ASSISTANT CHEF DE SECTION | 14 | 448,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SECURITE | 7 | 274,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SERVICE | 8 | 336,000 |
| ASSISTANT COORDONNATEUR | 25 | 1,375,000 |
| ASSISTANT DIRECTEUR | 4 | 220,000 |
| ATTACHE DE PRESSE | 3 | 74,500 |
| CHARGE DE MISSION | 34 | 1,821,400 |
| CHAUFFEUR | 57 | 807,740 |
| CHEF DE SECTION | 20 | 690,000 |
| CHEF DE SECURITE | 1 | 30,000 |
| CHEF DE SERVICE | 28 | 1,284,000 |
| COMMIS ADMINISTRATIF | 18 | 349,000 |
| COMPTABLE | 41 | 1,101,000 |
| COMPTABLE PUBLIC | 21 | 630,000 |
| CONSEILLER | 2 | 110,000 |
| CONSEILLER JURIDIQUE | 11 | 335,000 |
| CONTROLEUR DE STOCK | 1 | 42,000 |
| COORDONNATEUR | 97 | 5,917,500 |
| DACTYLOGRAPHE | 3 | 48,200 |
| DELEGUE | 10 | 756,000 |
| DEVELOPPEUR DE PROGRAMME | 2 | 48,000 |
| DIRECTEUR | 30 | 1,737,400 |
| DIRECTEUR GENERAL | 1 | 84,400 |
| DOCUMENTALISTE | 23 | 382,210 |
| ECONOMISTE | 2 | 94,000 |
| ELECTRICIEN | 1 | 20,500 |
| EMPLOYE | 12 | 176,000 |

PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE

| | Effectif | MASSE SALARIALE |
|------------------------------------------|------------|------------------|
| EMPLOYE DE MAINTENANCE | 18 | 206,220 |
| GARDIEN | 20 | 227,310 |
| GESTIONNAIRE | 1 | 30,000 |
| INGENIEUR | 17 | 544,000 |
| INSPECTEUR | 186 | 4,010,500 |
| INSPECTEUR REGIONAL | 1 | 17,000 |
| INTENDANT | 7 | 117,000 |
| INVESTIGATEUR | 1 | 16,000 |
| JARDINIER | 2 | 24,200 |
| LAVEUR D'AUTO | 1 | 12,100 |
| MANUTENTIONNAIRE | 3 | 41,220 |
| MENAGER | 61 | 675,700 |
| MESSAGER | 20 | 239,230 |
| OPERATEUR | 1 | 12,100 |
| OPERATEUR DE SAISIE | 50 | 1,065,000 |
| OPERATEUR D'ORDINATEUR | 4 | 71,700 |
| OPERATEUR INFORMATIQUE | 20 | 368,500 |
| PHOTOGRAPHE | 1 | 20,500 |
| PLANIFICATEUR | 2 | 36,600 |
| PLANIFICATEUR-ECONOMISTE | 4 | 56,200 |
| PLOMBIER | 2 | 25,410 |
| PORTIER | 2 | 26,700 |
| PROFESSIONNEL | 364 | 12,453,690 |
| RECEPTIONISTE | 18 | 301,600 |
| RECEVEUR | 1 | 16,000 |
| REDACTEUR | 29 | 420,500 |
| RESPONSABLE | 6 | 188,000 |
| RESPONSABLE /CAFETERIA | 1 | 26,000 |
| RESPONSABLE ADJOINT | 1 | 32,000 |
| SECOURISTE | 1 | 17,000 |
| SECRETAIRE | 58 | 1,307,910 |
| SECRETAIRE EXECUTIF | 1 | 17,000 |
| SECRETAIRE GENERAL | 19 | 530,100 |
| SUBSTITUT DU COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT | 1 | 17,000 |
| SUPERVISEUR | 29 | 989,000 |
| SUPERVISEUR GENERAL | 1 | 65,700 |
| SUPERVISEUR GENERAL ADJOINT | 15 | 623,000 |
| TECHNICIEN EN COMMUNICATION | 1 | 23,000 |
| TECHNICIEN EN ETAT CIVIL | 3 | 55,000 |
| TECHNICIEN EN INFORMATIQUE | 1 | 26,000 |
| TECHNICIEN EN MAINTENANCE | 3 | 64,500 |
| VERIFICATEUR | 3 | 88,000 |
| VICE-DELEGUE | 44 | 2,420,000 |
| 1217-MINISTERE DE LA DEFENSE | 271 | 8,209,830 |
| 121711-BUREAU DU MINISTRE | 65 | 1,926,110 |
| AGENT DE PROTOCOLE | 1 | 22,000 |
| AGENT DE SECURITE | 2 | 32,000 |
| ANALYSTE PROGRAMMEUR | 2 | 70,000 |
| ASSISTANT ADMINISTRATIF | 4 | 160,500 |
| ASSISTANT CHEF DE SERVICE | 1 | 42,000 |
| ASSISTANT LOGISTIQUE | 1 | 16,000 |
| CHAUFFEUR | 5 | 85,000 |
| CHEF DE SERVICE | 3 | 138,000 |
| COMMIS ADMINISTRATIF | 8 | 178,000 |
| COMPTABLE | 1 | 43,000 |
| CONSEILLER JURIDIQUE | 4 | 113,000 |
| COORDONNATEUR | 1 | 65,700 |
| DIRECTEUR | 4 | 230,700 |
| ECONOMISTE | 1 | 22,000 |
| ELECTRICIEN | 1 | 22,000 |
| EMPLOYE DE MAINTENANCE | 2 | 29,200 |
| INTENDANT | 3 | 51,000 |
| LAVEUR D'AUTO | 1 | 13,310 |
| MENAGER | 4 | 48,400 |
| MESSAGER | 1 | 14,600 |
| MINISTRE | 1 | 121,200 |
| OPERATEUR INFORMATIQUE | 1 | 22,000 |
| PROFESSIONNEL | 11 | 301,500 |
| RESPONSABLE | 1 | 55,000 |
| SECRETAIRE | 1 | 30,000 |

PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE

| | Effectif | MASSE SALARIALE |
|-----------------------------------------------------------------------------------|--------------|--------------------|
| 1217112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 206 | 6,283,720 |
| ADMINISTRATEUR | 2 | 131,400 |
| AGENT DE LIAISON | 1 | 16,000 |
| AGENT DE SECURITE | 13 | 203,620 |
| AIDE TECHNICIEN | 1 | 20,500 |
| ANALYSTE PROGRAMMEUR | 1 | 35,000 |
| ARCHITECTE | 1 | 26,000 |
| ARCHIVISTE | 1 | 17,000 |
| ASSISTANT ADMINISTRATIF | 16 | 619,500 |
| ASSISTANT CHEF DE SECTION | 1 | 32,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SECURITE | 3 | 126,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SERVICE | 9 | 378,000 |
| ASSISTANT DIRECTEUR | 1 | 55,000 |
| ASSISTANT LOGISTIQUE | 2 | 32,000 |
| AUXILIAIRE INFIRMIER | 2 | 32,000 |
| CHARGE DE MISSION | 5 | 313,800 |
| CHAUFFEUR | 10 | 172,500 |
| CHEF DE SECTION | 2 | 69,000 |
| CHEF DE SERVICE | 18 | 828,000 |
| COMMIS ADMINISTRATIF | 18 | 396,000 |
| COMPTABLE | 2 | 52,000 |
| COMPTABLE PUBLIC | 1 | 30,000 |
| CONSEILLER | 3 | 197,100 |
| CONSEILLER JURIDIQUE | 3 | 119,000 |
| COORDONNATEUR | 1 | 65,700 |
| DIRECTEUR | 7 | 365,400 |
| DIRECTEUR GENERAL | 1 | 84,400 |
| ECONOMISTE | 1 | 22,000 |
| ELECTRICIEN | 2 | 44,000 |
| FORMATEUR | 3 | 51,000 |
| INFIRMIER | 8 | 171,500 |
| INGENIEUR | 1 | 65,700 |
| INTENDANT | 10 | 169,000 |
| MANUTENTIONNAIRE | 1 | 11,000 |
| MECANICIEN | 1 | 26,000 |
| MENAGER | 7 | 80,300 |
| MESSAGER | 3 | 43,800 |
| PROFESSIONNEL | 34 | 914,000 |
| REDACTEUR | 1 | 28,000 |
| RESPONSABLE | 1 | 46,000 |
| SECRETAIRE | 3 | 90,000 |
| TECHNICIEN EN COMMUNICATION | 1 | 26,000 |
| TECHNICIEN EN MECANIQUE | 1 | 20,500 |
| TECHNICIEN EN PLOMBERIE | 1 | 17,000 |
| TECHNICIEN HYDROLOGUE | 2 | 41,000 |
| 13111-MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE | 46912 | 868,524,326 |
| 131111-BUREAU DU MINISTRE | 53 | 1,631,810 |
| AGENT ADMINISTRATIF | 7 | 153,000 |
| AGENT DE SECURITE | 7 | 102,200 |
| ARCHITECTE | 1 | 26,000 |
| ASSISTANT ADMINISTRATIF | 1 | 34,500 |
| ASSISTANT COORDONNATEUR | 1 | 55,000 |
| CHARGE DE DOSSIER | 1 | 75,000 |
| CHAUFFEUR | 1 | 17,000 |
| COMMIS ADMINISTRATIF | 3 | 56,000 |
| COORDONNATEUR | 2 | 107,800 |
| DIRECTEUR | 3 | 165,900 |
| INTENDANT | 5 | 81,600 |
| MENAGER | 2 | 23,100 |
| MESSAGER | 3 | 43,800 |
| MINISTRE | 1 | 121,200 |
| OPERATEUR DE SAISIE | 1 | 22,000 |
| PROFESSIONNEL | 10 | 308,310 |
| SECRETAIRE | 3 | 217,400 |
| SUPERVISEUR | 1 | 22,000 |
| 131112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 45711 | 840,556,066 |
| ADMINISTRATEUR | 9 | 379,700 |
| AGENT | 2 | 63,200 |
| AGENT ADMINISTRATIF | 280 | 5,651,700 |
| AGENT DE LIAISON | 9 | 142,400 |

**PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE**

| | Effectif | MASSE SALARIALE |
|-----------------------------|----------|-----------------|
| AGENT DE MAINTENANCE | 1 | 22,000 |
| AGENT DE SECURITE | 676 | 9,911,040 |
| AGENT LIQUIDATEUR | 1 | 23,000 |
| AIDE TECHNICIEN | 1 | 30,000 |
| ANALYSTE | 23 | 532,000 |
| ANALYSTE DE SYSTEME | 1 | 23,000 |
| ANALYSTE PROGRAMMEUR | 5 | 223,000 |
| ARCHITECTE | 15 | 424,000 |
| ARCHIVISTE | 15 | 271,500 |
| ASSISTANT ADMINISTRATIF | 19 | 690,000 |
| ASSISTANT CHEF DE PERSONNEL | 1 | 42,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SECTION | 3 | 96,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SECURITE | 14 | 588,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SERVICE | 19 | 798,000 |
| ASSISTANT COORDONNATEUR | 1 | 42,000 |
| ASSISTANT DIRECTEUR | 39 | 2,054,000 |
| ASSISTANT LOGISTIQUE | 1 | 16,000 |
| ASSISTANT RESPONSABLE | 3 | 96,000 |
| AUDITEUR INTERNE | 1 | 35,000 |
| AVOCAT | 3 | 137,000 |
| BIBLIOTHECAIRE | 53 | 843,400 |
| BLANCHISSEUSE | 1 | 11,000 |
| CENSEUR | 348 | 13,364,750 |
| CHARGE DE MISSION | 6 | 326,100 |
| CHAUFFEUR | 99 | 1,532,000 |
| CHEF DE PERSONNEL | 6 | 276,000 |
| CHEF DE SECTION | 20 | 687,800 |
| CHEF DE SERVICE | 88 | 4,022,000 |
| COMMIS ADMINISTRATIF | 171 | 2,948,810 |
| COMPTABLE | 48 | 1,253,500 |
| COMPTABLE PUBLIC | 5 | 227,710 |
| CONSEILLER | 3 | 85,000 |
| CONSEILLER FINANCIER | 5 | 223,000 |
| CONSEILLER PEDAGOGIQUE | 101 | 3,987,840 |
| COORDONNATEUR | 294 | 12,935,600 |
| CUISINIER | 85 | 938,600 |
| DACTYLOGRAPHE | 46 | 729,100 |
| DEVELOPPEUR DE PROGRAMME | 1 | 20,000 |
| DIRECTEUR | 450 | 18,185,300 |
| DIRECTEUR DE LYCEE | 216 | 9,016,350 |
| DIRECTEUR D'ECOLE | 1506 | 44,908,340 |
| DIRECTEUR GENERAL | 1 | 84,400 |
| EBENISTE | 4 | 62,000 |
| ECONOMISTE | 1 | 30,000 |
| ELECTRICIEN | 10 | 171,500 |
| EMPLOYE | 1 | 13,800 |
| EMPLOYE DE MAINTENANCE | 43 | 504,020 |
| ENSEIGNANT | 1 | 19,000 |
| FRIGORISTE | 1 | 17,000 |
| GARCON DE COUR | 77 | 849,310 |
| GARDIEN | 1146 | 12,632,121 |
| GESTIONNAIRE | 8 | 345,000 |
| INFORMATICIEN | 26 | 916,500 |
| INGENIEUR | 18 | 465,100 |
| INSPECTEUR | 68 | 2,987,550 |
| INSPECTEUR DU FONDAMENTAL | 305 | 13,407,930 |
| INSPECTEUR DU SECONDAIRE | 154 | 6,753,530 |
| INSPECTEUR GENERAL | 4 | 320,000 |
| INSPECTEUR MUNICIPAL | 21 | 922,950 |
| INSPECTEUR PRINCIPAL | 72 | 3,307,640 |
| INSTITUTEUR | 13669 | 241,435,915 |
| INTENDANT | 31 | 492,710 |
| JARDINIER | 1 | 11,000 |
| JURISTE | 4 | 180,000 |
| LAVANDIERE | 1 | 11,000 |
| LAVEUR D'AUTO | 4 | 44,000 |
| MAGASINIER | 1 | 14,600 |
| MANUTENTIONNAIRE | 9 | 100,310 |
| MECANICIEN | 19 | 314,800 |
| MECANOGAPHE | 1 | 14,600 |

PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE

| | Effectif | MASSE SALARIALE |
|-----------------------------------------------------------------|-------------|-------------------|
| MENAGER | 1029 | 11,385,710 |
| MESSAGER | 169 | 1,943,150 |
| MIMEOGRAPHE | 1 | 13,310 |
| MONITEUR CIVIQUE | 203 | 2,909,000 |
| MONITEUR DE STAGE | 53 | 791,600 |
| MONITEUR SPORTIF | 4 | 73,950 |
| OPERATEUR | 5 | 87,000 |
| OPERATEUR CHARGEUR | 1 | 13,100 |
| OPERATEUR DE RISOGAPHE | 2 | 28,100 |
| OPERATEUR DE SAISIE | 168 | 2,796,000 |
| OPERATEUR D'ORDINATEUR | 10 | 182,000 |
| OPERATEUR INFORMATIQUE | 1 | 23,000 |
| PLANIFICATEUR | 2 | 52,000 |
| PLOMBIER | 3 | 51,000 |
| PREPOSE A LA RECHERCHE | 3 | 57,000 |
| PROFESSEUR | 18666 | 294,072,100 |
| PROFESSIONNEL | 4180 | 84,733,000 |
| RECEPTIONISTE | 15 | 241,600 |
| RESPONSABLE | 46 | 1,188,220 |
| RESPONSABLE DE SECTION | 1 | 34,500 |
| SECRETAIRE | 420 | 7,594,350 |
| SECRETAIRE EXECUTIF | 1 | 32,000 |
| SECRETAIRE GENERAL | 1 | 59,300 |
| STENO-DACTYLOGRAPHE | 1 | 23,000 |
| SUBSTITUT DU COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT | 9 | 395,550 |
| SUPERVISEUR | 31 | 660,500 |
| SURVEILLANT | 9 | 153,000 |
| SURVEILLANT GENERAL | 253 | 5,073,400 |
| TECHNICIEN EN ETAT CIVIL | 4 | 64,000 |
| TECHNICIEN EN INFORMATIQUE | 15 | 336,000 |
| TECHNICIEN EN MAINTENANCE | 6 | 117,600 |
| TECHNICIEN EN PLOMBERIE | 2 | 34,000 |
| TECHNICIEN EN REFRIGERATION | 1 | 17,000 |
| INSPECTEUR GENERAL | 1 | 80,000 |
| 131115-COMMISSION NATIONALE DE COOPERATION AVEC L'UNESCO | 25 | 881,420 |
| AGENT DE LIAISON | 1 | 17,000 |
| AGENT DE SECURITE | 4 | 58,620 |
| ANALYSTE PROGRAMMEUR | 1 | 43,000 |
| ASSISTANT ADMINISTRATIF | 1 | 42,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SECURITE | 1 | 42,000 |
| ASSISTANT DIRECTEUR | 2 | 110,000 |
| ASSISTANT SECRETAIRE PERMANENT | 1 | 75,600 |
| CHARGE DE MISSION | 1 | 55,000 |
| CHAUFFEUR | 3 | 51,000 |
| COMMIS ADMINISTRATIF | 1 | 16,000 |
| COORDONNATEUR | 1 | 65,700 |
| DIRECTEUR | 2 | 120,700 |
| JARDINIER | 1 | 13,000 |
| MENAGER | 3 | 41,400 |
| RESPONSABLE | 1 | 46,000 |
| SECRETAIRE EXECUTIF | 1 | 84,400 |
| 131117-INSTITUT NATIONAL DE FORMATION PROFESSIONNELLE | 1101 | 24,522,430 |
| ADMINISTRATEUR | 2 | 97,700 |
| AGENT | 1 | 17,000 |
| AGENT ADMINISTRATIF | 21 | 438,600 |
| AGENT D'ACHATS | 1 | 22,000 |
| AGENT DE DEVELOPPEMENT | 1 | 20,500 |
| AGENT DE MAINTENANCE | 1 | 17,000 |
| AGENT DE SECURITE | 44 | 650,200 |
| ARCHIVISTE | 1 | 23,500 |
| ASSISTANT ADMINISTRATIF | 11 | 383,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SECTION | 2 | 64,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SERVICE | 10 | 420,000 |
| ASSISTANT DIRECTEUR | 2 | 85,000 |
| ASSISTANT RESPONSABLE | 2 | 55,500 |
| CHARGE DE MISSION | 1 | 55,000 |
| CHAUFFEUR | 13 | 209,800 |
| CHEF DE SECTION | 3 | 101,000 |
| CHEF DE SERVICE | 10 | 460,000 |
| CHEF DES TRAVAUX | 17 | 514,000 |

PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE

| | Effectif | MASSE SALARIALE |
|---------------------------------------------------|----------|-----------------|
| CHEF DU PERSONNEL | 1 | 46,000 |
| COMMIS ADMINISTRATIF | 36 | 748,800 |
| COMPTABLE | 17 | 441,000 |
| CONSEILLER DES ETUDES | 1 | 26,000 |
| CONSEILLER FINANCIER | 1 | 42,000 |
| CONSEILLER JURIDIQUE | 2 | 60,500 |
| CONSEILLER PEDAGOGIQUE | 2 | 57,500 |
| COORDONNATEUR | 14 | 427,000 |
| CUISINIER | 6 | 66,000 |
| DACTYLOGRAPHE | 3 | 50,000 |
| DIRECTEUR | 25 | 1,004,800 |
| DIRECTEUR D'ECOLE | 3 | 122,000 |
| DIRECTEUR GENERAL | 1 | 84,400 |
| EBENISTE | 2 | 34,000 |
| ELECTRICIEN | 3 | 74,300 |
| EMPLOYE DE MAINTENANCE | 4 | 54,510 |
| ENSEIGNANT | 1 | 17,000 |
| FORMATEUR | 9 | 212,800 |
| GARCON DE COUR | 2 | 24,200 |
| GARDIEN | 30 | 359,910 |
| GRAPHISTE | 1 | 23,000 |
| INFIRMIER | 7 | 147,500 |
| INFORMATICIEN | 3 | 75,500 |
| INSPECTEUR | 19 | 576,000 |
| INSTITUTEUR | 4 | 63,240 |
| INTENDANT | 4 | 64,600 |
| JARDINIER | 2 | 23,100 |
| MAGASINIER | 27 | 453,000 |
| MANUTENTIONNAIRE | 4 | 47,300 |
| MECANICIEN | 4 | 96,000 |
| MEMBRE DU SECRETARIAT | 1 | 43,000 |
| MENAGER | 40 | 481,910 |
| MESSAGER | 8 | 99,410 |
| OPERATEUR D'ORDINATEUR | 1 | 22,000 |
| PLANIFICATEUR-ECONOMISTE | 1 | 17,000 |
| PREFET DE DISCIPLINE | 1 | 17,000 |
| PROFESSEUR | 429 | 9,421,240 |
| PROFESSIONNEL | 148 | 3,004,030 |
| RECEPTIONISTE | 12 | 203,000 |
| RESPONSABLE | 19 | 607,500 |
| RESPONSABLE ACADEMIQUE | 1 | 30,000 |
| RESPONSABLE DE SECURITE | 1 | 34,500 |
| SECRETAIRE | 37 | 864,000 |
| SUBSTITUT DU COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT | 1 | 26,000 |
| SUPERVISEUR | 1 | 26,000 |
| SURVEILLANT | 4 | 69,000 |
| SURVEILLANT GENERAL | 1 | 30,080 |
| TECHNICIEN EN CLIMATISATION | 1 | 17,000 |
| TECHNICIEN EN COMMUNICATION | 1 | 40,000 |
| TECHNICIEN EN INFORMATIQUE | 6 | 173,000 |
| TECHNICIEN EN MAINTENANCE | 5 | 124,000 |
| TECHNICIEN EN PLOMBERIE | 1 | 17,000 |
| 1311118-OFFICE NATIONAL DE PARTENARIAT | 22 | 932,600 |
| ASSISTANT ADMINISTRATIF | 3 | 118,500 |
| ASSISTANT CHEF DE SERVICE | 1 | 42,000 |
| CHAUFFEUR | 2 | 34,000 |
| CHEF DE SECTION | 2 | 69,000 |
| CHEF DE SERVICE | 8 | 368,000 |
| DEVELOPPEUR DE PROGRAMME | 1 | 43,000 |
| DIRECTEUR | 1 | 65,700 |
| DIRECTEUR GENERAL | 1 | 84,400 |
| PROFESSIONNEL | 3 | 108,000 |
| 1312-MINISTRE DES AFFAIRES SOCIALES ET DU TRAVAIL | 1892 | 48,181,760 |
| 1312111-BUREAU DU MINISTRE | 243 | 5,938,690 |
| AGENT DE LIAISON | 1 | 17,000 |
| AGENT DE MAINTENANCE | 1 | 14,600 |
| AGENT DE SECURITE | 23 | 303,650 |
| ARCHIVISTE | 5 | 77,000 |
| ASSISTANT ADMINISTRATIF | 2 | 76,500 |
| ASSISTANT CHEF DE SECTION | 3 | 96,000 |

PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE

| | Effectif | MASSE SALARIALE |
|---------------------------------------------------------|-------------|-------------------|
| ASSISTANT CHEF DE SECURITE | 1 | 42,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SERVICE | 2 | 84,000 |
| ASSISTANT DIRECTEUR | 5 | 228,500 |
| CHARGE DE MISSION | 2 | 120,700 |
| CHAUFFEUR | 8 | 111,500 |
| CHEF DE PERSONNEL | 1 | 32,000 |
| CHEF DE SECTION | 4 | 138,000 |
| CHEF DE SERVICE | 5 | 218,500 |
| COMMIS ADMINISTRATIF | 5 | 88,500 |
| COMPTABLE | 7 | 256,000 |
| CONSEILLER JURIDIQUE | 1 | 43,000 |
| COORDONNATEUR | 8 | 443,800 |
| DIRECTEUR | 10 | 563,500 |
| ECONOMISTE | 1 | 51,000 |
| ELECTRICIEN | 3 | 40,200 |
| EMPLOYE | 4 | 63,610 |
| EMPLOYE DE MAINTENANCE | 6 | 72,200 |
| GARCON DE COUR | 1 | 10,000 |
| GARDIEN | 3 | 33,000 |
| INFIRMIER | 3 | 64,500 |
| INFORMATICIEN | 1 | 23,000 |
| INSPECTEUR | 4 | 83,500 |
| INSPECTEUR GENERAL | 1 | 23,000 |
| INSPECTEUR REGIONAL | 2 | 31,600 |
| INTENDANT | 1 | 16,000 |
| MECANICIEN | 2 | 26,620 |
| MENAGER | 6 | 67,620 |
| MESSAGER | 7 | 79,200 |
| MIMEOGRAPHE | 1 | 14,600 |
| MINISTRE | 1 | 121,200 |
| OPERATEUR DE SAISIE | 1 | 17,000 |
| PLANIFICATEUR-ECONOMISTE | 6 | 85,140 |
| PORTIER | 2 | 22,000 |
| PROFESSEUR | 4 | 65,210 |
| PROFESSIONNEL | 58 | 1,276,220 |
| RECEPTIONISTE | 5 | 83,000 |
| RESPONSABLE | 1 | 46,000 |
| SECRETAIRE | 11 | 274,500 |
| SUBSTITUT DU COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT | 7 | 152,500 |
| SUPERVISEUR | 3 | 47,120 |
| TECHNICIEN EN ETAT CIVIL | 1 | 20,500 |
| TECHNICIEN EN INFORMATIQUE | 1 | 23,000 |
| TECHNOLOGISTE MEDICAL | 1 | 20,900 |
| TRAVAILLEUR SOCIAL | 1 | 30,000 |
| 1312112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 1206 | 31,134,830 |
| ADMINISTRATEUR | 2 | 92,000 |
| AGENT DE DEVELOPPEMENT | 1 | 14,600 |
| AGENT DE LIAISON | 2 | 33,000 |
| AGENT DE MAINTENANCE | 1 | 20,500 |
| AGENT DE SECURITE | 52 | 743,470 |
| AIDE TECHNICIEN | 1 | 20,500 |
| ANALYSTE PROGRAMMEUR | 1 | 46,000 |
| ARCHIVISTE | 11 | 166,620 |
| ASSISTANT ADMINISTRATIF | 26 | 1,042,500 |
| ASSISTANT CHEF DE SECTION | 9 | 288,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SECURITE | 11 | 452,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SERVICE | 20 | 815,000 |
| ASSISTANT COORDONNATEUR | 6 | 330,000 |
| ASSISTANT DIRECTEUR | 15 | 716,500 |
| ASSISTANT LOGISTIQUE | 1 | 16,000 |
| AUXILIAIRE INFIRMIER | 2 | 32,900 |
| CENSEUR | 1 | 33,000 |
| CHARGE DE MISSION | 20 | 898,100 |
| CHAUFFEUR | 20 | 318,020 |
| CHEF DE PERSONNEL | 5 | 207,000 |
| CHEF DE SECTION | 31 | 1,067,000 |
| CHEF DE SECURITE | 2 | 63,000 |
| CHEF DE SERVICE | 24 | 1,058,000 |
| COMMIS ADMINISTRATIF | 19 | 354,300 |
| COMPTABLE | 30 | 883,000 |

PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE

| | Effectif | MASSE SALARIALE |
|--------------------------------------------------------------|------------|------------------|
| CONSEILLER JURIDIQUE | 5 | 175,000 |
| COORDONNATEUR | 22 | 1,402,600 |
| CUISINIER | 2 | 28,100 |
| DACTYLOGRAPHE | 2 | 32,000 |
| DIRECTEUR | 48 | 2,559,500 |
| DIRECTEUR D'ECOLE | 1 | 14,600 |
| DIRECTEUR GENERAL | 1 | 84,400 |
| DISTRIBUTEUR | 1 | 17,000 |
| ECONOMISTE | 5 | 114,000 |
| ELECTRICIEN | 3 | 80,800 |
| EMPLOYE | 23 | 354,040 |
| EMPLOYE DE MAINTENANCE | 14 | 169,810 |
| GARCON DE COUR | 4 | 45,200 |
| GARDIEN | 8 | 96,910 |
| HUISSIER | 1 | 16,000 |
| INFIRMIER | 5 | 108,000 |
| INFORMATICIEN | 2 | 39,000 |
| INSPECTEUR | 40 | 878,100 |
| INSPECTEUR REGIONAL | 3 | 51,000 |
| INTENDANT | 4 | 58,220 |
| JARDINIER | 1 | 13,800 |
| LESSIVEUSE | 1 | 10,000 |
| LOGISTICIEN | 1 | 30,000 |
| MECANICIEN | 6 | 78,600 |
| MEDECIN | 2 | 77,000 |
| MEMBRE BUREAU | 1 | 65,700 |
| MENAGER | 47 | 549,420 |
| MESSAGER | 16 | 200,110 |
| OPERATEUR DE SAISIE | 4 | 86,500 |
| OPERATEUR INFORMATIQUE | 2 | 48,000 |
| OPERATEUR PHOTOCOPIEUSE | 2 | 29,310 |
| PLANIFICATEUR-ECONOMISTE | 74 | 997,760 |
| PLOMBIER | 1 | 13,310 |
| PORTIER | 1 | 13,800 |
| PREFET DE DISCIPLINE | 2 | 31,600 |
| PROFESSEUR | 21 | 263,630 |
| PROFESSIONNEL | 415 | 10,328,100 |
| RECEPTIONISTE | 10 | 164,600 |
| RESPONSABLE | 8 | 272,500 |
| RESPONSABLE ADMINISTRATIF | 1 | 26,000 |
| RESPONSABLE DE SECURITE | 1 | 26,000 |
| SECRETAIRE | 44 | 1,016,000 |
| SUBSTITUT DU COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT | 27 | 502,000 |
| SUPERVISEUR | 3 | 59,000 |
| SUPERVISEUR GENERAL | 1 | 34,500 |
| SURVEILLANT | 2 | 30,800 |
| SURVEILLANT GENERAL | 1 | 17,000 |
| TECHNICIEN EN PLOMBERIE | 2 | 56,500 |
| TRAVAILLEUR SOCIAL | 1 | 16,000 |
| VERIFICATEUR | 1 | 42,000 |
| 1312113-INSTITUT DU BIEN ETRE SOCIAL ET DE RECHERCHES | 103 | 2,535,920 |
| ADMINISTRATEUR | 1 | 22,000 |
| AGENT ADMINISTRATIF | 1 | 17,000 |
| AGENT DE SECURITE | 2 | 26,000 |
| AGENT DE SOUTIEN | 1 | 10,000 |
| ASSISTANT ADMINISTRATIF | 1 | 34,500 |
| ASSISTANT CHEF DE SECTION | 1 | 32,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SECURITE | 1 | 42,000 |
| ASSISTANT DIRECTEUR | 2 | 110,000 |
| CHAUFFEUR | 2 | 30,600 |
| CHEF DE SECTION | 2 | 69,000 |
| CHEF DE SERVICE | 7 | 322,000 |
| CONSEILLER PEDAGOGIQUE | 1 | 55,000 |
| COORDONNATEUR | 2 | 64,000 |
| DIRECTEUR | 4 | 262,800 |
| DIRECTEUR GENERAL | 1 | 84,400 |
| DOCUMENTALISTE | 1 | 17,000 |
| EMPLOYE | 1 | 10,000 |
| EMPLOYE DE MAINTENANCE | 2 | 25,410 |
| INSPECTEUR | 3 | 51,000 |

PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE

| | Effectif | MASSE SALARIALE |
|-------------------------------------------------------------|------------|------------------|
| MEDECIN | 1 | 17,000 |
| MENAGER | 3 | 35,200 |
| PERCEPTEUR | 1 | 20,500 |
| PROFESSIONNEL | 50 | 935,610 |
| RECEPTIONISTE | 3 | 53,900 |
| SECRETAIRE | 5 | 121,000 |
| SUBSTITUT DU COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT | 1 | 17,000 |
| TECHNICIEN EN INFORMATIQUE | 1 | 17,000 |
| TECHNOLOGISTE MEDICAL | 2 | 34,000 |
| 1312114-ENTREPRISE DE PROMOTION DE LOGEMENTS SOCIAUX | 131 | 3,480,810 |
| ADMINISTRATEUR | 1 | 46,000 |
| AGENT ADMINISTRATIF | 3 | 60,000 |
| AGENT DE LIAISON | 8 | 135,000 |
| AGENT DE SECURITE | 5 | 78,110 |
| ANIMATEUR | 1 | 20,500 |
| ASSISTANT ADMINISTRATIF | 2 | 84,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SECTION | 7 | 224,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SERVICE | 5 | 210,000 |
| ASSISTANT DIRECTEUR | 2 | 110,000 |
| CHAUFFEUR | 8 | 129,500 |
| CHEF DE SECTION | 5 | 172,500 |
| CHEF DE SECURITE | 1 | 17,000 |
| CHEF DE SERVICE | 9 | 414,000 |
| COMMIS ADMINISTRATIF | 3 | 66,500 |
| COMPTABLE | 1 | 22,000 |
| DACTYLOGRAPHE | 1 | 17,000 |
| DESSINATEUR | 2 | 45,000 |
| DIRECTEUR | 3 | 173,400 |
| DIRECTEUR GENERAL | 1 | 84,400 |
| DIRECTEUR GENERAL ADJOINT | 1 | 75,600 |
| DOCUMENTALISTE | 4 | 67,500 |
| ECONOMISTE | 1 | 26,000 |
| ELECTRICIEN | 2 | 37,500 |
| FONDE DE POUVOIR | 2 | 48,000 |
| GARDIEN | 2 | 26,620 |
| INGENIEUR | 1 | 23,000 |
| INTENDANT | 1 | 17,000 |
| MANUTENTIONNAIRE | 4 | 54,530 |
| MECANICIEN | 1 | 20,500 |
| MENAGER | 6 | 74,130 |
| MESSAGER | 4 | 55,820 |
| OPERATEUR DE SAISIE | 2 | 39,000 |
| PERCEPTEUR | 2 | 41,000 |
| PLOMBIER | 1 | 17,000 |
| PROFESSIONNEL | 15 | 411,600 |
| RECEPTIONISTE | 2 | 34,000 |
| SECRETAIRE | 7 | 206,500 |
| TECHNICIEN EN INFORMATIQUE | 1 | 23,000 |
| TENEUR DE LIVRE | 3 | 61,500 |
| TRAVAILLEUR SOCIAL | 1 | 12,100 |
| 1312115-OFFICE NATIONAL DE LA MIGRATION | 149 | 3,583,290 |
| ADMINISTRATEUR | 1 | 65,700 |
| AGENT DE LIAISON | 3 | 49,000 |
| AGENT DE SECURITE | 6 | 83,730 |
| AIDE INFIRMIER | 1 | 30,000 |
| AIDE PHARMACIEN | 1 | 13,310 |
| AIDE TECHNOLOGISTE MEDICAL | 1 | 11,000 |
| ANALYSTE PROGRAMMEUR | 1 | 35,000 |
| ARCHIVISTE | 1 | 17,000 |
| ASSISTANT ADMINISTRATIF | 1 | 34,500 |
| ASSISTANT CHEF DE SECTION | 7 | 224,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SERVICE | 1 | 42,000 |
| ASSISTANT DIRECTEUR | 2 | 110,000 |
| AUXILIAIRE INFIRMIER | 2 | 32,000 |
| CHAUFFEUR | 4 | 68,000 |
| CHEF DE SECTION | 6 | 207,000 |
| CHEF DE SERVICE | 2 | 92,000 |
| COMMIS ADMINISTRATIF | 27 | 528,000 |
| COMPTABLE | 10 | 276,000 |
| COORDONNATEUR | 4 | 222,400 |

PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE

| | Effectif | MASSE SALARIALE |
|---------------------------------------------------------------------------|--------------|--------------------|
| DACTYLOGRAPHE | 1 | 22,000 |
| DIRECTEUR | 5 | 328,500 |
| EMPLOYE DE MAINTENANCE | 2 | 27,910 |
| GARDIEN | 1 | 11,000 |
| INFIRMIER | 2 | 41,000 |
| INTENDANT | 3 | 50,000 |
| MECANICIEN | 1 | 17,000 |
| MENAGER | 3 | 37,100 |
| MESSAGER | 6 | 83,730 |
| OPERATEUR INFORMATIQUE | 2 | 34,000 |
| OPERATEUR PHOTOCOPIEUSE | 2 | 34,000 |
| PLANIFICATEUR-ECONOMISTE | 3 | 33,000 |
| PREPOSE | 1 | 17,000 |
| PREPOSE A LA PERCEPTION | 3 | 44,000 |
| PROFESSIONNEL | 21 | 411,910 |
| RECEPTIONISTE | 3 | 50,000 |
| RESPONSABLE | 2 | 51,500 |
| SECRETAIRE | 3 | 75,000 |
| TECHNICIEN EN INFORMATIQUE | 1 | 22,000 |
| TECHNICIEN EN MAINTENANCE | 2 | 41,000 |
| TRAVAILLEUR SOCIAL | 1 | 11,000 |
| 1312117-BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A L'INT. DES PERS. HANDICAPEES | 60 | 1,508,220 |
| AGENT COMMUNICATION | 2 | 42,500 |
| AGENT DE DOLEANCES | 2 | 22,000 |
| AGENT DE SECURITE | 1 | 14,600 |
| ASSISTANT ADMINISTRATIF | 1 | 42,000 |
| CHAUFFEUR | 2 | 34,000 |
| CHEF DE SERVICE | 1 | 46,000 |
| COMPTABLE | 1 | 46,000 |
| CONSULTANT | 2 | 41,000 |
| COORDONNATEUR | 8 | 320,000 |
| DIRECTEUR | 3 | 197,100 |
| ECONOMISTE | 2 | 44,000 |
| ELECTRICIEN | 1 | 17,000 |
| GARDIEN | 8 | 88,000 |
| MENAGER | 6 | 69,410 |
| MESSAGER | 1 | 13,310 |
| PHOTOGRAPHE | 1 | 14,600 |
| PROFESSIONNEL | 3 | 84,000 |
| RECEPTIONISTE | 7 | 113,000 |
| SECRETAIRE | 4 | 176,200 |
| TECHNICIEN EN MAINTENANCE | 1 | 22,000 |
| TRAVAILLEUR SOCIAL | 3 | 61,500 |
| 1313111-MINISTRE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION | 13947 | 291,680,250 |
| 1313111-BUREAU DU MINISTRE | 102 | 2,938,610 |
| ADMINISTRATEUR | 2 | 80,500 |
| AGENT ADMINISTRATIF | 1 | 17,000 |
| AGENT D'ACHATS | 1 | 22,000 |
| AGENT DE RELATION PUBLIQUE | 1 | 22,000 |
| AGENT D'ENTRETIEN | 6 | 83,310 |
| ARCHIVISTE | 2 | 39,000 |
| ASSISTANT ADMINISTRATIF | 3 | 122,500 |
| ASSISTANT CHEF DE SECTION | 3 | 110,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SERVICE | 2 | 84,000 |
| ASSISTANT DIRECTEUR | 1 | 55,000 |
| AUXILIAIRE INFIRMIER | 2 | 38,000 |
| CHARGE DE MISSION | 1 | 55,000 |
| CHAUFFEUR | 6 | 92,400 |
| CHEF DE SECTION | 7 | 241,500 |
| CHEF DE SERVICE | 9 | 414,000 |
| COMPTABLE | 1 | 23,000 |
| CONSEILLER | 1 | 46,000 |
| CONSULTANT | 1 | 23,000 |
| CONTROLEUR DE STOCK | 1 | 17,000 |
| COORDONNATEUR | 1 | 65,700 |
| DIRECTEUR | 1 | 65,700 |
| INFIRMIER | 14 | 324,500 |
| INTENDANT | 1 | 17,000 |
| MEDECIN | 1 | 38,000 |
| MENAGER | 1 | 14,000 |

PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE

| | Effectif | MASSE SALARIALE |
|--------------------------------------------------------|--------------|--------------------|
| MESSAGER | 1 | 14,600 |
| MINISTRE | 1 | 121,200 |
| RECEPTIONISTE | 7 | 122,000 |
| RESPONSABLE | 1 | 34,500 |
| SECRETAIRE | 4 | 176,200 |
| TECHNOLOGISTE MEDICAL | 18 | 360,000 |
| 131312-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 13845 | 288,741,640 |
| ADMINISTRATEUR | 145 | 4,567,500 |
| AGENT | 17 | 262,610 |
| AGENT ADMINISTRATIF | 123 | 2,562,900 |
| AGENT COMMUNAUTAIRE | 7 | 119,000 |
| AGENT COMMUNICATION | 3 | 66,000 |
| AGENT D'ACCUEIL | 7 | 104,600 |
| AGENT D'ACHATS | 19 | 287,800 |
| AGENT D'ASSAINISSEMENT | 3 | 36,600 |
| AGENT DE CAMPAGNE | 5 | 59,400 |
| AGENT DE LIAISON | 5 | 85,000 |
| AGENT DE RELATION PUBLIQUE | 1 | 16,000 |
| AGENT DE SANTE | 1257 | 15,247,380 |
| AGENT DE SECURITE | 605 | 8,000,480 |
| AGENT DE SOUTIEN | 3 | 37,510 |
| AGENT DE STOCK | 1 | 17,000 |
| AGENT D'ENTRETIEN | 472 | 6,580,160 |
| AGENT DOUANIER | 9 | 220,500 |
| AGENT RESPONSABLE | 1 | 17,000 |
| AGENT SANITAIRE | 1 | 11,000 |
| AGENT TECHNIQUE | 1 | 16,000 |
| AIDE ARCHIVISTE | 28 | 355,930 |
| AIDE INFIRMIER | 113 | 1,701,200 |
| AIDE MECANICIEN | 3 | 36,300 |
| AIDE PHARMACIEN | 8 | 127,010 |
| AIDE STATISTICIEN | 1 | 14,600 |
| AIDE TECHNICIEN | 2 | 32,600 |
| AIDE TECHNOLOGISTE MEDICAL | 4 | 52,220 |
| ANALYSTE | 1 | 27,500 |
| ANESTHESIOLOGISTE | 5 | 190,000 |
| ANIMATEUR | 6 | 82,400 |
| ARCHIVISTE | 266 | 3,881,730 |
| ASSISTANT ADMINISTRATEUR | 2 | 31,000 |
| ASSISTANT ADMINISTRATIF | 19 | 664,500 |
| ASSISTANT CHEF DE SECTION | 17 | 558,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SECURITE | 17 | 509,600 |
| ASSISTANT CHEF DE SERVICE | 28 | 1,156,000 |
| ASSISTANT DIRECTEUR | 27 | 1,309,500 |
| ASSISTANT RESPONSABLE | 10 | 155,800 |
| ASSISTANTE DE SALLE | 1 | 14,000 |
| ATTACHE DE PRESSE | 2 | 44,000 |
| AUDIOMETRISTE | 1 | 23,500 |
| AUMONIER | 1 | 20,000 |
| AUXILIAIRE INFIRMIER | 1502 | 28,520,150 |
| AUXILIAIRE POLYVALENT | 1 | 19,000 |
| AUXILIAIRE STATISTICIEN | 13 | 206,240 |
| AVOCAT | 1 | 30,000 |
| BACILLOSCOPISTE | 1 | 13,310 |
| BIBLIOTHECAIRE | 5 | 105,000 |
| BONNE | 13 | 176,000 |
| BRANCARDIER | 61 | 695,300 |
| CAISSIER | 69 | 957,620 |
| CHARGE | 7 | 213,000 |
| CHARGE DE MISSION | 7 | 422,000 |
| CHARGE DE PROGRAMME | 10 | 300,000 |
| CHARGE DES RELATIONS PUBLIQUES | 1 | 34,500 |
| CHAUFFEUR | 399 | 6,406,520 |
| CHEF DE BUREAU | 1 | 14,600 |
| CHEF DE PERSONNEL | 16 | 491,500 |
| CHEF DE SECTION | 77 | 2,566,000 |
| CHEF DE SECTION | 1 | 16,000 |
| CHEF DE SECURITE | 13 | 228,600 |
| CHEF DE SERVICE | 139 | 5,836,000 |
| CHEF D'EQUIPE | 4 | 58,400 |

**PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE**

| | Effectif | MASSE SALARIALE |
|----------------------------------|----------|-----------------|
| CHEF DES TRAVAUX | 1 | 22,000 |
| CHIMISTE | 1 | 34,500 |
| CHIRURGIEN DENTISTE | 33 | 1,130,000 |
| COMMIS ADMINISTRATIF | 38 | 726,200 |
| COMMIS DE PHARMACIE | 1 | 12,100 |
| COMMIS PARQUET | 1 | 23,500 |
| COMPILATEUR | 3 | 39,930 |
| COMPTABLE | 157 | 4,221,300 |
| CONSEILLER | 37 | 1,987,000 |
| CONSEILLER FINANCIER | 1 | 22,000 |
| CONSEILLER JURIDIQUE | 5 | 206,000 |
| CONSULTANT | 20 | 363,600 |
| CONTROLEUR DE STOCK | 20 | 340,900 |
| COORDONNATEUR | 33 | 1,522,800 |
| COUTURIER | 9 | 111,620 |
| CUISINIER | 62 | 744,970 |
| DACTYLOGRAPHE | 7 | 113,000 |
| DAME DE SALLE | 68 | 952,000 |
| DENTISTE | 36 | 1,228,500 |
| DERMATOLOGUE | 2 | 76,000 |
| DIRECTEUR | 134 | 7,492,900 |
| DIRECTEUR GENERAL | 1 | 84,400 |
| DIRECTEUR MEDICAL | 113 | 5,266,400 |
| DISPATCHER | 6 | 116,800 |
| DOCUMENTALISTE | 21 | 356,000 |
| EBENISTE | 5 | 73,000 |
| ELECTRICIEN | 42 | 691,300 |
| EMPLOYE | 82 | 1,159,240 |
| EMPLOYE DE MAINTENANCE | 56 | 699,870 |
| ENDOSCOPISTE | 1 | 38,000 |
| ENSEIGNANT | 9 | 111,500 |
| FEMME DE SALLE | 9 | 126,000 |
| GARCON DE COUR | 213 | 2,554,010 |
| GARDIEN | 118 | 1,315,320 |
| GENERALISTE | 3 | 110,000 |
| GESTIONNAIRE | 7 | 168,300 |
| GRAPHISTE | 1 | 23,000 |
| INFIRMIER | 1403 | 33,484,000 |
| INFIRMIER ANESTHESISTE | 28 | 725,500 |
| INFIRMIER ÉPIDÉMOLOGISTE | 2 | 46,000 |
| INFIRMIER SAGE-FEMME | 92 | 2,374,000 |
| INFORMATICIEN | 25 | 588,000 |
| INGENIEUR | 18 | 556,000 |
| INSPECTEUR | 2 | 30,310 |
| INSPECTEUR SANITAIRE | 6 | 73,810 |
| INSTRUMENTISTE | 11 | 139,100 |
| INTENDANT | 51 | 755,900 |
| INTERNISTE | 2 | 76,000 |
| INTERPRETE | 1 | 16,000 |
| JARDINIER | 7 | 77,000 |
| JOURNALIER | 11 | 121,000 |
| LABORANTIN | 2 | 40,000 |
| LAVANDIERE | 5 | 58,000 |
| LESSIVEUSE | 74 | 885,960 |
| LOGISTICIEN | 3 | 54,500 |
| MACON | 1 | 11,000 |
| MAGASINIER | 46 | 685,030 |
| MANUTENTIONNAIRE | 36 | 443,540 |
| MECANICIEN | 39 | 619,100 |
| MECANOGAPHE | 9 | 134,840 |
| MEDECIN | 903 | 32,189,500 |
| MEDECIN ANESTHESISTE | 16 | 608,000 |
| MEDECIN CHIRURGIEN | 33 | 1,242,000 |
| MEDECIN DENTISTE | 2 | 68,000 |
| MEDECIN DERMATOLOGUE | 5 | 190,000 |
| MEDECIN GENERALISTE | 296 | 10,101,500 |
| MEDECIN INTERNISTE | 24 | 912,000 |
| MEDECIN OBSTETRICIEN GYNECOLOGUE | 55 | 2,092,000 |
| MEDECIN OPHTALMOLOGUE | 3 | 114,000 |
| MEDECIN ORTHOPEDISTE | 12 | 452,000 |

**PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE**

| | Effectif | MASSE SALARIALE |
|---------------------------------------|----------|-----------------|
| MEDECIN PATHOLOGISTE | 2 | 69,000 |
| MEDECIN PEDIATRE | 42 | 1,596,000 |
| MEDECIN PNEUMOLOGUE | 1 | 38,000 |
| MEDECIN PSYCHIATRE | 1 | 38,000 |
| MEDECIN RADIOLOGISTE | 5 | 190,000 |
| MEDECIN SONOGRAPHIE | 1 | 31,000 |
| MEDECIN UROLOGUE | 8 | 304,000 |
| MENAGER | 383 | 5,360,000 |
| MESSAGER | 104 | 1,244,740 |
| MONITEUR CIVIQUE | 4 | 80,500 |
| MONITEUR DE STAGE | 2 | 34,000 |
| NETTOYEUR | 15 | 210,600 |
| OFFICIER D'ACHAT | 1 | 26,000 |
| OFFICIER SANITAIRE | 242 | 5,209,300 |
| OPERATEUR | 8 | 109,060 |
| OPERATEUR DE SAISIE | 42 | 734,000 |
| OPERATEUR D'ORDINATEUR | 4 | 72,000 |
| OPERATEUR INFORMATIQUE | 68 | 1,223,000 |
| ORTHOPROTHESISTE | 1 | 23,500 |
| PEINTRE | 2 | 25,600 |
| PERCEPTEUR | 31 | 491,750 |
| PERMANANCIER | 28 | 449,000 |
| PHARMACIEN | 43 | 1,295,000 |
| PHLEBOTOMISTE | 5 | 82,600 |
| PHOTOGRAPHE | 1 | 16,000 |
| PHYSIOTHERAPEUTE | 4 | 94,000 |
| PLANIFICATEUR-ECONOMISTE | 19 | 271,710 |
| PLOMBIER | 23 | 341,900 |
| POMPISTE | 2 | 22,000 |
| PORTIER | 10 | 110,000 |
| PREPOSE | 13 | 213,800 |
| PREPOSE A LA PHARMACIE | 8 | 132,410 |
| PROFESSEUR | 29 | 330,440 |
| PROFESSIONNEL | 1193 | 21,738,070 |
| RECEPTIONISTE | 138 | 2,278,100 |
| REGISSEUR | 39 | 526,080 |
| REGISSEUR DE PHARMACIE | 54 | 726,080 |
| RESPONSABLE | 89 | 1,971,540 |
| RESPONSABLE /CAFETERIA | 1 | 22,000 |
| RESPONSABLE ALIMENTATION | 1 | 12,100 |
| RESPONSABLE BANQUE DE DONNEES | 1 | 22,000 |
| RESPONSABLE BC | 1 | 32,000 |
| RESPONSABLE CAISSE | 1 | 20,500 |
| RESPONSABLE CD | 1 | 14,600 |
| RESPONSABLE DE NETTOYAGE | 1 | 14,600 |
| RESPONSABLE DE SECURITE | 4 | 68,000 |
| SECOURISTE | 107 | 1,564,600 |
| SECRETAIRE | 192 | 4,596,600 |
| SECRETAIRE EXECUTIF | 1 | 46,000 |
| SERVANTE | 1 | 11,000 |
| SOUDEUR | 1 | 14,600 |
| STATISTICIEN | 20 | 393,730 |
| SUPERVISEUR | 45 | 757,600 |
| SUPERVISEUR ADJOINT | 1 | 14,600 |
| SUPERVISEUR AU SERVICE DE LA SECURITE | 2 | 33,000 |
| SUPERVISEUR PRODUCTION | 1 | 14,000 |
| SURVEILLANT | 44 | 512,400 |
| SURVEILLANT GENERAL | 2 | 25,600 |
| TECHNICIEN LOGISTIQUE | 1 | 16,000 |
| TECHNICIEN EN ETAT CIVIL | 21 | 371,500 |
| TECHNICIEN EN GÉNIE BIOMÉDICAL | 12 | 292,000 |
| TECHNICIEN EN LOGISTIQUE | 1 | 17,000 |
| TECHNICIEN EN MAINTENANCE | 7 | 129,700 |
| TECHNICIEN EN RADIOLOGIE | 36 | 705,000 |
| TECHNICIEN EN REFRIGERATION | 3 | 66,000 |
| TECHNOLOGISTE MEDICAL | 401 | 8,071,000 |
| TENEUR DE LIVRE | 24 | 495,000 |
| TRAVAILLEUR SOCIAL | 13 | 237,000 |
| VACCINATEUR MOBILE | 2 | 22,000 |
| VENDEUR | 1 | 13,310 |

**PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE**

| | Effectif | MASSE SALARIALE |
|-----------------------------------------------------------------------|------------|------------------|
| MEDECIN EPIDEMIOLOGISTE | 3 | 86,500 |
| INFIRMIER HYGIENISTE | 31 | 790,600 |
| PREPOSE AU MAINTENANCE | 13 | 263,700 |
| PREPOSE DE STERILISATION | 2 | 23,100 |
| MEDECIN PSYCHOLOGUE | 14 | 404,800 |
| 1314-MINISTRE A LA CONDITION FEMININE ET AUX DROITS DES FEMMES | 256 | 7,634,510 |
| 1314111-BUREAU DU MINISTRE | 65 | 1,716,200 |
| AGENT | 3 | 78,000 |
| AGENT ADMINISTRATIF | 1 | 17,000 |
| AGENT DE LIAISON | 9 | 146,000 |
| AGENT DE SECURITE | 2 | 32,000 |
| AGENT DE TERRAIN | 2 | 52,000 |
| AGENT POLYVALENT | 1 | 16,000 |
| ASSISTANT ADMINISTRATIF | 1 | 34,500 |
| ASSISTANT CHEF DE SERVICE | 1 | 42,000 |
| ASSISTANT DIRECTEUR | 1 | 55,000 |
| ASSISTANT RESPONSABLE | 1 | 23,000 |
| CHARGE DE MISSION | 2 | 107,700 |
| CHAUFFEUR | 5 | 85,000 |
| CHEF DE SECURITE | 1 | 23,000 |
| CHEF DE SERVICE | 3 | 138,000 |
| COMPTABLE | 2 | 76,500 |
| COORDONNATEUR | 1 | 42,000 |
| ECONOMISTE | 1 | 22,000 |
| EMPLOYE DE MAINTENANCE | 2 | 29,200 |
| GARDIEN | 1 | 14,600 |
| MESSAGER | 5 | 73,000 |
| MINISTRE | 1 | 121,200 |
| OPERATEUR DE SAISIE | 1 | 23,000 |
| PROFESSIONNEL | 13 | 312,500 |
| RECEPTIONISTE | 1 | 23,000 |
| RESPONSABLE | 1 | 35,000 |
| SECRETAIRE | 2 | 60,000 |
| TECHNICIEN EN INFORMATIQUE | 1 | 35,000 |
| 1314112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 191 | 5,918,310 |
| ADMINISTRATEUR | 2 | 131,400 |
| AGENT | 6 | 136,000 |
| AGENT D'ASSAINISSEMENT | 4 | 64,000 |
| AGENT DE LIAISON | 20 | 338,310 |
| AGENT DE SECURITE | 8 | 128,000 |
| AGENT DE TERRAIN | 3 | 73,000 |
| AGENT POLYVALENT | 2 | 32,000 |
| AGENT TECHNIQUE | 1 | 26,000 |
| AGENT TERRAIN | 1 | 26,000 |
| ANALYSTE | 1 | 55,000 |
| ARCHITECTE | 1 | 26,000 |
| ASSISTANT ADMINISTRATIF | 5 | 223,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SECURITE | 2 | 41,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SERVICE | 3 | 126,000 |
| ASSISTANT COORDONNATEUR | 3 | 107,000 |
| ASSISTANT DIRECTEUR | 6 | 330,000 |
| ASSISTANT RESPONSABLE | 1 | 42,000 |
| CHARGE D'ACCUEIL | 1 | 30,000 |
| CHARGE DE MISSION | 5 | 210,700 |
| CHAUFFEUR | 7 | 118,000 |
| CHEF DE SECURITE | 1 | 23,000 |
| CHEF DE SERVICE | 8 | 345,000 |
| COMPTABLE | 4 | 160,000 |
| COORDONNATEUR | 14 | 611,700 |
| DIRECTEUR | 10 | 657,000 |
| DIRECTEUR GENERAL | 1 | 84,400 |
| ECONOMISTE | 1 | 22,000 |
| EMPLOYE DE MAINTENANCE | 1 | 10,000 |
| GARDIEN | 1 | 16,000 |
| GESTIONNAIRE | 2 | 52,000 |
| INTENDANT | 1 | 16,000 |
| JARDINIER | 1 | 10,000 |
| MENAGER | 4 | 50,600 |
| MESSAGER | 8 | 113,200 |
| PROFESSIONNEL | 33 | 950,500 |

PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE

| | Effectif | MASSE SALARIALE |
|------------------------------------------------------------------------|------------|-------------------|
| RECEPTIONISTE | 7 | 116,000 |
| RESPONSABLE | 3 | 149,700 |
| SECRETAIRE | 6 | 194,300 |
| TECHNICIEN EN INFORMATIQUE | 1 | 30,000 |
| TECHNICIEN EN MECANIQUE | 1 | 20,500 |
| PREPOSE AU STOCK | 1 | 23,000 |
| 1315 MINISTERE DE LA JEUNESSE DES SPORTS ET DE L'ACTION CIVIQUE | 509 | 17,406,460 |
| 131511-BUREAU DU MINISTRE | 507 | 14,773,130 |
| ADMINISTRATEUR | 1 | 13,310 |
| AGENT ADMINISTRATIF | 2 | 33,000 |
| AGENT DE SECURITE | 27 | 368,690 |
| AGENT MULTIPLICATEUR | 11 | 253,000 |
| ANALYSTE PROGRAMMEUR | 1 | 51,000 |
| ANIMATEUR | 5 | 73,000 |
| ARCHITECTE | 2 | 52,500 |
| ASSISTANT ADMINISTRATEUR | 1 | 27,500 |
| ASSISTANT ADMINISTRATIF | 4 | 160,500 |
| ASSISTANT CHEF DE SECTION | 4 | 128,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SECURITE | 3 | 126,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SERVICE | 7 | 294,000 |
| ASSISTANT DIRECTEUR | 3 | 165,000 |
| CAMERAMAN | 1 | 20,500 |
| CHARGE DE MISSION | 2 | 131,400 |
| CHAUFFEUR | 14 | 248,310 |
| CHEF DE SECTION | 13 | 444,000 |
| CHEF DE SERVICE | 21 | 966,000 |
| COMMIS ADMINISTRATIF | 6 | 144,000 |
| COMPTABLE | 2 | 92,000 |
| CONSEILLER | 5 | 287,400 |
| CONSEILLER EN CIVISME | 1 | 49,500 |
| COORDONNATEUR | 14 | 925,100 |
| DIRECTEUR | 50 | 3,039,200 |
| ECONOMISTE | 3 | 66,000 |
| EMPLOYE DE MAINTENANCE | 4 | 54,510 |
| ENTRAINEUR | 7 | 182,000 |
| FORMATEUR | 1 | 17,000 |
| GARCON DE COUR | 3 | 38,800 |
| GARDIEN | 1 | 13,310 |
| INFIRMIER | 1 | 23,000 |
| INGENIEUR | 1 | 32,000 |
| INSPECTEUR REGIONAL | 1 | 20,900 |
| INTENDANT | 6 | 99,000 |
| MACON | 1 | 22,000 |
| MECANICIEN | 2 | 37,500 |
| MECANOGRAPHE | 1 | 17,000 |
| MENAGER | 8 | 105,270 |
| MESSAGER | 1 | 14,600 |
| MINISTRE | 1 | 121,200 |
| MONITEUR CIVIQUE | 12 | 184,550 |
| MONITEUR SPORTIF | 5 | 84,000 |
| OPERATEUR | 1 | 22,000 |
| OPERATEUR DE SAISIE | 2 | 44,000 |
| PHOTOGRAPHE | 1 | 20,500 |
| PLANIFICATEUR-ECONOMISTE | 1 | 16,000 |
| PLOMBIER | 2 | 34,000 |
| PROFESSIONNEL | 205 | 4,516,880 |
| RECEPTIONISTE | 5 | 83,000 |
| RESPONSABLE | 3 | 71,000 |
| SECRETAIRE | 10 | 335,200 |
| SUPERVISEUR | 6 | 109,500 |
| SUPERVISEUR DE SECURITE | 1 | 22,000 |
| SUPERVISEUR PRINCIPAL | 1 | 26,000 |
| TECHNICIEN EN DOUANES | 1 | 22,000 |
| TECHNICIEN EN INFORMATIQUE | 4 | 98,000 |
| TECHNICIEN EN INSERTION | 1 | 27,500 |
| TECHNICIEN EN MAINTENANCE | 1 | 30,000 |
| TECHNICIEN EN MECANIQUE | 1 | 22,000 |
| TENEUR DE LIVRE | 2 | 48,000 |
| 131512-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 82 | 2,633,330 |
| AGENT ADMINISTRATIF | 1 | 22,000 |

PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE

| | Effectif | MASSE SALARIALE |
|---------------------------------------------------------|-------------|-------------------|
| AGENT DE SECURITE | 1 | 17,000 |
| ASSISTANT ADMINISTRATIF | 1 | 34,500 |
| ASSISTANT CHEF DE SECTION | 3 | 96,000 |
| CHARGE DE MISSION | 3 | 214,800 |
| CHAUFFEUR | 6 | 102,000 |
| CHEF DE PERSONNEL | 1 | 45,000 |
| CHEF DE SECTION | 4 | 138,000 |
| CHEF DE SECURITE | 1 | 30,000 |
| CHEF DE SERVICE | 5 | 230,000 |
| COMMIS ADMINISTRATIF | 1 | 26,000 |
| CONSEILLER | 2 | 92,000 |
| COORDONNATEUR | 2 | 120,700 |
| DIRECTEUR | 6 | 333,400 |
| DIRECTEUR GENERAL | 1 | 84,400 |
| EMPLOYE DE MAINTENANCE | 2 | 29,200 |
| ENTRAINEUR | 2 | 52,000 |
| INTENDANT | 3 | 51,000 |
| MENAGER | 2 | 26,620 |
| MESSAGER | 3 | 43,800 |
| MONITEUR CIVIQUE | 1 | 16,800 |
| MONITEUR SPORTIF | 1 | 16,800 |
| OPERATEUR DE SAISIE | 1 | 23,000 |
| PROFESSIONNEL | 16 | 379,310 |
| RESPONSABLE | 9 | 315,000 |
| SECRETAIRE | 3 | 68,000 |
| TECHNICIEN EN COMMUNICATION | 1 | 26,000 |
| 1411-MINISTERE DES CULTES | 162 | 4,711,100 |
| 141111-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 4 | 270,800 |
| ASSISTANT DIRECTEUR | 1 | 55,000 |
| DIRECTEUR | 2 | 131,400 |
| DIRECTEUR GENERAL | 1 | 84,400 |
| 1411112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 158 | 4,440,300 |
| AGENT DE SECURITE | 26 | 413,800 |
| ARCHIVISTE | 6 | 113,500 |
| ASSISTANT ADMINISTRATIF | 1 | 42,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SECTION | 3 | 96,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SECURITE | 3 | 104,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SERVICE | 2 | 76,500 |
| ASSISTANT COORDONNATEUR | 1 | 55,000 |
| ASSISTANT DIRECTEUR | 4 | 220,000 |
| ASSISTANT RESPONSABLE | 1 | 26,000 |
| CHARGE DE MISSION | 2 | 111,700 |
| CHAUFFEUR | 3 | 46,800 |
| CHEF DE SECTION | 4 | 138,000 |
| CHEF DE SECURITE | 1 | 30,000 |
| CHEF DE SERVICE | 8 | 368,000 |
| COMPTABLE | 1 | 30,000 |
| COORDONNATEUR | 2 | 131,400 |
| DIRECTEUR | 15 | 879,600 |
| DOCUMENTALISTE | 2 | 37,500 |
| ELECTRICIEN | 1 | 14,600 |
| EMPLOYE DE MAINTENANCE | 3 | 46,600 |
| GARDIEN | 3 | 35,200 |
| GESTIONNAIRE | 1 | 34,500 |
| INSPECTEUR | 24 | 612,000 |
| INTENDANT | 3 | 47,800 |
| MECANICIEN | 1 | 16,000 |
| MENAGER | 10 | 122,100 |
| MESSAGER | 3 | 44,600 |
| OPERATEUR INFORMATIQUE | 3 | 62,000 |
| PROFESSIONNEL | 5 | 91,100 |
| RECEPTIONISTE | 3 | 49,000 |
| RESPONSABLE | 1 | 30,000 |
| SECRETAIRE | 8 | 219,000 |
| SUBSTITUT DU COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT | 3 | 74,000 |
| TECHNICIEN EN MAINTENANCE | 1 | 22,000 |
| 1412-MINISTERE DE LA CULTURE | 1085 | 29,925,533 |
| 141211-BUREAU DU MINISTRE | 41 | 1,501,100 |
| AGENT DE SECURITE | 7 | 112,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SERVICE | 1 | 42,000 |

PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE

| | Effectif | MASSE SALARIALE |
|--------------------------------------------------------------|------------|------------------|
| ASSISTANT DIRECTEUR | 2 | 110,000 |
| CHAUFFEUR | 4 | 83,000 |
| CHEF DE SERVICE | 2 | 92,000 |
| COMMIS ADMINISTRATIF | 1 | 23,000 |
| COORDONNATEUR | 6 | 374,500 |
| DIRECTEUR | 4 | 262,800 |
| INTENDANT | 6 | 97,000 |
| MESSAGER | 1 | 14,600 |
| MINISTRE | 1 | 121,200 |
| OPERATEUR INFORMATIQUE | 1 | 22,000 |
| PROFESSIONNEL | 2 | 52,000 |
| SECRETAIRE | 3 | 95,000 |
| 1412112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 196 | 5,928,000 |
| AGENT DE LIAISON | 11 | 185,000 |
| AGENT DE SECURITE | 17 | 270,600 |
| ARCHITECTE | 1 | 26,000 |
| ASSISTANT ADMINISTRATIF | 16 | 590,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SECTION | 6 | 192,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SERVICE | 1 | 42,000 |
| ASSISTANT DIRECTEUR | 2 | 110,000 |
| BIBLIOTHECAIRE | 1 | 16,000 |
| CHARGE DE MISSION | 2 | 131,400 |
| CHAUFFEUR | 17 | 313,000 |
| CHEF DE SECTION | 5 | 170,000 |
| CHEF DE SERVICE | 17 | 778,000 |
| COMMIS ADMINISTRATIF | 4 | 79,000 |
| COMPTABLE | 7 | 260,500 |
| COORDONNATEUR | 4 | 241,400 |
| DIRECTEUR | 12 | 788,400 |
| DIRECTEUR GENERAL | 1 | 84,400 |
| ELECTRICIEN | 2 | 44,000 |
| EMPLOYE DE MAINTENANCE | 1 | 14,600 |
| GARDIEN | 6 | 88,200 |
| GESTIONNAIRE | 3 | 90,000 |
| INTENDANT | 5 | 82,000 |
| MENAGER | 13 | 155,200 |
| MESSAGER | 3 | 41,300 |
| PROFESSIONNEL | 19 | 617,500 |
| RECEPTIONISTE | 4 | 67,000 |
| SECRETAIRE | 12 | 363,500 |
| TECHNICIEN EN INFORMATIQUE | 1 | 26,000 |
| TECHNICIEN EN PLOMBERIE | 1 | 17,000 |
| GUIDE TOURISTIQUE | 2 | 44,000 |
| 1412113-ECOLE NATIONALE DES ARTS | 88 | 2,205,800 |
| AGENT DE LIAISON | 3 | 51,000 |
| AGENT DE SECURITE | 6 | 90,400 |
| ARCHITECTE | 1 | 26,000 |
| ARCHIVISTE | 1 | 32,000 |
| ASSISTANT ADMINISTRATIF | 2 | 76,500 |
| ASSISTANT DIRECTEUR | 1 | 55,000 |
| BIBLIOTHECAIRE | 1 | 26,000 |
| CHAUFFEUR | 4 | 66,000 |
| CHEF DE SECURITE | 1 | 17,000 |
| CHEF DE SERVICE | 1 | 46,000 |
| COMMIS ADMINISTRATIF | 2 | 39,000 |
| COMPTABLE | 1 | 42,000 |
| DIRECTEUR | 3 | 197,100 |
| DIRECTEUR GENERAL | 1 | 84,400 |
| ECONOMISTE | 1 | 22,000 |
| ELECTRICIEN | 1 | 14,600 |
| INTENDANT | 1 | 17,000 |
| MENAGER | 4 | 48,400 |
| PROFESSEUR | 43 | 1,005,000 |
| PROFESSIONNEL | 1 | 35,000 |
| RESPONSABLE | 3 | 106,500 |
| SECRETAIRE | 1 | 30,000 |
| TAMBOURINEUR | 3 | 43,800 |
| TECHNICIEN EN INFORMATIQUE | 2 | 35,100 |
| 1412114-INSTITUT DE SAUVEGARDE DU PATRIMOINE NATIONAL | 87 | 2,138,450 |
| AGENT DE LIAISON | 1 | 17,000 |

PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE

| | Effectif | MASSE SALARIALE |
|------------------------------------|----------|-----------------|
| AGENT DE SECURITE | 14 | 182,950 |
| ASSISTANT ADMINISTRATIF | 1 | 42,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SECURITE | 3 | 126,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SERVICE | 2 | 84,000 |
| CHARGE DE MISSION | 1 | 65,700 |
| CHAUFFEUR | 8 | 133,600 |
| CHEF DE SECTION | 5 | 172,500 |
| CHEF DE SECURITE | 2 | 34,000 |
| CHEF DE SERVICE | 4 | 184,000 |
| COMPTABLE | 1 | 46,000 |
| DIRECTEUR | 6 | 362,100 |
| DIRECTEUR GENERAL | 1 | 84,400 |
| ELECTRICIEN | 1 | 17,000 |
| GARDIEN | 11 | 132,000 |
| INGENIEUR | 1 | 29,000 |
| INSPECTEUR | 1 | 17,000 |
| INTENDANT | 1 | 17,000 |
| JARDINIER | 5 | 55,000 |
| MENAGER | 5 | 57,200 |
| MESSAGER | 5 | 68,000 |
| PROFESSIONNEL | 4 | 92,000 |
| SECRETAIRE | 4 | 120,000 |
| 1412115-THEATRE NATIONAL | 128 | 2,999,910 |
| ACCESSOIRISTE | 1 | 28,000 |
| AGENT DE SECURITE | 13 | 197,100 |
| ASSISTANT ADMINISTRATIF | 1 | 28,500 |
| ASSISTANT CHEF DE SECTION | 3 | 92,500 |
| ASSISTANT CHEF DE SERVICE | 3 | 124,000 |
| ATTACHE DE PRESSE | 1 | 26,000 |
| CHARGE DE MISSION | 1 | 65,700 |
| CHAUFFEUR | 4 | 63,600 |
| CHEF DE SECTION | 5 | 170,000 |
| CHEF DE SERVICE | 5 | 230,000 |
| COORDONNATEUR | 3 | 165,000 |
| DANSEUR | 7 | 102,200 |
| DELEGUE | 1 | 32,000 |
| DIRECTEUR | 6 | 363,000 |
| ELECTRICIEN | 1 | 20,500 |
| GARDIEN | 1 | 14,600 |
| INTENDANT | 1 | 16,000 |
| LAVANDIERE | 1 | 14,600 |
| MACHINISTE | 1 | 20,500 |
| MAGASINIER | 1 | 14,900 |
| MAQUILLEUR | 1 | 17,000 |
| MENAGER | 15 | 176,200 |
| MESSAGER | 1 | 14,600 |
| MONITEUR CIVIQUE | 2 | 63,000 |
| MUSICIEN | 12 | 175,200 |
| OPERATEUR DE SAISIE | 1 | 13,310 |
| PEINTRE | 1 | 14,600 |
| PLANIFICATEUR-ECONOMISTE | 1 | 16,000 |
| PLOMBIER | 1 | 16,000 |
| PROFESSIONNEL | 10 | 202,100 |
| RECEPTIONISTE | 6 | 95,600 |
| RESPONSABLE | 6 | 167,300 |
| SECRETAIRE | 3 | 86,000 |
| TAMBOURINEUR | 4 | 59,800 |
| TECHNICIEN EN ETAT CIVIL | 1 | 17,000 |
| TECHNICIEN EN INFORMATIQUE | 2 | 57,000 |
| TECHNICIEN EN MECANIQUE | 1 | 20,500 |
| 1412116-MUSEE DU PANTHEON NATIONAL | 47 | 1,353,233 |
| AGENT DE SECURITE | 6 | 96,000 |
| ASSISTANT RESPONSABLE | 1 | 42,000 |
| CHAUFFEUR | 1 | 17,000 |
| CHEF DE SECURITE | 1 | 29,000 |
| CHEF DE SERVICE | 6 | 274,000 |
| COMMIS ADMINISTRATIF | 2 | 46,000 |
| DIRECTEUR | 2 | 131,400 |
| DIRECTEUR GENERAL | 1 | 84,400 |
| ELECTRICIEN | 1 | 22,000 |

PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE

| | Effectif | MASSE SALARIALE |
|---------------------------------------------|------------|------------------|
| GESTIONNAIRE | 1 | 19,333 |
| JARDINIER | 5 | 65,500 |
| MENAGER | 2 | 25,600 |
| MENUISIER | 1 | 23,000 |
| OPERATEUR | 4 | 116,000 |
| PLOMBIER | 1 | 22,000 |
| PROFESSIONNEL | 7 | 171,000 |
| RESPONSABLE | 2 | 88,000 |
| SURVEILLANT | 1 | 17,000 |
| GUIDE TOURISTIQUE | 2 | 64,000 |
| 1412117-BUREAU NATIONAL D'ETHNOLOGIE | 28 | 856,600 |
| AGENT DE LIAISON | 1 | 17,000 |
| AGENT DE SECURITE | 6 | 96,000 |
| AIDE BIBLIOTHECAIRE | 1 | 17,000 |
| CHAUFFEUR | 1 | 17,000 |
| CHEF DE SECTION | 4 | 138,000 |
| CHEF DE SECURITE | 1 | 30,000 |
| COMPTABLE | 1 | 46,000 |
| DIRECTEUR | 2 | 131,400 |
| DIRECTEUR GENERAL | 1 | 84,400 |
| GESTIONNAIRE | 1 | 29,000 |
| INTENDANT | 1 | 16,000 |
| MESSAGER | 2 | 29,200 |
| PROFESSIONNEL | 2 | 76,000 |
| RESPONSABLE | 3 | 83,600 |
| MUSEOLOGUE | 1 | 46,000 |
| 1412118-BIBLIOTHEQUE NATIONALE | 92 | 2,258,110 |
| AGENT DE LIAISON | 1 | 17,000 |
| AGENT DE SECURITE | 3 | 48,000 |
| AIDE BIBLIOTHECAIRE | 20 | 473,500 |
| ASSISTANT CHEF DE SECTION | 1 | 32,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SECURITE | 1 | 42,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SERVICE | 2 | 84,000 |
| ASSISTANT DIRECTEUR | 2 | 110,000 |
| ASSISTANT LOGISTIQUE | 1 | 16,000 |
| BIBLIOTHECAIRE | 2 | 61,000 |
| CHEF DE SECTION | 3 | 103,500 |
| CHEF DE SERVICE | 4 | 184,000 |
| COMMIS ADMINISTRATIF | 2 | 33,000 |
| COORDONNATEUR | 1 | 55,000 |
| DEVELOPPEUR DE PROGRAMME | 2 | 49,000 |
| DIRECTEUR | 3 | 173,400 |
| DIRECTEUR GENERAL | 1 | 84,400 |
| DOCUMENTALISTE | 12 | 204,000 |
| HOQUETON | 1 | 12,100 |
| INTENDANT | 1 | 16,000 |
| MENAGER | 12 | 145,200 |
| MESSAGER | 3 | 42,510 |
| OPERATEUR INFORMATIQUE | 2 | 34,000 |
| PROFESSIONNEL | 6 | 120,000 |
| RECEPTIONISTE | 1 | 17,000 |
| TECHNICIEN EN ETAT CIVIL | 1 | 17,000 |
| TECHNICIEN EN MAINTENANCE | 2 | 43,500 |
| TECHNICIEN EN MECANIQUE | 2 | 41,000 |
| 1412119-ARCHIVES NATIONALES | 286 | 8,153,300 |
| AGENT | 3 | 43,800 |
| AGENT D'ENTRETIEN | 14 | 210,300 |
| AIDE ARCHIVISTE | 1 | 22,000 |
| AIDE TECHNICIEN | 6 | 141,100 |
| ASSISTANT ADMINISTRATIF | 1 | 42,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SECTION | 10 | 320,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SECURITE | 8 | 336,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SERVICE | 9 | 378,000 |
| ASSISTANT COORDONNATEUR | 1 | 32,000 |
| ASSISTANT DIRECTEUR | 4 | 220,000 |
| CAISSIER | 1 | 26,000 |
| CHAUFFEUR | 5 | 95,000 |
| CHEF DE SECTION | 14 | 483,000 |
| CHEF DE SERVICE | 12 | 552,000 |
| COMPTABLE | 4 | 160,000 |

**PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE**

| | Effectif | MASSE SALARIALE |
|---------------------------------------------------------|------------|-------------------|
| COORDONNATEUR | 2 | 84,000 |
| DEVELOPPEUR DE PROGRAMME | 2 | 52,000 |
| DIRECTEUR | 2 | 131,400 |
| DIRECTEUR GENERAL | 1 | 84,400 |
| MANUTENTIONNAIRE | 9 | 137,300 |
| PROFESSIONNEL | 114 | 2,948,000 |
| SECRETAIRE | 3 | 95,000 |
| TECHNICIEN EN ETAT CIVIL | 60 | 1,560,000 |
| 1412124-DIRECTION NATIONALE DU LIVRE | 62 | 1,460,230 |
| ANIMATEUR | 16 | 292,700 |
| ASSISTANT ADMINISTRATIF | 8 | 148,620 |
| ASSISTANT COORDONNATEUR | 1 | 55,000 |
| ASSISTANT LOGISTIQUE | 1 | 16,000 |
| CHAUFFEUR | 1 | 16,000 |
| CHEF DE PERSONNEL | 1 | 46,000 |
| CHEF DE SECTION | 1 | 34,500 |
| CHEF DE SERVICE | 2 | 92,000 |
| COORDONNATEUR | 1 | 44,000 |
| DIRECTEUR | 3 | 197,100 |
| DIRECTEUR GENERAL | 1 | 84,400 |
| DOCUMENTALISTE | 3 | 48,000 |
| GARDIEN | 6 | 60,000 |
| INTENDANT | 2 | 33,000 |
| MENAGER | 5 | 51,000 |
| MESSAGER | 1 | 14,600 |
| OPERATEUR INFORMATIQUE | 1 | 26,000 |
| PROFESSIONNEL | 3 | 80,000 |
| RECEPTIONISTE | 1 | 26,000 |
| SECRETAIRE | 3 | 82,000 |
| GUIDE TOURISTIQUE | 1 | 13,310 |
| 1412125-BUREAU HAITIEN DU DROIT D'AUTEUR | 30 | 1,070,800 |
| ASSISTANT CHEF DE SECTION | 1 | 32,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SECURITE | 2 | 84,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SERVICE | 1 | 42,000 |
| ASSISTANT COORDONNATEUR | 1 | 55,000 |
| ASSISTANT DIRECTEUR | 1 | 55,000 |
| CHAUFFEUR | 1 | 17,000 |
| CHEF DE SECTION | 2 | 69,000 |
| CHEF DE SERVICE | 2 | 92,000 |
| COMMIS ADMINISTRATIF | 2 | 39,000 |
| COMPTABLE | 1 | 46,000 |
| DIRECTEUR | 4 | 239,100 |
| DIRECTEUR GENERAL | 1 | 84,400 |
| ECONOMISTE | 1 | 22,000 |
| MENAGER | 2 | 24,200 |
| MESSAGER | 1 | 14,600 |
| OPERATEUR INFORMATIQUE | 2 | 44,000 |
| PROFESSIONNEL | 4 | 88,500 |
| SECRETAIRE | 1 | 23,000 |
| 1413-MINISTERE DE LA COMMUNICATION | 501 | 13,905,470 |
| 1413111-BUREAU DU MINISTRE | 1 | 97,200 |
| SECRETAIRE | 1 | 97,200 |
| 1413112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 79 | 2,809,010 |
| AGENT DE PROTOCOLE | 1 | 30,000 |
| AGENT DE SECURITE | 2 | 32,000 |
| ASSISTANT ADMINISTRATIF | 3 | 111,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SECTION | 2 | 64,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SERVICE | 1 | 42,000 |
| ASSISTANT DIRECTEUR | 3 | 165,000 |
| ASSISTANT LOGISTIQUE | 1 | 16,000 |
| CHARGE DE MISSION | 2 | 92,000 |
| CHAUFFEUR | 1 | 17,000 |
| CHEF DE SECTION | 3 | 103,500 |
| CHEF DE SERVICE | 2 | 92,000 |
| COMMIS ADMINISTRATIF | 14 | 316,000 |
| COMPTABLE | 2 | 88,000 |
| COORDONNATEUR | 5 | 317,800 |
| DIRECTEUR | 9 | 538,700 |
| DIRECTEUR GENERAL | 1 | 84,400 |
| EMPLOYE DE MAINTENANCE | 1 | 14,600 |

PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE

| | Effectif | MASSE SALARIALE |
|--------------------------------------------|------------|------------------|
| GARDIEN | 3 | 36,410 |
| GESTIONNAIRE | 2 | 56,500 |
| INTENDANT | 1 | 17,000 |
| MENAGER | 2 | 22,000 |
| MESSAGER | 1 | 14,600 |
| OPERATEUR DE SAISIE | 1 | 23,000 |
| PROFESSIONNEL | 3 | 74,000 |
| RECEPTIONISTE | 1 | 17,000 |
| RESPONSABLE | 3 | 156,000 |
| RESPONSABLE DE SECURITE | 1 | 34,500 |
| SECRETAIRE | 3 | 90,000 |
| TECHNICIEN EN ETAT CIVIL | 2 | 44,000 |
| TECHNICIEN EN INFORMATIQUE | 3 | 100,000 |
| 141313-TELEVISION NATIONALE D'HAITI | 308 | 7,785,540 |
| ACCESSOIRISTE | 2 | 31,600 |
| AGENT | 1 | 17,000 |
| AGENT DE LIAISON | 10 | 168,000 |
| AGENT DE SECURITE | 10 | 160,000 |
| AGENT DE STOCK | 1 | 16,000 |
| AGENT DE SUIVI | 1 | 23,000 |
| AIDE MECANICIEN | 1 | 16,000 |
| ARCHIVISTE | 3 | 49,300 |
| ASSISTANT ADMINISTRATIF | 5 | 187,500 |
| ASSISTANT CHEF DE SECTION | 1 | 32,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SERVICE | 1 | 42,000 |
| ASSISTANT DIRECTEUR | 3 | 165,000 |
| BLANCHISSEUSE | 1 | 26,000 |
| CAMERAMAN | 24 | 495,300 |
| CHARGE DE MISSION | 7 | 429,500 |
| CHAUFFEUR | 15 | 250,400 |
| CHEF DE PLATEAU | 1 | 26,000 |
| CHEF DE SECTION | 17 | 582,000 |
| CHEF DE SERVICE | 5 | 230,000 |
| COMMIS ADMINISTRATIF | 2 | 38,500 |
| COMPTABLE | 4 | 146,000 |
| COORDONNATEUR | 5 | 266,000 |
| DEVELOPPEUR DE PROGRAMME | 2 | 41,800 |
| DIRECTEUR | 5 | 328,500 |
| DIRECTEUR GENERAL | 1 | 84,400 |
| ECLAIRAGISTE | 1 | 46,000 |
| ELECTRICIEN | 1 | 22,000 |
| EMPLOYE | 1 | 13,800 |
| EMPLOYE DE MAINTENANCE | 2 | 30,600 |
| GARCON DE COUR | 6 | 87,600 |
| GARDIEN | 5 | 71,710 |
| INFOGRAPHISTE | 2 | 52,000 |
| INFORMATICIEN | 4 | 83,600 |
| INTERPRETE | 1 | 22,000 |
| JARDINIER | 6 | 87,600 |
| JOURNALISTE | 10 | 267,000 |
| JOURNALISTE -REPORTER | 12 | 280,000 |
| MAGASINIER | 1 | 16,000 |
| MAQUILLEUR | 3 | 49,000 |
| MECANICIEN | 3 | 57,000 |
| MENAGER | 5 | 70,500 |
| MESSAGER | 2 | 29,200 |
| METTEUR EN ONDE | 6 | 123,000 |
| MONITEUR CIVIQUE | 4 | 83,200 |
| MONTEUR-REALISATEUR | 1 | 20,900 |
| OPERATEUR | 4 | 40,000 |
| OPERATEUR INFORMATIQUE | 1 | 23,000 |
| PLANIFICATEUR-ECONOMISTE | 5 | 69,000 |
| PLOMBIER | 1 | 14,600 |
| PRENEUR DE SON | 1 | 20,500 |
| PRESENTATEUR | 12 | 310,700 |
| PRESENTATEUR -JOURNALISTE-REPORTER | 1 | 26,000 |
| PRODUCTEUR | 1 | 46,000 |
| PROFESSIONNEL | 38 | 802,930 |
| REALISATEUR | 5 | 154,500 |
| RECEPTIONISTE | 4 | 66,400 |

PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE

| | Effectif | MASSE SALARIALE |
|-----------------------------------------|-------------|-------------------|
| REDACTEUR | 4 | 122,000 |
| REPORTEUR | 3 | 78,000 |
| RESPONSABLE | 9 | 278,000 |
| SECRETAIRE | 10 | 251,000 |
| SUPERVISEUR | 2 | 42,900 |
| SUPERVISEUR PRODUCTION | 1 | 34,500 |
| TECHNICIEN EN INFORMATIQUE | 1 | 20,500 |
| TENEUR DE LIVRE | 1 | 20,500 |
| 1413114- RADIO NATIONALE D'HAITI | 113 | 3,213,720 |
| ADMINISTRATEUR | 1 | 65,700 |
| AGENT DE SECURITE | 7 | 99,620 |
| ANIMATEUR | 1 | 26,000 |
| ASSISTANT ADMINISTRATIF | 3 | 118,500 |
| ASSISTANT CHEF DE SECTION | 3 | 96,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SECURITE | 1 | 16,000 |
| ASSISTANT DIRECTEUR | 3 | 165,000 |
| ASSISTANT LOGISTIQUE | 2 | 36,500 |
| CHAUFFEUR | 5 | 84,800 |
| CHEF DE SECTION | 5 | 172,500 |
| CHEF DE SECURITE | 1 | 34,500 |
| CHEF DE SERVICE | 5 | 230,000 |
| COMMIS ADMINISTRATIF | 2 | 46,000 |
| COMPTABLE | 2 | 76,000 |
| CONSEILLER JURIDIQUE | 1 | 46,000 |
| COORDONNATEUR | 2 | 86,000 |
| CORRESPONDANT | 4 | 68,000 |
| DIRECTEUR | 5 | 304,800 |
| DIRECTEUR GENERAL | 1 | 84,400 |
| DISCOTHECAIRE | 1 | 20,500 |
| INSPECTEUR | 1 | 30,000 |
| INTENDANT | 4 | 67,000 |
| JOURNALISTE | 7 | 176,500 |
| JOURNALISTE -REPORTER | 1 | 26,000 |
| MESSAGER | 2 | 29,200 |
| OPERATEUR | 2 | 31,600 |
| PORTIER | 1 | 14,600 |
| PRESENTATEUR | 5 | 164,000 |
| PRODUCTEUR | 1 | 20,500 |
| PROFESSIONNEL | 20 | 442,500 |
| RECEPTIONISTE | 3 | 48,000 |
| RESPONSABLE | 1 | 22,000 |
| SECRETAIRE | 8 | 220,000 |
| SUPERVISEUR | 1 | 23,000 |
| TECHNICIEN EN INFORMATIQUE | 1 | 22,000 |
| 221-SENAT DE LA REPUBLIQUE | 1503 | 51,345,500 |
| 221111-ASSEMBLEE DES SENATEURS | 1503 | 51,345,500 |
| ADMINISTRATEUR | 1 | 65,700 |
| AGENT | 131 | 3,834,500 |
| AGENT ADMINISTRATIF | 2 | 46,500 |
| AGENT D'ACCUEIL | 2 | 39,000 |
| AGENT D'ACHATS | 4 | 84,500 |
| AGENT D'APPROVISIONEMENT | 3 | 61,500 |
| AGENT DE PROTOCOLE | 12 | 264,000 |
| AGENT PARLEMENTAIRE | 116 | 2,846,000 |
| ARCHITECTE | 1 | 42,000 |
| ARCHIVISTE | 3 | 61,500 |
| ASSISTANT ADMINISTRATIF | 96 | 3,781,000 |
| ASSISTANT CHEF DE PERSONNEL | 1 | 42,000 |
| ASSISTANT CHEF DE PROTOCOLE | 7 | 301,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SECTION | 13 | 416,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SERVICE | 6 | 252,000 |
| ASSISTANT COORDONNATEUR | 1 | 55,000 |
| ASSISTANT DIRECTEUR | 7 | 385,000 |
| ASSISTANT LOGISTIQUE | 7 | 112,000 |
| ATTACHE DE PRESSE | 25 | 752,000 |
| AUDITEUR INTERNE | 15 | 450,000 |
| AUXILIAIRE INFIRMIER | 1 | 23,000 |
| BIBLIOTHECAIRE | 1 | 23,000 |
| CAMERAMAN | 1 | 23,000 |
| CHARGE DE LIAISON | 21 | 579,500 |

**PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE**

| | Effectif | MASSE SALARIALE |
|-----------------------------------|----------|-----------------|
| CHARGE DE MISSION | 2 | 73,500 |
| CHARGE DES RELATIONS PUBLIQUES | 1 | 75,600 |
| CHAUFFEUR | 2 | 29,200 |
| CHEF DE BRIGADE | 10 | 320,000 |
| CHEF DE PERSONNEL | 1 | 46,000 |
| CHEF DE SECTION | 15 | 525,000 |
| CHEF DE SERVICE | 7 | 322,000 |
| COMMIS ADMINISTRATIF | 84 | 1,872,000 |
| COMPTABLE | 15 | 450,000 |
| COMPTABLE PUBLIC | 1 | 33,000 |
| CONSEILLER | 20 | 916,300 |
| CONSEILLER JURIDIQUE | 31 | 1,289,000 |
| COORDONNATEUR | 42 | 2,641,700 |
| CORRECTEUR | 2 | 64,000 |
| DEVELOPPEUR DE PROGRAMME | 1 | 30,000 |
| DIRECTEUR | 28 | 1,372,500 |
| ECONOMISTE | 3 | 128,000 |
| ELECTRICIEN | 8 | 194,000 |
| EMPLOYE DE MAINTENANCE | 1 | 14,600 |
| GESTIONNAIRE | 89 | 4,058,000 |
| HUISSIER | 5 | 109,500 |
| INFIRMIER | 12 | 276,000 |
| INFORMATICIEN | 10 | 300,000 |
| INGENIEUR | 33 | 1,225,500 |
| INGENIEUR-AGRONOME | 4 | 164,000 |
| INSPECTEUR | 2 | 76,000 |
| INSPECTEUR DIVISIONNAIRE | 30 | 1,419,000 |
| INSPECTEUR MUNICIPAL | 15 | 543,000 |
| INSPECTEUR PRINCIPAL | 48 | 1,968,000 |
| INTENDANT | 16 | 261,000 |
| JARDINIER | 1 | 27,500 |
| MAGASINIER | 9 | 207,000 |
| MANUTENTIONNAIRE | 1 | 12,100 |
| MECANICIEN | 2 | 29,200 |
| MECANOGRAPHE | 6 | 137,500 |
| MESSAGER | 1 | 14,600 |
| OPERATEUR DE SAISIE | 10 | 230,000 |
| PLOMBIER | 2 | 44,000 |
| PREPOSE | 10 | 230,000 |
| PREPOSE A LA NUMERISATION | 10 | 230,000 |
| PREPOSE A LA RECHERCHE | 12 | 273,900 |
| PREPOSE AU COMPTE-RENDU | 8 | 184,000 |
| PREPOSE AU TRAITEMENT DES DONNEES | 1 | 23,000 |
| PROFESSIONNEL | 48 | 1,402,000 |
| REDACTEUR | 55 | 1,783,000 |
| RESPONSABLE | 57 | 1,619,200 |
| RESPONSABLE / PROTOCOLE | 1 | 27,500 |
| RESPONSABLE COURRIER | 1 | 27,500 |
| RESPONSABLE D'ACHATS | 1 | 27,500 |
| REVISEUR | 5 | 160,000 |
| REVISEUR MECANIQUE | 17 | 467,500 |
| SECRETAIRE | 44 | 1,271,000 |
| SECRETAIRE EXECUTIF | 1 | 75,600 |
| SECRETAIRE GENERAL | 4 | 311,200 |
| SENATEUR | 10 | 1,212,000 |
| SOUTIEN PROTOCOLE | 1 | 17,000 |
| SUPERVISEUR | 11 | 366,600 |
| SUPERVISEUR MECANIQUE | 3 | 82,500 |
| SUPERVISEUR TECHNIQUE | 79 | 3,311,000 |
| TECHNICIEN EN COMMUNICATION | 2 | 57,500 |
| TECHNICIEN EN ETAT CIVIL | 3 | 69,000 |
| TECHNICIEN EN INFORMATIQUE | 8 | 240,000 |
| TECHNICIEN EN MAINTENANCE | 4 | 95,000 |
| TECHNICIEN EN MECANIQUE | 1 | 22,000 |
| TECHNICIEN EN PLOMBERIE | 3 | 74,000 |
| TECHNICIEN EN PLOMBERIE | 1 | 22,000 |
| TECHNICIEN EN REFRIGERATION | 1 | 22,000 |
| TECHNICIEN EN TELECOMMUNICATION | 1 | 29,000 |
| TECHNOLOGISTE MEDICAL | 2 | 45,000 |
| VERIFICATEUR | 51 | 1,530,000 |

PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE

| | Effectif | MASSE SALARIALE |
|------------------------------------------|-------------|-------------------|
| 2212-CHAMBRE DES DEPUTES | 2248 | 59,366,000 |
| 2212111-CHAMBRE DES DEPUTES | 239 | 7,700,300 |
| ADMINISTRATEUR | 1 | 65,700 |
| AGENT ADMINISTRATIF | 1 | 23,000 |
| AGENT DE LIAISON | 10 | 170,000 |
| AGENT PARLEMENTAIRE | 14 | 340,800 |
| ARCHIVISTE | 3 | 61,500 |
| ASSISTANT ADMINISTRATIF | 31 | 1,227,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SECTION | 10 | 320,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SECURITE | 2 | 84,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SERVICE | 4 | 168,000 |
| ASSISTANT RESPONSABLE | 2 | 64,000 |
| ATTACHE DE PRESSE | 2 | 50,500 |
| CHARGE DE MISSION | 4 | 180,000 |
| CHARGE DES RELATIONS PUBLIQUES | 1 | 34,500 |
| CHAUFFEUR | 4 | 68,000 |
| CHEF DE BRIGADE | 1 | 32,000 |
| CHEF DE SECTION | 8 | 276,000 |
| CHEF DE SERVICE | 5 | 230,000 |
| COMMIS ADMINISTRATIF | 9 | 207,000 |
| COMPTABLE | 6 | 161,500 |
| CONSEILLER | 4 | 220,000 |
| COORDONNATEUR | 1 | 65,700 |
| CORRECTEUR | 4 | 128,000 |
| DELEGUE | 3 | 138,000 |
| DIRECTEUR | 5 | 304,800 |
| EMPLOYE | 1 | 34,500 |
| EMPLOYE DE MAINTENANCE | 1 | 17,000 |
| GESTIONNAIRE | 2 | 60,000 |
| HUISSIER | 3 | 51,000 |
| INFORMATICIEN | 1 | 20,500 |
| INSPECTEUR | 7 | 227,500 |
| INTENDANT | 14 | 240,000 |
| MENAGER | 1 | 16,000 |
| OPERATEUR DE SAISIE | 4 | 85,800 |
| POLICIER A2 | 1 | 22,000 |
| PROFESSIONNEL | 41 | 1,396,500 |
| REDACTEUR | 6 | 192,000 |
| RESPONSABLE | 8 | 276,000 |
| SECRETAIRE | 7 | 179,900 |
| SECRETAIRE GENERAL | 1 | 75,600 |
| SUBSTITUT DU COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT | 1 | 30,000 |
| SUPERVISEUR | 2 | 64,000 |
| SUPERVISEUR AU SERVICE DE LA SECURITE | 1 | 32,000 |
| TECHNICIEN EN INFORMATIQUE | 1 | 30,000 |
| TECHNICIEN EN PLOMBERIE | 1 | 30,000 |
| 2212211-SECRETARIAT GENERAL | 2009 | 51,665,700 |
| AGENT ADMINISTRATIF | 1 | 42,000 |
| AGENT DE LIAISON | 146 | 2,486,000 |
| AGENT DE PROTOCOLE | 23 | 529,000 |
| AGENT PARLEMENTAIRE | 340 | 7,472,500 |
| AIDE TECHNICIEN | 4 | 82,000 |
| ANALYSTE PROGRAMMEUR | 1 | 34,500 |
| ARCHITECTE | 7 | 182,000 |
| ARCHIVISTE | 12 | 246,000 |
| ASSISTANT ADMINISTRATIF | 135 | 5,367,500 |
| ASSISTANT CHEF DE SECTION | 46 | 1,472,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SECURITE | 1 | 42,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SERVICE | 6 | 252,000 |
| ASSISTANT LOGISTIQUE | 2 | 32,000 |
| ASSISTANT RESPONSABLE | 4 | 128,000 |
| ATTACHE DE PRESSE | 10 | 257,000 |
| BIBLIOTHECAIRE | 1 | 22,000 |
| CHARGE DE MISSION | 1 | 42,000 |
| CHAUFFEUR | 33 | 576,000 |
| CHIEF DE SECTION | 25 | 862,500 |
| CHEF DE SERVICE | 2 | 92,000 |
| COMMIS ADMINISTRATIF | 27 | 621,000 |
| COMPTABLE | 26 | 696,000 |
| CONSEILLER | 4 | 211,000 |

PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE

| | Effectif | MASSE SALARIALE |
|---------------------------------------------------|-------------|-------------------|
| COORDONNATEUR | 1 | 65,700 |
| CORRECTEUR | 1 | 32,000 |
| DELEGUE | 9 | 414,000 |
| DEVELOPPEUR DE PROGRAMME | 1 | 20,500 |
| DIRECTEUR | 16 | 583,200 |
| ECONOMISTE | 42 | 924,000 |
| ELECTRICIEN | 4 | 88,000 |
| EMPLOYE | 1 | 17,000 |
| FONDE DE POUVOIR | 1 | 34,500 |
| GESTIONNAIRE | 27 | 806,000 |
| HUISSIER | 5 | 85,000 |
| INFIRMIER | 23 | 519,500 |
| INFORMATICIEN | 4 | 82,000 |
| INSPECTEUR | 12 | 350,500 |
| INSPECTEUR REGIONAL | 1 | 32,000 |
| INTENDANT | 55 | 919,000 |
| MANUTENTIONNAIRE | 1 | 16,000 |
| MECANICIEN | 2 | 34,000 |
| OPERATEUR DE SAISIE | 24 | 532,800 |
| POLICIER A1 | 6 | 126,000 |
| POLICIER A2 | 10 | 225,000 |
| POLICIER A3 | 1 | 23,500 |
| POLICIER A4 | 1 | 25,500 |
| PROFESSIONNEL | 771 | 20,168,500 |
| RECEPTIONISTE | 2 | 40,000 |
| RECHERCHISTE | 7 | 119,000 |
| REDACTEUR | 16 | 512,000 |
| RESPONSABLE | 18 | 621,000 |
| RESPONSABLE CLASSEMENT AU SERVICE DES ARCHIVES | 1 | 34,500 |
| SECRETAIRE | 39 | 1,009,000 |
| SECRETAIRE GENERAL | 1 | 97,200 |
| SUBSTITUT DU GOUVERNEMENT COUR D'APPEL | 1 | 46,000 |
| TECHNICIEN EN COSMETOLOGIE | 1 | 30,000 |
| TECHNICIEN EN ETAT CIVIL | 2 | 45,000 |
| TECHNICIEN EN INFORMATIQUE | 43 | 1,199,000 |
| TRANSCRIPTEUR | 2 | 41,800 |
| LE CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE | 1124 | 58,239,300 |
| 3211212-COUR DE CASSATION | 153 | 5,903,160 |
| AGENT DE LIAISON | 1 | 16,000 |
| AGENT DE SECURITE | 7 | 108,400 |
| ASSISTANT ADMINISTRATIF | 17 | 676,500 |
| ASSISTANT CHEF DE SECTION | 4 | 128,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SERVICE | 1 | 42,000 |
| CHAUFFEUR | 20 | 340,000 |
| CHEF DE SECTION | 2 | 69,000 |
| CHEF DE SERVICE | 3 | 138,000 |
| COMMIS ADMINISTRATIF | 3 | 69,000 |
| COMMIS PARQUET | 4 | 168,360 |
| COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT | 1 | 109,080 |
| COMPTABLE | 2 | 88,000 |
| COORDONNATEUR | 3 | 197,100 |
| DIRECTEUR | 5 | 307,100 |
| EMPLOYE DE MAINTENANCE | 2 | 29,200 |
| GREFFIER | 6 | 281,060 |
| HUISSIER | 4 | 83,720 |
| INFIRMIER | 1 | 23,000 |
| INFORMATICIEN | 1 | 30,000 |
| INSPECTEUR | 3 | 81,000 |
| INTENDANT | 10 | 170,000 |
| JUGE | 8 | 824,160 |
| MANUTENTIONNAIRE | 1 | 16,000 |
| MESSAGER | 2 | 29,200 |
| PRESIDENT DE LA COUR DE CASSATION | 1 | 121,200 |
| PROFESSIONNEL | 20 | 614,500 |
| RESPONSABLE | 1 | 65,700 |
| RESPONSABLE COMMUNICATION ET PRESSE | 1 | 65,700 |
| SECRETAIRE | 10 | 292,000 |
| SUBSTITUT DU COMMISSAIRE | 5 | 515,100 |
| TRANSCRIPTEUR | 3 | 96,000 |
| VICE-PRESIDENT | 1 | 109,080 |

**PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE**

| | Effectif | MASSE SALARIALE |
|---------------------------------------------------------------------------|------------|-------------------|
| 3211213-COUR D'APPEL | 53 | 4,369,260 |
| COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT | 2 | 175,740 |
| JUGE | 42 | 3,563,280 |
| JUGE DE PAIX SUPPLEANT | 4 | 193,920 |
| PRESIDENT DE LA COUR D'APPEL | 2 | 181,800 |
| PROFESSIONNEL | 3 | 254,520 |
| 3211214-TRIBUNAUX | 798 | 44,042,900 |
| ARCHIVISTE | 1 | 17,000 |
| DOYEN | 11 | 866,580 |
| DOYEN DU TRIBUNAL CIVIL | 5 | 393,900 |
| JUGE | 139 | 9,332,460 |
| JUGE DE PAIX SUPPLEANT | 393 | 19,167,780 |
| JUGE DE PAIX TITULAIRE | 148 | 8,065,800 |
| JUGE D'INSTRUCTION | 53 | 3,532,980 |
| PRESIDENT DE LA COUR D'APPEL | 1 | 90,900 |
| PROFESSIONNEL | 46 | 2,508,840 |
| SUBSTITUT DU COMMISSAIRE | 1 | 66,660 |
| 3211111-ADMINISTRATION GENERALE | 120 | 3,923,980 |
| AGENT DE LIAISON | 2 | 33,000 |
| AGENT DE SECURITE | 15 | 240,000 |
| ANALYSTE PROGRAMMEUR | 2 | 94,000 |
| ASSISTANT ADMINISTRATIF | 5 | 202,500 |
| ASSISTANT CHEF DE PROTOCOLE | 1 | 42,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SECTION | 2 | 64,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SERVICE | 3 | 126,000 |
| CHARGE DE LOGISTIQUE | 1 | 46,000 |
| CHARGE DE MISSION | 1 | 65,700 |
| CHAUFFEUR | 17 | 289,000 |
| CHEF DE SECTION | 4 | 138,000 |
| CHEF DE SERVICE | 3 | 138,000 |
| COMMIS ADMINISTRATIF | 1 | 23,000 |
| COMPTABLE | 3 | 94,500 |
| CONSEILLER | 1 | 55,000 |
| COORDONNATEUR | 2 | 120,700 |
| DIRECTEUR | 3 | 247,500 |
| GARCON DE COUR | 1 | 11,000 |
| GESTIONNAIRE | 1 | 30,000 |
| GREFFIER | 2 | 82,340 |
| INSPECTEUR | 4 | 339,360 |
| INSPECTEUR JUDICIAIRE | 5 | 424,200 |
| INTENDANT | 3 | 50,000 |
| MANUTENTIONNAIRE | 1 | 11,000 |
| MENAGER | 5 | 56,100 |
| MESSAGER | 8 | 109,060 |
| PROFESSIONNEL | 21 | 613,000 |
| RESPONSABLE | 1 | 46,000 |
| SECRETAIRE | 2 | 133,020 |
| 4111111-COUR SUPERIEUR DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF | 676 | 22,188,233 |
| 4111111-CONSEIL DE LA COUR | 676 | 22,133,233 |
| AGENT D'ASSAINISSEMENT | 1 | 16,000 |
| AGENT DE LIAISON | 3 | 51,000 |
| AGENT DE SECURITE | 4 | 65,000 |
| ANALYSTE PROGRAMMEUR | 4 | 154,000 |
| ARCHIVISTE | 12 | 230,000 |
| ASSISTANT ADMINISTRATIF | 24 | 948,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SECTION | 10 | 320,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SECURITE | 4 | 168,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SERVICE | 8 | 336,000 |
| ASSISTANT COORDONNATEUR | 4 | 220,000 |
| ASSISTANT DIRECTEUR | 3 | 165,000 |
| ASSISTANT LOGISTIQUE | 3 | 48,000 |
| AUDITEUR INTERNE | 5 | 285,700 |
| CHARGE DE MISSION | 3 | 175,700 |
| CHAUFFEUR | 19 | 326,000 |
| CHEF DE SECTION | 15 | 517,500 |
| CHEF DE SERVICE | 45 | 2,070,000 |
| CHEF D'EQUIPE | 1 | 34,500 |
| COMMIS ADMINISTRATIF | 54 | 1,134,000 |
| COMPTABLE | 145 | 4,493,833 |
| CONCIERGE | 1 | 16,000 |

PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE

| | Effectif | MASSE SALARIALE |
|-------------------------------------------------------|-------------|-------------------|
| CONSEILLER | 10 | 1,212,000 |
| CONSEILLER JURIDIQUE | 1 | 22,000 |
| COORDONNATEUR | 5 | 328,500 |
| DIRECTEUR | 21 | 1,358,300 |
| DOCUMENTALISTE | 4 | 68,000 |
| ECONOMISTE | 1 | 30,000 |
| ELECTRICIEN | 2 | 41,000 |
| GREFFIER | 9 | 369,700 |
| HUISSIER | 6 | 174,500 |
| INFIRMIER | 1 | 22,000 |
| INGENIEUR | 4 | 143,000 |
| INSPECTEUR | 64 | 1,575,500 |
| INSPECTEUR REGIONAL | 3 | 72,500 |
| INTENDANT | 33 | 545,000 |
| OPERATEUR | 1 | 20,500 |
| OPERATEUR DE SAISIE | 7 | 147,000 |
| OPERATEUR INFORMATIQUE | 8 | 176,000 |
| PROFESSIONNEL | 81 | 2,862,500 |
| RECEPTIONISTE | 9 | 152,000 |
| RESPONSABLE | 1 | 46,000 |
| RESPONSABLE DE SECURITE | 1 | 46,000 |
| SECRETAIRE | 25 | 665,000 |
| SUBSTITUT DU COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT | 2 | 60,500 |
| TECHNICIEN EN ETAT CIVIL | 5 | 102,000 |
| TECHNICIEN EN MAINTENANCE | 1 | 22,000 |
| TECHNICIEN EN MECANIQUE | 1 | 20,500 |
| TENEUR DE LIVRE | 1 | 22,000 |
| VERIFICATEUR | 1 | 55,000 |
| 42111-CONSEIL ELECTORAL | 5 | 120,500 |
| 421111-CONSEIL ELECTORAL | 5 | 120,500 |
| CHEF DE SECTION | 1 | 34,500 |
| DOCUMENTALISTE | 1 | 17,000 |
| INTENDANT | 1 | 17,000 |
| RESPONSABLE | 1 | 22,000 |
| SECRETAIRE | 1 | 30,000 |
| 4212-OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN | 95 | 3,381,700 |
| 421212-OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN | 95 | 3,381,700 |
| ADMINISTRATEUR | 1 | 65,700 |
| AGENT DE SECURITE | 2 | 30,600 |
| ASSISTANT ADMINISTRATIF | 2 | 46,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SECTION | 4 | 128,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SERVICE | 5 | 210,000 |
| ASSISTANT DIRECTEUR | 2 | 110,000 |
| CHAUFFEUR | 6 | 99,600 |
| CHEF DE SECTION | 6 | 207,000 |
| CHEF DE SERVICE | 13 | 598,000 |
| COMMIS ADMINISTRATIF | 2 | 46,000 |
| CONSEILLER JURIDIQUE | 18 | 481,000 |
| COORDONNATEUR | 3 | 197,100 |
| DIRECTEUR | 7 | 459,900 |
| DIRECTEUR GENERAL | 1 | 84,400 |
| GARDIEN | 1 | 11,000 |
| INFORMATICIEN | 1 | 23,000 |
| INTENDANT | 4 | 65,000 |
| MENAGER | 2 | 24,200 |
| OFFICIER DE PROTECTION | 1 | 30,000 |
| PROFESSIONNEL | 6 | 187,000 |
| PROTECTEUR DU CITOYEN & DE LA CITOYENNE | 1 | 121,200 |
| RECEPTIONISTE | 3 | 50,000 |
| SECRETAIRE | 3 | 90,000 |
| TECHNICIEN EN ETAT CIVIL | 1 | 17,000 |
| 4311-UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI | 2011 | 63,482,416 |
| 431111-RECTORAT DE L'UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI | 2011 | 63,482,416 |
| ADMINISTRATEUR | 4 | 157,000 |
| AGENT ADMINISTRATIF | 29 | 769,500 |
| AGENT AGRICOLE | 2 | 24,200 |
| AGENT D'ASSAINISSEMENT | 3 | 48,000 |
| AGENT DE LIAISON | 47 | 777,000 |
| AGENT DE SECURITE | 40 | 613,820 |
| AGENT D'ENTRETIEN | 16 | 232,600 |

PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE

| | Effectif | MASSE SALARIALE |
|--------------------------------|----------|-----------------|
| AIDE BIBLIOTHECAIRE | 1 | 26,000 |
| ANALYSTE PROGRAMMEUR | 6 | 282,000 |
| ARCHIVISTE | 1 | 16,000 |
| ASSISTANT ADMINISTRATIF | 81 | 3,007,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SECTION | 19 | 608,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SECURITE | 4 | 168,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SERVICE | 11 | 462,000 |
| ASSISTANT CHEF DISPATCHING | 1 | 20,500 |
| ASSISTANT CHEF LOGISTIQUE | 1 | 42,000 |
| ASSISTANT DIRECTEUR | 4 | 220,000 |
| ASSISTANT LOGISTIQUE | 1 | 16,000 |
| ASSISTANT RESPONSABLE | 2 | 72,000 |
| ASSISTANT SECRETAIRE EXECUTIF | 1 | 42,000 |
| AUXILIAIRE INFIRMIER | 1 | 16,000 |
| BIBLIOTHECAIRE | 12 | 384,500 |
| BLANCHISSEUSE | 1 | 12,100 |
| CHARGE DE MISSION | 2 | 107,800 |
| CHARGE DE PROGRAMME | 1 | 40,000 |
| CHARGE D'EDITION | 2 | 89,000 |
| CHAUFFEUR | 40 | 675,600 |
| CHEF DE BUREAU | 1 | 22,000 |
| CHEF DE DEPARTEMENT | 2 | 44,000 |
| CHEF DE SECTION | 20 | 687,500 |
| CHEF DE SECURITE | 4 | 85,500 |
| CHEF DE SERVICE | 27 | 1,242,000 |
| CHIMISTE | 1 | 30,000 |
| COMMIS ADMINISTRATIF | 20 | 436,000 |
| COMPTABLE | 16 | 550,500 |
| CONSEILLER FINANCIER | 1 | 51,000 |
| CONSEILLER JURIDIQUE | 1 | 30,000 |
| COORDONNATEUR | 10 | 758,300 |
| CUISINIER | 8 | 119,200 |
| DIRECTEUR | 21 | 966,800 |
| DISPATCHER | 1 | 20,500 |
| DOCUMENTALISTE | 5 | 89,000 |
| DOYEN | 7 | 910,000 |
| EBENISTE | 1 | 17,000 |
| ELECTRICIEN | 9 | 186,500 |
| EMPLOYE DE MAINTENANCE | 6 | 83,810 |
| ENSEIGNANT | 2 | 91,000 |
| GARCON DE COUR | 3 | 41,220 |
| GARDIEN | 27 | 374,030 |
| GESTIONNAIRE | 4 | 120,000 |
| INFIRMIER | 2 | 60,000 |
| INFORMATICIEN | 3 | 100,500 |
| INTENDANT | 23 | 381,000 |
| JARDINIER | 3 | 36,700 |
| MAGASINIER | 2 | 31,600 |
| MANUTENTIONNAIRE | 9 | 108,100 |
| MEMBRE DU CONSEIL DE DIRECTION | 1 | 125,000 |
| MENAGER | 63 | 757,910 |
| MESSAGER | 51 | 721,460 |
| MONITEUR CIVIQUE | 18 | 238,200 |
| MONITEUR DE STAGE | 11 | 112,000 |
| OPERATEUR | 3 | 49,000 |
| OPERATEUR DE SAISIE | 4 | 97,000 |
| OPERATEUR INFORMATIQUE | 5 | 115,000 |
| PLANIFICATEUR-ECONOMISTE | 1 | 12,100 |
| PLOMBIER | 4 | 81,500 |
| PORTIER | 1 | 16,000 |
| PREPARATEUR DE CADAVRES | 1 | 12,100 |
| PRESIDENT CAMPUS LIMONADE | 1 | 135,000 |
| PROFESSEUR | 11 | 161,900 |
| PROFESSEUR | 1018 | 35,610,646 |
| PROFESSIONNEL | 137 | 2,949,721 |
| RECEPTIONISTE | 2 | 34,000 |
| RECTEUR | 1 | 150,000 |
| REPROGRAPHE | 1 | 26,000 |
| RESPONSABLE | 7 | 256,500 |
| RESPONSABLE ADJOINT | 1 | 42,000 |

**PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE SEPTEMBRE 2020
REPARTITION DES POSTES PAR MINISTERE**

| | Effectif | MASSE SALARIALE |
|------------------------------------------------------------|---------------|----------------------|
| RESPONSABLE ADMINISTRATIF | 1 | 46,000 |
| REVISEUR | 3 | 90,000 |
| SECRETAIRE | 39 | 1,072,000 |
| SECRETAIRE GENERAL | 12 | 690,000 |
| SUPERVISEUR | 1 | 30,000 |
| TECHNICIEN EN ETAT CIVIL | 1 | 17,000 |
| TECHNICIEN EN INFORMATIQUE | 8 | 220,500 |
| TECHNICIEN EN MAINTENANCE | 1 | 22,000 |
| TECHNICIEN EN MECANIQUE | 1 | 20,500 |
| TECHNICIEN EN PLOMBERIE | 3 | 63,000 |
| TECHNOLOGISTE MEDICAL | 3 | 71,000 |
| TENEUR DE LIVRE | 1 | 20,500 |
| VICE-DOYEN | 18 | 2,250,000 |
| VICE-PRESIDENT | 2 | 264,000 |
| VICE-RECTEUR | 2 | 280,000 |
| INFIRMIER HYGIENISTE | 1 | 20,500 |
| 441-ACADEMIE DU CREOLE HAITIEN | 20 | 635,600 |
| 4411111-SECRETARIAT DE L'ACADEMIE DU CREOLE HAITIEN | 20 | 635,600 |
| AGENT DE LIAISON | 1 | 16,000 |
| AGENT DE SECURITE | 2 | 32,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SECTION | 2 | 64,000 |
| ASSISTANT CHEF DE SERVICE | 1 | 42,000 |
| ASSISTANT LOGISTIQUE | 1 | 16,000 |
| CHAUFFEUR | 2 | 33,000 |
| CHEF DE SECTION | 1 | 34,500 |
| COMPTABLE | 1 | 46,000 |
| DIRECTEUR | 1 | 65,700 |
| INTENDANT | 1 | 16,000 |
| PROFESSIONNEL | 1 | 26,000 |
| RECEPTIONISTE | 1 | 22,000 |
| RESPONSABLE | 2 | 76,000 |
| SECRETAIRE | 2 | 62,000 |
| SECRETAIRE EXECUTIF | 1 | 84,400 |
| Total général | 107154 | 2,509,463,133 |

**DÉTAIL DES CRÉDITS DE
FONCTIONNEMENT DU BUDGET GÉNÉRAL
DE L'EXERCICE 2020-2021
PAR SECTION ET TITRE DE DÉPENSES**

VENTILATION DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES PAR SECTION ET TITRE DE DÉPENSES
EXERCICE 2020-2021

| ENTITÉ ADMINISTRATIVE | BUDGET GENERAL 2020-2021 |
|-----------------------------------------------------------------------------|--------------------------|
| 1111-MINISTÈRE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE | 1,561,515,338 |
| 1111111-BUREAU DU MINISTRE | 82,860,223 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 34,087,106 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 19,967,257 |
| TITRE III-Dépenses d'immobilisations | 2,556,018 |
| TITRE VI-Autres dépenses publiques | 26,249,842 |
| 1111112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 1,146,127,728 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 458,994,136 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 154,901,429 |
| TITRE III-Dépenses d'immobilisations | 4,473,811 |
| TITRE IV-Dépenses de transferts | 284,626,057 |
| TITRE VI-Autres dépenses publiques | 243,132,295 |
| 1111113-CENTRE DE TECHNIQUE DE PLANIFICATION ET D'ECONOMIE APPLIQUEE | 120,189,036 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 71,929,950 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 48,259,085 |
| 1111114-CONSEIL NATIONAL DES COOPERATIVES | 62,338,352 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 43,191,093 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 19,147,259 |
| 1111115-CENTRE NATIONAL DE L'INFORMATION GEO SPATIALE | 150,000,000 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 90,985,961 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 59,014,039 |
| 1112-MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES | 8,015,003,581 |
| 1112111-BUREAU DU MINISTRE | 75,406,768 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 21,396,595 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 27,178,662 |
| TITRE VI-Autres dépenses publiques | 26,831,511 |
| 1112112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 1,620,190,738 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 1,024,895,298 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 296,482,737 |
| TITRE III-Dépenses d'immobilisations | 61,874,099 |
| TITRE IV-Dépenses de transferts | 537,996 |
| TITRE VI-Autres dépenses publiques | 236,400,607 |
| 1112121-UNITE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION | 250,761,913 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 150,457,148 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 100,304,766 |
| 1112122-ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION FINANCIERE | 74,042,887 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 36,176,400 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 37,866,487 |
| 1112123-INSTITUT HAITIEN DE STATISTIQUE ET D'INFORMATIQUE | 158,535,197 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 116,134,607 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 21,877,346 |
| TITRE III-Dépenses d'immobilisations | 523,245 |
| TITRE VI-Autres dépenses publiques | 20,000,000 |
| 1112214-DIRECTION GENERALE DU BUDGET | 277,354,957 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 166,869,952 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 40,851,197 |
| TITRE III-Dépenses d'immobilisations | 12,731,436 |
| TITRE IV-Dépenses de transferts | 139,992 |
| TITRE VI-Autres dépenses publiques | 56,762,380 |
| 1112215-DIRECTION GENERALE DES IMPOTS | 2,609,997,313 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 1,682,918,573 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 571,149,548 |
| TITRE III-Dépenses d'immobilisations | 42,165,100 |
| TITRE VI-Autres dépenses publiques | 313,764,092 |

VENTILATION DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES PAR SECTION ET TITRE DE DÉPENSES
EXERCICE 2020-2021

| ENTITÉ ADMINISTRATIVE | BUDGET GENERAL 2020-2021 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|
| 1112216-ADMINISTRATION GENERALE DES DOUANES | 2,640,686,597 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 1,410,705,862 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 852,147,970 |
| TITRE III-Dépenses d'immobilisations | 135,716,396 |
| TITRE VI-Autres dépenses publiques | 242,116,368 |
| 1112225-INSPECTION GENERALE DES FINANCES | 154,548,618 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 68,949,239 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 38,057,031 |
| TITRE III-Dépenses d'immobilisations | 14,040,000 |
| TITRE VI-Autres dépenses publiques | 33,502,348 |
| 1112119-FONDS D'ASSISTANCE ECONOMIQUE ET SOCIALE | 153,478,592 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 70,599,842 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 82,878,750 |
| 1113-MINISTERE DE L'AGRICULTURE DES RESSOURCES NATURELLES DU DEVELOPPEMENT RURAL | 1,909,179,842 |
| 1113111-BUREAU DU MINISTRE | 205,216,149 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 113,986,986 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 17,978,166 |
| TITRE III-Dépenses d'immobilisations | 3,583,000 |
| TITRE VI-Autres dépenses publiques | 69,667,997 |
| 1113112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 1,417,559,529 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 813,928,883 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 254,486,016 |
| TITRE III-Dépenses d'immobilisations | 38,191,305 |
| TITRE VI-Autres dépenses publiques | 310,953,324 |
| 1113113-ORGANISME DE LA VALLEE DE L'ARTIBONITE | 162,921,816 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 144,098,350 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 18,823,466 |
| 1113114-INSTITUT NATIONAL DE REFORME AGRAIRE | 101,405,859 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 69,825,752 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 31,580,107 |
| 1113117-INSTITUT NATIONAL DU CAFE D'HAITI | 22,076,490 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 10,626,536 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 11,449,954 |
| 1114-MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS | 1,666,207,488 |
| 1114111-BUREAU DU MINISTRE | 60,264,316 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 43,158,777 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 9,105,540 |
| TITRE III-Dépenses d'immobilisations | 7,000,000 |
| TITRE VI-Autres dépenses publiques | 1,000,000 |
| 1114112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 698,604,553 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 549,811,596 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 117,631,554 |
| TITRE III-Dépenses d'immobilisations | 2,381,404 |
| TITRE VI-Autres dépenses publiques | 28,780,000 |
| 1114115-LABORATOIRE NATIONAL DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS | 27,214,539 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 23,013,382 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 4,201,157 |
| 1114116-OFFICE NATIONAL DU CADASTRE | 93,887,198 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 74,238,146 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 19,649,052 |
| 1114117-SERVICES MARITIME ET DE NAVIGATION | 47,029,494 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 27,212,687 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 19,816,807 |
| 1114118-CONSEIL NATIONAL DES TELECOMMUNICATIONS | 7,616,173 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 7,616,173 |

VENTILATION DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES PAR SECTION ET TITRE DE DÉPENSES
EXERCICE 2020-2021

| ENTITÉ ADMINISTRATIVE | BUDGET GENERAL 2020-2021 |
|----------------------------------------------------------------------------|--------------------------|
| 1114119-BUREAU DES MINES ET DE L'ENERGIE | 65,218,645 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 52,941,480 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 12,277,165 |
| 1114120-FONDS D'ENTRETIEN ROUTIER | 2,619,730 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 119,730 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 2,500,000 |
| 1114121-CENTRE NATIONAL DES EQUIPEMENTS | 521,150,183 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 431,150,182 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 90,000,000 |
| 1114122-DIRECTION NATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT | 95,602,657 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 84,639,004 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 10,963,653 |
| 1114123-AGENCE NATIONALE DE REGULATION DU SECTEUR ENERGETIQUE | 47,000,000 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 20,000,000 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 27,000,000 |
| 1115-MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE | 790,859,559 |
| 1115111-BUREAU DU MINISTRE | 88,632,778 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 58,519,852 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 23,612,926 |
| TITRE III-Dépenses d'immobilisations | 3,500,000 |
| TITRE VI-Autres dépenses publiques | 3,000,000 |
| 1115112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 397,542,939 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 343,192,938 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 29,099,999 |
| TITRE III-Dépenses d'immobilisations | 5,250,000 |
| TITRE VI-Autres dépenses publiques | 20,000,002 |
| 1115113-OFFICE DES POSTES D'HAITI | 125,067,520 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 101,280,310 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 23,787,210 |
| 1115115-DIRECTION GENERALE DES ZONES FRANCHES | 49,615,373 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 29,937,418 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 19,677,955 |
| 1115116-CENTRE DE FACILITATION DES INVESTISSEMENTS | 130,000,949 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 50,261,000 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 79,739,949 |
| 1116-MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT | 1,708,579,942 |
| 1116111-BUREAU DU MINISTRE | 161,017,841 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 95,234,085 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 65,783,756 |
| 1116112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 647,562,101 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 469,289,397 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 73,586,612 |
| TITRE III-Dépenses d'immobilisations | 46,070,586 |
| TITRE IV-Dépenses de transferts | 10,000,000 |
| TITRE VI-Autres dépenses publiques | 48,615,507 |
| 1116113-AGENCE NATIONALE DES AIRES PROTEGEES | 110,000,000 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 65,000,000 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 45,000,000 |
| 1116114-SERVICE NATIONAL DE GESTION DES RESIDUS SOLIDES | 790,000,000 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 470,000,000 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 320,000,000 |
| 1117-MINISTERE DU TOURISME | 254,493,808 |
| 1117111-BUREAU DU MINISTRE | 27,557,224 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 20,244,303 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 6,312,937 |
| TITRE III-Dépenses d'immobilisations | 499,984 |
| TITRE VI-Autres dépenses publiques | 500,000 |

VENTILATION DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES PAR SECTION ET TITRE DE DÉPENSES
EXERCICE 2020-2021

| ENTITÉ ADMINISTRATIVE | BUDGET GENERAL 2020-2021 |
|-------------------------------------------------------------------|--------------------------|
| 1117112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 187,156,226 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 127,178,709 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 44,704,637 |
| TITRE III-Dépenses d'immobilisations | 4,479,926 |
| TITRE VI-Autres dépenses publiques | 10,792,954 |
| 1117113-ECOLE HOTELIERE | 39,780,357 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 30,322,092 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 9,458,265 |
| 1211-MINISTERE DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE | 17,793,356,644 |
| 1211111-BUREAU DU MINISTRE | 100,230,704 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 14,580,905 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 2,100,544 |
| TITRE III-Dépenses d'immobilisations | 1,489,125 |
| TITRE VI-Autres dépenses publiques | 82,060,130 |
| 1211112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 2,105,571,645 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 1,698,674,102 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 334,348,909 |
| TITRE III-Dépenses d'immobilisations | 44,427,059 |
| TITRE IV-Dépenses de transferts | 2,500,000 |
| TITRE VI-Autres dépenses publiques | 25,621,575 |
| 1211117-UNITE CENTRALE DE RENSEIGNEMENTS FINANCIERS | 85,462,556 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 60,529,640 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 24,932,917 |
| 1211118-BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A LA SECURITE PUBLIQUE | 120,080,331 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 48,649,634 |
| TITRE VI-Autres dépenses publiques | 71,430,697 |
| 1211119-OFFICE NATIONAL D'IDENTIFICATION | 600,453,749 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 375,300,650 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 225,153,099 |
| 1211121-ECOLE DE LA MAGISTRATURE | 82,489,005 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 38,757,234 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 43,731,771 |
| 1211122-COMMISSION NATIONALE D'ASSISTANCE LEGALE | 50,000,000 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 25,000,000 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 25,000,000 |
| 1211216-POLICE NATIONALE D'HAITI | 14,649,068,654 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 11,915,430,785 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 2,022,286,638 |
| TITRE III-Dépenses d'immobilisations | 44,000,000 |
| TITRE IV-Dépenses de transferts | 316,350,320 |
| TITRE VI-Autres dépenses publiques | 351,000,912 |
| 1212-MINISTERE DES HAITIENS VIVANT A L'ETRANGER | 146,458,710 |
| 1212111-BUREAU DU MINISTRE | 47,237,897 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 29,187,897 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 13,000,000 |
| TITRE III-Dépenses d'immobilisations | 3,050,000 |
| TITRE VI-Autres dépenses publiques | 2,000,000 |
| 1212112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 99,220,812 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 68,726,012 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 21,494,800 |
| TITRE III-Dépenses d'immobilisations | 6,000,000 |
| TITRE VI-Autres dépenses publiques | 3,000,000 |
| 1213-MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES | 6,207,199,414 |
| 1213111-BUREAU DU MINISTRE | 195,087,586 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 193,625,087 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 1,462,499 |

VENTILATION DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES PAR SECTION ET TITRE DE DÉPENSES
EXERCICE 2020-2021

| ENTITÉ ADMINISTRATIVE | BUDGET GENERAL 2020-2021 |
|--------------------------------------------------------------------------|--------------------------|
| 1213112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 6,012,111,828 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 1,251,071,238 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 208,488,193 |
| TITRE III-Dépenses d'immobilisations | 28,357,504 |
| TITRE VI-Autres dépenses publiques | 4,524,194,893 |
| 1214-LA PRESIDENCE | 2,133,229,074 |
| 1214111-BUREAU DU PRESIDENT | 416,033,855 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 179,671,855 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 50,000,000 |
| TITRE III-Dépenses d'immobilisations | 15,869,800 |
| TITRE VI-Autres dépenses publiques | 170,492,200 |
| 1214112- ADMINISTRATION GENERALE DU PALAIS NATIONAL | 856,905,508 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 196,944,725 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 349,803,134 |
| TITRE III-Dépenses d'immobilisations | 32,611,546 |
| TITRE IV-Dépenses de transferts | 7,946,103 |
| TITRE VI-Autres dépenses publiques | 269,600,000 |
| 1214113-SERVICE DE SECURITE DU PALAIS NATIONAL | 738,483,059 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 314,577,042 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 163,214,386 |
| TITRE IV-Dépenses de transferts | 6,591,490 |
| TITRE VI-Autres dépenses publiques | 254,100,141 |
| 1214114-DOTATION POUR COMPTE SPECIAL DU PRESIDENT | 121,806,652 |
| TITRE VI-Autres dépenses publiques | 121,806,652 |
| 1215-PRIMATURE | 2,284,338,989 |
| 1215111-BUREAU DU PREMIER MINISTRE | 548,350,314 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 248,052,235 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 22,610,930 |
| TITRE III-Dépenses d'immobilisations | 12,065,000 |
| TITRE IV-Dépenses de transferts | 50,000,000 |
| TITRE VI-Autres dépenses publiques | 215,622,149 |
| 1215112-ADMINISTRATION GENERALE | 1,162,410,993 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 330,822,582 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 253,806,648 |
| TITRE III-Dépenses d'immobilisations | 47,584,418 |
| TITRE IV-Dépenses de transferts | 122,156,810 |
| TITRE VI-Autres dépenses publiques | 408,040,535 |
| 1215113-DOTATION POUR COMPTE SPECIAL DU PREMIER MINISTRE | 57,622,651 |
| TITRE VI-Autres dépenses publiques | 57,622,651 |
| 1215116-CONSEIL DE MODERNISATION DES ENTREPRISES PUBLIQUES | 56,297,881 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 36,840,290 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 19,457,590 |
| 1215117-COMMISSION NATIONALE DE LUTTE CONTRE LA DROGUE | 63,355,320 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 48,108,022 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 15,247,297 |
| 1215118-BUREAU DE L'ORDONNATEUR NATIONAL | 72,931,539 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 46,527,878 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 26,403,661 |
| 1215119-COMMISSION NATIONALE DE PASSATION DE MARCHES | 147,566,483 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 95,161,692 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 52,404,791 |
| 1215121-CONSEIL SUPERIEUR DE LA POLICE NATIONALE | 52,200,000 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 52,200,000 |
| 1215122-BUREAU DE COORD. ET DE SUIVI DES ACCORDS CARICOM/OMC/ZLEA | 31,330,311 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 19,763,993 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 11,566,318 |

VENTILATION DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES PAR SECTION ET TITRE DE DÉPENSES
EXERCICE 2020-2021

| ENTITÉ ADMINISTRATIVE | BUDGET GENERAL 2020-2021 |
|----------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|
| 1215123-APPUI A LA FORMATION | 23,576,658 |
| TITRE IV-Dépenses de transferts | 23,576,658 |
| 1215214-CENTRE DE FORMATION ET DE PERFECTIONNEMENT DES AGENTS DE LA FONCTION PUBLIQUE | 37,167,299 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 18,836,114 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 18,331,185 |
| 1215220-BUREAU DE GESTION DES MILITAIRES DEMOBILISES | 31,529,541 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 23,974,141 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 7,555,400 |
| 1216-MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES | 2,354,307,772 |
| 1216111-BUREAU DU MINISTRE | 586,762,493 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 201,762,497 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 94,999,999 |
| TITRE III-Dépenses d'immobilisations | 50,000,000 |
| TITRE IV-Dépenses de transferts | 40,000,000 |
| TITRE VI-Autres dépenses publiques | 199,999,997 |
| 1216112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 1,698,957,640 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 1,003,231,563 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 173,726,077 |
| TITRE III-Dépenses d'immobilisations | 51,000,000 |
| TITRE IV-Dépenses de transferts | 10,000,000 |
| TITRE VI-Autres dépenses publiques | 461,000,000 |
| 1216115-ORGANISME DE SURVEILLANCE MORNE HOPITAL | 18,587,639 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 14,800,200 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 3,787,439 |
| 1216118-DIRECTION GENERALE DE LA PROTECTION CIVILE | 50,000,000 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 30,000,000 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 20,000,000 |
| 1217-MINISTERE DE LA DEFENSE | 2,024,789,733 |
| 1217111-BUREAU DU MINISTRE | 99,040,885 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 51,755,550 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 27,400,847 |
| TITRE IV-Dépenses de transferts | 13,473,500 |
| TITRE VI-Autres dépenses publiques | 6,410,988 |
| 1217112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 494,748,848 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 166,995,529 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 71,581,525 |
| TITRE III-Dépenses d'immobilisations | 32,514,685 |
| TITRE IV-Dépenses de transferts | 12,328,000 |
| TITRE VI-Autres dépenses publiques | 211,329,109 |
| 1217113-FORCES ARMEES D'HAITI | 1,431,000,000 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 1,004,000,000 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 111,000,000 |
| TITRE III-Dépenses d'immobilisations | 40,000,000 |
| TITRE VI-Autres dépenses publiques | 276,000,000 |
| 1311-MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE | 23,941,689,236 |
| 1311111-BUREAU DU MINISTRE | 220,176,051 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 162,324,881 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 48,835,670 |
| TITRE VI-Autres dépenses publiques | 9,015,500 |
| 1311112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 22,950,697,701 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 20,324,035,941 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 1,524,028,452 |
| TITRE III-Dépenses d'immobilisations | 136,611,587 |
| TITRE IV-Dépenses de transferts | 76,573,676 |
| TITRE VI-Autres dépenses publiques | 889,448,046 |
| 1311115-COMMISSION NATIONALE DE COOPERATION AVEC L'UNESCO | 30,571,407 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 19,164,117 |

VENTILATION DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES PAR SECTION ET TITRE DE DÉPENSES
EXERCICE 2020-2021

| ENTITÉ ADMINISTRATIVE | BUDGET GENERAL 2020-2021 |
|---------------------------------------------------------------------------|--------------------------|
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 11,407,290 |
| 1311117-INSTITUT NATIONAL DE FORMATION PROFESSIONNELLE | 648,892,853 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 597,554,359 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 51,338,494 |
| 1311118-OFFICE NATIONAL DE PARTENARIAT | 91,351,223 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 23,351,223 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 68,000,000 |
| 1312-MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES ET DU TRAVAIL | 1,357,254,936 |
| 1312111-BUREAU DU MINISTRE | 126,853,091 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 120,352,684 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 650,408 |
| TITRE VI-Autres dépenses publiques | 5,850,000 |
| 1312112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 825,583,112 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 669,880,185 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 104,402,927 |
| TITRE III-Dépenses d'immobilisations | 6,300,000 |
| TITRE IV-Dépenses de transferts | 5,000,000 |
| TITRE VI-Autres dépenses publiques | 40,000,000 |
| 1312113-INSTITUT DU BIEN ETRE SOCIAL ET DE RECHERCHES | 105,747,782 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 75,750,403 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 29,997,379 |
| 1312114-ENTREPRISE DE PROMOTION DE LOGEMENTS SOCIAUX | 95,502,332 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 65,592,764 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 29,909,568 |
| 1312115-OFFICE NATIONAL DE LA MIGRATION | 157,621,572 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 83,388,366 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 74,233,206 |
| 1312117-BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A L'INT. DES PERS. HANDICAPEES | 45,947,048 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 33,856,359 |
| TITRE VI-Autres dépenses publiques | 12,090,689 |
| 1313-MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION | 7,070,411,636 |
| 1313111-BUREAU DU MINISTRE | 684,737,076 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 283,938,996 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 205,800,000 |
| TITRE IV-Dépenses de transferts | 13,000,000 |
| TITRE VI-Autres dépenses publiques | 181,998,080 |
| 1313112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 6,385,674,560 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 5,205,108,035 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 606,242,343 |
| TITRE III-Dépenses d'immobilisations | 69,294,431 |
| TITRE VI-Autres dépenses publiques | 505,029,750 |
| 1314-MINISTERE A LA CONDITION FEMININE ET AUX DROITS DES FEMMES | 228,460,660 |
| 1314111-BUREAU DU MINISTRE | 57,204,664 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 43,141,823 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 3,697,113 |
| TITRE III-Dépenses d'immobilisations | 1,049,357 |
| TITRE VI-Autres dépenses publiques | 9,316,371 |
| 1314112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 171,255,996 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 119,555,305 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 34,948,245 |
| TITRE III-Dépenses d'immobilisations | 8,494,622 |
| TITRE VI-Autres dépenses publiques | 8,257,824 |

VENTILATION DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES PAR SECTION ET TITRE DE DÉPENSES
EXERCICE 2020-2021

| ENTITÉ ADMINISTRATIVE | BUDGET GENERAL 2020-2021 |
|-------------------------------------------------------------------------|--------------------------|
| 1315-MINISTÈRE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE L'ACTION CIVIQUE | 773,189,093 |
| 1315111-BUREAU DU MINISTRE | 347,810,278 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 292,047,809 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 15,851,970 |
| TITRE III-Dépenses d'immobilisations | 500,000 |
| TITRE VI-Autres dépenses publiques | 39,410,500 |
| 1315112-DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES INTERNES | 425,378,814 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 136,767,933 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 176,499,882 |
| TITRE III-Dépenses d'immobilisations | 6,700,500 |
| TITRE IV-Dépenses de transferts | 30,000,000 |
| TITRE VI-Autres dépenses publiques | 75,410,500 |
| 1411-MINISTÈRE DES CULTES | 267,730,197 |
| 1411111-DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES INTERNES | 3,237,950 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 3,237,950 |
| 1411112-DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES INTERNES | 264,492,247 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 155,619,907 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 43,421,868 |
| TITRE III-Dépenses d'immobilisations | 14,405,775 |
| TITRE IV-Dépenses de transferts | 46,999,986 |
| TITRE VI-Autres dépenses publiques | 4,044,712 |
| 1412-MINISTÈRE DE LA CULTURE | 1,489,804,465 |
| 1412111-BUREAU DU MINISTRE | 165,587,540 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 79,795,932 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 23,410,316 |
| TITRE III-Dépenses d'immobilisations | 4,301,359 |
| TITRE IV-Dépenses de transferts | 12,888,120 |
| TITRE VI-Autres dépenses publiques | 45,191,814 |
| 1412112-DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES INTERNES | 279,804,862 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 103,815,051 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 35,255,608 |
| TITRE III-Dépenses d'immobilisations | 13,169,403 |
| TITRE VI-Autres dépenses publiques | 127,564,800 |
| 1412113-ÉCOLE NATIONALE DES ARTS | 72,183,172 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 42,492,699 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 29,690,473 |
| 1412114-INSTITUT DE SAUVEGARDE DU PATRIMOINE NATIONAL | 80,688,033 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 46,178,976 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 34,509,057 |
| 1412115-THEÂTRE NATIONAL | 66,906,222 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 49,320,001 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 17,586,221 |
| 1412116-MUSÉE DU PANTHÉON NATIONAL | 52,468,027 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 25,950,536 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 26,517,491 |
| 1412117-BUREAU NATIONAL D'ETHNOLOGIE | 49,560,659 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 25,548,818 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 24,011,841 |
| 1412118-BIBLIOTHÈQUE NATIONALE | 71,853,757 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 53,077,275 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 18,776,482 |
| 1412119-ARCHIVES NATIONALES | 199,533,514 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 180,404,671 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 19,128,843 |
| 1412123-ACTIVITÉS CULTURELLES | 318,157,400 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 318,157,400 |

VENTILATION DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES PAR SECTION ET TITRE DE DÉPENSES
EXERCICE 2020-2021

| ENTITÉ ADMINISTRATIVE | BUDGET GENERAL 2020-2021 |
|--------------------------------------------------------------------|--------------------------|
| 1412124-DIRECTION NATIONALE DU LIVRE | 76,468,205 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 40,962,776 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 35,505,429 |
| 1412125-BUREAU HAITIEN DU DROIT D'AUTEUR | 56,593,074 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 26,955,552 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 29,637,522 |
| 1413-MINISTERE DE LA COMMUNICATION | 416,403,448 |
| 1413111-BUREAU DU MINISTRE | 36,919,149 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 17,697,671 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 16,358,973 |
| TITRE VI-Autres dépenses publiques | 2,862,505 |
| 1413112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 119,929,112 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 63,059,110 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 19,325,464 |
| TITRE III-Dépenses d'immobilisations | 9,000,000 |
| TITRE VI-Autres dépenses publiques | 28,544,538 |
| 1413113-TELEVISION NATIONALE D'HAITI | 175,523,198 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 137,743,257 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 37,779,941 |
| 1413114- RADIO NATIONALE D'HAITI | 84,031,989 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 64,888,429 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 19,143,560 |
| 1511-INTERVENTIONS PUBLIQUES | 20,968,220,585 |
| 1511111-SUBVENTION AUX FONDS DE PENSION | 2,643,841,158 |
| TITRE IV-Dépenses de transferts | 2,643,841,158 |
| 1511113-AUTRES INSTITUTIONS | 1,350,627,255 |
| TITRE IV-Dépenses de transferts | 1,350,627,255 |
| 1511149-AUTRES INTERVENTIONS PUBLIQUES | 16,973,752,172 |
| TITRE III-Dépenses d'immobilisations | 35,000,000 |
| TITRE IV-Dépenses de transferts | 5,056,549,799 |
| TITRE VI-Autres dépenses publiques | 11,882,202,373 |
| 1512-DETTE PUBLIQUE | 49,194,478,911 |
| 1512111-INSTITUTIONS FINANCIERES CREATRICES DE MONNAIE | 1,450,000,000 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 1,450,000,000 |
| 1512112-AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES | 27,441,629,050 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 2,443,739,680 |
| TITRE V-Service de la Dette Publique | 24,997,889,371 |
| 1512113-AUTRES CREANCIERS INTERNES | 9,494,525,138 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 52,617,050 |
| TITRE V-Service de la Dette Publique | 9,441,908,088 |
| 1512211-DETTE MULTILATERALE | 261,855,489 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 129,825,656 |
| TITRE V-Service de la Dette Publique | 132,029,833 |
| 1512212-DETTE BILATERALE | 10,546,469,234 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 2,025,443,716 |
| TITRE V-Service de la Dette Publique | 8,521,025,518 |
| 1513-DOTATIONS SPECIALES SUBVENTION AU SECTEUR DE L'ENERGIE | 16,000,000,000 |
| 1513111-SUBVENTION A L'EDH | 16,000,000,000 |
| TITRE IV-Dépenses de transferts | 16,000,000,000 |
| 2211-SENAT DE LA REPUBLIQUE | 1,754,074,789 |
| 2211111-ASSEMBLEE DES SENATEURS | 1,754,074,789 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 1,346,555,627 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 215,509,669 |
| TITRE III-Dépenses d'immobilisations | 76,921,974 |
| TITRE IV-Dépenses de transferts | 84,750,000 |
| TITRE VI-Autres dépenses publiques | 30,337,519 |

VENTILATION DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES PAR SECTION ET TITRE DE DÉPENSES
EXERCICE 2020-2021

| ENTITÉ ADMINISTRATIVE | BUDGET GENERAL 2020-2021 |
|--------------------------------------------------------|--------------------------|
| 2212-CHAMBRE DES DEPUTES | 2,676,458,371 |
| 2212111-CHAMBRE DES DEPUTES | 339,319,695 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 312,103,512 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 24,156,294 |
| TITRE III-Dépenses d'immobilisations | 534,889 |
| TITRE VI-Autres dépenses publiques | 2,525,000 |
| 2212112-QUESTURE DE LA CHAMBRE DES DEPUTES | 805,111,161 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 799,861,161 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 5,250,000 |
| 2212211-SECRETARIAT GENERAL | 1,532,027,515 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 1,028,951,727 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 442,071,789 |
| TITRE III-Dépenses d'immobilisations | 11,000,000 |
| TITRE IV-Dépenses de transferts | 49,654,000 |
| TITRE VI-Autres dépenses publiques | 350,000 |
| 3211-CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE | 2,268,267,339 |
| 3211111-ADMINISTRATION GENERALE | 865,884,726 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 539,660,842 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 157,636,192 |
| TITRE III-Dépenses d'immobilisations | 33,742,793 |
| TITRE IV-Dépenses de transferts | 2,400,000 |
| TITRE VI-Autres dépenses publiques | 132,444,899 |
| 3211212-COUR DE CASSATION | 311,981,382 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 199,031,984 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 57,000,000 |
| TITRE III-Dépenses d'immobilisations | 35,000,000 |
| TITRE IV-Dépenses de transferts | 800,000 |
| TITRE VI-Autres dépenses publiques | 20,149,398 |
| 3211213-COUR D'APPEL | 111,286,138 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 93,055,763 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 12,210,275 |
| TITRE III-Dépenses d'immobilisations | 1,069,500 |
| TITRE VI-Autres dépenses publiques | 4,950,600 |
| 3211214-TRIBUNAUX | 979,115,093 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 888,782,347 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 66,954,322 |
| TITRE III-Dépenses d'immobilisations | 5,364,425 |
| TITRE VI-Autres dépenses publiques | 18,014,000 |
| 4211-CONSEIL ELECTORAL | 655,400,439 |
| 4211111-CONSEIL ELECTORAL | 655,400,439 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 507,433,431 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 70,034,209 |
| TITRE III-Dépenses d'immobilisations | 14,311,115 |
| TITRE VI-Autres dépenses publiques | 63,621,684 |
| 4212-OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN | 165,293,326 |
| 4212112-OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN | 165,293,326 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 114,743,700 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 50,274,626 |
| TITRE III-Dépenses d'immobilisations | 250,000 |
| TITRE VI-Autres dépenses publiques | 25,000 |
| 4311-UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI | 1,527,311,125 |
| 4311111-RECTORAT DE L UNIVERSITE D ETAT D HAITI | 1,527,311,125 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 1,314,947,803 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 212,363,322 |

VENTILATION DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES PAR SECTION ET TITRE DE DÉPENSES
EXERCICE 2020-2021

| ENTITÉ ADMINISTRATIVE | BUDGET GENERAL 2020-2021 |
|-------------------------------------------------------------------------|--------------------------|
| 4411-ACADEMIE DU CREOLE HAITIEN | 43,104,247 |
| 4411111-SECRETARIAT TECHNIQUE DE L'ACADEMIE DU CREOLE HAITIEN | 43,104,247 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 22,602,920 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 20,501,327 |
| 4111-COUR SUPERIEURE DES COMPTES ET DU CONTENCIEUX ADMINISTRATIF | 862,927,304 |
| 4111111-CONSEIL DE LA COUR | 862,927,304 |
| TITRE I-Dépenses de personnel | 491,747,327 |
| TITRE II-Dépenses de biens et services | 138,841,908 |
| TITRE III-Dépenses d'immobilisations | 18,238,444 |
| TITRE VI-Autres dépenses publiques | 214,099,625 |
| Total général | 180,510,000,000 |

**DÉTAIL DES CRÉDITS DE
FONCTIONNEMENT DU BUDGET GÉNÉRAL
DE L'EXERCICE 2020-2021
PAR DIRECTION**

**VENTILATION DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES PAR DIRECTION
EXERCICE 2020-2021**

| ENTITÉ ADMINISTRATIVE | BUDGET GENERAL 2020-2021 |
|-----------------------------------------------------------------------------|--------------------------|
| 1111-MINISTÈRE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE | 1,561,515,338 |
| 1111111-BUREAU DU MINISTRE | 82,860,223 |
| 111111111-BUREAU DU MINISTRE | 82,860,223 |
| 1111112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 1,146,127,728 |
| 111111211-DIRECTION GENERALE | 671,575,181 |
| 111111212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES | 313,673,566 |
| 111111213-DIRECTION PROGRAMMATION ECONOMIQUE ET SOCIALE | 14,610,109 |
| 111111214-DIRECTION D'EVALUATION ET CONTROLE | 14,682,245 |
| 111111215-DIRECTION DE LA COOPERATION EXTERNE | 20,682,701 |
| 111111222-ONPES | 20,263,267 |
| 111111239-DIRECTION DEPARTEMENTALE DES NIPPES | 10,520,167 |
| 111111241-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'OUEST | 13,704,646 |
| 111111242-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD-EST | 5,689,300 |
| 111111243-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD | 13,928,000 |
| 111111244-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU CENTRE | 6,970,900 |
| 111111245-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ARTIBONITE | 8,123,946 |
| 111111246-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD | 10,351,500 |
| 111111247-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-EST | 10,193,100 |
| 111111248-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA GRANDE-ANSE | 7,601,000 |
| 111111249-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-OUEST | 3,558,100 |
| 1111113-CENTRE DE TECHNIQUE DE PLANIFICATION ET D'ECONOMIE APPLIQUEE | 120,189,036 |
| 111111312-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES | 120,189,036 |
| 1111114-CONSEIL NATIONAL DES COOPERATIVES | 62,338,352 |
| 111111411-DIRECTION GENERALE | 62,338,352 |
| 1111115-CENTRE NATIONAL DE L'INFORMATION GEO SPATIALE | 150,000,000 |
| 111111511-CENTRE NATIONAL DE L'INFORMATION GEO. SPATIALE | 150,000,000 |
| 1112-MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES | 8,015,003,581 |
| 1112111-BUREAU DU MINISTRE | 75,406,768 |
| 111211111-BUREAU DU MINISTRE | 75,406,768 |
| 1112112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 1,620,190,738 |
| 111211211-DIRECTION GENERALE | 501,982,188 |
| 111211212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES | 666,984,034 |
| 111211213-UNITE DE PROGRAMMATION | 21,683,102 |
| 111211214-DIRECTION DE LA PENSION CIVILE | 25,591,488 |
| 111211215-UNITE INFORMATIQUE | 14,193,882 |
| 111211216-DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES | 5,471,684 |
| 111211217-DIRECTION DES ETUDES ECONOMIQUES | 17,541,369 |
| 111211218-DIRECTION DU TRESOR | 206,671,458 |
| 111211219-DIRECTION DE L'INSPECTION FISCALE | 54,060,377 |
| 111211220-CTGF | 37,569,110 |
| 111211239-DIRECTION DEPARTEMENTALE DES NIPPES | 4,921,401 |
| 111211241-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'OUEST | 5,462,801 |
| 111211242-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD-EST | 6,130,291 |
| 111211243-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD | 9,760,724 |
| 111211244-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU CENTRE | 7,094,200 |
| 111211245-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ARTIBONITE | 7,003,406 |
| 111211246-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD | 8,151,152 |
| 111211247-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-EST | 6,629,422 |
| 111211248-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA GRANDE-ANSE | 6,416,618 |
| 111211249-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-OUEST | 6,872,031 |
| 1112121-UNITE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION | 250,761,913 |
| 111212111-UNITE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION | 250,761,913 |
| 1112122-ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION FINANCIERE | 74,042,887 |
| 111212211-ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION FINANCIERE | 74,042,887 |
| 1112123-INSTITUT HAITIEN DE STATISTIQUE ET D'INFORMATIQUE | 158,535,197 |
| 111212311-DIRECTION GENERALE | 54,385,593 |
| 111212312-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES | 72,388,253 |
| 111212313-DIRECTION DES ETUDES ECONMIQUES | 15,379,551 |

**VENTILATION DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES PAR DIRECTION
EXERCICE 2020-2021**

| ENTITÉ ADMINISTRATIVE | BUDGET GENERAL 2020-2021 |
|------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|
| 111221314-DIRECTION DE LA PRODUCTION DES STATISTIQUES | 4,677,200 |
| 111221315-DIRECTION DES ETUDES DEMOGRAPHIQUES ET SOCIALES | 6,873,100 |
| 111221343-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD | 1,219,200 |
| 111221345-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ARTIBONITE | 1,312,800 |
| 111221346-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD | 709,800 |
| 111221347-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-EST | 189,800 |
| 111221348-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA GRANDE-ANSE | 1,399,900 |
| 1112214-DIRECTION GENERALE DU BUDGET | 277,354,957 |
| 111221411-DIRECTION GENERALE | 120,259,293 |
| 111221412-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES | 67,292,890 |
| 111221413-DIRECTION DU CONTROLE BUDGETAIRE | 29,831,332 |
| 111221414-DIRECTION DES ETUDES ET DE LA PROGRAMMATION BUDGETAIRE | 9,072,707 |
| 111221416-DIRECTION DES STATISTIQUES ET DE L'INFORMATIQUE | 7,237,852 |
| 111221417-DIRECTION D'ANALYSE ET DE SUIVI DES INVESTISSEMENTS PUBLICS | 7,824,932 |
| 111221418-DIRECTION DE LA SOLDE | 35,835,951 |
| 1112215-DIRECTION GENERALE DES IMPOTS | 2,609,997,313 |
| 111221511-DIRECTION GENERALE | 1,721,889,606 |
| 111221512-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES | 441,393,324 |
| 111221513-DIRECTION DE LA PERCEPTION | 48,114,850 |
| 111221514-DIRECTION DE LA VERIFICATION | 20,661,428 |
| 111221515-DIRECTION DES OPERATIONS | 120,526,657 |
| 111221516-DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES | 9,535,245 |
| 111221517-DIRECTION DE L'ENREGISTREMENT ET CONTRIBUTION FONCIERE | 20,134,767 |
| 111221518-DIRECTION DU DOMAINE | 11,187,141 |
| 111221539-DIRECTION DEPARTEMENTALE DES NIPPES | 5,223,997 |
| 111221540-COORDINATION DES DIRECTIONS DEPARTEMENTALES | 2,370,000 |
| 111221541-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'OUEST | 1,065,000 |
| 111221542-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD-EST | 6,043,000 |
| 111221543-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD | 27,830,167 |
| 111221544-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU CENTRE | 23,545,659 |
| 111221545-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ARTIBONITE | 32,587,255 |
| 111221546-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD | 27,672,214 |
| 111221547-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-EST | 26,599,050 |
| 111221548-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA GRANDE-ANSE | 15,851,398 |
| 111221549-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-OUEST | 47,766,556 |
| 1112216-ADMINISTRATION GENERALE DES DOUANES | 2,640,686,597 |
| 111221611-DIRECTION GENERALE | 1,260,632,638 |
| 111221612-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES | 506,300,457 |
| 111221614-UNITE D'ETUDES ET DE PROGRAMMATION | 416,623 |
| 111221615-DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET CONTENTIEUSES | 1,654,391 |
| 111221616-DIRECTION DES STATISTIQUES | 4,507,539 |
| 111221617-DIRECTION DE L'INSPECTION | 2,580,068 |
| 111221618-DIRECTION DE SURVEILLANCE | 75,829,618 |
| 111221619-DIRECTION DE L'INFORMATIQUE, DE LA TECHNOLOGIE ET DE L'INFORMATION | 74,115,880 |
| 111221620-SECRETARIAT GENERAL | 11,298,920 |
| 111221621-DIRECTION DE REGLEMENTATION | 14,441,100 |
| 111221622-DIRECTION DU CONTROLE | 18,180,526 |
| 111221623-DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES | 12,988,797 |
| 111221630-COORDINATION DES DIRECTIONS DEPARTEMENTALES | 58,539,661 |
| 111221639-DIRECTION DEPARTEMENTALE DES NIPPES | 39,424,327 |
| 111221641-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'OUEST | 429,190,426 |
| 111221642-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD-EST | 12,428,995 |
| 111221643-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD | 21,282,551 |
| 111221644-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU CENTRE | 9,726,066 |
| 111221645-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ARTIBONITE | 38,168,491 |
| 111221646-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD | 13,183,127 |
| 111221647-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-EST | 12,985,440 |
| 111221648-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA GRANDE-ANSE | 11,960,585 |

**VENTILATION DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES PAR DIRECTION
EXERCICE 2020-2021**

| ENTITÉ ADMINISTRATIVE | BUDGET GENERAL 2020-2021 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|
| 111221649-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-OUEST | 10,850,373 |
| 1112225-INSPECTION GENERALE DES FINANCES | 154,548,618 |
| 111222511-DIRECTION GENERALE | 24,459,138 |
| 111222512-DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE | 94,227,648 |
| 111222513-DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES | 2,398,581 |
| 111222514-UNITE DE CONSEIL ET D'AUDIT INTERNE | 3,454,703 |
| 111222515-DIRECTION DE CONTROLE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES | 18,416,298 |
| 111222516-DIRECTION DE SURVEILLANCE DES CAPITAUX PUBLICS | 11,592,250 |
| 1112119-FONDS D'ASSISTANCE ECONOMIQUE ET SOCIALE | 153,478,592 |
| 111211911-FONDS D'ASSISTANCE ECONOMIQUE ET SOCIALE | 153,478,592 |
| 1113-MINISTERE DE L'AGRICULTURE DES RESSOURCES NATURELLES DU DEVELOPPEMENT RURAL | 1,909,179,842 |
| 1113111-BUREAU DU MINISTRE | 205,216,149 |
| 111311111-BUREAU DU MINISTRE | 205,216,149 |
| 1113112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 1,417,559,529 |
| 111311211-DIRECTION GENERALE | 801,115,813 |
| 111311212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES | 170,934,678 |
| 111311213-DIRECTION DE LA PRODUCTION VEGETALE | 6,477,950 |
| 111311214-DIRECTION DE LA PRODUCTION ANIMALE | 13,734,933 |
| 111311215-DIRECTION DES RESSOURCES NATURELLES | 14,292,400 |
| 111311216-DIRECTION DE FORMATION ET RECHERCHES | 14,909,045 |
| 111311217-DIRECTION DES PECHE ET AQUACULTURE | 1,672,000 |
| 111311218-COORDINATION NATIONALE DE LA SECURITE ALIMENTAIRE | 45,002,430 |
| 111311239-DIRECTION DEPARTEMENTALE DES NIPPES | 9,290,650 |
| 111311240-COORDINATION DES DIRECTIONS DEPARTEMENTALES | 161,164,690 |
| 111311241-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'OUEST | 6,059,000 |
| 111311242-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD-EST | 18,858,450 |
| 111311243-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD | 18,804,600 |
| 111311244-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU CFNTRF | 24,648,644 |
| 111311245-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ARTIBONITE | 36,264,530 |
| 111311246-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD | 23,462,286 |
| 111311247-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-EST | 20,575,180 |
| 111311248-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA GRANDE-ANSE | 16,612,450 |
| 111311249-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-OUEST | 13,679,800 |
| 1113113-ORGANISME DE LA VALLEE DE L'ARTIBONITE | 162,921,816 |
| 111311311-DIRECTION GENERALE | 33,396,340 |
| 111311312-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES | 129,525,476 |
| 1113114-INSTITUT NATIONAL DE REFORME AGRAIRE | 101,405,859 |
| 111311411-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES | 69,732,071 |
| 111311412-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES | 23,875,605 |
| 111311413-DIRECTION TECHNIQUE | 3,273,823 |
| 111311414-DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES | 307,694 |
| 111311439-DIRECTION DEPARTEMENTALE DES NIPPES | 262,800 |
| 111311441-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'OUEST | 429,069 |
| 111311443-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD | 352,800 |
| 111311444-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU CENTRE | 322,800 |
| 111311445-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ARTIBONITE | 2,532,097 |
| 111311449-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-OUEST | 317,101 |
| 1113117-INSTITUT NATIONAL DU CAFE D'HAITI | 22,076,490 |
| 111311711-INSTITUT NATIONAL DU CAFE D'HAITI | 22,076,490 |
| 1114-MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS | 1,666,207,488 |
| 1114111-BUREAU DU MINISTRE | 60,264,316 |
| 111411111-BUREAU DU MINISTRE | 60,264,316 |
| 1114112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 698,604,553 |
| 111411211-DIRECTION GENERALE | 228,210,058 |
| 111411212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES | 95,353,553 |
| 111411213-COORDINATION DES UNITES TECHNIQUES | 10,364,206 |
| 111411214-CONTROLE FINANCIER | 4,607,203 |
| 111411216-DIRECTION DES COMMUNICATIONS | 5,305,949 |

**VENTILATION DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES PAR DIRECTION
EXERCICE 2020-2021**

| ENTITÉ ADMINISTRATIVE | BUDGET GENERAL 2020-2021 |
|----------------------------------------------------------------------------|--------------------------|
| 111411217-DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS | 120,346,865 |
| 111411218-DIRECTION DES TRANSPORTS | 29,048,107 |
| 111411219-SERVICE DE SIGNALISATION ROUTIERE | 5,166,760 |
| 111411239-DIRECTION DEPARTEMENTALE DES NIPPES | 12,463,565 |
| 111411240-COORDINATION DES DIRECTIONS DEPARTEMENTALES | 22,407,332 |
| 111411241-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'OUEST | 38,823,036 |
| 111411242-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD-EST | 16,813,003 |
| 111411243-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD | 19,433,673 |
| 111411244-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU CENTRE | 15,969,415 |
| 111411245-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ARTIBONITE | 19,502,238 |
| 111411246-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD | 17,905,943 |
| 111411247-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-EST | 12,992,920 |
| 111411248-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA GRANDE-ANSE | 12,995,289 |
| 111411249-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-OUEST | 10,895,439 |
| 1114115-LABORATOIRE NATIONAL DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS | 27,214,539 |
| 111411511-DIRECTION GENERALE | 22,572,639 |
| 111411512-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES | 2,198,700 |
| 111411513-DIRECTION D'EXPLOITATION | 2,443,200 |
| 1114116-OFFICE NATIONAL DU CADASTRE | 93,887,198 |
| 111411611-DIRECTION GENERALE | 57,322,999 |
| 111411612-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES | 5,477,210 |
| 111411613-DIRECTION TECHNIQUE | 758,808 |
| 111411614-DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES | 20,131,860 |
| 111411641-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'OUEST | 7,652,120 |
| 111411645-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ARTIBONITE | 2,544,201 |
| 1114117-SERVICES MARITIME ET DE NAVIGATION | 47,029,494 |
| 111411711-DIRECTION GENERALE | 32,940,062 |
| 111411712-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES | 14,089,432 |
| 1114118-CONSEIL NATIONAL DES TELECOMMUNICATIONS | 7,616,173 |
| 111411811-DIRECTION GENERALE | 7,616,173 |
| 1114119-BUREAU DES MINES ET DE L'ENERGIE | 65,218,645 |
| 111411911-DIRECTION GENERALE | 18,841,022 |
| 111411912-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES | 30,893,276 |
| 111411913-DIRECTION DE LA GEOLOGIE ET DES MINES | 11,351,941 |
| 111411914-DIRECTION DE L'ENERGIE | 3,623,906 |
| 111411943-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD | 508,500 |
| 1114120-FONDS D'ENTRETIEN ROUTIER | 2,619,730 |
| 111412011-FONDS D'ENTRETIEN ROUTIER | 2,619,730 |
| 1114121-CENTRE NATIONAL DES EQUIPEMENTS | 521,150,183 |
| 111412111-CENTRE NATIONAL DES EQUIPEMENTS | 521,150,183 |
| 1114122-DIRECTION NATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT | 95,602,657 |
| 111412211-BUREAU DU DIRECTEUR GENERAL | 95,602,657 |
| 1114123-AGENCE NATIONALE DE REGULATION DU SECTEUR ENERGETIQUE | 47,000,000 |
| 111412311-AGENCE NATIONALE DE REGULATION DU SECTEUR ENERGETIQUE | 47,000,000 |
| 1115-MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE | 790,859,559 |
| 1115111-BUREAU DU MINISTRE | 88,632,778 |
| 111511111-BUREAU DU MINISTRE | 88,632,778 |
| 1115112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 397,542,939 |
| 111511211-DIRECTION GENERALE | 248,593,554 |
| 111511212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES | 44,756,373 |
| 111511213-DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES | 11,037,189 |
| 111511214-DIRECTION DES ETUDES ET DE LA PROGRAMMATION | 8,999,548 |
| 111511215-DIRECTION DU COMMERCE INTERIEUR | 13,728,910 |
| 111511216-DIRECTION DU COMMERCE EXTERIEUR | 12,329,143 |
| 111511217-DIRECTION CONTROLE DE LA QUALITE ET PROTECTION DU CONSOMMATEUR | 13,096,289 |
| 111511218-DIRECTION DE L'ENTREPRENEUR ET DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL | 32,307,871 |
| 111511219-DIRECTION DU CONTROLE ET DE LA REGLEMENTATION INDUSTRIELLE | 8,934,002 |
| 111511230-COORDINATION DES DIRECTIONS DEPARTEMENTALES | 3,760,060 |

**VENTILATION DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES PAR DIRECTION
EXERCICE 2020-2021**

| ENTITÉ ADMINISTRATIVE | BUDGET GENERAL 2020-2021 |
|------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|
| 1115113-OFFICE DES POSTES D'HAÏTI | 125,067,520 |
| 111511311-OFFICE DES POSTES | 101,280,310 |
| 111511312-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES | 23,787,210 |
| 1115115-DIRECTION GENERALE DES ZONES FRANCHES | 49,615,373 |
| 111511511-DIRECTION GENERALE DES ZONES FRANCHES | 49,615,373 |
| 1115116-CENTRE DE FACILITATION DES INVESTISSEMENTS | 130,000,949 |
| 111511611-DIRECTION GENERALE | 130,000,949 |
| 1116-MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT | 1,708,579,942 |
| 1116111-BUREAU DU MINISTRE | 161,017,841 |
| 111611111-BUREAU DU MINISTRE | 161,017,841 |
| 1116112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 647,562,101 |
| 111611211-DIRECTION GENERALE | 227,714,361 |
| 111611212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES | 274,648,404 |
| 111611213-DIRECTION DE PROMOTION DES RESSOURCES POUR L'ENVIRONNEMENT ET LE DEVELOPPEMENT | 11,395,701 |
| 111611214-DIRECTION CADRE DE VIE ET D'ASSAINISSEMENT | 12,740,391 |
| 111611215-DIRECTION DE LA BIODIVERSITE ET DU CONTROLE DE L'EROSION | 7,505,835 |
| 111611216-DIRECTION DE LA PLANIFICATION DE SUIVI ET EVALUATION | 6,309,124 |
| 111611217-DIRECTION DES RESSOURCES EN EAU | 11,753,799 |
| 111611218-DEIRECTION DE L'INSPECTION GENERALE DE L'ENVIRONNEMENT | 14,152,821 |
| 111611239-DIRECTION DEPARTEMENTALE DES NIPPES | 2,664,701 |
| 111611241-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'OUEST | 5,626,000 |
| 111611242-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD-EST | 8,339,835 |
| 111611243-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD | 15,419,307 |
| 111611244-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU CENTRE | 12,819,093 |
| 111611245-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ARTIBONITE | 12,629,107 |
| 111611246-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD | 23,498,623 |
| 111611247-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-EST | 345,000 |
| 1116113-AGENCE NATIONALE DES AIRES PROTEGEES | 110,000,000 |
| 111611311-AGENCE NATIONALE DES AIRES PROTEGEES | 110,000,000 |
| 1116114-SERVICE NATIONAL DE GESTION DES RESIDUS SOLIDES | 790,000,000 |
| 111611411-SERVICE NATIONAL DE GESTION DES RESIDUS SOLIDES | 790,000,000 |
| 1117-MINISTERE DU TOURISME | 254,493,808 |
| 1117111-BUREAU DU MINISTRE | 27,557,224 |
| 111711111-BUREAU DU MINISTRE | 27,557,224 |
| 1117112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 187,156,226 |
| 111711211-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 105,457,055 |
| 111711212-DIRECTION ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES | 55,617,688 |
| 111711214-DIRECTION DES INVESTISSEMENTS | 4,808,702 |
| 111711215-DIRECTION DE LA FORMATION | 1,569,102 |
| 111711216-DIRECTION DE LA COMMUNICATION | 5,230,103 |
| 111711217-UNITE INFORMATIQUE ET DE SYSTEMES D'INFORMATION | 50,001 |
| 111711242-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD-EST | 1,993,602 |
| 111711243-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD | 6,336,344 |
| 111711246-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD | 3,374,028 |
| 111711248-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA GRANDE-ANSE | 2,719,602 |
| 1117113-ECOLE HOTELIERE | 39,780,357 |
| 111711311-ECOLE HOTELIERE | 39,780,357 |
| 1211-MINISTERE DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE | 17,793,356,644 |
| 1211111-BUREAU DU MINISTRE | 100,230,704 |
| 121111111-BUREAU DU MINISTRE | 100,230,704 |
| 1211112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 2,105,571,645 |
| 121111211-DIRECTION GENERALE | 665,029,585 |
| 121111212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES | 1,303,228,891 |
| 121111213-DIRECTION DES AFFAIRES JUDICIAIRES | 14,233,623 |
| 121111214-DIRECTION DE COMMUNICATION | 17,585,401 |
| 121111215-OFFICES D'ETAT CIVIL | 105,494,145 |
| 1211117-UNITE CENTRALE DE RENSEIGNEMENTS FINANCIERS | 85,462,556 |
| 121111711-UNITE CENTRALE DE RENSEIGNEMENTS FINANCIERS | 85,462,556 |

**VENTILATION DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES PAR DIRECTION
EXERCICE 2020-2021**

| ENTITÉ ADMINISTRATIVE | BUDGET GENERAL 2020-2021 |
|------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|
| 1211118-BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A LA SECURITE PUBLIQUE | 120,080,331 |
| 121111811-BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A LA SECURITE PUBLIQUE | 120,080,331 |
| 1211119-OFFICE NATIONAL D'IDENTIFICATION | 600,453,749 |
| 121111911-OFFICE NATIONAL D'IDENTIFICATION | 600,453,749 |
| 1211121-ECOLE DE LA MAGISTRATURE | 82,489,005 |
| 121112111-ECOLE DE LA MAGISTRATURE | 82,489,005 |
| 1211122-COMMISSION NATIONALE D'ASSISTANCE LEGALE | 50,000,000 |
| 121112211-COMMISSION NATIONALE D'ASSISTANCE LEGALE | 50,000,000 |
| 1211216-POLICE NATIONALE D'HAITI | 14,649,068,654 |
| 121121611-DIRECTION GENERALE | 11,261,721,677 |
| 121121612-INSPECTION GENERALE DE LA PNH | 20,389,581 |
| 121121613-DIRECTION CENTRALE DE LA POLICE JUDICIAIRE | 41,446,000 |
| 121121614-DIRECTION CENTRALE DE L'ADMINISTRATION ET DES SERVICES GENERAUX | 2,521,190,661 |
| 121121615-DIRECTION CENTRALE DE LA POLICE ADMINISTRATIVE | 83,792,500 |
| 121121617-DIRECTION DE L'ADMINISTRATION PENITENCIAIRE | 573,085,630 |
| 121121639-DIRECTION DEPARTEMENTALE DES NIPPES | 6,646,000 |
| 121121641-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'OUEST | 72,838,681 |
| 121121642-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD-EST | 7,576,000 |
| 121121643-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD | 10,101,000 |
| 121121644-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU CENTRE | 6,426,000 |
| 121121645-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ARTIBONITE | 10,401,000 |
| 121121646-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD | 9,101,000 |
| 121121647-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-EST | 7,501,000 |
| 121121648-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA GRANDE-ANSE | 7,326,000 |
| 121121649-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-OUEST | 9,525,924 |
| 1212-MINISTERE DES HAITIENS VIVANT A L'ETRANGER | 146,458,710 |
| 1212111-BUREAU DU MINISTRE | 47,237,897 |
| 121211111-BUREAU DU MINISTRE | 47,237,897 |
| 1212112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 99,220,812 |
| 121211211-DIRECTION GENERALE | 28,979,145 |
| 121211212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES | 52,863,814 |
| 121211213-DIRECTION PROMOTION DEVELOPPEMENT RELATION INTERHAITIENNES | 9,169,951 |
| 121211215-DIRECTION DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION | 2,376,601 |
| 121211216-DIRECTION ECONOMIQUE ET JURIDIQUE | 5,831,301 |
| 1213-MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES | 6,207,199,414 |
| 1213111-BUREAU DU MINISTRE | 195,087,586 |
| 121311111-BUREAU DU MINISTRE | 195,087,586 |
| 1213112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 6,012,111,828 |
| 121311211-DIRECTION GENERALE | 1,075,901,057 |
| 121311212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES | 2,091,569,944 |
| 121311213-DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES | 6,038,496 |
| 121311214-DIRECTION DES ARCHIVES ET DE LA DOCUMENTATION | 8,370,102 |
| 121311215-DIRECTION DES AFFAIRES POLITIQUES | 9,328,202 |
| 121311216-DIRECTION DES AFFAIRES INTERNATIONNALES | 4,663,802 |
| 121311217-DIRECTION DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET DE LA COOPERATION | 4,900,502 |
| 121311218-DIRECTION DES AFFAIRES CULTURELLES | 34,747,102 |
| 121311219-DIRECTION DES AFFAIRES CONSULAIRES | 3,848,003 |
| 121311220-DIRECTION DU PROTOCOLE | 15,776,151 |
| 121311221-MISSIONS DIPLOMATIQUES | 2,756,968,467 |
| 1214-LA PRESIDENCE | 2,133,229,074 |
| 1214111-BUREAU DU PRESIDENT | 416,033,855 |
| 121411111-BUREAU DU PRESIDENT | 416,033,855 |
| 1214112- ADMINISTRATION GENERALE DU PALAIS NATIONAL | 856,905,508 |
| 121411212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES | 856,905,508 |
| 1214113-SERVICE DE SECURITE DU PALAIS NATIONAL | 738,483,059 |
| 121411311-SERVICE DE SECURITE DU PALAIS NATIONAL | 738,483,059 |
| 1214114-DOTATION POUR COMPTE SPECIAL DU PRESIDENT | 121,806,652 |
| 121411411-DOTATION POUR COMPTE SPECIAL DU PRESIDENT | 121,806,652 |

**VENTILATION DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES PAR DIRECTION
EXERCICE 2020-2021**

| ENTITÉ ADMINISTRATIVE | BUDGET GENERAL 2020-2021 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|
| 1215-PRIMATURE | 2,284,338,989 |
| 1215111-BUREAU DU PREMIER MINISTRE | 548,350,314 |
| 12151111-BUREAU DU PREMIER MINISTRE | 548,350,314 |
| 1215112-ADMINISTRATION GENERALE | 1,162,410,993 |
| 121511211-DIRECTION DES RELATIONS PUBLIQUES | 241,550,572 |
| 121511212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES | 753,957,519 |
| 121511224-UNITE DE CONSTRUCTION DE LOGEMENTS ET DES BATIMENTS PUBLICS | 18,000,000 |
| 121511225-COMITE INTERMINISTERIEL D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE | 27,700,000 |
| 121511226-HELP-HOPE | 24,559,901 |
| 121511228-OFFICE DE MANAGEMENT ET DES RESSOURCES HUMAINES | 66,643,001 |
| 121511232-ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION ET DE POLITIQUES PUBLIQUES | 30,000,000 |
| 1215113-DOTATION POUR COMPTE SPECIAL DU PREMIER MINISTRE | 57,622,651 |
| 121511311-DOTATION POUR COMPTE SPECIAL DU PREMIER MINISTRE | 57,622,651 |
| 1215116-CONSEIL DE MODERNISATION DES ENTREPRISES PUBLIQUES | 56,297,881 |
| 121511611-CONSEIL DE MODERNISATION DES ENTREPRISES PUBLIQUES | 56,297,881 |
| 1215117-COMMISSION NATIONALE DE LUTTE CONTRE LA DROGUE | 63,355,320 |
| 121511711-COMMISSION NATIONALE DE LUTTE CONTRE LA DROGUE | 63,355,320 |
| 1215118-BUREAU DE L'ORDONNATEUR NATIONAL | 72,931,539 |
| 121511811-BUREAU DE L'ORDONNATEUR NATIONAL | 72,931,539 |
| 1215119-COMMISSION NATIONALE DE PASSATION DE MARCHES | 147,566,483 |
| 121511911-COMMISSION NATIONALE DE MARCHES PUBLICS | 147,566,483 |
| 1215121-CONSEIL SUPERIEUR DE LA POLICE NATIONALE | 52,200,000 |
| 121512111-CONSEIL SUPERIEUR DE LA POLICE NATIONALE | 52,200,000 |
| 1215122-BUREAU DE COORD. ET DE SUIVI DES ACCORDS CARICOM/OMC/ZLEA | 31,330,311 |
| 121512211-BUREAU DE LA COORDINATION ET DE SUIVI DES ACCORDS DE LA CARICOM, de l'OMC et de la ZLEA | 31,330,311 |
| 1215123-APPUI A LA FORMATION | 23,576,658 |
| 121512312-APPUI A LA FORMATION | 23,576,658 |
| 1215214-CENTRE DE FORMATION ET DE PERFECTIONNEMENT DES AGENTS DE LA FONCTION PUBLIQUE | 37,167,299 |
| 121521411-DIRECTION GENERALE | 17,157,362 |
| 121521412-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES | 5,182,847 |
| 121521413-DIRECTION TECHNIQUE | 14,827,090 |
| 1215220-BUREAU DE GESTION DES MILITAIRES DEMOBILISES | 31,529,541 |
| 121522011-BUREAU DE GESTION DES MILITAIRES DEMOBILISES | 31,529,541 |
| 1216-MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES | 2,354,307,772 |
| 1216111-BUREAU DU MINISTRE | 586,762,493 |
| 121611111-BUREAU DU MINISTRE | 586,762,493 |
| 1216112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 1,698,957,640 |
| 121611211-DIRECTION GENERALE | 539,918,623 |
| 121611212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES | 499,579,611 |
| 121611213-DIRECTION DE LA PROTECTION CIVILE | 50,934,841 |
| 121611214-DIRECTION DE L'IMMIGRATION ET DE L'EMMIGRATION | 214,943,279 |
| 121611215-DIRECTION DES AFFAIRES POLITIQUES | 106,851,498 |
| 121611216-DIRECTION DES COLLECTIVITES TERRITORIALES | 163,895,235 |
| 121611217-DIRECTION D'ETUDES, DE PLANIFICATION ET DE SUIVI | 122,834,553 |
| 1216115-ORGANISME DE SURVEILLANCE MORNE HOPITAL | 18,587,639 |
| 121611511-ORGANISATION DE SURVEILLANCE MORNE HOPITAL | 18,587,639 |
| 1216118-DIRECTION GENERALE DE LA PROTECTION CIVILE | 50,000,000 |
| 121611811-DIRECTION GENERALE DE LA PROTECTION CIVILE | 50,000,000 |
| 1217-MINISTERE DE LA DEFENSE | 2,024,789,733 |
| 1217111-BUREAU DU MINISTRE | 99,040,885 |
| 121711111-BUREAU DU MINISTRE | 99,040,885 |
| 1217112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 494,748,848 |
| 121711211-DIRECTION GENERALE | 248,019,057 |
| 121711212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES | 246,729,791 |
| 1217113-FORCES ARMEES D'HAITI | 1,431,000,000 |
| 121711311-FORCES ARMEES D'HAITI | 1,431,000,000 |

**VENTILATION DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES PAR DIRECTION
EXERCICE 2020-2021**

| ENTITÉ ADMINISTRATIVE | BUDGET GENERAL 2020-2021 |
|-----------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|
| 1311-MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE | 23,941,689,236 |
| 1311111-BUREAU DU MINISTRE | 220,176,051 |
| 131111111-BUREAU DU MINISTRE | 220,176,051 |
| 1311112-DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES INTERNES | 22,950,697,701 |
| 131111211-DIRECTION GÉNÉRALE | 15,602,127,067 |
| 131111212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES | 338,519,154 |
| 131111213-DIRECTION DU PERSONNEL | 42,945,601 |
| 131111214-DIRECTION DE LA PLANIFICATION | 15,978,442 |
| 131111215-DIRECTION DU GENIE SCOLAIRE | 14,482,401 |
| 131111216-DIRECTION APPUI ET PATENARIAT | 13,312,001 |
| 131111217-DIRECTION DU CURRICULUM ET DE LA QUALITE | 10,601,201 |
| 131111218-DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE RECHERCHES SCIENTIFIQUES | 8,510,798 |
| 131111219-DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL | 2,005,053,995 |
| 131111220-DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE | 2,080,784,223 |
| 131111221-DIRECTION FORMATION ET PERFECTIONNEMENT DES CADRES | 45,096,521 |
| 131111222-DIRECTION DE GESTION DU PNCS | 610,500,005 |
| 131111223-DIRECTION DE GESTION DES UPR | 313,639,881 |
| 131111239-DIRECTION DEPARTEMENTALE DES NIPPES | 87,139,714 |
| 131111241-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'OUEST | 487,280,034 |
| 131111242-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD-EST | 154,314,118 |
| 131111243-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD | 219,854,874 |
| 131111244-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU CENTRE | 131,033,932 |
| 131111245-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ARTIBONITE | 299,424,191 |
| 131111246-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD | 134,324,922 |
| 131111247-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-EST | 110,657,420 |
| 131111248-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA GRANDE-ANSE | 123,471,990 |
| 131111249-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-OUEST | 101,645,216 |
| 1311115-COMMISSION NATIONALE DE COOPERATION AVEC L'UNESCO | 30,571,407 |
| 131111511-SECRETARIAT PERMANENT | 30,571,407 |
| 1311117-INSTITUT NATIONAL DE FORMATION PROFESSIONNELLE | 648,892,853 |
| 131111711-DIRECTION TECHNIQUE | 406,194,349 |
| 131111712-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES | 101,966,806 |
| 131111713-DIRECTION DE LA PLANIFICATION | 10,061,092 |
| 131111714-DIRECTION FORMATION TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE | 19,483,279 |
| 131111715-ETABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE | 30,109,920 |
| 131111716-ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL | 44,310,520 |
| 131111717-ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL FILLES | 13,135,888 |
| 131111718-CENTRE PROFESSIONNELS AFFILIES | 23,631,000 |
| 1311118-OFFICE NATIONAL DE PARTENARIAT | 91,351,223 |
| 131111811-DIRECTION GÉNÉRALE | 91,351,223 |
| 1312-MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES ET DU TRAVAIL | 1,357,254,936 |
| 1312111-BUREAU DU MINISTRE | 126,853,091 |
| 131211111-BUREAU DU MINISTRE | 126,853,091 |
| 1312112-DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES INTERNES | 825,583,112 |
| 131211211-DIRECTION GÉNÉRALE | 236,705,058 |
| 131211212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES | 324,732,306 |
| 131211213-DIRECTION DE LA PLANIFICATION | 87,415,360 |
| 131211214-DIRECTION DU TRAVAIL | 17,466,381 |
| 131211215-DIRECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE | 17,171,800 |
| 131211216-DIRECTION DE L'ASSISTANCE SOCIALE | 23,180,120 |
| 131211217-OFFICE NATIONAL D'ARTISANAT | 61,734,100 |
| 131211230-COORDINATION DES DIRECTIONS DEPARTEMENTALES | 57,177,986 |
| 1312113-INSTITUT DU BIEN ETRE SOCIAL ET DE RECHERCHES | 105,747,782 |
| 131211311-DIRECTION GÉNÉRALE | 105,747,782 |
| 1312114-ENTREPRISE DE PROMOTION DE LOGEMENTS SOCIAUX | 95,502,332 |
| 131211411-DIRECTION GÉNÉRALE | 33,686,225 |
| 131211412-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES | 21,482,705 |
| 131211413-DIRECTION TECHNIQUE | 7,800,832 |

**VENTILATION DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES PAR DIRECTION
EXERCICE 2020-2021**

| ENTITÉ ADMINISTRATIVE | BUDGET GENERAL 2020-2021 |
|----------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|
| 131211414-DIRECTION PLANIFICATION | 32,532,570 |
| 1312115-OFFICE NATIONAL DE LA MIGRATION | 157,621,572 |
| 131211511-DIRECTION GENERALE | 157,621,572 |
| 1312117-BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A L'INT. DES PERS. HANDICAPEES | 45,947,048 |
| 131211711-BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT AUX HANDICAPES | 45,947,048 |
| 1313-MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION | 7,070,411,636 |
| 1313111-BUREAU DU MINISTRE | 684,737,076 |
| 131311111-BUREAU DU MINISTRE | 684,737,076 |
| 1313112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 6,385,674,560 |
| 131311211-BUREAU DU DIRECTEUR GENERAL | 1,424,206,498 |
| 131311212-DIRECTION DE L'ADMINISTRATION ET DU BUDGET | 1,275,547,883 |
| 131311213-UNITÉ DE PROGRAMMATION ET D'EVALUATION | 14,104,041 |
| 131311214-UNITÉ D'APPUI A LA DECENTRALISATION SANITAIRE/UADS | 1,615,800 |
| 131311215-UNITÉ JURIDIQUE | 2,056,720 |
| 131311216-DIRECTION D'EPIDEMIOLOGIE, DE LABORATOIRE, DE RECHERCHES | 17,597,680 |
| 131311217-BUREAU ONCOLOGIQUE NATIONAL | 6,482,701 |
| 131311218-DIRECTION DE LA POPULATION ET DU DEVELOPPEMENT HUMAIN | 10,658,520 |
| 131311220-HOPITAL DE L'UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI | 332,563,944 |
| 131311221-SANATORIUM DE PORT-AU-PRINCE | 43,348,660 |
| 131311222-MATERNITE ISAIE JEANTY | 82,890,380 |
| 131311223-CENTRE DE PSYCHIATRIE MARS ET KLYNE | 26,405,084 |
| 131311224-DIRECTION D'ORGANISATION DES SERVICES DE SANTÉ | 28,413,664 |
| 131311225-ECOLE NATIONALE D'INFIRMIERES DE PORT-AU-PRINCE | 10,315,507 |
| 131311226-ECOLE D'INFIRMIERE DES SAGES FEMMES | 4,126,770 |
| 131311227-CENTRE D'INFORMATION ET DE FORMATION EN ADMINISTRATION DE LA SANTE | 3,274,000 |
| 131311228-DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES | 639,999 |
| 131311229-DIRECTION DES SOINS INFIRMIERS | 2,281,220 |
| 131311230-DIRECTION DE LA SANTÉ FAMILIALE | 22,904,695 |
| 131311232-DIRECTION DE FORMATION ET DE PERFECTIONNEMENT EN SCIENCE DE LA SANTE | 5,660,300 |
| 131311233-DIRECTION DE PROMOTION DE LA SANTÉ ET DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT | 11,738,000 |
| 131311234-DIRECTION DE PHARMACIE ET DE MEDECINE TRADITIONNELLE | 11,046,340 |
| 131311235-UNITÉ DE COORDINATION DES MALADIES INFECTIEUSES ET TRANSMISSIBLES | 4,469,300 |
| 131311236-UNITÉ DE COORDINATION NATIONALE DU PROGRAMME DE VACCINATION | 40,000 |
| 131311237-UNITÉ DE COORDINATION NATIONALE DU PROGRAMME DE NUTRITION | 2,616,705 |
| 131311239-DIRECTION DEPARTEMENTALE DES NIPPES | 74,351,293 |
| 131311241-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'OUEST | 1,232,494,023 |
| 131311242-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD-EST | 166,743,383 |
| 131311243-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD | 310,528,299 |
| 131311244-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU CENTRE | 127,662,011 |
| 131311245-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ARTIBONITE | 363,463,656 |
| 131311246-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD | 245,202,657 |
| 131311247-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-EST | 146,995,362 |
| 131311248-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA GRANDE-ANSE | 243,475,390 |
| 131311249-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-OUEST | 129,754,074 |
| 1314-MINISTERE A LA CONDITION FEMININE ET AUX DROITS DES FEMMES | 228,460,660 |
| 1314111-BUREAU DU MINISTRE | 57,204,664 |
| 131411111-BUREAU DU MINISTRE | 57,204,664 |
| 1314112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 171,255,996 |
| 131411211-DIRECTION GENERALE | 85,101,728 |
| 131411212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES | 45,013,019 |
| 131411213-DIRECTION D'ORIENTATION ET D'INTEGRATION SOCIO-ECONOMIQUE | 22,194,838 |
| 131411214-DIRECTION PROMOTION ET DEFENSE DES DROITS DE LA FEMME | 11,843,800 |
| 131411215-DIRECTION DU GENDER MAINSTREAMING | 7,102,610 |
| 1315-MINISTERE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE L'ACTION CIVIQUE | 773,189,093 |
| 1315111-BUREAU DU MINISTRE | 347,810,278 |
| 131511111-BUREAU DU MINISTRE | 347,810,278 |
| 1315112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 425,378,814 |
| 131511211-DIRECTION GENERALE | 133,426,795 |

**VENTILATION DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES PAR DIRECTION
EXERCICE 2020-2021**

| ENTITÉ ADMINISTRATIVE | BUDGET GENERAL 2020-2021 |
|--------------------------------------------------------------|--------------------------|
| 131511212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES | 53,698,246 |
| 131511213-DIRECTION JEUNESSE | 34,268,722 |
| 131511214-DIRECTION DES ACTIVITES PHYSIQUES ET SPORTIVES | 54,176,838 |
| 131511215-DIRECTION DE L'ACTION CIVIQUE | 75,579,209 |
| 131511239-DIRECTION DEPARTEMENTALE DES NIPPES | 50,001 |
| 131511241-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'OUEST | 788,301 |
| 131511242-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD-EST | 637,681 |
| 131511243-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD | 1,460,163 |
| 131511244-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU CENTRE | 30,000,000 |
| 131511248-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA GRANDE-ANSE | 41,292,858 |
| 1411-MINISTERE DES CULTES | 267,730,197 |
| 1411111-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 3,237,950 |
| 141111111-BUREAU DU MINISTRE | 3,237,950 |
| 1411112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 264,492,247 |
| 14111211-DIRECTION GENERALE | 117,570,989 |
| 14111212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES | 126,907,346 |
| 14111213-DIRECTION DE L'INSPECTION | 18,913,201 |
| 14111214-BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT AUX CULTES | 1,100,712 |
| 1412-MINISTERE DE LA CULTURE | 1,489,804,465 |
| 1412111-BUREAU DU MINISTRE | 165,587,540 |
| 141211111-BUREAU DU MINISTRE | 165,587,540 |
| 1412112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 279,804,862 |
| 14121211-DIRECTION GENERALE | 133,680,767 |
| 14121212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES | 78,114,661 |
| 14121214-DIRECTION DE PLANIFICATION ET DE CONTROLE | 3,057,110 |
| 14121215-DIRECTION DE DEVELOPPEMENT CULTUREL | 3,985,996 |
| 14121217-DIRECTION DE CREATION ARTISTIQUE | 5,034,252 |
| 14121218-DIRECTION DU PATRIMOINE | 11,998,580 |
| 14121220-DIRECTION DE LA COMMUNICATION | 5,407,580 |
| 14121242-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD-EST | 5,833,806 |
| 14121243-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD | 32,692,110 |
| 1412113-ECOLE NATIONALE DES ARTS | 72,183,172 |
| 14121311-DIRECTION GENERALE | 34,609,980 |
| 14121312-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES | 37,573,192 |
| 1412114-INSTITUT DE SAUVEGARDE DU PATRIMOINE NATIONAL | 80,688,033 |
| 14121411-DIRECTION GENERALE | 29,209,426 |
| 14121412-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES | 6,016,180 |
| 14121413-DIRECTION TECHNIQUE | 2,155,008 |
| 14121443-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD | 43,307,420 |
| 1412115-THEATRE NATIONAL | 66,906,222 |
| 14121511-DIRECTION GENERALE | 52,714,342 |
| 14121512-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES | 14,191,880 |
| 1412116-MUSEE DU PANTHEON NATIONAL | 52,468,027 |
| 14121611-DIRECTION GENERALE | 20,401,911 |
| 14121612-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES | 32,066,116 |
| 1412117-BUREAU NATIONAL D'ETHNOLOGIE | 49,560,659 |
| 14121711-DIRECTION GENERALE | 14,840,314 |
| 14121712-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES | 34,720,345 |
| 1412118-BIBLIOTHEQUE NATIONALE | 71,853,757 |
| 14121811-DIRECTION GENERALE | 68,604,941 |
| 14121812-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES | 3,248,816 |
| 1412119-ARCHIVES NATIONALES | 199,533,514 |
| 14121911-DIRECTION GENERALE | 150,694,563 |
| 14121912-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES | 48,838,951 |
| 1412123-ACTIVITES CULTURELLES | 318,157,400 |
| 141212311-ACTIVITES CULTURELLES | 318,157,400 |
| 1412124-DIRECTION NATIONALE DU LIVRE | 76,468,205 |
| 141212411-DIRECTION GENERALE | 76,468,205 |

**VENTILATION DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES PAR DIRECTION
EXERCICE 2020-2021**

| ENTITÉ ADMINISTRATIVE | BUDGET GENERAL 2020-2021 |
|---------------------------------------------------------------------|--------------------------|
| 1412125-BUREAU HAITIEN DU DROIT D'AUTEUR | 56,593,074 |
| 141212511-DIRECTION GENERALE | 56,593,074 |
| 1413-MINISTERE DE LA COMMUNICATION | 416,403,448 |
| 1413111-BUREAU DU MINISTRE | 36,919,149 |
| 141311111-BUREAU DU MINISTRE | 36,919,149 |
| 1413112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 119,929,112 |
| 141311211-DIRECTION GENERALE | 49,809,161 |
| 141311212-DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE | 70,119,951 |
| 1413113-TELEVISION NATIONALE D'HAITI | 175,523,198 |
| 141311311-DIRECTION GENERALE | 24,773,185 |
| 141311312-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES | 150,750,013 |
| 1413114- RADIO NATIONALE D'HAITI | 84,031,989 |
| 141311411-DIRECTION GENERALE | 84,031,989 |
| 1511-INTERVENTIONS PUBLIQUES | 20,968,220,585 |
| 1511111-SUBVENTION AUX FONDS DE PENSION | 2,643,841,158 |
| 151111111-PENSION MILITAIRE | 1,558,278,648 |
| 151111112-PENSIONNAIRES EX_BNDAI | 3,362,510 |
| 151111113-PENSIONNAIRES EX_MINOTERIE | 2,200,000 |
| 151111114-CONTRIBUTION AUX FONDS DE PENSION | 1,080,000,000 |
| 1511113-AUTRES INSTITUTIONS | 1,350,627,255 |
| 151111315-INSTITUTIONS INTERNATIONALES | 1,350,627,255 |
| 1511149-AUTRES INTERVENTIONS PUBLIQUES | 16,973,752,172 |
| 151114911-AUTRES INTERVENTIONS PUBLIQUES | 16,973,752,172 |
| 1512-DETTE PUBLIQUE | 49,194,478,911 |
| 1512111-INSTITUTIONS FINANCIERES CREATRICES DE MONNAIE | 1,450,000,000 |
| 151211111-INSTITUTIONS FINANCIERES CREATRICES DE MONNAIES (INTERET) | 1,450,000,000 |
| 1512112-AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES | 27,441,629,050 |
| 151211211-AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES (INTERET) | 27,441,629,050 |
| 1512113-AUTRES CREANCIERS INTERNES | 9,494,525,138 |
| 151211311-AUTRES CREANCIERS INTERNES (INTERET) | 9,494,525,138 |
| 1512211-DETTE MULTILATERALE | 261,855,489 |
| 151221111-BID (INTERET) | 37,576,391 |
| 151221113-OPEC (INTERET) | 224,279,098 |
| 1512212-DETTE BILATERALE | 10,546,469,234 |
| 151221211-VENEZUELA (INTERET) | 9,633,107,337 |
| 151221213-CHINE (INTERET) | 913,361,897 |
| 1513-DOTATIONS SPECIALES SUBVENTION AU SECTEUR DE L'ENERGIE | 16,000,000,000 |
| 1513111-SUBVENTION A L'EDH | 16,000,000,000 |
| 151311111-SUBVENTION A L'EDH | 16,000,000,000 |
| 2211-SENAT DE LA REPUBLIQUE | 1,754,074,789 |
| 2211111-ASSEMBLEE DES SENATEURS | 1,754,074,789 |
| 221111111-ASSEMBLEE DES SENATEURS | 1,754,074,789 |
| 2212-CHAMBRE DES DEPUTES | 2,676,458,371 |
| 2212111-CHAMBRE DES DEPUTES | 339,319,695 |
| 221211111-ASSEMBLEE DES DEPUTES | 339,319,695 |
| 2212112-QUESTURE DE LA CHAMBRE DES DEPUTES | 805,111,161 |
| 221211211-QUESTURE DE LA CHAMBRE DES DEPUTES | 805,111,161 |
| 2212211-SECRETARIAT GENERAL | 1,532,027,515 |
| 221221111-SECRETARIAT GENERAL | 364,170,568 |
| 221221112-ARCHIVES, DOCUMENTAIRES ET RECHERCHE | 5,357,000 |
| 221221113-ADMINISTRATION ET GESTION | 375,875,492 |
| 221221114-ASSEMBLEE | 83,963,423 |
| 221221115-SEANCES | 28,524,463 |
| 221221116-SERVICE DU PERSONNEL | 495,955,740 |
| 221221117-BUREAU DES DEPUTES | 178,180,830 |
| 3211-CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICAIRE | 2,268,267,339 |
| 3211111-ADMINISTRATION GENERALE | 865,884,726 |
| 321111111-SECRETARIAT GENERAL | 865,884,726 |

**VENTILATION DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES PAR DIRECTION
EXERCICE 2020-2021**

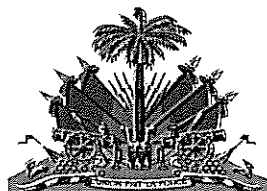
| ENTITÉ ADMINISTRATIVE | BUDGET GENERAL 2020-2021 |
|-------------------------------------------------------------------------|--------------------------|
| 3211212-COUR DE CASSATION | 311,981,382 |
| 321121211-BUREAU DES JUGES | 228,085,124 |
| 321121212-PERSONNEL ADMINISTRATIF ET DE SUPPORT | 83,896,258 |
| 3211213-COUR D'APPEL | 111,286,138 |
| 321121311-COUR D'APPEL DE PORT-AU-PRINCE | 111,286,138 |
| 3211214-TRIBUNAUX | 979,115,093 |
| 321121411-TRIBUNAL CIVIL | 456,999,335 |
| 321121412-TRIBUNAUX DE PAIX | 507,591,347 |
| 321121413-TRIBUNAL SPECIAL DU TRAVAIL | 14,524,411 |
| 4111-COUR SUPERIEURE DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF | 862,927,304 |
| 411111-CONSEIL DE LA COUR | 862,927,304 |
| 411111111-CONSEIL DE LA COUR | 380,238,382 |
| 411111112-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES | 177,960,568 |
| 411111113-DIRECTION DU CONTROLE DES COMPTES | 44,748,135 |
| 411111114-DIRECTION DE L'APUREMENT DES COMPTES | 259,087,019 |
| 411111140-COORDINATION DES DIRECTIONS DEPARTEMENTALES | 224,000 |
| 411111141-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'OUEST | 308,000 |
| 411111145-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ARTIBONITE | 361,200 |
| 4211-CONSEIL ELECTORAL | 655,400,439 |
| 421111-CONSEIL ELECTORAL | 655,400,439 |
| 421111111-BUREAU CENTRAL/CEP | 655,400,439 |
| 4212-OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN | 165,293,326 |
| 421212-OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN | 165,293,326 |
| 42121211-BUREAU DU PROTECTEUR | 83,680,910 |
| 42121212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES | 46,820,539 |
| 42121213-DIRECTION JURIDIQUE | 25,000 |
| 42121214-DIRECTION DE PROTECTION DES DROITS HUMAINS | 27,907,060 |
| 42121215-DIRECTION PROMOTION, FORMATION ET RELATIONS PUBLIQUES | 6,859,817 |
| 4311-UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI | 1,527,311,125 |
| 431111-RECTORAT DE L UNIVERSITE D ETAT D HAITI | 1,527,311,125 |
| 431111111-BUREAU DU RECTEUR | 1,527,311,125 |
| 4411-ACADEMIE DU CREOLE HAITIEN | 43,104,247 |
| 441111-SECRETARIAT TECHNIQUE DE L'ACADEMIE DU CREOLE HAITIEN | 43,104,247 |
| 441111111-SECRETARIAT TECHNIQUE DE L'ACADEMIE DU CREOLE HAITIEN | 43,104,247 |
| Total général | 180,510,000,000 |

**DÉTAIL DES CRÉDITS DES
INTERVENTIONS PUBLIQUES DU BUDGET GÉNÉRAL
DE L'EXERCICE 2020-2021**

CRÉDITS DES INTERVENTIONS PUBLIQUES DE L'EXERCICE 2020-2021

| | ALLOCATION BUDGÉTAIRE 2019-2020 | ALLOCATION BUDGÉTAIRE 2020-2021 |
|--------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------|---------------------------------------|
| TOTAL INTERVENTIONS PUBLIQUES | 22,959,241,201 | 20,968,220,585 |
| 700- SUBVENTION D'EXPLOITATION AUX COMPTES SPECIAUX DU TRESOR & BUDGET ANNEXE | 1,904,321,759 | 2,643,841,158 |
| PENSIONNAIRES EX_BNDAI | 3,051,455 | 2,897,046 |
| PENSION MILITAIRE | 124,421,942 | 234,162,838 |
| PENSIONNAIRES EX_MINOTERIE | 543,888 | 543,888 |
| PENSIONNAIRES SELECTION 1974 | 7,560,000 | 7,140,000 |
| COTISATION DE L'ETAT AU FONDS DE PENSION | 1,768,744,474 | 2,399,097,386 |
| 721-QUOTES -PARTS ET CONTRIBUTION AUX INSTITUTIONS ETRANGERES & INTERNATIONALES | 642,376,355 | 1,350,627,255 |
| INSTITUTIONS INTERNATIONALES | 642,376,355 | 1,350,627,255 |
| AUTRES INTERVENTIONS PUBLIQUES | 20,412,543,087 | 16,973,752,172 |
| <i>410- MATERIEL DE TRANSPORT ROUTIER</i> | 32,718,904 | 35,000,000 |
| ACQUISITION DE VEHICULES | 32,718,904 | 35,000,000 |
| <i>729- AUTRES QUOTES-PARTS ET CONTRIBUTIONS</i> | 9,095,555,942 | 5,056,549,799 |
| ELECTRICITE D'HAITI | 1,959,927,000 | - |
| GESTION DES AUTOBUS DE L'ETAT | 566,549,799 | 716,549,799 |
| ACTIVITES FESTIVES ET CONFERENCES | 2,274,702,656 | 1,200,000,000 |
| AUTO-ASSURANCE/FONCTION PUBLIQUE | 948,000,000 | 1,200,000,000 |
| AUTRES SUBVENTIONS | 3,128,126,487 | 1,320,000,000 |
| APPUI A LA FORMATION | 113,250,000 | 120,000,000 |
| SUPPORT AUX PARTIS POLITIQUES | 105,000,000 | 500,000,000 |
| <i>919- AUTRES DEPENSES NON VENTILEES PAR NATURE</i> | 11,284,268,241 | 11,882,202,373 |
| ACTIVITES ELECTORALES | 2,000,000,000 | 3,116,663,169 |
| APPUI A L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR* | 127,040,000 | 1,345,790,000 |
| PROGRAMME D'APPUI A LA RELANCE ECONOMIQUE | 300,740,231 | 544,740,230 |
| DOTATIONS PROVISIONNELLES (PASSEPORTS, VIGNETTES, ETC) | 3,733,380,917 | 3,162,828,974 |
| CREATION D'EMPLOI D'ETE* | 285,430,000 | 292,180,000 |
| APPUI AUX COMMISSIONS INTERMINISTERIELLES ET PRESIDENTIELLES | 150,000,000 | 420,000,000 |
| AUTRES (MONTANT NON AFFECTÉ) "919" | 4,687,677,094 | 3,000,000,000 |

**PRÉSENTATION DU BUDGET PROGRAMME
DE L'EXERCICE 2020-2021
DU MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE
ET DE LA POPULATION**



République d'Haïti

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA POPULATION

PRÉSENTATION DU BUDGET PROGRAMME

2020-2021

1. PRÉSENTATION DU BUDGET PROGRAMME DU MSPP

1.1 Méthodologie et propositions du MSPP pour un budget programme 2020-2021

En tant que Ministère pilote pour l'élaboration d'un budget programme depuis 2018, le MSPP a tout d'abord défini les programmes budgétaires ainsi que les objectifs et les actions correspondants. La loi organique du MSPP étant définie par Direction et Unité, les budgets sont encore élaborés par chacune des entités. Par conséquent, dans le cadre de l'expérimentation du budget programme, le MSPP a tout d'abord identifié les directions et entités dont le mandat était associé avec chacun des programmes et actions. Le budget a ensuite été élaboré en associant les budgets de chacune des entités à son programme et ses actions respectives.

Le tableau de la page suivante présente les programmes et actions identifiés par le MSPP dans le cadre du budget programme ainsi que les entités (directions, unités, institutions) du MSPP dont le mandat actuel correspond à chaque programme.

Les quatre programmes identifiés par le MSPP sont :

- pilotage et soutien à la politique sanitaire ou administration générale
- prévention et sécurité sanitaire
- offre et accès aux soins
- population

1.2 Résumé du budget 2020-2021 du MSPP

| PROGRAMME | | CRÉDITS DE PAIEMENTS (CP) 2020-2021 | | |
|-------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------|-------------------------------------|--------------------------|----------------|
| | | CRÉDITS DE FONCTIONNEMENT | CRÉDITS D'INVESTISSEMENT | TOTAL |
| 1313 | MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA POPULATION | 7 070 411 636 | 3 383 617 304 | 10 454 028 940 |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 5 489 047 031 | - | 5 489 047 031 |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 812 042 343 | 1 625 874 208 | 2 437 916 551 |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 69 294 431 | 1 757 743 096 | 1 827 037 527 |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | 13 000 000 | - | 13 000 000 |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | 687 027 830 | - | 687 027 830 |
| PILOTAGE ET SOUTIEN A LA POLITIQUE SANITAIRE OU ADMINISTRATION GENERALE | | 2 380 651 414 | 73 451 576 | 2 454 102 990 |
| PREVENTION ET SECURITE SANITAIRE | | 412 322 526 | 1 620 874 208 | 2 033 196 734 |
| OFFRE ET ACCES AUX SOINS | | 4 185 943 195 | 1 689 291 520 | 5 875 234 715 |
| POPULATION | | 91 494 500 | - | 91 494 500 |

| PROGRAMMES | % du budget |
|-------------------------------------------------------------------------|-------------|
| PILOTAGE ET SOUTIEN A LA POLITIQUE SANITAIRE OU ADMINISTRATION GENERALE | 23.5 % |
| PREVENTION ET SECURITE SANITAIRE | 19.4 % |
| OFFRE ET ACCES AUX SOINS | 56.2% |
| POPULATION | 0.9% |

| REGROUPEMENT DES DIRECTIONS ET INSTITUTIONS POUR LE BUDGET PROGRAMME DU MSPP 2020-2021 - NIVEAU ACTIONS | | DIRECTIONS CIBLEES | | INSTITUTIONS |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| PROGRAMMES | MANDAT | ACTIONS | CENTRALES | DEPARTEMENTALES |
| PILOTAGE ET SOUTIEN A LA POLITIQUE SANITAIRE | Appuyer en interne les agents de l'Administration du programme dans la réalisation de leurs missions, en favorisant l'amélioration des conditions de travail, la bonne gouvernance et la modernisation. Elle regroupe l'ensemble des structures transversales du Ministère devant venir en appui aux structures techniques sectorielles. | ✓ Pilotage de la stratégie ministérielle | BM, DG UEP, UADS, UJ, UCRP, UNGUS | |
| | | <ul style="list-style-type: none"> ✓ Coordination administrative ☒ Gestion des ressources humaines ☒ Orienter, superviser et coordonner l'action des directions et unités du ministère ☒ S'assurer que les services du ministère reçoivent les ressources dont ils ont besoin en quantité et en qualité, que ces ressources sont utilisées en totalité et conforme aux plans et programmes d'activités | DRH DFPS DAB DOSS DSI UC CIFAS UGP | 10 Directions départementales Coordinations d'UAS |
| PREVENTION ET SECURITE SANITAIRE | Sensibilisation et éducation des populations sur les thèmes de l'hygiène et des maladies, la vaccination, la surveillance épidémiologique, le contrôle de qualité des médicaments et la coordination de tous les programmes nationaux de santé. Les priorités du programme reposent sur les actions de promotion sanitaire, l'appropriation des méthodes de lutte contre les maladies. | Activités de prévention, de lutte contre les maladies et promotion de la santé : | UCNPV | |
| | | ✓ Surveillance épidémiologique/veille sanitaire | DELR, LNSP | |
| | | ✓ Vaccination | | |
| | | ✓ Hygiène sanitaire | DPSPE | |
| | | ✓ Education et sensibilisation sur les pathologies | DPSPE | |
| OFFRE ET ACCES AUX SOINS | Arriver à offrir des soins de qualité et permettre à l'ensemble de la population d'accéder équitablement à ces soins. | ✓ Contrôle de la qualité des médicaments et des produits spécifiques | DPMIT | |
| | | ✓ Protection maternelle et infantile | DSF, UCPNANu | |
| | | ✓ Prévention et lutte contre les maladies transmissibles et non transmissibles | RNC, PNST, UCP (PNCM, PNLS, PNL T) USM (DPSPE) | |
| | | Actions liées aux activités de soins, à l'accès aux médicaments, au transfert et à l'évacuation sanitaire, au développement des infrastructures sanitaires, à la maintenance des équipements et au développement des ressources humaines. | Coûts des constructions du budget investissement | Fonctionnement des Hôpitaux Institutions sanitaires (HCR, CAL, CSL, etc) Autres structures de santé (CDAI, etc) |
| | | ✓ Développement, équipement et maintenance des infrastructures sanitaires | Coûts des RH des institutions Médicaments des programmes CAN | |
| POPULATION | Elaborer et assurer la mise en œuvre et le suivi d'une politique de population rationnelle et adaptée à l'environnement socio-économique du pays, axée sur le concept de développement humain durable | ✓ Développement des ressources humaines du secteur sanitaire | | |
| | | ✓ Accès aux médicaments et aux produits spécifiques | | |
| | | ✓ Transferts et évacuation sanitaire | | |
| | | ✓ Stratégie en matière de population | | |
| | | ✓ Programmes de population | | |
| | | ✓ Etudes/recherches sur les phénomènes démographiques | DPDH | |

2. PROGRAMME 'PILOTAGE ET SOUTIEN A LA POLITIQUE SANITAIRE ET COORDINATION ADMINISTRATIVE

2.1 Présentation du programme

Le programme « Pilotage et Soutien » à la Politique de santé a pour but principal d'appuyer en interne les programmes opérationnels du Ministère de la Santé dans la réalisation de leurs missions, en favorisant l'amélioration des conditions de travail, la bonne gouvernance et la modernisation des structures et des modes de gestion. Il a pour objet la gestion des ressources humaines, matérielles et financières, la coordination, le contrôle, l'animation et la supervision des activités du département

2.2 Actions du programme

Les actions du programme sont composées :

- Pilotage de la stratégie du ministère ; cette action recouvre :
 - la mise en œuvre des politiques, le suivi et l'exécution de celles-ci au niveau central et au niveau des services déconcentrés ;
 - la conception des politiques sanitaire et de population;
 - la mise en œuvre des politiques sanitaire et de population ;
 - le pilotage budgétaire et financier et celui de l'ensemble des procédures de gestion administrative du ministère.
- Coordination administrative :
 - Le programme met à disposition des autres programmes l'expertise et les compétences dans les domaines de l'administration, finances, comptabilité, gestion des ressources humaines, patrimoine immobilier, moyens généraux, système d'information, informatique, bureautique, documentation archivage, courrier, secrétariat, reprographie ; services intérieurs ; production des données statistiques (interne et externe); communication; juridique-contentieux.

2.3 Structures et entités du MSPP qui composent les actions de ce programme

| Action | Structures du MSPP |
|----------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Pilotage de la stratégie du ministère | <ul style="list-style-type: none"> - Bureau du Ministre - Direction Générale - Unité d'Études et de Programmation (UEP) - Unité d'Appui à la Décentralisation Sanitaire (UADS) - Unité Juridique (UJ) - Unité de Communication et des Relations Publiques (UCRP) - Unité Nationale de Gestion des Urgences Sanitaires (UNGUS) |
| Coordination administrative | <ul style="list-style-type: none"> - Direction des Ressources Humaines (RDH) - Direction de la Formation et du Perfectionnement en Sciences de la Santé (DFPSS) - Direction de l'Administration et du Budget (DAB) - Direction d'Organisation des Services de Santé (DOSS) - Direction des Soins Infirmiers (DSI) - Unité de Contractualisation (UC) - Centre d'Information et de Formation en Administration de la Santé (CIFAS) - Unité de Gestion des Programmes (UGP) - Direction Sanitaire de l'Artibonite (DSA) - Direction Sanitaire du Centre (DSC) - Direction Sanitaire de la Grande-Anse (DSGA) - Direction Sanitaire des Nippes (DSNi) - Direction Sanitaire du Nord (DSN) - Direction Sanitaire du Nord-Est (DSNE) - Direction Sanitaire du Nord-Ouest (DSNO) - Direction Sanitaire de l'Ouest (DSO) - Direction Sanitaire du Sud (DSS) - Direction Sanitaire du Sud-Est (DSSE) |

2.4 Activités du programme pour 2020-2021

| PROGRAMME : PILOTAGE ET SOUTIEN A LA POLITIQUE SANITAIRE ET COORDINATION ADMINISTRATIVE | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> ✓ Pilotage de la stratégie ministérielle | <ul style="list-style-type: none"> • Mise en place d'un programme d'assurance maladie universelle : <ul style="list-style-type: none"> - inclusion de cette thématique dans les rencontres avec les autorités, propositions et recommandations pour la mise en œuvre d'un programme d'assurance maladie universelle • Renforcement de la coordination avec les partenaires du secteur : <ul style="list-style-type: none"> - réalisation tables sectorielles centrales trimestrielles et les tables sectorielles départementales mensuelles; - redynamisation d'au moins deux tables thématiques au niveau départemental; - rencontres de suivi avec les agences d'assistance technique appuyant le FBR; - réalisation de rencontres de coordination avec les partenaires du programme de lutte contre la tuberculose; - rencontres mensuelles des partenaires du secteur nutrition avec le MSPP; - rencontres de suivi des structures du GFF (Global Financing Facility) en Haïti : forum des partenaires techniques et financiers et plateforme de la société civile. • Planification : <ul style="list-style-type: none"> - évaluation du Plan Directeur 2012-2022 et planification du Plan Directeur 2020-2030 - mise en œuvre du Plan de réponse au Coronavirus à tous les niveaux • Renforcement de l'environnement juridique du MSPP : <ul style="list-style-type: none"> - actualisation des projets de lois soumis au Parlement depuis 2013 et proposition de leur publication sous forme de décrets - élaboration de projets de loi pour le renforcement du cadre juridique. • Élaboration de normes techniques et administratives : <ul style="list-style-type: none"> - guide de planification du secteur; - document sur les modalités d'intégration des Hôpitaux Départementaux, Hôpitaux spécialisés et des Directions Centrales au Financement Basé sur les Résultats; - finalisation de la politique de soins bucco -dentaire en Haïti; - mise à jour de normes techniques et administratives selon les besoins des programmes; - mise à jour régulière des normes relatives à la gestion des épidémies et particulièrement du Coronavirus. • Diffusion de normes techniques et administratives et documents d'information : <ul style="list-style-type: none"> - émission de bulletins trimestriels sur le FBR et bulletins hebdomadaires de surveillance épidémiologique; - émission journalière des SitRep relatifs à la situation du Coronavirus; - dissémination des Comptes Nationaux de Santé 2014-2015 et 2015-2016; - collecte des informations pour les Comptes Nationaux de Santé 2016 -2017 et 2017-2018; - production et dissémination du Rapport Statistiques 2019; - mise à jour des normes, procédures et outils d'inspection/contrôle des médicaments; - élaboration/impression/dissémination de fiches techniques sur les procédures de traitement des déchets pharmaceutiques; • Encadrement des praticiens de la Médecine traditionnelle : <ul style="list-style-type: none"> - encourager la recherche dans le domaine de la Médecine traditionnelle. |
| <ul style="list-style-type: none"> ✓ Coordination administrative • Gestion des ressources humaines • Orienter, superviser et coordonner l'action des directions et unités du ministère | <ul style="list-style-type: none"> • Gestion financière : <ul style="list-style-type: none"> - élaboration du budget 2021-2022 avec l'approche de budget programme et stratégies de plaidoyers pour l'augmentation de l'enveloppe budgétaire allouée au secteur de la santé et l'inclusion du fonctionnement de plusieurs directions centrales et programmes prioritaires qui recevaient des appuis de partenaires; - élaboration et soumission de 100% des FIOPs et Documents du PIP 2020-2021 au MPCE et soumission des demandes de décaissement au MEF; - publication de l'Étude de Coûts des Services de l'Hôpital Justinien, centre de santé de Ouanaminthe et réalisation d'une étude de coûts de la prise en charge des cas COVID; - rencontres mensuelles de coordination des dix directions départementales et des directions centrales avec la Haute Direction du MSPP; |

PROGRAMME : PILOTAGE ET SOUTIEN A LA POLITIQUE SANITAIRE ET COORDINATION ADMINISTRATIVE

- S'assurer que les services du ministère reçoivent les ressources dont ils ont besoin en quantité et en qualité, que ces ressources sont utilisées en totalité et conforme aux plans et programmes d'activités
- distribution des outils comptables dans les dix départements pour une meilleure gestion des fonds reçus de la Direction Centrale et de certains partenaires;
- suivi des caisses électroniques au niveau des différents hôpitaux départementaux du pays et implantation dans d'autres institutions;
- **Stratégie de Financement Basé sur les Résultats :**
 - réalisation d'une revue annuelle pour les 7 départements (Centre, Sud, Nord -Ouest, Nord-Est, Nippes, Nord, Grande-Anse) adoptant la stratégie de financement basé sur les résultats;
 - recyclage du personnel impliqué dans la mise en œuvre du FBR au niveau des départements.
- **Supervision :**
 - réalisation de visites de supervision et de contrôle dans les dix départements sanitaires par les cadres de la Direction de l'Administration et du Budget mais aussi des autres directions centrales suivant leurs domaines de compétences
 - réalisation de visites de supervision (2 par département) dans les départements contractualisés (FBR);
 - supervision mensuelle des programmes prioritaires dans les institutions par le personnel du niveau départemental.
- **Gestion des Ressources Humaines :**
 - finalisation du processus de révision de la grille salariale du personnel hospitalier
 - mise en place du paiement d'une carte de débit pour le personnel
 - élaboration des normes d'allocations RH des institutions sanitaires en tenant compte de variables de quantification permettant d'apprécier les critères de volumétrie par type d'institution selon le PES afin de déterminer la quantité de ressources et le niveau de compétence requis pour assurer la prestation des services ;
 - révision et la dissémination du REC plus en vue de la réforme en cours à l'OMRH, l'implémentation du PES, l'actualisation des fiches de postes ;
 - finalisation et transmission aux autorités concernées de la demande de 'statu t particulier' pour le personnel de santé;
 - élaboration d'un plan de rétention des professionnels de santé (y compris la politique de rémunération).
- **Système d'Information Sanitaire National Unique :**
 - réalisation de rencontres trimestrielles de validation des données dans les 10 départements;
 - poursuite des réflexions sur l'automatisation de l'interopérabilité entre le DHIS2 et MESI se poursuivent ;
 - actualisation des outils du SIS hospitalier et mise en œuvre dans les hôpitaux;
 - reproduction des outils de collecte et de reportage et distribution à plus de 1,000 institutions sanitaires;
 - collecte des informations des CNS 2016-2017 et 2017-2018 ;
 - pilotage du Tracker SIS communautaire dans quelques établissements de santé avant son extension au niveau national;
 - suivi de l'extension du module Tracker de la Tuberculose avec l'acquisition de tablettes à tous les départements;
 - publication du rapport statistique 2019;
 - publication de la liste des institutions sanitaires actualisée;
 - planification de la mise en œuvre des recommandations du rapport par les participants à l'atelier du RSI (Réseau Sanitaire International);
- **Mise en œuvre du nouveau Paquet Essentiel de Services (PES):**
 - poursuite de la dissémination et des orientations sur le PES et des stratégies de mise en œuvre;
 - mise sur pied d'un comité national de gestion de la qualité des services et des soins;
 - réflexion sur la mise à jour du PES révisé;
- **Renforcement du service d'accréditation et de réglementation de la DOSS du MSPP**

2.5 Cadre de performance du programme : résultats et indicateurs

| Programme : Pilotage et soutien à la politique sanitaire ou administration générale | | | | |
|-------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------|---------------|--------------------------------------------------------|
| Actions | Principaux résultats attendus | Indicateurs | Périodicité | Sources de vérification |
| Pilotage de la stratégie ministérielle | Plan directeur 2012-2022-évalué et Plan 2020-2030 planifié suivant les nouvelles priorités identifiées | Plan Directeur 2012-2022 évalué et Plan Directeur 2020-2030 planifié | | Documents disponibles |
| | Plan de mise en œuvre de la gestion du Coronavirus exécuté et suivi | Pourcentage du plan de mise en œuvre de la gestion du Coronavirus exécuté | Mensuel | Rapports des activités |
| | Tables sectorielles centrales réalisées | Nombre de tables sectorielles centrales réalisées | Trimestrielle | Rapport des rencontres |
| | Tables sectorielles départementales réalisées | Nombre de tables sectorielles départementales réalisées | Trimestrielle | Rapport des rencontres |
| | Lois soumises au parlement en 2013 actualisées et propositions de nouvelles lois élaborées | Nombre de lois actualisées et nombre de nouvelles propositions | Trimestrielle | Documents de lois révisés |
| Coordination administrative | 100% des FIOPS 2020-2021 sont décaissés | Pourcentage des FIOPS 2020-2021 transmises par MPCE au MEF et décaissé | Trimestrielle | Rapports de suivi de la mise en œuvre du PIP 2020-2021 |
| | Caisses Electroniques implantées dans les institutions | Nombre d'Hôpitaux et d'institutions utilisant une caisse électronique pour la gestion | Trimestrielle | Visites de supervision et rapports de la DAB |
| | Référentiel emploi – compétences révisé | Version révisée du référentiel emploi compétence disponible et diffusée | | Document REC révisé disponible |

2.6 Budget du programme pour 2020-2021 par action

| MSPP- PROGRAMME PILOTAGE ET SOUTIEN A LA POLITIQUE SANITAIRE ET ADMINISTRATION GENERALE | | | | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------|-------------------------------------|-------------------|----------------------|
| ACTIONS/TITRES | | CRÉDITS DE PAIEMENTS (CP) 2020-2021 | | |
| | | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
| PILOTAGE ET SOUTIEN A LA POLITIQUE SANITAIRE OU ADMINISTRATION GENERALE | | 2 380 651 414 | 73 451 576 | 2 454 102 990 |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 1 646 463 793 | - | 1 646 463 793 |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 23 431 533 | 5 000 000 | 28 431 533 |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 10 728 258 | 68 451 576 | 79 179 834 |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | 13 000 000 | - | 13 000 000 |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | 687 027 830 | - | 687 027 830 |
| 1- PILOTAGE DE LA STRATEGIE MINISTERIELLE | | 1 066 630 932 | 5 000 000 | 1 071 630 932 |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 722 129 525 | - | 722 129 525 |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 987 492 | 5 000 000 | 5 987 492 |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | - | - | - |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | - | - | - |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | 343 513 915 | - | 343 513 915 |
| 2-COORDINATION ADMINISTRATIVE | | 1 314 020 482 | 68 451 576 | 1 382 472 058 |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 924 334 268 | | 924 334 268 |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 22 444 041 | | 22 444 041 |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 10 728 258 | 68 451 576 | 79 179 834 |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | 13 000 000 | | 13 000 000 |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | 343 513 915 | | 343 513 915 |

3. PROGRAMME 'PREVENTION ET SECURITE SANITAIRE'

3.1 Présentation du Programme

Ce Programme couvre toutes les activités liées à la sensibilisation et à l'éducation des populations sur les thèmes de l'hygiène et des maladies, la vaccination, la surveillance épidémiologique, le contrôle de qualité des médicaments et la coordination de tous les programmes nationaux de santé. Les priorités du programme reposent sur les actions de promotion sanitaire, l'appropriation des méthodes de lutte contre les maladies.

3.2 Actions du programme

Activités de prévention et lutte contre les maladies et promotion de la santé :

- surveillance épidémiologique/veille sanitaire;
- vaccination ;
- hygiène sanitaire ;
- éducation et sensibilisation sur les pathologies;
- contrôle de la qualité des médicaments et des produits spécifiques;
- protection maternelle et infantile ;
- prévention et lutte contre les maladies transmissibles et non transmissibles incluant la gestion du Coronavirus.

3.3 Structures et entités du MSPP qui composent les actions de ce programme

| Action | Structures du MSPP |
|------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Surveillance épidémiologique/veille sanitaire | - Direction d'Épidémiologie, des Laboratoires et de Recherche (DELR) - Laboratoire National de Santé Publique (LNSP) |
| Vaccination | - Unité de Coordination Nationale du Programme de Vaccination (UCNPV) |
| Hygiène sanitaire | - Direction de Promotion de la Santé et de la Protection de l'Environnement (DPSPE) |
| Éducation et sensibilisation sur les pathologies | - Direction de Promotion de la Santé et de la Protection de l'Environnement (DPSPE) - Unité de Communication et des Relations Publiques (UCRP) |
| Contrôle de la qualité des médicaments et des produits spécifiques | - Direction de Pharmacie, du Médicament et de la Médecine Traditionnelle (DPMMT) |
| Protection maternelle et infantile | - Direction de Santé de la Famille (DSF) - Unité de Coordination du Programme National de Nutrition (UCPNuNu) |
| Prévention et lutte contre les maladies transmissibles et non transmissibles | - Programme National de Sécurité Transfusionnelle (PNST) - Bureau Oncologie National (Registre National du Cancer) - Unité de Santé Mentale de la DPSPE - Unité de Coordination des Programmes Prioritaires (UCP) : - Programme National de contrôle de la Malaria (PNCM) - Programme National de Lutte contre le Sida (PNLS) - Programme National de Lutte contre la Tuberculose (PNLT) |

3.4 Activités du programme pour 2020-2021

| PROGRAMME : PREVENTION ET SECURITE SANITAIRE | |
|---------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| ✓ Surveillance épidémiologique / veille sanitaire | <ul style="list-style-type: none"> • Renforcement de l'ensemble des mécanismes et procédures de la surveillance épidémiologique et du laboratoire national <ul style="list-style-type: none"> - renforcement du système de surveillance épidémiologique et de laboratoire afin de le rendre plus efficace et fonctionnel pour une réponse adéquate; - poursuite et renforcement des systèmes de surveillance et de laboratoire pour l'ensemble des maladies transmissibles et non-transmissibles; - renforcement du système de surveillance et de contrôle au niveau des points frontaliers; - plein fonctionnement des salles de situation des 10 départements pour contribuer à la prise de décisions à tous les niveaux ; - mise en œuvre efficace des systèmes de surveillance épidémiologique et de laboratoires dans le cadre de la prise en charge du Coronavirus. |
| ✓ Vaccination | <ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des programmes de vaccination dans l'ensemble des institutions: <ul style="list-style-type: none"> - renforcement de la vaccination de routine - renforcement de la chaîne de froid a tous les niveaux du système de santé (100% disponibilité) - acquisition des stocks suffisants des vaccins traditionnels de routine (BCG, VPOt, VPOb, RR, dT, DTP) et consommables à partir des fonds du Trésor Public; - acquisition des stocks suffisants des nouveaux vaccins (Penta, Rota, VPI) et consommables. |
| ✓ Hygiène sanitaire | <ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des actions de prévention, de promotion de l'hygiène et de l'assainissement : <ul style="list-style-type: none"> - amélioration des outils pour les autorisations et supervision des activités d'hygiène publique ; - poursuite de l'intégration des ASCP dans les activités de sensibilisation liées à l'hygiène et à l'assainissement ; - diffusion des normes de gestion des déchets dans les institutions de santé - coordination avec les autres secteurs impliqués dans les interventions d'hygiène et d'assainissement. |

| PROGRAMME : PREVENTION ET SECURITE SANITAIRE | |
|----------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| ✓ Education et sensibilisation sur les pathologies | <ul style="list-style-type: none"> • Mise en œuvre du programme de santé communautaire : <ul style="list-style-type: none"> - renforcement du volet communautaire des programmes prioritaires; - mise en œuvre du plan de suivi de la stratégie de santé communautaire; - élaboration/dissémination documents de référence et outils en santé communautaire; - formation des cadres et du personnel des différents niveaux du système de santé en santé communautaire; - renforcement des activités de recherche des contacts TB et TB/MDR dans la communauté ; - démarrage des activités de prise en charge en ambulatoire des cas de tuberculose multi résistante. • Éducation et sensibilisation à tous les niveaux du système de santé <ul style="list-style-type: none"> - développement de matériels éducatifs au sein du MSPP - développement et mise en œuvre de stratégies de communication et d'information pour toucher l'ensemble de la population ; - reproduction et dissémination des matériels selon les groupes cibles et les thèmes - poursuite de la mise en œuvre des activités de la Caravane pour la promotion de comportements sains contre les maladies non transmissibles et de leur dépistage - développement de la communication et de l'éducation pour la santé bucco-dentaire. - Mise en place des programmes de formation sur les plantes médicinales. |
| ✓ Contrôle de la qualité des médicaments et des produits spécifiques | <ul style="list-style-type: none"> • Mise en œuvre de la politique nationale de Pharmacie et des médicaments: <ul style="list-style-type: none"> - rencontres régulières de la Commission Nationale du Médicament et des comités techniques de coordination des approvisionnements des instants essentiels et stratégiques de santé (une fois par semestre) (VIH, TB, Malaria, PF, PEV, PME, Nutrition, etc) - rencontres régulières du Comité de Pilotage, du Comité Technique et des Commissions Thématiques pour la mise en place du SNADI - diffusion du plan de communication à l'usage rationnel du médicament (spot, matériels promotionnels) - Initiation de la construction du nouveau CENADI avec l'aménagement de terrain et la construction de la clôture ; - rénovation des 6 CDAI (Nord Est, Nord Ouest, Grande- Anse, Petit-Goâve, Artibonite et Nord) ; - supervisions formatives et de contrôle de qualité des informations de gestion logistique (SIGL national harmonisé) aux niveaux central, départemental et institutionnel ; - mise en place graduelle du système national harmonisé d'Information sur la Gestion Logistique (SIGL) des médicaments essentiels et autres produits de santé - poursuite des activités d'enregistrement, d'autorisation de mise en marché et d'importation au niveau de la DPMMT; |
| ✓ Protection maternelle et infantile | <ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des programmes prioritaires de santé visant les groupes les plus vulnérables dont les femmes et les enfants, tout en améliorant la qualité de la prise en charge des pathologies et maladies courantes : <ul style="list-style-type: none"> - supervision régulière des interventions de santé maternelle par les responsables des niveaux central et départemental pour assurer le respect des normes; - suivi de la stratégie de Surveillance des Décès Maternels et Riposte (SDMR); - augmentation du nombre de SONUB et SONUC au niveau des départements; - mise en place d'un plan de promotion de la santé maternelle autour de l'institution et de la communauté; - formation des cadres sur les méthodes PF de longue durée, la logistique des intrants et la dissémination; - mise en place d'interventions pour le déparasitage scolaire et non scolaire; - amélioration de la capacité des institutions sanitaires à offrir des services gynéco-obstétricaux dans le respect des normes du MSPP; - amélioration de la capacité de l'institution à prendre en charge les cas d'urgence obstétricale; - prévention et prise en charge de la malnutrition : dépistage et distribution de suppléments alimentaires à plus de 3,000 enfants souffrant de malnutrition modérée et sévère et 2,000 femmes enceintes et allaitantes. |

PROGRAMME : PREVENTION ET SECURITE SANITAIRE

- ✓ Prévention et lutte contre les maladies transmissibles et non transmissibles
- **Mise en œuvre du plan de préparation et de réponse du MSPP au Coronavirus (voir plan officiel publié en mars 2020) avec: 1,535,874,208 Gourdes prévu sur les crédits d'investissement dont 1,000,000,000 gourdes sur les fonds du Trésor Public et 535,874,208 sur les fonds des Ressources Externes :**
 - dépistage systématique de la COVID-19 et des maladies apparentées au niveau du pays;
 - prise en charge des cas suspects, des personnes contact et des malades ;
 - poursuite de la réponse à la pandémie;
 - mise en œuvre de mécanismes d'articulation intra et intersectorielle ;
 - renforcement des mécanismes de coopération internationale pour la gestion de l'épidémie ;
 - **Consolidation des acquis des programmes de lutte et de prévention contre les maladies transmissibles et intensification de la lutte contre les maladies émergentes et endémiques :**
 - poursuite de la mise en œuvre des programmes de prévention et de lutte contre les principales maladies transmissibles (VIH/SIDA, tuberculose, malaria, choléra, Coronavirus, etc);
 - poursuite des interventions de lutte contre les maladies vectorielles et des traitements de gîtes larvaires et séances de fumigation;
 - renforcement de la prise en charge des cas de maladies émergentes dans l'ensemble des institutions de santé;
 - poursuite de la mise en œuvre des activités de promotion de comportements sains contre les maladies non transmissibles et de leur dépistage;
 - renforcement de la surveillance des autres phénomènes : mortalité, accidents, violences.
 - **Mise en œuvre de programmes de promotion et des plans d'action de santé mentale pour assurer l'intégration des activités de santé mentale dans les dix départements géographiques :**
 - intégration de la santé mentale dans deux hôpitaux départementaux : Nord et Sud;
 - poursuite des activités de la campagne de sensibilisation à l'autisme;
 - mise en place des cellules de santé mentale au niveau de deux HCR (Arcachon et Bon Repos).

3.5 Cadre de performance du programme : résultats et indicateurs

| Programme : Prévention et Sécurité Sanitaire | | | | |
|-------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|-------------------------------------------------------|
| Actions | Principaux résultats attendus | Indicateurs | Périodicité | Sources de vérification |
| Surveillance épidémiologique / veille sanitaire | Les maladies transmissibles et non transmissibles sont contrôlées à travers un système de surveillance et de laboratoires fonctionnel | Les rapports de surveillance épidémiologique fournissent l'information pour la prise de décision en temps réel sur une base régulière | Mensuelle | Rapports de surveillance pour l'ensemble des maladies |
| | Salles de situation fonctionnelles dans les 10 départements | Nombre de salles de situation fonctionnelles | Trimestrielle | Rapports des rencontres |
| Vaccination | Disponibilité de la chaîne de froid dans 100 % des institutions | Nombre d'Institutions disposant d'une chaîne de froid fonctionnelle | Trimestrielle | Rapport service Logistique DPEV |
| | Stocks de vaccins traditionnels disponibles dans les institutions | Taux de couverture vaccinale | Trimestrielle | Rapport mensuel de routine |

| Programme : Prévention et Sécurité Sanitaire | | | | |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|-------------------------------------------------------|
| Actions | Principaux résultats attendus | Indicateurs | Périodicité | Sources de vérification |
| Surveillance épidémiologique /veille sanitaire | Les maladies transmissibles et non transmissibles sont contrôlées à travers un système de surveillance et de laboratoires fonctionnel | Les rapports de surveillance épidémiologique fournissent l'information pour la prise de décision en temps réel sur une base régulière | Mensuelle | Rapports de surveillance pour l'ensemble des maladies |
| | Salles de situation fonctionnelles dans les 10 départements | Nombre de salles de situation fonctionnelles | Trimestrielle | Rapports des rencontres |
| Hygiène sanitaire | Application des normes de gestion des déchets dans les institutions de santé | Pourcentage des institutions de santé qui appliquent le protocole de gestion des déchets | Trimestrielle | Rapports de supervision niveau département |
| Education et sensibilisation sur les pathologies | Comité de santé de contrôle de l'infection tuberculose mise en place dans les institutions | Nombre de Comités de santé de contrôle de l'infection tuberculose mise en place | Trimestrielle | Rapport des rencontres |
| | Les activités de promotion de comportement sain sont mises en œuvre | Nombre de personnes dépistées dans le cadre des activités de promotion de comportement sain | Trimestrielle | Rapports d'activités |
| | | Nombre de cliniques de ministère /organismes autonomes touchées dans le cadre de la promotion de comportement sain | Trimestrielle | Rapports d'activités |
| Contrôle de la qualité des médicaments et des produits spécifiques | Commission Nationale du Médicament fonctionnelle | Nombre de recommandations issues de la Commission Nationale du Médicament | Trimestrielle | Rapports des rencontres |
| | Système national harmonisé d'Information sur la Gestion Logistique (SIGL) des médicaments essentiels et autres produits de santé en place | Degré de fonctionnalité du SIGL des médicaments | Trimestrielle | Rapports de la DPMMT |
| Protection maternelle et infantile | Système Surveillance et riposte des décès maternels opérationnels | Nombre de décès maternels investigués sur la période | Trimestrielle | Rapport de surveillance |
| | Partogramme utilisé au cours de l'accouchement | Nombre d'accouchement pour lequel le partogramme a été utilisé. Nombre de cas d'urgences obstétricales prises en charges | Trimestrielle | Rapport mensuel des services |
| Prévention et lutte contre les maladies transmissibles et non transmissibles | Programme de lutte et de prévention contre les maladies transmissibles consolidées | Plan de réponse au Coronavirus mis en œuvre selon les normes | Mensuelle | Rapports DELR |
| | | Nombre d'institutions intégrant le réseau national de surveillance | Mensuelle | Rapports DELR |
| | | Nombre de gîtes larvaires traitées | Mensuelle | Rapports prog. malaria |

3.6 Budget du programme pour 2020-2021 par action

| MSPP- PROGRAMME PREVENTION ET SECURITE SANITAIRE | | | | |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------|-------------------------------------|----------------------|----------------------|
| ACTIONS/TITRES | | CREDITS DE PAIEMENTS (CP) 2020-2021 | | |
| | | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
| PREVENTION ET SECURITE SANITAIRE | | 412 322 526 | 1 620 874 208 | 2 033 196 734 |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 139 475 060 | - | 139 475 060 |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 247 651 440 | 1 620 874 208 | 1 868 525 648 |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 25 196 026 | - | 25 196 026 |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | - | - | - |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | - | - | - |
| 1- SURVEILLANCE EPIDEMIOLOGIQUE VEILLE SANITAIRE | | 61 457 550 | - | 61 457 550 |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 26 336 440 | - | 26 336 440 |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 29 388 012 | - | 29 388 012 |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 5 733 098 | - | 5 733 098 |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | - | - | - |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | - | - | - |
| 2- VACCINATION | | 135 307 208 | - | 135 307 208 |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 15 742 500 | - | 15 742 500 |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 114 613 758 | - | 114 613 758 |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 4 950 950 | - | 4 950 950 |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | - | - | - |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | - | - | - |
| 3-HYGIENE SANITAIRE | | 22 426 596 | 5 000 000 | 27 426 597 |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 9 144 980 | - | 9 144 980 |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 9 444 049 | 5 000 000 | 14 444 049 |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 3 837 567 | - | 3 837 568 |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | - | - | - |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | - | - | - |
| 4-EDUCATION ET SENSIBILISATION SUR LES PATHOLOGIES | | 22 426 597 | 5 000 000 | 27 426 597 |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 9 144 980 | - | 9 144 980 |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 9 444 049 | 5 000 000 | 14 444 049 |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 3 837 568 | - | 3 837 568 |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | - | - | - |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | - | - | - |
| 5-CONTROLE DE LA QUALITE DES MEDICAMENTS ET DES PRODUITS SPECIFIQUES | | 62 843 130 | - | 62 843 130 |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 35 006 400 | - | 35 006 400 |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 25 128 820 | - | 25 128 820 |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 2 707 910 | - | 2 707 910 |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | - | - | - |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | - | - | - |

| MSPP- PROGRAMME PREVENTION ET SECURITE SANITAIRE | | | | |
|---------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------|-------------------------------------|----------------------|----------------------|
| ACTIONS/TITRES | | CREDITS DE PAIEMENTS (CP) 2020-2021 | | |
| | | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
| 6-PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE | | 42 744 032 | 30 000 000 | 72 744 032 |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 16 090 000 | - | 16 090 000 |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 25 498 599 | 30 000 000 | 55 498 599 |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 1 155 433 | - | 1 155 433 |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | - | - | - |
| 7-PREVENTION ET LUTTE CONTRE LES MALADIES TRANSMISSIBLES ET NON TRANSMISSIBLES | | 65 117 413 | 1 580 874 208 | 1 645 991 620 |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 28 009 760 | - | 28 009 760 |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 34 134 153 | 1 580 874 208 | 1 615 008 360 |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 2 973 500 | - | 2 973 500 |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | - | - | - |

4. PROGRAMME 'OFFRE ET ACCES AUX SOINS'

4.1 Présentation du Programme

Ce programme concerne les actions visant à offrir des soins de qualité à l'ensemble de la population et à leur permettre d'accéder équitablement aux soins.

4.2 Actions du programme

- Développement, équipement et maintenance des infrastructures sanitaires
- Développement des ressources humaines du secteur sanitaire
- Accès aux médicaments et aux produits spécifiques
- Transfert et évacuation sanitaire

4.3 Structures et entités du MSPP qui composent les actions de ce programme

| Action | Structures du MSPP |
|-------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Développement, équipement et maintenance des infrastructures sanitaires | <ul style="list-style-type: none"> - Fonctionnement des hôpitaux et autres structures sanitaires : <ul style="list-style-type: none"> • Hôpital de l'Université d'État d'Haïti (HUEH) • Sanatorium de Port au Prince • Hôpital La Paix • Maternité Isaïe Jeanty (MIJO) • Centre Psychiatrique Mars & Kline • Les 10 hôpitaux départementaux • Les 500 Institutions de Santé Public et mixtes (HCR, CS, etc) • Autres structures de santé : CDAI, etc - Coûts de construction des infrastructures du programme d'investissement public - Renforcement de la capacité résolutive et de prise en charge au niveau des institutions de santé; |
| Développement des ressources humaines du secteur sanitaire | <ul style="list-style-type: none"> - Écoles de formation : <ul style="list-style-type: none"> • Faculté de Médecine et de Pharmacie • École nationale d'Infirmières de Port au Prince • École d'infirmières des sages femmes • Autres écoles de formation |
| Accès au médicament et aux produits spécifiques | <ul style="list-style-type: none"> - Coûts des médicaments pour les institutions (montant pour chaque programme) |
| Transferts et évacuations sanitaire | <ul style="list-style-type: none"> - Centre Ambulancier National (incluant les centres régionaux) - Prise en charge des urgences |

4.4 Activités du programme pour 2020-2021

PROGRAMME : OFFRE ET ACCES AUX SOINS (Actions liées aux activités de soins à l'accès aux médicaments, au transfert et à l'évacuation sanitaire, au développement des infrastructures sanitaires, à la maintenance des équipements et au développement des ressources humaines)

✓ Développement, équipement et maintenance des infrastructures sanitaires

- **Réforme de la gestion hospitalière ;**
 - poursuite de la réflexion sur la réforme de la gestion hospitalière
 - proposition et recommandations pour la mise en œuvre de cette réforme et particulièrement de l'autonomie des Hôpitaux.
 - poursuite des rencontres régulières entre les Directeurs des principaux hôpitaux et la Haute Direction du MSPP et selon les besoins de la prise en charge;
- **Amélioration de l'accès aux soins de santé avec la construction ou la réhabilitation des infrastructures sanitaires ;**
 - finalisation des réhabilitations des infrastructures de santé affectées par l'ouragan Matthew : **18** avec les fonds du programme d'investissement public (7 dans le Sud, 5 dans la Grande-Anse, 6 dans les Nippes);
 - finalisation des travaux de construction de l'HUEH et du HCR Simbi Continental ;
 - finalisation des travaux de construction et de réhabilitation de **26** infrastructures de santé : **3** dans les **Nippes** (Transf. CDI Anse à Veau, Centre Transfusion.Sanguine, CSL Saut du Baril), **1** dans la **Grande-Anse** Hop. Beaumont), **4** dans le **Sud** (CSL La Cahouane/Tiburou, Centre amb. Sud, Quatre Chemins, Dèyè Fo), **2** dans le **Sud-Est** (Bureau sanitaires du Sud-est. CSL Montagne Lavoute), **4** dans l'**Ouest** (Hôp.Petit Goave, Dufresnay, Cornillon, Dumisseai/Kenskoff), **6** dans le **Nord** (Galifète/Grande Rivière du Nord, Bois Pin/Pignon, Brostage/Dondon, Bois Neuf/St Raphael, La Belle Mère/Pignon, Bassin/Plaisance), **3** dans le **Nord-Est** (Perches, Acul Samedi/Fort Liberté, Centre amb.Nord-Est), **1** dans le **Nord-Ouest** (la Corne), **1** dans l'**Artibonite** (CSL Daranne), **1** dans le **Centre** (CSL Montagne Terrible/Saut d'Eau);
 - poursuite des travaux de construction de 4 infrastructures de santé incluant le nouveau modèle de Centre Communautaire de Santé: **1** dans les Nippes (CCS à Berquin), **1** dans le Nord (CCS Soufrière), **1** dans la Grande-Anse (CCS de Balizier), **1** dans le Nord-Ouest (CCS Mare Rouge La Tortue);
 - construction de 8 Centres Communautaires de Santé CCS, dans les sections communales dépourvues d'infrastructures de santé : Liancoury/St Marc (CSL), Lamiel/Cerca la Source, Tête d'Eau/Baradères, Moisson/L'Azile, Cotelette/Ste Suzanne, Savanelte/Mont-Organisé, Laguamite/Mont-Organisé , Molière/Jacmel);
 - finalisation des travaux de réhabilitation de **13** infrastructures de santé : **3** dans le Nord-Est (Rose Bonite, Leroux Cachiman, CSL Acul Samedi), **2** dans la Grande-Anse (Boucan Chambellan, Tiparis), **1** dans le Centre (CSL Maissade), **6** dans le Nord (Galifete, Bois Pin, Brostage, Bois neuf, la Belle Mère, Bassin) et **1** dans le Nord-Ouest (Hopital Immaculée Conception de Port de Paix);
 - finalisation de la construction de 3 résidences : bureau Nord-Est, personnel Centre Dondon, personnel Centre Labadie
 - finalisation des travaux de construction des bureaux des directions départementales du Nord-Ouest, du Sud-Est et des Nippes
 - lancement de l'appel d'offres et début de la construction de 2 HCR: HCR de Ouanaminthe, HCR de St Michel de l'Attalaye
- **Mise en place de centres spécialisés :**
 - poursuite de la réflexion sur le processus de transformation de certains hôpitaux en hôpitaux universitaires et proposition d'un plan de mise en œuvre ;
 - mise en place de cliniques dentaires d'excellence dans les dix départements sanitaires
- **Acquisition de matériels et équipements pour la mise en fonctionnement de 26 institutions de santé**

| PROGRAMME : OFFRE ET ACCES AUX SOINS (Actions liées aux activités de soins à l'accès aux médicaments, au transfert et à l'évacuation sanitaire, au développement des infrastructures sanitaires, à la maintenance des équipements et au développement des ressources humaines) | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| ✓ Développement des ressources humaines du secteur sanitaire | <ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des capacités institutionnelles : <ul style="list-style-type: none"> - recrutement de ressources humaines additionnelles pour répondre aux besoins de certaines directions centrales, départementales et institutionnelles ; - recrutement du personnel pour les institutions de santé qui seront mises en fonctionnement au cours de l'année 2020-2021 (au moins 26); - poursuite du processus de restructuration de celles qui ont déjà débuté comme l'UEP, DRH, DOSS, DFPSS, UCNPV, DSI; - amélioration des conditions de travail et du fonctionnement des structures centrales, départementales et locales du MSPP; • Intégration graduelle des autres ASCP formés par le MSPP dans le système de santé et non intégrés dans le budget 19-20; • Renforcement de la qualité des services offerts par la formation continue du personnel prestataire des programmes prioritaires et la supervision ; <ul style="list-style-type: none"> - santé maternelle et infantile - maladies transmissibles et maladies non transmissibles. |
| ✓ Accès au médicament et aux produits spécifiques | <ul style="list-style-type: none"> • Approvisionnement continu en intrants de toutes les institutions pour l'ensemble des programmes dans les 10 départements : <ul style="list-style-type: none"> - approvisionnement régulier en intrants des programmes de santé maternelle et infantile incluant la planification familiale - approvisionnement en intrants et médicaments ; - acquisition des stocks suffisants des vaccins traditionnels de routine (BCG, VPOt, VPOb, RR, dT, DTP) et consommables à partir des fonds du Trésor Public; - acquisition des stocks suffisants des nouveaux vaccins (Penta, Rota, VPI) et consommables. - approvisionnement régulier en intrants des programmes de lutte contre les maladies transmissibles : VIH/sida, malaria, tuberculose, choléra, etc - approvisionnement régulier en intrants des programmes de lutte et de prévention des maladies non transmissibles : hypertension, diabète. |
| ✓ Transferts et évacuation sanitaire | <ul style="list-style-type: none"> • Renforcement du centre ambulancier national : <ul style="list-style-type: none"> - poursuite des activités de renforcement organisationnel du CAN ; - modernisation du Centre d'appel et extension du 116 à tout le territoire ; - recherche d'intégration du réseau ambulancier haïtien aux structures spécialisées régionales, hémisphériques et mondiales. - travaux de réhabilitation du centre ambulancier national et appui à l'acquisition de matériels pour le CAN; • Renforcement des centres ambulanciers régionaux : Nord-Est et Sud • Initiation de la construction du Centre National de Transfusion Sanguine • Acquisition de 20 ambulances (niveau commune) • Renforcement de la prise en charge des urgences au niveau des hôpitaux départementaux : <ul style="list-style-type: none"> - finalisation du diagnostic des besoins pour le renforcement de la prise en charge des urgences au niveau des hôpitaux départementaux et élaboration d'un plan de mise en œuvre pour le renforcement incluant les ressources nécessaires ; • Programmes de sensibilisation et de collecte de sang dans les postes de transfusion sanguine et les cliniques pour assurer la disponibilité de sang au niveau national. <ul style="list-style-type: none"> - finalisation construction centre transfusion sanguine dans les Nippes - construction du Centre National de transfusions sanguine |

4.5 Cadre de performance du programme : résultats et indicateurs

| Programme : Offre et accès aux soins | | | | |
|------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------|---------------|---------------------------------------------|
| Actions | Principaux résultats attendus | Indicateurs | Périodicité | Sources de vérification |
| Développement, équipement et maintenance des infrastructures sanitaire | Les institutions dans les 10 départements sont réhabilitées et finalisées | Nombre d'Institutions réhabilitées | Trimestrielle | Rapport de suivi de la mise en œuvre du PIP |
| | | Nombre de nouvelles constructions finalisées | Trimestrielle | Rapport mensuel de routine |
| | | Nombre de nouveaux centres spécialisés mis en place | | |
| Développement des ressources humaines du secteur sanitaire | Ressources Humaines additionnelles recrutées | Nombre de ressources humaines additionnelles recrutées | Annuel | SIGRH |
| Accès aux médicaments et aux produits spécifiques | Les institutions sont approvisionnées régulièrement en intrants pour la prise en charge des pathologies | Nombre d'utilisateurs de méthode moderne de Planification familiale | trimestriel | Rapport mensuel de routine |
| | | Nombre de PVVIH mis sous ARV | trimestriel | Rapport mensuel de routine |
| | | Nombre d'enfants vus dans un programme nutritionnel | trimestriel | Rapport mensuel de routine |
| | | Nombre de cas d'hypertension artérielle prise en charge | trimestriel | Rapport mensuel de routine |
| | | Nombre de cas de Diabète prise en charge | trimestriel | Rapport mensuel de routine |
| | | Nombre de personnes testées pour la Malaria | trimestriel | Rapport mensuel de routine |
| | | Nombre de cas de malaria confirmés et traités | trimestriel | Rapport mensuel de routine |
| Transferts et évacuation sanitaire | Les urgences au niveau des hôpitaux départementaux sont prises en charges | Nombre de cas d'urgences prise en charge au niveau des hôpitaux départementaux | trimestriel | Rapport mensuel de routine |

4.6 Budget du programme pour 2020-2021 par action

| MSP- PROGRAMME OFFRE ET ACCES AUX SOINS | | | | |
|-----------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------|-------------------------------------|----------------------|----------------------|
| ACTIONS/TITRES | | CREDITS DE PAIEMENTS (CP) 2020-2021 | | |
| | | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
| OFFRE ET ACCES AUX SOINS | | 4 185 943 195 | 1 689 291 520 | 5 875 234 715 |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 3 662 701 678 | - | 3 662 701 678 |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 499 871 370 | - | 499 871 370 |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 23 370 147 | 1 689 291 520 | 1 712 661 667 |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | - | - | - |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | - | - | - |
| 1- DEVELOPPEMENT, EQUIPEMENT ET MAINTENANCE DES INFRASTRUCTURES SANITAIRES | | 3 745 016 711 | 1 386 737 455 | 5 131 754 166 |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 3 443 787 503 | - | 3 443 787 503 |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 292 988 392 | - | 292 988 392 |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 8 240 816 | 1 386 737 455 | 1 394 978 271 |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | - | - | - |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | - | - | - |

| MSP- PROGRAMME OFFRE ET ACCES AUX SOINS | | | | |
|---------------------------------------------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------------|-----------------------|--------------------|
| ACTIONS/TITRES | | CREDITS DE PAIEMENTS (CP) 2020-2021 | | |
| | | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
| 2-DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES DU SECTEUR SANITAIRE | | 20 814 423 | - | 20 814 423 |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 20 378 189 | - | 20 378 189 |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 436 234 | - | 436 234 |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | - | - | - |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | - | - | - |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | - | - | - |
| 3-ACCES AUX MEDICAMENTS ET AUX PRODUITS SPECIFIQUES | | 190 684 084 | - | 190 684 084 |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | - | - | - |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 190 684 084 | - | 190 684 084 |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | - | - | - |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | - | - | - |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | - | - | - |
| 4-TRANSFERT ET EVACUATION SANITAIRES | | 229 427 977 | 302 554 065 | 531 982 042 |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 198 535 986 | - | 198 535 986 |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 15 762 660 | - | 15 762 660 |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 15 129 331 | 302 554 065 | 317 683 396 |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | - | - | - |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | - | - | - |

5. PROGRAMME 'POPULATION'

5.1 Présentation du Programme

Elaborer et assurer la mise en œuvre et le suivi d'une politique de population rationnelle et adaptée à l'environnement socio-économique du pays, axée sur le concept du développement humain durable.

5.2 Structures et entités du MSP qui composent les actions de ce programme

Le programme est mis en œuvre par la Direction de la Population et du Développement Humain (DPDH)

5.3 Actions du programme

Les actions du programme de population sont :

- Stratégies en matière de population
- Programmes de population
- Études/recherches sur des phénomènes démographiques

5.4 Activités du programme pour 2020-2021

| PROGRAMME : POPULATION | |
|-------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| ✓ Stratégie en matière de population | <ul style="list-style-type: none"> Actualisation de la politique de population Suivi de la mise en œuvre des plans de population Mise en place/création d'un tableau de bord pour la diffusion des données en matière de population |
| ✓ Programmes de population | <ul style="list-style-type: none"> Renforcement du partenariat avec toutes les institutions travaillant dans le domaine de la population (CEPODE, ANASPODE, organisations de femmes, réseau national en population et développement du réseau de parlementaires en pop, etc) Organisation des tables thématiques en Population et Développement (Planification familiale, Dividende Démographique, Santé Reproductive, Gouvernance, Autonomisation des filles et des femmes, etc.), avec certaines des organisations de la société civile |
| ✓ Etudes/recherches sur des phénomènes démographiques | <ul style="list-style-type: none"> Réalisation d'enquête sur le profil sociodémographique des immigrants haïtiens (mise en place de micro-données) |

5.5 Cadre de performance du programme : résultats et indicateurs

| Programme : Offre et accès aux soins | | | | |
|-------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|---------------------------------------------|-------------|-------------------------|
| Actions | Principaux Résultats Attendus | Indicateurs | Périodicité | Sources de vérification |
| ✓ Stratégie en matière de population | Politique de population actualisée | Document de Politique disponible | | |
| ✓ Programmes de population | Partenariat avec toutes les institutions renforcé | Nombre rencontres de coordination réalisées | | |
| ✓ Etudes/recherches sur des phénomènes démographiques | Enquête/Etude publiée | Rapport d'enquête disponible | | |

5.6 Budget du programme pour 2020-2021

| MSPP- PROGRAMME OFFRE ET ACCES AUX SOINS | | | | |
|------------------------------------------|-------------------------------|-------------------------------------|----------------|------------|
| ACTIONS/TITRES | | CREDITS DE PAIEMENTS (CP) 2020-2021 | | |
| | | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
| POPULATION | | 91 494 500 | | 91 494 500 |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 40 406 500 | - | 40 406 500 |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 41 088 000 | - | 41 088 000 |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 10 000 000 | - | 10 000 000 |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | - | - | - |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | - | - | - |

CONCLUSION

Ce budget 2020-2021 est une compilation et analyse des budgets soumis par les responsables à tous les niveaux du système de santé (central, départemental et institutionnel). Il représente une partie des besoins nécessaires pour la mise en œuvre des programmes de santé dans plus de 500 institutions du pays (avec statut privé et mixte) dont la mission est d'offrir des soins et services de santé de qualité à l'ensemble de la population.

Tout en renforçant la qualité et l'extension de la couverture des services de santé, les projets d'investissement public 2020-2021 contribueront à l'atteinte des résultats visés par le gouvernement dans le cadre du PREPOC (Plan de Relance Economique Post Covid 2020-2023) et du Plan Stratégique de Développement d'Haïti – pays émergent en 2030. **Les principaux résultats attendus d'ici la fin de cette année sont les suivants :**

- 1) **Poursuite de la mise en œuvre du plan de réponse à la pandémie du Coronavirus avec 1,535,874,208 Gourdes prévu sur les crédits d'investissement dont 1,000,000,000 gourdes sur les fonds du Trésor Public et 535,874,208 sur les fonds des Ressources Externes :**
 - dépistage systématique du COVID-19 et des maladies apparentées au niveau du pays ;
 - prise en charge des cas suspects, des personnes contact et des malades ;
 - poursuite de la réponse à la pandémie ;
 - mise en œuvre de mécanismes d'articulation intra et intersectorielle ;
 - renforcement des mécanismes de coopération internationale pour la gestion de l'épidémie ;
- 2) **Extension des soins de santé primaire (priorité de la Présidence pour le secteur santé) :**
 - mise en place de 8 centres communautaires de santé dans 8 sections dépourvues d'infrastructures de santé (norme du MSPP : 1 CCS par section communale) donnant accès aux soins de santé primaire à plus de 80,000 personnes ;
 - acquisition de matériels et équipements pour rendre fonctionnels ces 8 Centres de santé ;
 - mise en place des Ressources Humaines et fourniture d'intrants pour rendre fonctionnels ces 8 CCS (Budget de fonctionnement).
- 3) **Renforcement des services d'urgence (priorité de la Présidence pour le secteur santé) :**
 - acquisition de 20 ambulances (niveau commune) en renforcement de la prise en charge des urgences dans au moins 5 départements ;
 - renforcement des Centres ambulanciers régionaux (finalisation du Centre ambulancier du Grand Sud pour desservir les 800,000 habitants du département et celui du Nord-Est desservant plus de 400,000 habitants) et du Centre Ambulancier National desservant la population du département de l'Ouest (plus de 4 millions d'habitants) et ses environs en plus d'appuyer les centres régionaux ;
 - construction du Centre National de Transfusion Sanguine et finalisation de la construction du centre transfusion sanguine dans les Nippes pouvant fournir les produits sanguins aux 325,000 habitants de ce département et ses environs ainsi que du Centre National de transfusion sanguine pour la collecte et fourniture des produits sanguins pouvant répondre à tout type d'interventions chirurgicales dans le département de l'Ouest et l'ensemble du pays.
- 4) **Extension de l'offre des services de santé au niveau des 10 départements :**
 - mise en fonctionnement de 26 nouvelles institutions de santé (construction initiée depuis 2013-2014-2015) pour desservir plus de 830,000 habitants ;

- acquisition de matériels et équipements pour rendre fonctionnelles ces 26 institutions ;
- mise en place des ressources humaines et fourniture d'intrants pour la mise en fonctionnement de ces 26 nouvelles institutions (budget de fonctionnement) ;
- lancement de l'appel d'offres pour la construction d'un Hôpital Communautaire de Référence pour offrir des services spécialisés de santé dans deux des arrondissements dépourvus de HCR (normes du MSPP : 1 HCR par arrondissement) : Ouanaminthe (150,000 habitants) et St Michel de l'Attalaye (200,000 habitants) ;
- poursuite de la construction de l'HUEH comme institution universitaire spécialisée de référence pour les 12 millions d'habitants du pays ;
- reprise du chantier de la construction du HCR Simbi Continental pour fournir des soins de santé spécialisés aux 300,000 habitants de Martissant et ses environs.

5) **Renforcement des programmes prioritaires de santé :**

- prévention et prise en charge de la malnutrition : Dépistage et distribution de suppléments alimentaires à plus de 3,000 enfants souffrant de malnutrition modérée et sévère et 2,000 femmes enceintes et allaitantes;
- poursuite des programmes de santé de la mère et de l'enfant
- renforcement des programmes de lutte et de prévention des maladies transmissibles : VIH/Sida, tuberculose, malaria, Coronavirus, choléra, etc ;
- mise en œuvre du plan de réponse du MSPP au Coronavirus ;
- appui aux programmes de communication et prévention des maladies non transmissibles dans les 500 institutions de santé pour atteindre la population ciblée des moins de 30 ans (4 millions);
- approvisionnement régulier des institutions de santé en intrants et médicaments incluant les stocks suffisants de vaccins ;
- consolidation de la mise en place du programme de santé communautaire.

6) **Extension des bureaux administratifs du MSPP**

- Finalisation de la construction de deux bureaux départementaux (Sud-Est, Nippes) et poursuite de la construction d'un troisième (Nord-Ouest) contribuant à une meilleure coordination des programmes de santé pour la population de ces trois départements ainsi qu'une meilleure performance des 170 personnels de ces trois bureaux (58 hommes et 112 femmes).

7) **Renforcement des systèmes de gestion au niveau du MSPP :**

- évaluation du Plan Directeur 2012-2022 et planification du Plan Directeur 2020-2030;
- renforcement de la coordination avec les partenaires du secteur : tables sectorielles centrales sur une base trimestrielle, tables sectorielles départementales sur une base mensuelle et rencontres de suivi des structures du GFF (Global Financing Facility) en Haïti : forum des partenaires techniques et financiers et plateforme de la société civile;
- mise en place d'un système d'évaluation des ressources humaines en santé ;
- mise en place et application d'outils pour le rapportage financier des institutions de santé ;
- extension de l'installation des caisses électroniques au niveau des hôpitaux et institutions pour une meilleure gestion des recettes internes ;

- extension de la stratégie du Financement Basé sur les Résultats au niveau des départements et des institutions de santé ;
- poursuite de la mise en œuvre de la Politique Nationale de Pharmacie et des Médicaments et mobilisation de fonds pour l'opérationnalisation du SNADI (Système National d'Approvisionnement et de Distribution des Intrants) ;
- poursuite du renforcement du Système d'Information Sanitaire National Unique (SISNU) avec les rencontres de suivi de la qualité des données au niveau des 10 départements, la mise en œuvre du SIS communautaire et l'extension du module tracker pour la tuberculose ;
- renforcement des mécanismes et procédures de la surveillance épidémiologique et du laboratoire national dans le cadre de la prise en charge du Coronavirus et mise en place d'un service de veille sanitaire.
- mise à jour et diffusion des normes techniques et administratives au niveau des institutions de santé incluant celles relatives à la gestion du Coronavirus.

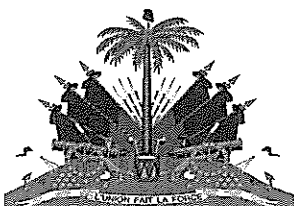
**ANNEXE 1 : LISTE DES SECTIONS COMMUNALES IDENTIFIEES COMME N'AYANT
AUCUNE STRUCTURE DE SANTE ET OU UN CENTRE COMMUNAUTAIRE DE SANTE
SERA CONSTRUIT ENTRE 2020 et 2022**

| Departement | Sections communales |
|-------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Artibonite | <ol style="list-style-type: none"> 1) CCS à Boucan Richard, section communale de Gros Morne (A2) 2) CCS à Doland, section communale de Terre Neuve (A2) 3) CCS à Platon, section communale de Marmelade (A1) 4) CCS à Platana, section communale de Saint Michel de l'Attalaye (A1) 5) CCS à Bossou, section communale de La Chapelle (A2) 6) CCS à Guillaume Moge, section communale des Verrettes (A2) 7) CCS à Mont Baillard, section communale de Gros Morne (A1) |
| Centre | <ol style="list-style-type: none"> 1) CCS à Tierra Muscady, section communale de Thomonde (A1) 2) CCS à La Selle, section communale de Saut d'eau (A1) 3) CCS à Montagne Terrible, section communale de Saut d'eau (A1) 4) CCS à Matelgate, section communale de Thomassique (A2) 5) CCS à Riaribes, section communale de Belladeres (A1) 6) CCS à Dallegrand, section communale de Thomassique (A1) 7) CCS à Savane Haleine, section communale de Belladeres (A2) |
| Grande Anse | <ol style="list-style-type: none"> 1) CCS à Ilet a Piere Joseph, section communale de Anse d'Hainault (A1) 2) CCS à Dallier, section communale de Dame Marie (A3) 3) CCS à Bel air, section communale de Les Irois (A2) 4) CCS à Fond d'Icaque, section communale de Corail (A1) 5) CCS à Chardonnette, section communale de Beaumont (en cours) 6) CCS à Les Iles Cayemittes, section communale de Pestel (en cours) 7) CCS à Basse Voldrogue, section communale de Jeremie (A3) 8) CCS à Ravine Charles, section communale de Jeremie (A3) 9) CCS à Iles Blanches, section communale de Jeremie (A1) 10) CCS à Danglise, section communale Abricots (A2) 11) CCS à Source chaude ou Ti pari, section communale de Moron (A2) 12) CCS à L'Assise (chameau), section communale de Moron (A1) 13) CCS à Basse Riviere Desormeaux, section communale de Bonbon (A1) 14) CCS à Julie, section communale de Chambellan (A1) 15) CCS à Milfort Haute Guinaudee, section communale de Jeremie (A1) 16) CCS à Numero deux, section communale de Jeremie (A1) 17) CCS à Baptiste, section communale de Abricots (A1) |
| Nippes | <ol style="list-style-type: none"> 1) CCS à Cholette, section communale de Petite Riviere des nippes (A3) 2) CCS à Bezin, section communale de Petite Riviere des nippes (A3) 3) CCS à Cocoyers Duchaine, section communale de Fonds des negres (A2) 4) CCS à Tiby, section communale de Petit Trou de Nippes (en cours) 5) CCS à Lièvre, section communale de Petit Trou de Nippes (en cours) 6) CCS à Vassal Labiche Dorlette, section communale de Plaisance du Sud (A3) 7) CCS à Baconois-Barreau, section communale de Arnaud (A3) 8) CCS à Baquet, section communale de Arnaud (A3) 9) CCS à Arnaud-Morcou, section communale de Arnaud (A3) 10) CCS à Gerin ou Mouton, section communale de Baraderes (A2) 11) CCS à Tete d'eau, section communale Baraderes (A1) 12) CCS à Riviere salee, section communale de Baraderes (A1) 13) CCS à Lebrun, section communale de Paillant (A1) |
| Nord | <ol style="list-style-type: none"> 1) CCS à Coupe a David, section communale de Acul du Nord (A1) 2) CCS à Margot, section communale de Borgne (A1) 3) CCS à Boucan Michel, section communale de Borgne (A1) 4) CCS à Trou d'enfer, section communale de Borgne (A1) 5) CCS à Champagne, section communale de Borgne (A2) 6) CCS à Molas, section communale de Borgne (A1) 7) CCS à Grande Plaine, section communale de Port Margot (A1) 8) CCS à Haut Petit Borgne, section communale Port Margot (A1) 9) CCS à Caracol, section communale de Grande Riviere du Nord (en cours) 10) CCS à Gambade, section communale de Grande Riviere du Nord (A3) 11) CCS à Montagne Noire, section communale de Bahon (A1) 12) CCS à Ilet a Corne, section communale de Limbe (A2) 13) CCS à Chabotte, section communale de Limbe (A1) 14) CCS à La Soufriere, section communale de Acul du Nord (en cours, déjà sur le PIP) |

| Departement | Sections communales |
|-------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | 15) CCS à Champagne, section communale de Plaisance (A1) 16) CCS à haut Martineau, section communale de Plaisance (A1) 17) CCS à Mapou, section communale de Plaisance (A1) 18) CCS à La Ville, section communale de Plaisance (A2) 19) CCS à Joly, section communale de Pilate (A2) 20) CCS à Du Bourg, section communale de Pilate (A2) 21) CCS à Piment, section communale de Pilate (A1) 22) CCS à Riviere Laporte, section communale de Pilate (A1) 23) CCS à Margot, section communale de Pilate (A2) 24) CCS à Mathurin, section communale de Saint Raphael (A2) 25) CCS à Bouyaha, section communale de Saint Raphael (A1) 26) CCS à Bassin Caiman, section communale de Dondon (A2) 27) CCS à Matador, section communale de Dondon (A1) 28) CCS à Haut du Trou, section communale de Dondon (A3) 29) CCS à Bois de Lance, section communale de Ranquitte (A2) |
| Nord-Est | 1) CCS à Haut Madeleine, section communale de Fort Liberte (A2) 2) CCS à Garcin, section communale de Trou du Nord (A1) 3) CCS à Bois Blanc, section communale de Sainte suzanne (A1) 4) CCS à Cotelette, section communale de Sainte suzanne (A1) 5) CCS à Sarazin, section communale de Sainte suzanne (A1) 6) CCS à Moka Neuf, section communale de Sainte suzanne (A1) 7) CCS à Corosse, section communale de Vallieres (A1) 8) CCS à sylvestre, section communale de Mombin Crochu (A1) |
| Nord-Ouest | 1) CCS à Minviel, section communale de Chansolme (A1) 2) CCS à Mayance, section communale de Anse a foleur (A1) 3) CCS à Dessources, section communale de Jean Rabel (A1) 4) CCS à Basse Terre, section communale de Latortue (A1) 5) CCS à Cap rouge, section communale de Saint Louis du nord (A1) 6) CCS à Labrousse, section communale de Bassin Bleu (A1) |
| Ouest | 1) CCS à Boucassin, section communale de Arcahaie (A1) 2) CCS à Delices section communale de Arcahaie (A3) 3) CCS à Boucassin, section communale de Cabaret (A2) 4) CCS à première belle fontaine, section communale de Croix des bouquets (A1) 5) CCS à deuxième belle fontaine, section communale de Croix des bouquets (A1) 6) CCS à Des crochus, section communale de Croix des bouquets (A1) 7) CCS à Trou d'eau, section communale de Thomazeau (A1) 8) CCS à Genipailler section communale de Cornillon (A2) 9) CCS à Gros Mangle, section communale de Pointe a Raquette (A1) 10) CCS à Parques, section communale de Leogane (A2) 11) CCS à Beausejour, section communale de Leogane (A3) 12) CCS à Citronniers, section communale de Leogane (A3) 13) CCS à Gros Morne, section communale de Leogane (A1) 14) CCS à Fond Arabie, section communale de Petit Goave (A3) 15) CCS à Trou canari 1, section communale de Petit Goave (A3) 16) CCS à Trou canari 2, section communale de Petit Goave(A1) 17) CCS à Moussambe 1, section communale de Grand Goave (A2) 18) CCS à Moussambe 2, section communale de Grand Goave (A2) 19) CCS à Morne Chandelle, section communale de Carrefour (A1) 20) CCS à Coupeau, section communale de Carrefour (A2) 21) CCS à Bouvier, section communale de Carrefour (A1) 22) CCS à La Valle, section communale de Carrefour (A3) 23) CCS à Corail, section communale de Carrefour (A1) 24) CCS à Nouvelle Tourraine, section communale de Kenscoff (A1) 25) CCS à Belle fontaine, section communale de Kenscoff (A1) |
| Sud | 1) CCS à Bellevue, section communale de Aquin (A1) 2) CCS à Colline à Mongons, section communale de Aquin (A2) 3) CCS à Guirand, section communale de Aquin (A3) 4) CCS à Grand Fonds, section communale de Saint Louis du Sud (A1) 5) CCS à Zanglais, section communale de Saint Louis du Sud (A2) 6) CCS à Solon, section communale de Saint Louis du Sud (A2) 7) CCS à Boulmier, section communale des Cayes (A3) 8) CCS à Meloniere, section communale de Chantal (A1) 9) CCS à Dejoie, section communale des Chardonnières (A1) 10) CCS à Verone, section communale de Les Anglais (A3) 11) CCS à Edelin, section communale de Les Anglais (A2) |

| Departement | Sections communales |
|-------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | 12) CCS à Blactote, section communale de Tiburon (A1) 13) CCS à Sevre, section communale de Tiburon (A1) 14) CCS à Conde, section communale de Coteaux (A1) 15) CCS à Quentin, section communale de Coteaux (A2) 16) CCS à Balais, section communale de Port a Piment (A3) 17) CCS à Renaudin, section communale de Roche a bateau (A1) 18) CCS à Beauclos, section communale de Roche a bateau (A2) 19) CCS à Lazard, section communale de Arniquet (A2) 20) CCS à Debouchette, section communale de Saint Jean du Sud (A2) 21) CCS à Baie du mesle, section communale de Saint Louis du Sud (A1) 22) CCS à Morancy, section communale de Cavillon (A1) 23) CCS à Rendel, section communale de Chardonnières (A1) 24) CCS à Ile a Vache, section communale des Cayes (A1) |
| Sud-Est | 1) CCS à Vallee de Baint, section communale de Baint (A3) 2) CCS à Bas de la croix, section communale de Baint (A2) 3) CCS à Bras Gauche, section communale de Baint (A2) 4) CCS à Baie d'orange, section communale de Belle Anse (A1) 5) CCS à Callumettre, section communale de Belle Anse (A1) 6) CCS à Fond melon selles, section communale de Jacmel (A2) 7) CCS à La Gosseline, section communale de Jacmel (A2) 8) CCS à Grande Riviere, section communale de Jacmel (A2) 9) CCS à Bas Coq Chante, section communale de Jacmel (A3) 10) CCS à Haut Coq Chante, section communale de Jacmel (A2) 11) CCS à Fond Melon Michineau, section communale de Cayes-Jacmel (A3) 12) CCS à Grande Riviere Fesles, section communale de Marigot (A3) 13) CCS à Macary, section communale de Marigot (A1) 14) CCS à Bel air, section communale de Belle Anse (A2) 15) CCS à Marbriole, section communale de Belle Anse (A1) 16) CCS à Pichou, section communale de Belle Anse (A2) 17) CCS à La Croix, section communale de La Montagne Jacmel (A1) 18) CCS à Cap Rouge, section communale de Cayes-Jacmel (A2) |

**PRÉSENTATION DU BUDGET PROGRAMME
DE L'EXERCICE 2020-2021
DU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE
ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE**



République d'Haïti

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION
PROFESSIONNELLE

**PRÉSENTATION DU BUDGET PROGRAMME
2020-2021**

1. PRÉSENTATION DU BUDGET PROGRAMME DU MENFP

En tant que Ministère pilote pour l'élaboration d'un budget programme depuis 2018, le MENFP a identifié les programmes budgétaires, les actions, les cadres de performance, les objectifs ainsi que les indicateurs de résultats. A cet effet, les programmes retenus par le MENFP, pour l'exercice 2020-2021, sont :

- pilotage et soutien à la politique éducative ou administration générale;
- accès à l'éducation;
- qualité de l'enseignement;
- éducation non formelle et alphabétisation.

1.1 Programmes Budgétaires du MENFP et répartition des crédits budgétaires (exercice fiscal 2020-2021) :

| PROGRAMME | | CREDITS DE PAIEMENTS (CP) 2020-2021 | | |
|--------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------|----------------------|--------------------------|
| | | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
| 1311 | MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE (MENFP) | 23,941,689,236 | 5,158,757,392 | 29,100,446,628 |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 21,126,430,521 | - | |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 1,703,609,907 | 2,065,663,062 | |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 136,611,587 | 636,569,219 | |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | 76,573,675.50 | 28,500,000 | |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | 898463546 | 2,428,025,111 | |
| ACCES A L'ÉDUCATION | | 6,157,076,363.00 | 3,279,594,330 | 9,436,670,692.50 |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 5,562,598,180 | - | |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 594,478,183 | 236,500,000 | |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | - | 636,569,219 | |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | - | 28,500,000 | |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | | 2,378,025,111 | |
| QUALITE DE L'ENSEIGNEMENT | | 55,697,929.00 | 1,675,349,612 | 1,731,047,541.24 |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 55,577,924 | - | |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 120,005 | 1,625,349,612 | |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | | - | |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | | - | |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | | 50,000,000 | |
| ÉDUCATION NON FORMELLE ET ALPHABÉTISATION | | 15,000,000.00 | - | 15,000,000.00 |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 5,000,000 | - | |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 10,000,000 | - | |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | | - | |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | | - | |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | | - | |
| PILOTAGE ET SOUTIEN A LA POLITIQUE ÉDUCATIVE OU ADMINISTRATION GÉNÉRALE | | 17,713,914,944.24 | 203,813,450 | 17,917,728,394.24 |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 15,503,254,417 | - | |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 1,099,011,719 | 203,813,450 | |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 136,611,587 | - | |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | 76,573,676 | - | |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | 898,463,546 | - | |

2. PROGRAMME « PILOTAGE ET SOUTIEN A LA POLITIQUE EDUCATIVE OU ADMINISTRATIVE GENERALE »

2.1 Présentation du programme

Le programme "Pilotage et Soutien" est un programme de gouvernance générale qui encadre les fonctions de pilotage et d'administration du Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP). Il a pour but principal d'appuyer en interne les programmes opérationnels du MENFP dans la réalisation de leurs objectifs globaux, en favorisant l'amélioration des conditions de travail, la bonne gouvernance et la modernisation des structures et des modes de gestion. Il a pour objet la gestion des ressources humaines, matérielles et financières, la coordination, le contrôle, l'animation et la supervision des activités du département.

Les structures et projets qui composent ce programme sont:

| Structures du MENFP |
|-----------------------------------------------|
| - Bureau du Ministre |
| - Direction Générale |
| - Direction des Affaires Administratives |
| - Direction du Personnel |
| - Direction de la Planification |
| - Coordination des Directions Départementales |
| - Direction Appui et Partenariat |
| - Direction Départementale de l'Ouest |
| - Direction Départementale du Nord |
| - Direction Départementale du Sud |
| - Direction Départementale de l'Artibonite |
| - Direction Départementale du Nord-Ouest |
| - Direction Départementale du Nord-Est |
| - Direction Départementale de la Grande-Anse |
| - Direction Départementale du Sud-Est |
| - Direction Départementale du Centre |
| - Direction Départementale des Nippes |

2.2 Actions pertinentes du programme

Les actions du programme sont composées :

- Pilotage de la stratégie du ministère ; cette action recouvre :
 - le suivi de la mise en œuvre des politiques au niveau central et au niveau des services déconcentrés ;
 - la conception des politiques éducatives et des contenus pédagogiques de l'enseignement ;
 - le suivi de la mise en œuvre des politiques éducatives et l'organisation de la scolarité des élèves ;
 - le pilotage budgétaire et financier et celui de l'ensemble des procédures de gestion administrative du ministère.

Le Cabinet du ministre, les directions et les services rattachés au Directeur Général mettent en œuvre cette action.

- Coordination administrative :

Le programme Pilotage et soutien met à disposition des autres programmes, à travers l'action Coordination administrative, l'expertise et les compétences dans les domaines de l'administration, finances, comptabilité, gestion des ressources humaines, patrimoine immobilier, moyens généraux, système d'information, informatique, bureautique, documentation archivage; courrier, secrétariat, reprographie; services intérieurs; production des données statistiques (interne et externe); communication; juridique-contentieux.

2.3 Cadre de Performance du Programme

Le cadre de performance du programme "Pilotage et Soutien" du ministère de l'Education est bâti autour de six objectifs spécifiques qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs à :

- (i) l'insuffisance des ressources humaines (personnel enseignant);
- (ii) la production des données statistiques;
- (iii) la gouvernance du système.

Ces objectifs sont traduits en indicateurs dont les cibles permettent de mesurer leurs évolutions et de faire des projections à court et moyen termes. Dans ce qui suit, il sera donné le détail des objectifs ainsi que les indicateurs qui leur sont associés .

| Objectif | Résultat attendu | Indicateurs de résultat |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Objectif 1 : Renforcer les structures centrales et déconcentrées du MENFP | - Les structures centrales et déconcentrées du Ministère remplissent leurs attributions efficacement dans un cadre juridico-légal rénové. | <ul style="list-style-type: none"> • Nombre de dossiers traités trimestriellement par les DT et les DDE selon les normes établies. • Les dossiers à la charge des DT et des DDE sont correctement traités et dans les délais appropriés. • Le nouveau cadre légal régissant le fonctionnement du Ministère est en application. |
| Objectif 2 : Renforcer les capacités de planification, de suivi et d'évaluation du MENFP | <ul style="list-style-type: none"> - Un système d'information fiable et régulièrement alimenté facilite la prise de décision stratégique. - Les structures nouvelles (UEP, INERE) et rénovées (DPCE) jouent efficacement leur rôle et contribuent à améliorer l'efficacité du système. | <ul style="list-style-type: none"> • Des statistiques éducatives fiables et actualisées sur tout le système sont disponibles annuellement et accessibles. • Toutes les décisions prises se basent sur les informations statistiques disponibles. • Des études régulières sur la base des statistiques éducatives sont réalisées, publiées et utilisées à bon escient. |
| Objectif 3 : Renforcer les capacités du Ministère en matière de régulation, d'encadrement et de contrôle des établissements scolaires du système | - Les structures du Ministère chargées de l'accréditation, de l'encadrement et du contrôle des établissements scolaires sont plus efficaces dans leurs attributions. | <ul style="list-style-type: none"> • Des établissements scolaires sont accrédités |
| Objectif 4: Renforcer la gouvernance du sous-secteur de l'enseignement secondaire | - Les structures de gestion et de pilotage du sous-secteur sont plus performantes. | <ul style="list-style-type: none"> • Des écoles secondaires disposent d'un nouveau cadre d'administration et d'organisation scolaire. • Un dispositif d'accompagnement de la DES est fonctionnel. |

| Objectif | Résultat attendu | Indicateurs de résultat |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Objectif 5 : Améliorer la gouvernance et le pilotage du sous-secteur de la formation professionnelle | - La réingénierie du sous-secteur de la formation professionnelle est complètement réalisée | <ul style="list-style-type: none"> Un nouveau cadre d'organisation du secteur de la formation professionnelle est élaboré et validé |
| Objectif 6: Moderniser l'enseignement secondaire | <ul style="list-style-type: none"> Un cadre légal régleme la normalisation du nouveau secondaire rénové. Les écoles secondaires du pays adoptent le cursus du secondaire rénové. | <ul style="list-style-type: none"> La loi portant organisation du secondaire de 4 ans est publiée. Des établissements scolaires secondaires disposent des nouveaux programmes du secondaire rénové et les appliquent. Les mécanismes de gestion du 3e cycle sont distincts de ceux du secondaire dans toutes les écoles. |

Les indicateurs :

| Indicateurs | Unité | Réalizations | | | En cours | Cibles | | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|--------------|-----|-----|----------|--------|-----|-----|
| | | N-3 | N-2 | N-1 | N | N+1 | N+2 | N+3 |
| Objectif 1: Renforcer les structures centrales et déconcentrées du MENFP | | | | | | | | |
| Indicateur 1.1 Nombre de dossiers traités trimestriellement par les DT et les DDE selon les normes établies | | | | | | | | |
| Sources de vérification : Précision méthodologique : | | | | | | | | |
| Indicateur 1.2 Les dossiers à la charge des DT et des DDE sont correctement traités et dans les délais appropriés | | | | | | | | |
| Sources de vérification : Précision méthodologique : | | | | | | | | |
| Indicateur 1.3 Le nouveau cadre légal régissant le fonctionnement du Ministère est en application | | | | | | | | |
| Sources de vérification : Précision méthodologique : | | | | | | | | |

| Indicateurs | Unité | Réalizations | | | En cours | Cibles | | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|--------------|-----|-----|----------|--------|-----|-----|
| | | N-3 | N-2 | N-1 | N | N+1 | N+2 | N+3 |
| secondaires disposent des nouveaux programmes du secondaire rénové et les appliquent | | | | | | | | |
| Sources de vérification : Précision méthodologique : | | | | | | | | |
| Indicateur 6.3 : Les mécanismes de gestion du 3e cycle sont distincts de ceux du secondaire dans toutes les écoles | | | | | | | | |
| Sources de vérification : Précision méthodologique : | | | | | | | | |

2.4 Présentation des moyens des programmes

| Actions | Activités | dépenses de personnel | Dépenses de biens et services | | Dépenses d'Immobilisations | | Dépenses de Transferts | | Autres dépenses publiques | |
|-------------------------------------------------------------|-----------|-----------------------|-------------------------------|-----|----------------------------|-----|------------------------|-----|---------------------------|-----|
| | | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP |
| | | N+1 | N+1 | N+1 | N+1 | N+1 | N+1 | N+1 | N+1 | N+1 |
| Action 1: pilotage de la stratégie du ministère recouvre | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | |
| | Total | | | | | | | | | |
| Action 2: Coordination administrative | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | |
| | Total | | | | | | | | | |

3. PROGRAMME « ACCÈS A L'EDUCATION »

3.1 Présentation du programme

L'objectif du programme Accès à l'éducation est d'améliorer l'accessibilité et le maintien à l'école, notamment celui des filles et particulièrement dans les zones les plus défavorisées. L'accès est amélioré par les constructions/réhabilitations de salles de classe et le programme d'alimentation scolaire. L'achèvement est aussi un aspect important du programme d'accès en ce sens qu'il permet d'augmenter le taux d'achèvement par l'amélioration de la qualité des apprentissages. L'achèvement est amélioré par la réduction des redoublements et des abandons au niveau de l'enseignement fondamental.

Les structures et projets qui composent ce programme sont:

| Structures du MENFP |
|---------------------------------------------------------------------|
| - Direction de l'Enseignement Secondaire |
| - Direction de l'Enseignement Fondamental |
| - Direction du Génie Scolaire |
| - Direction de l'Enseignement Supérieur et Recherches Scientifiques |
| - Direction de Gestion du Programme National de Cantine Scolaire |
| - Direction de Gestion des Universités Publiques Régionales |

- | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> - Institut National de Formation Professionnelle - Direction Appui et Partenariat |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

3.2 Actions pertinentes du programme

Les actions du programme sont composées :

- offre Scolaire;
- soutien à l'Enseignement non Publique;
- rétention scolaire;
- accès à la Formation Professionnelle.

3.3 Cadre de Performance du Programme

Le cadre de performance du programme "Accès à l'Éducation" du ministère de l'Éducation est bâti autour des objectifs ci-après :

| Objectif | Résultat attendu | Indicateurs de résultat |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Objectif 1 : Augmenter l'accès des enfants de 4 et 5 ans à l'éducation préscolaire publique | - Les capacités d'accueil du secteur public pour la prise en charge des enfants du préscolaire augmentent. | <ul style="list-style-type: none"> • Des écoles fondamentales publiques disposent de deux salles préscolaires équipées; • La proportion d'enfants de 4-5 ans dans le préscolaire public |
| Objectif 2 : Assurer l'accès équitable et la participation de tous les enfants à l'éducation fondamentale, et les doter d'habiletés et de compétences utiles pour la vie | <ul style="list-style-type: none"> - Les capacités d'accueil du système répondent à la demande sociale d'éducation au niveau du fondamental ; - L'offre d'éducation fondamentale dans le secteur public connaît un accroissement considérable. | <ul style="list-style-type: none"> • Le taux d'admission en première année du fondamental; • Nombre d'enfants actuellement en dehors du système intégrant le système; • Le taux brut de scolarisation aux deux premiers cycles du fondamental; • Le taux net de scolarisation aux deux premiers cycles du fondamental ; • Le taux de transition au 3e cycle du fondamental. • Le taux brut de scolarisation au 3e cycle du fondamental. • La part du secteur public dans les deux premiers cycles du fondamental; • La proportion d'élèves du 3e cycle fondamental scolarisés dans le secteur public. |
| Objectif 3 : Accroître l'accès équitable à un enseignement secondaire moderne | <ul style="list-style-type: none"> - Les capacités d'accueil du sous-secteur secondaire augmentent considérablement sur la période du plan. - Le secteur public scolarise un nombre important d'élèves grâce à la création de nouvelles places assises. | <ul style="list-style-type: none"> • Le taux brut d'admission au secondaire. • Le taux brut de scolarisation au secondaire. • La proportion d'élèves scolarisés dans le public. |
| Objectif 4: Augmenter rationnellement et équitablement l'offre | - Le sous-secteur de la formation professionnelle connaît un important développement tant quantitatif que | <ul style="list-style-type: none"> • Le nombre d'étudiants en formation technique et professionnelle. • Nombre de départements |

| Objectif | Résultat attendu | Indicateurs de résultat |
|------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| de formation professionnelle. | qualitatif à l'échelle nationale. | géographiques du pays disposant au moins d'un grand centre public de référence pour la formation technique et professionnelle équipé, ainsi que d'un observatoire de l'emploi. <ul style="list-style-type: none"> • Nombre de formateurs maîtrisant leurs champs d'intervention et utilisant l'approche par compétence. |
| Objectif 5 : Garantir l'accès des enfants et jeunes handicapés à l'éducation | - Les enfants en situation de handicap intègrent le système et y évoluent en toute autonomie et indépendance. | <ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'écoles spécialisées et en éducation spéciale fonctionnelles dans le pays. • Nombre d'infrastructures scolaires publiques disposant de rampes d'accès adaptées aux besoins des enfants en situation de handicap. • Pourcentage d'enfants d'âge légal en situation de handicap bénéficiant de services éducatifs. |

Les indicateurs :

| Indicateurs | Unité | Réalizations | | | En cours | Cibles | | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|--------------|-----|-----|----------|--------|-----|-----|
| | | N-3 | N-2 | N-1 | N | N+1 | N+2 | N+3 |
| Objectif 1 : Assurer l'accès équitable et la participation de tous les enfants à l'éducation fondamentale, et les doter d'habiletés et de compétences utiles pour la vie | | | | | | | | |
| Indicateur 1.1 : Taux d'admission en première année du fondamental | | | | | | | | |
| Sources de vérification : Précision méthodologique : | | | | | | | | |
| Indicateur 1.2 : Nombre d'enfants actuellement en dehors du système intégrant le système; | | | | | | | | |
| Sources de vérification : Précision méthodologique : | | | | | | | | |
| Indicateur 1.3 : Le taux brut de scolarisation aux deux premiers cycles du fondamental. | | | | | | | | |
| Sources de vérification : | | | | | | | | |

| | | | | | | | | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|--|--|--|--|--|--|--|--|
| Précision méthodologique : | | | | | | | | |
| Indicateur 1.4 : Le taux net de scolarisation aux deux premiers cycles du fondamental | | | | | | | | |
| Sources de vérification : Précision méthodologique : | | | | | | | | |
| Indicateur 1.5 Le taux de transition au 3e cycle du fondamental | | | | | | | | |
| Sources de vérification : Précision méthodologique : | | | | | | | | |
| Indicateur 1.6 Le taux brut de scolarisation au 3e cycle du fondamental. | | | | | | | | |
| Sources de vérification : Précision méthodologique : | | | | | | | | |
| Indicateur 1.7 Part du secteur public dans les deux premiers cycles du fondamental. | | | | | | | | |
| Sources de vérification : Précision méthodologique : | | | | | | | | |
| Indicateur 1.8 La proportion d'élèves du 3e cycle fondamental scolarisés dans le secteur public | | | | | | | | |
| Sources de vérification : Précision méthodologique : | | | | | | | | |
| Objectif 2: Accroître l'accès équitable à un enseignement secondaire moderne | | | | | | | | |
| Indicateur 2.1 : Le taux brut d'admission au secondaire | | | | | | | | |
| Sources de vérification : Précision méthodologique : | | | | | | | | |
| Indicateur 2.2 : Le taux brut de scolarisation au secondaire | | | | | | | | |
| Sources de vérification : Précision méthodologique : | | | | | | | | |

| | | | | | | | | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|--|--|--|--|--|--|--|
| Indicateur 1.3: La proportion d'élèves scolarisés dans le public | | | | | | | | |
| Sources de vérification : Précision méthodologique : | | | | | | | | |
| Objectif 3 : Augmenter rationnellement et équitablement l'offre de formation professionnelle | | | | | | | | |
| Indicateur 3.1 nombre d'étudiants en formation technique et professionnelle augmente | | | | | | | | |
| Sources de vérification : Précision méthodologique : | | | | | | | | |
| Indicateur 3.2 Nombre de départements géographiques du pays disposant au moins d'un grand centre public de référence pour la formation technique et professionnelle équipé | | | | | | | | |
| Sources de vérification : Précision méthodologique : | | | | | | | | |
| Indicateur 3.3 des formateurs maîtrisent leurs champs d'intervention et utilisent l'approche par compétence | | | | | | | | |
| Sources de vérification : Précision méthodologique : | | | | | | | | |
| Objectif 4 : Garantir l'accès des enfants et jeunes handicapés à l'éducation | | | | | | | | |
| Indicateur 4.1 Nombre d'écoles spécialisées et en éducation spéciale fonctionnant dans le pays | | | | | | | | |
| Sources de vérification : Précision méthodologique : | | | | | | | | |
| Indicateur 4.2 : Nombre d'infrastructures | | | | | | | | |

4. PROGRAMME « QUALITÉ À L'ÉDUCATION »

4.1 Présentation du programme

Les structures et projets qui composent ce programme sont:

| Structures du MENFP |
|---------------------------------------------------------------|
| - Direction du Curriculum et de la Qualité |
| - Direction de la Formation et du Perfectionnement des Cadres |

4.2 Actions pertinentes du programme

Les actions du programme sont composées :

- Formation et perfectionnement des enseignants
- Curriculum et aides didactiques
- Évaluation des apprentissages et des Acquis Scolaires
- Qualité de la formation professionnelle

4.3 Cadre de Performance du programme

| Objectif | Résultat attendu | Indicateurs de résultat |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Objectif 1 : Améliorer la qualité de l'éducation préscolaire | - Les enfants du préscolaire évoluent dans un meilleur environnement d'apprentissage et de stimulation. | <ul style="list-style-type: none"> • Le niveau de changement observé chez les moniteurs dans l'application des méthodes et pratiques pédagogiques. • Nombre d'enfants du préscolaire public disposant de matériels didactiques. • Nombre d'enfants du préscolaire public bénéficiant chaque jour d'école d'un repas équilibré. |
| Objectif 2 : Améliorer la qualité de l'éducation et l'efficacité interne du sous-secteur fondamental | <ul style="list-style-type: none"> - Les enseignants maîtrisent le socle commun de connaissances et compétences et sont plus qualifiés et efficaces grâce à un meilleur encadrement (disciplinaire, pédagogique et administratif). - Les élèves du fondamental bénéficient d'un meilleur encadrement, maîtrisent leurs programmes d'enseignement et fournissent de meilleurs rendements scolaires, plus particulièrement dans les disciplines de base (mathématiques, lecture et écriture). - De plus en plus d'élèves enregistrent une meilleure progression à l'intérieur des cycles et entre les cycles du fondamental. | <ul style="list-style-type: none"> • Pourcentage d'enseignants des deux premiers cycles fondamental ayant obtenu un certificat de qualification. • Pourcentage des enseignants appartenant à un réseau ou un sous-réseau pédagogique. • Le taux moyen de réussite des élèves dans les tests d'évaluation des acquis en lecture, mathématiques et écriture. • Les taux de réussite aux examens nationaux. • Pourcentage des élèves du fondamental disposant de matériels didactiques. • Le taux de redoublement en |

| Objectif | Résultat attendu | Indicateurs de résultat |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | | 2e et 4e années aux deux premiers cycles du fondamental. <ul style="list-style-type: none"> • Les taux de promotion dans les 1e, 3e et 5e AF. • Le taux d'achèvement au 3e cycle fondamental. |
| Objectif 3 : Améliorer la qualité de l'enseignement secondaire et l'efficacité interne du sous-secteur | <ul style="list-style-type: none"> - Tous les enseignants maîtrisent la philosophie et les contenus des programmes d'enseignement. - Les élèves et les enseignants bénéficient d'un meilleur encadrement pédagogique. - Les élèves maîtrisent le socle commun de connaissances et de compétences défini pour le secondaire. - Le nombre d'enfants bouclant le cycle secondaire a considérablement augmenté. | <ul style="list-style-type: none"> • Pourcentage des enseignants du secondaire possédant un certificat de qualification. • Pourcentage des écoles secondaires publiques disposent de matériels didactiques nécessaires à un bon enseignement-apprentissage. • Pourcentage des écoles secondaires appartiennent à un réseau ou un sous-réseau pédagogique. • Le taux de réussite aux examens officiels. • Le taux d'achèvement au secondaire. |

Les indicateurs :

| Indicateurs | Unité | Réalizations | | | En cours | Cibles | | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|--------------|-----|-----|----------|--------|-----|-----|
| | | N-3 | N-2 | N-1 | N | N+1 | N+2 | N+3 |
| Objectif 1 : Améliorer la qualité de l'éducation préscolaire | | | | | | | | |
| Indicateur 1.1 : Le niveau de changement observé chez les moniteurs dans l'application des méthodes et pratiques pédagogiques | | | | | | | | |
| Sources de vérification : Précision méthodologique : | | | | | | | | |
| Indicateur 1.2. : des enfants du préscolaire public disposent de matériels didactiques | | | | | | | | |
| Sources de vérification : | | | | | | | | |

| Indicateurs | Unité | Réalizations | | | En cours | Cibles | | |
|-------------------------------------------------------|-------|--------------|-----|-----|----------|--------|-----|-----|
| | | N-3 | N-2 | N-1 | N | N+1 | N+2 | N+3 |
| secondaire | | | | | | | | |
| Sources de vérification : Précision méthodologique | | | | | | | | |

4.4 Présentation des moyens des programmes

| Actions | Activités | dépenses de personnel | Dépenses de biens et services | | Dépenses d'immobilisations | | Dépenses de Transferts | | Autres dépenses publiques | | |
|--------------------------------------------------------------------|-----------|-----------------------|-------------------------------|-----|----------------------------|-----|------------------------|-----|---------------------------|-----|-----|
| | | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | |
| | | N+1 | N+1 | N+1 | N+1 | N+1 | N+1 | N+1 | N+1 | N+1 | N+1 |
| Action 1: formation et perfectionnement des enseignants | | | | | | | | | | | |
| | Total | | | | | | | | | | |
| Action 2: Curriculum et aides didactiques | | | | | | | | | | | |
| | Total | | | | | | | | | | |
| Action 3: Evaluation des apprentissages et des acquis scolaires | | | | | | | | | | | |
| | Total | | | | | | | | | | |
| Action 4: Qualité de la formation professionnelle | | | | | | | | | | | |
| | Total | | | | | | | | | | |

6. PROGRAMME « EDUCATION NON FORMELLE ET ALPHABETISATION »

6.1 Présentation du programme

L'éducation non formelle est une forme d'éducation organisée en dehors des structures classiques d'enseignement et dispensée aux adultes analphabètes, hommes et femmes et aux enfants et adolescents garçons et filles non scolarisés ou déscolarisés précoces.

6.2 Actions pertinentes du programme

Les actions du programme sont composées :

- > Offre d'éducation non formelle et alphabétisation
- > Qualité de l'éducation non formelle et de l'alphabétisation

6.3 Cadre de Performance du Programme

Le cadre de performance du programme "Éducation non formelle et Alphabétisation" du ministère de l'Éducation est bâti autour des objectifs ci-après :

| Indicateurs | Unité | Réalizations | | | En cours | Cibles | | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|--------------|-----|-----|----------|--------|-----|-----|
| | | N-3 | N-2 | N-1 | N | N+1 | N+2 | N+3 |
| de nouveaux instruments et outils de pilotage des actions | | | | | | | | |
| Sources de vérification : Précision méthodologique : | | | | | | | | |
| Objectif 2 : Augmenter les possibilités d'intégration des néo-alphabétisés à la vie socioéconomique | | | | | | | | |
| Indicateur 2.1 Nombre de personnes alphabétisées disposant d'un certificat de post alphabétisation | | | | | | | | |
| Sources de vérification : Précision méthodologique : | | | | | | | | |
| Indicateur 2.2 Disponibilité d'un dispositif institutionnel pour l'éducation des adultes est fonctionnel | | | | | | | | |
| Sources de vérification : Précision méthodologique : | | | | | | | | |

6.4 Présentation des moyens des programmes

| Actions | Activités | dépenses de personnel | Dépenses de biens et services | | Dépenses d'Immobilisations | | Dépenses de Transferts | | Autres dépenses publiques | |
|--------------------------------------------------------------------------|-----------|-----------------------|-------------------------------|-----|----------------------------|-----|------------------------|-----|---------------------------|-----|
| | | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP |
| | | N+1 | N+1 | N+1 | N+1 | N+1 | N+1 | N+1 | N+1 | N+1 |
| Action 1: Offre d'éducation non formelle et alphabétisation | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | |
| | Total | | | | | | | | | |
| Action 2: Qualité de l'éducation non formelle et de l'alphabétisation | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | |
| | Total | | | | | | | | | |

Achévé d'imprimer par Presses Nationales d'Haïti - Port-au-Prince
ISSN : 1683-2930 • Dépôt légal : 85-01-027 Bibliothèque Nationale d'Haïti
©Tous droits réservés 2020